

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°220-221

JUILLET-AOUT 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **IRAK : ATTENTATS ET RECONSTRUCTION POLITIQUE.**
- **PÉRIPLÉ DIPLOMATIQUE DE N. BARZANI ET J. TALABANI**
- **CRISE ENTRE WASHINGTON ET ANKARA : L'ARMÉE AMÉRICAINE ARRÊTE À SOULEIMANIEH ONZE MILITAIRES TURCS " SOUPÇONNÉS DE COMLOT " CONTRE LE GOUVERNEUR KURDÉ DE KIRKOUK**
- **CINQUIÈME AUDIENCE DU PROCÈS DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLÈGUES : LES OBSERVATEURS DÉNONCENT LA " PARODIE DE JUSTICE "**
- **DAMAS : LES ASSOCIATIONS DES DROITS DE L'HOMME LOCALES DÉNONCENT LES ARRESTATIONS DES KURDES**
- **STRASBOURG : LA TURQUIE CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

IRAK : ATTENTATS ET RECONSTRUCTION POLITIQUE

Q'ÉTÉ 2003 aura été marqué dans l'Irak d'après Saddam par une série d'attentats spectaculaires et meurtriers occultant les progrès importants réalisés dans le processus de la reconstruction politique du pays et dans la neutralisation des principaux dirigeants de l'ancien régime.

Alors que dans une grande partie du pays (Le Kurdistan et le sud chiite) règne le calme, que la mise en place des institutions (conseils

municipaux, gouverneurs) et la remise en état des écoles, des hôpitaux, des services administratifs et des infrastructures progressent, certains quartiers de Bagdad et le triangle dit sunnite incluant les villes de Falluja, Tikrit et Ramadi, au nord de la capitale irakienne sont le théâtre de violences et d'attentats anti-américains. Des agents de la Section des opérations spéciales des Moukhabarate (services secrets dissous), des membres des gardes républicaines spéciales restés fidèles

à Saddam Hussein, des « islamistes sans frontières » en djihad contre les occidentaux, des agents des services de renseignement iranien (Italaat) agissant seuls ou de concert, sont tenus pour responsables de ces actions qui ne visent pas que les Américains.

En effet, la campagne d'attentats a été lancée début août par l'explosion d'un camion piégé devant l'ambassade de Jordanie qui a fait 17 morts et qui a été attribuée aux réseaux baasistes. Pourtant, Amman venait tout juste d'offrir l'asile aux deux filles de Saddam Hussein et à leurs enfants. Celles-ci, dans leurs déclarations aux médias, n'ont pas manqué de faire l'éloge de leur dictateur de père, affirmer que sans

celui-ci, ses oncles et autres membres de sa famille n'auraient pu, dans le meilleur des cas, devenir que des chauffeurs de taxi et dénoncer leurs manigances et leur félonie.

Alors que les supputations allaient bon train sur les raisons et les commanditaires de cet attentat contre l'ambassade d'un pays arabe qui fut pendant des décennies un allié dévoué du régime irakien, il y a eu l'attentat encore plus meurtrier du 20 août devant le siège de la représentation à Bagdad de l'ONU. L'explosion d'un camion bourré d'obus, de mortiers, de grenades et d'explosifs militaires, a fait une vingtaine de morts dont Sergio Vieira de Mello, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et de ses principaux collaborateurs. L'auteur connaissait apparemment bien les lieux, l'emplacement du bureau du représentant spécial et son emploi du temps. Sous prétexte de ne pas se couper de la population, l'ONU n'avait pas jugé opportun de demander aux forces américaines l'instauration d'un périmètre de sécurité. Pire encore, elle avait continué d'employer comme gardes de sécurité les agents mis à sa disposition par le régime de Saddam Hussein et donc fidèles à celui-ci. L'hypothèse de complicités internes fut assez rapidement évoquée et l'objectif de l'opération clairement identifié : faire peur aux occidentaux travaillant pour l'ONU et les ONG, les faire fuir et donner à l'opinion publique mondiale l'image d'un Irak à feu et à sang.

Cependant, la situation en Irak ne saurait être réduite à ces quelques événements spectaculaires. Il faut rappeler que pendant la même période de nombreux hauts dirigeants du régime déchu, auteurs de massacres et de crimes contre l'humanité ont été arrêtés ou éliminés. Parmi eux, les deux fils redoutables de Saddam Hussein,

Oudaï et Qousaï, qui ont été tués par les forces américaines lors d'un raid le 22 juillet à Mossoul. L'annonce de leur mort a été saluée par des tirs de joie de la population d'un bout à l'autre du pays. Ils n'ont pas été enterrés comme des dizaines de milliers de leurs victimes dans de fosses communes secrètes ; la coalition a remis leur corps au Croissant rouge irakien qui, en liaison avec leurs proches, a assuré leurs funérailles conformément à la tradition locale.

Quelques semaines plus tard, le vice-président du régime déchu Taha Yassine Ramadan a été arrêté par les Kurdes et remis aux forces américaines. Sans les maladroites de celles-ci, cette arrestation aurait sans doute permis également la capture de Saddam Hussein. Toutefois, le cousin de ce dernier, Ali Hassan al-Majid, dit Ali le Chimique pour l'usage massif qu'il fit des armes chimiques lors des campagnes génocidaires contre les Kurdes (1988-1989) n'a pas pu échapper à la traque et son arrestation a été annoncée le 21 août. Elle a donné lieu à des scènes de liesse populaire au Kurdistan ainsi qu'au Koweït dont il avait été le gouverneur lors de l'occupation irakienne.

Au plan politique, l'événement majeur a été la formation d'un Conseil de gouvernement transitoire regroupant les représentants des principales forces politiques, des communautés ethniques et religieuses et de la société civile. Composée de 25 membres, dont 13 chiïtes, 5 Arabes sunnites, 5 Kurdes, 1 chrétien et 1 Turcomane, le Conseil est à l'image de la diversité de la population irakienne. Fonctionnant comme un organe législatif provisoire, il est chargé de la mise en place d'un gouvernement intérimaire, de l'adoption du budget, de la nomination de hauts fonctionnaires et des ambassadeurs et de la

désignation des membres d'une convention constitutionnelle.

La création de ce Conseil, a été saluée par les Nations-Unies, l'Europe, les Etats-Unis et la Ligue arabe, comme une avancée importante vers le gouvernement de l'Irak par les Irakiens eux-mêmes.

La première décision de ce Conseil a été d'abolir toutes les fêtes imposées par l'ancien régime et d'adopter le 9 avril, date de la chute de la dictature baasiste, comme journée de la libération de l'Irak et à ce titre fériée.

Après de longs débats, le Conseil pour mieux respecter l'égalité des droits entre les principales forces politiques qui le composent, est convenu de se doter d'une présidence collective de 9 membres. Chacun de ces derniers dirigera le Conseil pour une période d'un mois suivant l'ordre alphabétique en arabe. Ainsi, le premier président est Dr. Al-Jafari, représentant du parti chiïte al-Daawa auquel succédera en septembre Ahmad Chalabi. Les deux leaders kurdes Barzani et Talabani font partie de cette présidence collective.

Parmi les toutes premières décisions du Conseil, la formation d'un gouvernement intérimaire de 25 membres et la mise en place d'une commission chargée de la préparation de la Convention constitutionnelle. Pièce maîtresse du processus politique la Constitution est au centre des débats animés. Les délégués kurdes ont demandé que les principes adoptés lors des précédentes conférences de l'opposition soient consacrés dans la nouvelle Constitution. Selon ces principes, l'Irak nouveau, sera un Etat démocratique, fédéral et laïc, respectant le pluralisme politique, la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'égalité des droits

entre les hommes et les femmes. La question de la laïcité ayant été contestée par certains délégués chiites, les délégués kurdes ont soumis leur motion aux voix et obtenu 17 voix sur 25 sur la nécessité de la séparation de l'Etat et de la religion dans l'organisation de l'Irak futur.

Malgré les difficultés, des tensions et des frictions, on assiste à l'émergence progressive d'une culture de dialogue et de

compromis aussi bien au sein du Conseil du gouvernement qu'au niveau des conseils municipaux. Les nouveaux média, les séminaires et conférences organisées un peu partout par des ONG, visent à inculquer à une société longtemps dominée par la violence, une culture de paix et de règlement par le dialogue des conflits d'intérêts. Cet Irak en gestation est évidemment moins médiatique et de ce fait moins connu de l'opinion publique, notamment en France.

Japonais sont également intéressés par des projets humanitaires au profit des populations civiles kurdes et irakiennes.

Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, a eu le 2 juillet à Damas des entretiens axés sur l'Irak avec plusieurs dirigeants syriens. M. Talabani s'est entretenu séparément avec le vice-président syrien Abdel Halim Khaddam et le numéro deux du parti Baas, Abdallah al-Ahmar, des moyens de "renforcer les relations" et des "développements sur les scènes irakienne et kurde". Après un séjour de plusieurs jours à Damas, M. Talabani s'est rendu à Moscou où il a été notamment reçu par le ministre des Affaires étrangères, Igor Ivanov. À cette occasion, il a invité la Russie à tourner la page du passé et à jouer un rôle plus important dans la reconstruction politique et économique de l'Irak

PÉRIPLÉ DIPLOMATIQUE DE N. BARZANI ET J. TALABANI

LES dirigeants kurdes entendent jouer un rôle décisif dans la construction d'un Irak démocratique et fédéral et ils s'emploient à obtenir des soutiens internationaux aussi larges que possibles pour cette entreprise. Le Kurdistan qui bénéficie de la paix, de la stabilité, des institutions démocratiques et des infrastructures convenables, souhaite être à la fois un modèle pour l'Irak futur et une base pour les entreprises qui veulent investir en Irak. Pourvu d'une loi encourageant les investissements, le Kurdistan se dote aussi d'un aéroport international à Erbil. Inauguré symboliquement en juillet pour les vols humanitaires, l'aéroport devrait en décembre être en mesure d'accueillir des vols civils.

Pour promouvoir la cause du Kurdistan et celle de l'Irak, Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan et membre de la présidence du Conseil du gouvernement transitoire, s'est rendu successivement à Damas, à Moscou, à Paris, à Pékin, à Tokyo et à Canberra, où il a notamment été

reçu par les ministres des Affaires étrangères.

De son côté, Nechirvan Barzani, le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan, basé à Erbil, s'est entretenu le 2 juillet avec des responsables turcs à Ankara des questions de sécurité. M. Barzani a quitté lendemain la Turquie au terme de ses entretiens.

Cette visite est intervenue après un différend avec les Kurdes irakiens en juin 2003 qui a provoqué la fermeture pendant deux jours, par la Turquie, de son unique poste frontalier avec l'Irak. La Turquie a fermé le poste-frontière de Habur après que le parti démocratique du Kurdistan (PDK) eut empêché un groupe d'hommes d'affaires irakiens de se rendre en Turquie du fait qu'ils n'avaient pas de documents de voyage. Le PDK leur a finalement permis de passer la frontière.

M. Barzani s'est rendu ensuite à Washington, puis le 28 juillet à Tokyo où il a été reçu par le Ministre des Affaires étrangères, Yoriko Kawaguchi et les chefs d'entreprises nippones qu'il a invités à venir investir au Kurdistan. Les

A Paris, M. Talabani a été reçu le 15 juillet par le ministre français des Affaires étrangères Dominique de Villepin, dans le cadre « d'un dialogue régulier que la France entretient de longue date avec les partis kurdes d'Irak, l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ». Il a également rencontré François Hollande, Premier secrétaire du Parti socialiste français (PS) et ont appelé « l'ensemble de la communauté internationale, notamment l'Onu » à aider les Irakiens à édifier « un nouvel Irak fondé sur la démocratie ». « M. Talabani a remercié les socialistes français pour le soutien qu'ils ont apporté depuis plusieurs années aux Kurdes irakiens dans les moments difficiles et douloureux de leur histoire sous la dictature de Saddam Hussein », a souligné le PS, dans un communiqué à l'issue de l'entretien, qui s'est déroulé au siège du PS.

L'étape chinoise de la visite de J. Talabani a surtout été de caractère informatif et diplomatique.

CRISE ENTRE WASHINGTON ET ANKARA : L'ARMÉE AMÉRICAINE ARRÊTE À SOULEIMANIEH ONZE MILITAIRES TURCS " SOUPÇONNÉS DE COMLOT " CONTRE LE GOUVERNEUR KURDE DE KIRKOUK

L'ARRESTATION par l'armée américaine de 11 membres de forces spéciales turques au Kurdistan irakien a provoqué une véritable crise entre les deux pays, alliés de longue date au sein de l'Otan, a estimé le 7 juillet le chef d'état-major de l'armée turque, le général Hilmi Ozkok. " Cette affaire a provoqué la plus grave crise de confiance " entre les armées des deux pays et une véritable " crise " entre les deux pays, a affirmé le général à la télévision, alors qu'il recevait l'ambassadeur des États-Unis à Ankara Robert Pearson venu lui faire ses adieux après trois ans en Turquie.

Les soldats des forces spéciales turques, arrêtés le 4 juillet à Souleimanieh lors d'un raid musclé américain contre leur quartier-général, ont été libérés le 6 juillet au soir au terme de deux jours d'intenses contacts entre dirigeants turcs et américains. Les onze membres des forces spéciales turques sont arrivés en hélicoptère à Souleimanieh et ont repris le travail après avoir passé la nuit dans un hôtel de Bagdad pour des raisons de sécurité. " J'ai du mal à considérer cette affaire comme un simple incident local... Ça s'est transformé en une grave crise de confiance entre les forces armées turques et américaines puis en une crise tout court ", a déclaré aux journalistes, à Ankara, le chef d'état-major Hilmi Ozkok, qui a ajouté que " nous accordons de l'importance aux liens turco-américains (...) mais notre honneur national et l'honneur des forces armées turques sont tout aussi importants ", tout en

rappelant que les Turcs avaient combattu " coude à coude " avec les Américains pendant la guerre de Corée et avaient depuis toujours été des alliés loyaux.

Selon les responsables américains en Irak les soldats turcs et plusieurs civils ont été arrêtés parce qu'ils s'apprétaient à perpétrer des attentats dans le Kurdistan irakien. D'après la presse turque, ils sont soupçonnés d'avoir voulu organiser un attentat contre le gouverneur kurde de la ville de Kirkouk, une accusation qualifiée de " sottise " par le chef de la diplomatie turque, Abdullah Gul. " Les militaires américains ont agi sur la base d'informations selon lesquelles ils [les militaires turcs] auraient pu être impliqués dans des activités troubles ", a déclaré le porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères, Richard Boucher. M. Boucher n'a pas voulu donner plus de détails sur la nature de ces activités, se retranchant derrière le fait que cette affaire devait faire l'objet d'une enquête conjointe américano-turque. Un autre haut responsable américain s'est contenté de rester allusif : " Nous avons des renseignements substantiels selon lesquels ils auraient pu être impliqués dans des activités concernant des dirigeants locaux ", a-t-il assuré sous couvert de l'anonymat. Selon des diplomates en poste au Proche-Orient, cités par AFP, l'un des détenus est un colonel turc qui a déjà été expulsé deux fois par les forces britanniques ou américaines pour " activités suspectes ". En avril dernier, les Américains avaient saisi d'importantes cargaisons d'armes

dans un convoi " humanitaire " du Croissant rouge turc à destination de Kirkouk et expulsé un commando des forces spéciales turques déguisé en civil dans ce convoi. Dans la décennie 1990, les services secrets turcs ont joué un rôle aussi actif que ceux de l'Irak dans la déstabilisation du Kurdistan irakien.

Alors que le ton monte à Ankara, Washington a souligné que ce pays restait un allié " fort " au sein de l'Otan et un partenaire crucial pour le maintien de la stabilité dans le Kurdistan irakien. " L'Otan est toujours forte, de même que nos relations avec tous nos alliés, y compris la Turquie " au sein de cette organisation, a affirmé M. Boucher, qui s'est refusé à " spéculer " sur les conséquences possibles de cette affaire tant que l'enquête ne serait pas terminée. Il a également indiqué que cela n'empêchait pas Washington de continuer de travailler " en coopération étroite " avec Ankara pour " la stabilité et la sécurité dans le Kurdistan irakien ". " Nous sommes en contact étroit avec notre allié turc pour résoudre cette affaire. Le fait que, quand un incident comme celui-ci arrive, nous ayons toutes sortes de canaux pour parler en confiance avec nos alliés turcs de nos préoccupations et chercher à les résoudre est le signe de relations bonnes et saines ", a-t-il insisté. Outre les contacts entre militaires des deux pays, cette affaire a été évoquée trois fois au téléphone par le chef de la diplomatie américaine Colin Powell avec son homologue turc, ainsi qu'entre le vice-président Dick Cheney et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, a-t-il souligné.

La presse turque estimait le 7 juillet que la libération des soldats ne réglait pas pour autant la " crise " dans un pays où les sentiments nationalistes sont à fleur de peau dès qu'on touche à l'armée. Selon le quotidien *Hurriyet*, " les États-Unis ont perdu même leurs plus proches amis

en Turquie », tandis que le quotidien *Radikal* affirmait qu'il ne pourrait s'agir d'un simple accident et que cet incident mettait un terme à la " *relation stratégique* " entre les deux pays. Même le journal pro-islamiste *Yeni Safak*, proche du gouvernement du parti de la Justice et du Développement (AKP) du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, critique la gestion par le gouvernement de la crise, l'accusant de ne pas être assez ferme face aux Américains.

La détention provisoire des soldats turcs a donné lieu à des manifestations dans les rues d'Istanbul. Des nationalistes ont pris part à un sit-in devant le consulat des Etats-Unis et des affrontements ont eu lieu entre la police et d'autres manifestants qui cherchaient à pénétrer dans l'immeuble.

Cette crise grave survient quelques semaines après le vote par le Parlement du Kurdistan d'une résolution demandant le départ des quelques centaines de soldats turcs encore stationnés au Kurdistan irakien, qui n'ont plus aucune raison d'y rester si ce n'est celle d'armer et d'organiser une faction turcomane ultra-minoritaire, le Front turkmène, pour tenter de semer des troubles au Kurdistan et d'entraver la marche des Kurdes et des Irakiens vers un régime fédéral. Par ailleurs, Washington et plusieurs capitales européennes s'emploient à convaincre Ankara de décréter rapidement une amnistie permettant le retour en Turquie de la plupart des quelques 4000 combattants du PKK actuellement basés dans des camps situés sur la frontière du Kurdistan irakien et iranien afin de tourner la page de la lutte armée et d'engager un processus politique pour le règlement de la question kurde en Turquie aussi.

Cette évolution inquiète les " *faucons* " turcs qui multiplient les

provocations et semblent placer leurs espoirs dans la déstabilisation du Kurdistan et de l'Irak pour précipiter le départ des Américains, objectif qui est partagé non seulement par les éléments du parti Baas entrés dans la clandestinité mais aussi par des services secrets iraniens qui agissent dans le Sud chiite.

Le fossé se creuse donc entre Turcs et Américains. Ces derniers ne s'attendaient pas à voir leurs " *alliés stratégiques* " d'hier apporter de l'eau au moulin de leurs ennemis déclarés de " *l'axe du mal* ". La libération des soldats turcs après quelques jours de détention n'a apaisé que superficiellement cette crise de confiance profonde.

CINQUIÈME AUDIENCE DU PROCÈS DE LEYLA ZANA ET DE SES COLLÈGUES : LES OBSERVATEURS DÉNONCENT LA " *PARODIE DE JUSTICE* "

AU cours de la cinquième audience du procès des anciens députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP) - Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Selim Sadak- la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara N°1, a, le 18 juillet, rejeté une nouvelle fois leur demande de libération et ajourné l'audience au 15 août.

La Cour a procédé à l'audition des témoins de la défense dont Dr. Ozden Ozdemir, l'ophtalmologue qui a soigné un responsable local du PKK. Elle a pu ainsi indiquer qu'elle n'avait jamais été contactée par Orhan Dogan pour l'examen de ce patient comme l'affirment les autorités turques.

La Cour de sûreté de l'Etat a également entendu l'ancien bâtonnier du barreau de Diyarbakir, Fethi Gumus, qui a déclaré que Leyla Zana et Selim Sadak comme d'autres personnalités kurdes et défenseurs des droits de l'homme, ont effectivement rencontré des chefs de tribu pour essayer d'aplanir les conflits tribaux, mais que " *le PKK n'a même jamais été mentionné* " au cours de ces rencontres. Cinq autres témoins ont également apporté des témoignages similaires : Nevzat Kaya et Serif Gunduz,

respectivement membres de la tribu Metina et de Zirka, Selahattin Acar, membre de l'Association turque des droits de l'homme, Veysi Parilti, ancien président de la section de Mardin du parti DEP et deux autres témoins encore. Ils ont tous déclaré qu'ils étaient présents aux entretiens que les députés avaient eus avec Mehmet Serif Temelli, chef de la tribu Metina. Nevzat Kaya, membre de la même tribu a ajouté que bien qu'il ait été l'adversaire politique de Leyla Zana et de Hatip Dicle, il accompagnait les anciens députés lors de cet entretien et qu'aucune référence au PKK n'avait été formulée pendant cette rencontre comme le prétend le parquet.

Les députés, qui n'ont pas pu tous s'exprimer faute de temps, ont ainsi laissé la parole à Leyla Zana qui a déclaré en leur nom qu'ils avaient mené des actions en faveur de la paix dans la région et pour arrêter l'effusion de sang. " *Notre seul choix est la voie qui conduit à la lumière. Un retour au passé n'est pas un choix : Cela nous a coûté trop de vies, d'énergie et de l'argent* " a déclaré L. Zana en ajoutant que " *cette région ne peut plus supporter de larmes, la douleur des mères, l'effusion de sang et les tombes* "

De nombreux observateurs, députés

européens, responsables de plusieurs ambassades des pays européens et des Etats-Unis, de même que des responsables des partis politiques et des ONG étaient présents à l'audience. Ozan Ceyhun, député européen, élu en Allemagne et d'origine turque, a vivement critiqué le déroulement du procès et ajouté : *“ Dans une période où les prévenus de l'affaire Susurluk [ndlr : affaire montrant au grand jour la collusion entre la mafia, les hommes politiques et la police en Turquie] sont en liberté, que même le président Sezer leur accorde la grâce, les trois juges qui ne libèrent pas les députés du DEP sont la honte de la Turquie. Je suis profondément déçu... Je voudrais également dire que les chances de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne sont minces. Bruxelles attend un rapport de ma part et le fait qu'il soit en défaveur de la Turquie incombe à ces juges ”.*

À la suite du procès, la Fédération Internationale des droits de l'homme (FIDH), qui avait mandaté un observateur au procès, a rendu public un communiqué : *“ Le procès des anciens députés kurdes est une illustration des violations des droits de l'homme dont le peuple kurde de Turquie fait face... La liberté de l'expression et d'association reste profondément restreinte par les autorités judiciaires et publiques... Le procès illustre également la non-application des réformes légales significatives adoptées par la Turquie... ”* souligne l'organisation qui demande *“ la libération immédiate des députés kurdes en l'absence des raisons valables d'ajourner le procès ”* et qualifie de *“ parodie légale ”* le nouveau procès des anciens députés.

L'audience de 15 août a suivi la même routine. Après l'audition de nouveaux témoins, la cour a remis au 15 septembre la prochaine audience de ce procès kafkaïen qui continue de susciter des réactions indignées tant en Turquie qu'en Europe. Ainsi, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les

peuples (MRAP) a lancé au mois d'avril une pétition pour la *“ Liberté pour Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak ”*, en soulignant que *“ l'arrestation et la condamnation d'élus pour motifs politiques constituent une atteinte grave à la démocratie ”*.

Les personnes soussignées exigent la libération inconditionnelle des députés Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak la libération de tous les prisonniers politiques kurdes et turcs la reconnaissance des droits politiques et culturels du peuple kurde

Premiers signataires : Patricia Adam, députée ; Sylviane Ainardi, députée européenne ; Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP ; Barrier Michel Conseiller Général (76) ; Barth Noëlle Adjoint au maire de Tomblane (54) vice président de l'ANECR ; Bathias Chantal Conseiller Régional Bourgogne ; Blanchard Alain Conseiller Général ; Alain Bocquet, Président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale ; Patrick Bloche, député de Paris (PS) ; Armonie Bordes, députée européenne LO ; Nicole Borvo, PCF, sénatrice ; Robert Bret, sénateur PCF ; Yasmine Boudjenah, PCF, députée européenne ; Danielle Bousquet, députée ; Jean Pierre Bouvet, conseiller général UMP ; Alain Callès, membre d'honneur du Forum Pour la Démocratie au Moyen-Orient ; Carin Claudine Vice président Conseil Régional Nord Pas de Calais ; Marie Arlette Carlotti, PS, députée européenne ; Chantal Cauquil, députée européenne LO ; Jacques Chantre, rescapé de Dachau, matricule 73248 ; Antoine Chassin (FASTI) ; Janine Chene, universitaire ; Philippe Chesneau, Conseiller Régional PACA ; Jean-Marc Coppola, PCF, vice-président du Conseil Régional PACA ; Jean Cordillot, conseiller régional Bourgogne ; Jean-Pierre Dufau, député (PS) Frédéric Dutoit, PCF, député ; Joël Dutto, PCF, vice-

président du Conseil général 13 ; Jean Ehrard, professeur d'université ; Elmalan Mireille Maire de Pierre Benite (69) ; Patrick Farbiaz, responsable de la commission transnationale des Verts ; Jean-Jacques de Félice, président du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme ; Jean Ferrat, artiste compositeur ; Jacques Floch, député, ancien secrétaire d'Etat, membre de la Convention sur l'avenir de l'Europe ; Ida Friedmann, déportée à Auschwitz ; Jacques Fontaine, universitaire ; Frustie Guy, maire de Fontvieille ; Dr Bernard Granjon, président d'honneur de Médecins du Monde ; Maxime Gremetz, PCF, député ; Anne Hidalgo, 1ère adjointe au Maire de Paris ; Jean Huray, conseiller régional ; Sylvie Jan, membre du Conseil national du PCF ; Jean-Jacques Kirkyacharian, président du MRAP ; Alain Krivine, député européen LCR ; Lacombe Alain Maire de Fosses ; Arlette Laguiller, députée européenne LO ; Lebrun Jean Claude Conseiller Régional Maire de ST Laurent l'Abbaye (58) ; Emmanuelle Le Chevallier, présidente de la fédération de Paris du MRAP ; Jean-Claude Lefort, député PCF ; Gilles Le Maire, secrétaire national des Verts ; Renée Le Mignot, secrétaire générale adjointe du MRAP ; Martine Lignièrès Cassou, Conseiller Général députée ; Luby Yvon Maire d'Allones (72) ; Noël Mamère, député-maire, membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale ; Cécile Marin, universitaire (Paris 3) ; Christophe Masse, député PS ; Stéphane McAdams chercheur CNRS ; Mei Roger, Maire de Gardanne, PCF ; Thérèse Menat, présidente de l'association des déportés de la Haute Vienne ; André Métayer, président de la Délégation Rennaise Kurdistan ; Alain Olive, secrétaire général de l'UMSA ; René Ometa Vice Président CG 13 PS ; Aline Pailler, journaliste ; Plassard Jean Paul Conseiller Régional ; Sophie Roudil, secrétaire

générale de Solidarité et Liberté, chargée de mission Turquie ; Rosso Georges, Maire de Rove (13) ; Sabine Salmon, présidente Femmes Solidaires ; Schiavetti Hervé - Maire d'Arles - Conseiller Général - PCF Georges Sinibaldi, président de Solidarité et Liberté, Jean Suret-

Canale, universitaire (Paris VII) ; Roseline Vachetta, députée européenne LCR ; Alain Vidalies, député des Landes ; Volpato Mirelle Conseillère Régionale ; Francis Wurtz, député européen PCF, président du groupe gauche unitaire européen.

défense des droits de l'Homme en Syrie (CDDS), des Comités de défense des personnes déçues de leur nationalité en Syrie, de l'Association de défense des droits de l'Homme en Syrie et des Comités de réactivation de la société civile en Syrie demandant la libération immédiate des personnes arrêtées ainsi que celle de "tous les prisonniers d'opinion en Syrie".

DAMAS : LES ASSOCIATIONS DES DROITS DE L'HOMME LOCALES DÉNONCENT LES ARRESTATIONS DES KURDES

LE responsable d'un parti kurde de Syrie a affirmé qu'un étudiant kurde avait été arrêté le 24 juillet dans l'enceinte de l'université à Damas alors qu'il passait ses examens. Des agents des services de la "sécurité politique" ont arrêté Massoud Hamed, étudiant en seconde année de la faculté de journalisme, alors qu'il se trouvait dans la salle d'examens, précise un communiqué, signé du secrétaire du parti kurde Yekiti, Abdel Baki Al-Youssef.

Le responsable kurde relève que cette "violation de l'enceinte de l'université a lieu alors que le régime syrien prétend mener une politique d'ouverture démocratique et d'octroi des libertés". Il affirme que cette mesure s'inscrit "dans le cadre d'une série d'arrestations menées cette année dans les rangs des étudiants kurdes dans les universités de Syrie".

Quatre associations syriennes de défense des droits de l'Homme avaient fait état, le 2 juillet, de l'arrestation de sept Kurdes le 25 juin à Damas lors d'une manifestation à l'occasion de la Journée mondiale pour la protection de l'enfance, durant laquelle ils réclamaient la nationalité syrienne. Quelques 200 enfants et une vingtaine de parents brandissant des pancartes réclamant « la nationalité syrienne ainsi que la

reconnaissance des droits culturels du peuple kurde » s'étaient rassemblés à proximité du siège du Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef) à Damas à l'occasion de la journée mondiale pour la protection de l'enfance, le 25 juin, mais à l'aide de matraques, les forces de l'ordre les avaient empêchés d'atteindre le siège de l'Unicef et avaient arrêté sept des adultes. Un communiqué avait été signé par les Comités de

La Syrie compte environ un million et demi de Kurdes, principalement dans le nord, le long des frontières avec le Kurdistan turc et irakien. Une partie d'entre eux - environ 150 000 à l'époque, probablement 300 000 aujourd'hui - ont été déçus de leur nationalité à l'occasion du recensement de 1962 et dans le cadre de la politique dite de « ceinture arabe » visant à couper et arabiser les territoires kurdes de Syrie du Kurdistan turc et irakien. Ces Kurdes déçus et leurs descendants vivent comme des parias, de véritables « sans papiers » dans leur propre pays.

STRASBOURG : LA TURQUIE CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

LA Cour européenne des droits de l'homme a condamné, le 24 juillet, la Turquie pour avoir délibérément incendié la maison d'un sympathisant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Cour a estimé à l'unanimité que la Turquie avait violé les articles 3 (interdiction de la torture et de traitements inhumains et dégradants), 8 (droit au respect du domicile), 1 (protection de la propriété) et 13 (droit à un recours effectif) de la Convention européenne des droits de l'homme et alloué un total de 54.200 euros pour dommages matériel et moral à Celattin Yöyler.

En septembre 1994, les gendarmes avaient incendié sa maison dans le village de Dirimpinar, rattaché à la préfecture de Malazgirt, après que trois jeunes femmes, toutes trois parentes éloignées du requérant, eurent décidé de rejoindre le PKK. La Cour a estimé qu'il "est prouvé au-delà de tout doute raisonnable que les forces de l'ordre ont délibérément incendié la maison de M. Yöyler contraignant sa famille à quitter le village". Une enquête ouverte après les faits s'était rapidement enlisée, les autorités judiciaires ne s'étant rendues sur place que deux ans et trois mois après avoir reçu la plainte du requérant. M. Yöyler, qui a été emprisonné à plusieurs reprises et

menacé de mort à cause de ses activités politiques, avait été l'imam du village de Dirimpinar de 1966 à 1994.

Par ailleurs, la Cour européenne a, le 22 juillet, condamné Ankara pour " torture et traitements inhumains et dégradant " en constatant la violation de ce même article 3 de la Convention européenne, dans le cadre de trois autres plaintes [ndlr : Tepe c. Turquie, Esen c. Turquie et Yaz c. Turquie], formulées par trois ressortissantes turques, placées en garde-à-vue pour " appartenance à

l'organisation du PKK ". La Cour européenne a décidé d'allouer des dommages et intérêts aux trois plaignantes ; 21 780 euros à Ayse Tepe, 19 000 euros à Hakime Esen et 34 000 euros à Oya Yaz.

Ankara a opté le même jour pour " un règlement à l'amiable " dans le cadre de deux autres affaires intentées par Ozgur Kilic et Mahmut Sunnetçi, qui accusaient les autorités policières turques de torture. Une compensation de 27 000 euros sera payée au premier et 25 000 euros à M. Sunnetçi.

prévoyant l'amnistie partielle de combattants kurdes, et l'ensemble du projet de loi a été renvoyé en commission. Cet article central du dispositif envisageait la relaxe totale de militants non impliqués dans des crimes, autres que l'appartenance au mouvement clandestin pro-kurde. 313 députés - sur 550 parlementaires turcs - ont voté pour, mais le parti du Parti républicain du Peuple (CHP, seul parti d'opposition au Parlement turc) a avancé que l'article revenait à une amnistie pure et simple et requérait la majorité qualifiée pour être adopté. Le vote est un revers pour le parti de la Justice et du Développement (AKP-au pouvoir), qui détient une majorité de 365 sièges au parlement : cinq de ses députés ont voté contre le projet et 53 autres étaient absents lors du vote. À la suite de cet échec, la commission parlementaire de la justice a retiré le projet de loi avant que les autres articles ne soient discutés.

L'examen entamé le 22 juillet au soir par le Parlement de ce projet d'amnistie pour les militants déposant les armes devait aider à mettre fin à près de deux décennies de conflit entre Ankara et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Enfin, le Parlement a adopté le 29 juillet en deuxième lecture la loi dite « de retour au foyer » qui après sa signature le 5 août par le président Sezer, est entrée en vigueur. Cependant cette amnistie conditionnelle et partielle a été rejetée par les responsables du PKK, qui ont menacé de reprendre les armes. " La loi impose une repentance ", avait relevé en juin un dirigeant du PKK, Murat Karayilan, selon le quotidien pro-kurde *Ozgur Politika*. D'après lui, le texte de loi prévoit de " supprimer ceux qui ne se rendent pas et ne fournissent pas de renseignements ". " S'ils veulent l'anéantissement et le reniement, nous n'aurons plus qu'une option : une guerre pour l'honneur ", avait-il alors affirmé.

AINSI QUE...

• **PAUL WOLFOWITZ EN VISITE AU KURDISTAN IRAKIEN.** Le numéro deux du Pentagone Paul Wolfowitz s'est entretenu 20 juillet au Kurdistan irakien avec des responsables des deux principaux partis kurdes d'Irak. M. Wolfowitz a évoqué avec les dirigeants kurdes " l'évolution de la situation en Irak et l'importance du rôle kurde dans l'instauration de la démocratie dans le pays ", a indiqué un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Fadhel Mirani. Le responsable américain et ses interlocuteurs " sont convenus de l'importance de la signature par le prochain gouvernement irakien d'un accord de défense commune avec les Etats-Unis pour garantir la stabilité de l'Irak et préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale ", a ajouté M. Mirani. Selon lui, cet accord serait similaire à celui que lie les Etats-Unis à des pays comme le Japon, l'Allemagne, le Koweït et le Qatar.

Le chef du PDK, Massoud Barzani, et des responsables de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) - Jalal Talabani, se trouvant à l'étranger- ont assisté à la rencontre dans la ville de Salaheddine.

Par ailleurs, Massoud Barzani, a rejeté le 23 juillet l'idée d'une dissolution des peshmergas (combattants kurdes), estimant qu'aucune force ne pourrait décider de sa dissolution. « Les forces des peshmergas resteront tant qu'il y aura des Kurdes. Aucune force ne pourra décider de leur dissolution », a déclaré M. Barzani, cité par le quotidien al-Taakhi (Fraternité), organe du PDK. « Les peshmergas sont une source de fierté pour le peuple kurde », a ajouté M. Barzani, soulignant que ces forces « défendent actuellement l'Irak et son gouvernement après avoir défendu l'existence des Kurdes » contre le régime de Saddam Hussein.

Le 24 mai, la coalition américano-britannique avait annoncé que les Irakiens devraient avoir un permis pour porter des armes légères et que toutes les armes lourdes aux mains de groupes politiques, à l'exception des Kurdes, seraient interdites à partir du 15 juin.

• **ADOPTION MOUVEMENTÉE D'UNE AMNISTIE PARTIELLE CONTROVERSÉE.** Le Parlement turc a, le 23 juillet, manqué de réunir le quorum nécessaire à l'examen d'un article de loi

Les autorités turques espèrent que quelque 2.000 militants pourraient demander à en bénéficier, ce qui pourrait accélérer le démantèlement du PKK. Les peines des militants impliqués dans des violences politiques devraient être réduites de moitié aux trois quarts, pour autant qu'ils livrent des renseignements sur leurs activités clandestines. Mais les hauts responsables du mouvement sont exclus de cette "loi de repentance", à peine déguisée, qui est la huitième du genre adoptée à ce jour par le gouvernement turc avec des résultats très limités. La société civile turque et kurde attend une véritable loi d'amnistie permettant le retour des maquisards et des prisonniers politiques dans leur foyer pour tourner la page terrible de la "sale guerre" de l'Etat et de la lutte armée sanglante du PKK.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont prévenu les combattants kurdes du PKK, repliés dans le Kurdistan irakien qu'ils doivent quitter la région, faute de quoi ils prennent le risque d'être chassés par la force. Robert Pearson, l'ambassadeur américain à Ankara a déclaré dans une interview publiée le 20 juillet dans le quotidien turc *Hurriyet* : " Nous voulons qu'il ne subsiste en Irak aucune menace à l'encontre de la Turquie ", soulignant que les Etats-Unis étaient déterminés à vider le Kurdistan irakien des combattants venus de Turquie. " Soit ils se rendront, soit ils s'exposeront aux conséquences de leurs actes (...) L'alternative est l'usage de la force militaire. Ce sont des citoyens turcs, pas irakiens. Ils doivent rentrer chez eux, en Turquie ", a ajouté l'ambassadeur américain. " Nous mettons en place une stratégie pour convaincre les militants du PKK de se rendre (...) Nous travaillerons avec la Turquie sur cette question ", a ajouté M. Pearson.

Depuis 1997, la Turquie a déployé des troupes dans le Kurdistan irakien en invoquant la défense de sa sécurité contre le PKK. Mais,

selon des observateurs à Ankara, Washington souhaiterait à présent que cette présence militaire cesse. Les relations entre Washington et Ankara, alliés au sein de l'Otan, se sont tendues à la suite de plusieurs différends liés à la guerre en Irak.

• DES MUSICIENS KURDES ÉCROUÉS POUR AVOIR DEMANDÉ L'AMNISTIE GÉNÉRALE ALORS QUE LES POURSUITES SONT BASÉES SUR UN ARTICLE ABOLI PAR LE PARLEMENT TURC. Un chanteur kurde écroué pour "propagande séparatiste" après avoir appelé lors d'un concert à une amnistie générale en faveur des combattants kurdes de Turquie a été relâché, mais la procédure judiciaire contre lui se poursuit. " La cassette de mon concert a été analysée par la Cour de Sûreté de l'Etat qui me poursuit, montrant bien que je n'ai pas lancé d'appel en faveur du PKK ", a expliqué Ferhat Tunc, inculpé pour infraction à l'article 8 de la loi antiterroriste. Libéré le 16 juillet, le chanteur kurde doit néanmoins toujours être jugé.

Le chanteur avait réclamé une amnistie générale pour les combattants kurdes de l'ex-PKK (rebaptisé KADEK) pour " que la région retrouve la paix ". Alors que le gouvernement prépare une amnistie partielle pour les militants kurdes repentis et que le parti démocratique du Peuple (DEHAP) vient de rendre public une pétition d'un million de signatures appelant à une amnistie générale.

• SIX MORTS DANS LES ACCROCHAGES ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE ET COMBAT ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE IRANIENNE SELON LA PRESSE TURQUE. Des accrochages séparés dans le Kurdistan de Turquie entre des combattants kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé KADEK) et l'armée

turque ont fait le 6 juillet 4 morts, dont un militaire.

L'une des opérations, dans la région de Tunceli, s'est soldée par la mort d'un conscrit et trois autres soldats ont été grièvement blessés, alors qu'un combattant du PKK a été tué, selon *Hurriyet* du 6 juillet. Près de Bingol, deux opérations distinctes se sont chacune terminées par la mort d'un militant kurde, selon le même journal. *Hurriyet* rapporte par ailleurs que des violents accrochages entre membres du PKK, quittant le Kurdistan irakien pour s'établir en Iran, ont fait 31 morts parmi les forces de sécurité iraniennes et 22 parmi les combattants kurdes.

• LU DANS LA PRESSE TURQUE : LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ (CNI), UN CORPS D'INSPECTION MILITAIRE. Le journaliste turc Mehmet Ali Birand, passe en revue les pouvoirs du secrétariat général du Conseil national de sécurité (CNI), véritable exécutif en Turquie, dans son article publié le 22 juillet dans le quotidien anglophone *Turkish Daily News*. Dans l'article intitulé " Le secrétariat général du CNI, un corps d'inspection militaire ", le journaliste présente quelques attributs de cette fonction occupée par un militaire dont l'Union européenne demande des changements significatifs. Les autorités turques préparent dans le cadre du 7ème paquet d'harmonisation aux normes européennes des réformes de cette fonction. Voici de larges extraits de cet article :

" Des institutions similaires existent également dans d'autres pays, cependant, aucune ne dispose de pouvoirs aussi impérieux. Dans d'autres pays, ces institutions n'exercent pas d'autres fonctions que des " fonctions de conseil ".

L'institution que nous avons dans

notre pays opère complètement comme un corps exécutif...

L'article 9 disposant " la distribution et le suivi des décisions du conseil des ministres sur les décisions du CNI " par le secrétariat général du CNI, devrait être modifié. Dans le système actuel, le secrétariat général du CNI fournit l'information relative à l'application des décisions du gouvernement liées aux décisions du CNI, au président, au Premier ministre et aux membres du CNI.

L'article 13 définissant les devoirs du secrétariat général du CNI devrait être entièrement abrogé. Il devrait être remplacé par un nouvel article stipulant que le secrétariat général a le rôle de secrétariat du CNI, qui est d' " exécuter les devoirs assignés par le CNI et par les lois " .

Sous le système actuel, la loi édicte que le secrétariat général du CNI coordonne tous les services de la défense qui restent en

dehors de la juridiction des forces armées...

Egalement dans l'actuel système, la loi dit que le secrétariat général du CNI travaille sur les mesures devant être prises en cas d'état d'urgence, décrété à la suite d'escalade d'actes de violence et de l'ordre public sérieusement troublé, déterminant les devoirs et les obligations qui devraient incomber aux établissements privés en cas d'état d'urgence, de guerre ou de situation d'après-guerre.

Il présente au Premier ministre ses propositions pour assurer la coordination en pratique.

Toujours dans l'actuel système, le secrétariat général du CNI est autorisé à prendre les mesures à la place du président, du Premier ministre et du CNI pour assurer l'application des devoirs cités à l'article 13, suivre et établir la direction de ces activités en conformité avec les directions qu'il recevra.

Dans le système actuel, les ministères, les établissements publics et les corps constitués ont l'obligation de délivrer au secrétariat général du CNI — régulièrement ou à la demande— information et documents incluant ceux qui sont classifiés de divers niveaux.

De plus, il y a une série de directives datant de 1983, qui est, des règlements qui sont estampillés CONFIDENTIEL. Avec les propositions de réformes, ces règlements CONFIDENTIEL devront être abrogés

Si vous vous dites, dans la Turquie actuelle le secrétariat général du CNI n'a pas besoin d'avoir des pouvoirs larges, alors laissez-nous tailler ces pouvoirs.

Si, d'un autre côté, vous vous dites en effet on a besoin de cela, alors laissez-nous inviter l'armée à nous gouverner. Il n'y alors pas besoin d'élections ou d'autres choses..."

« J'ai assisté au procès de Leyla Zana »

Sylvie Jan, ancienne présidente de la Fédération internationale des femmes, représentait le Parti communiste français lors de la dernière séance du procès de Leyla Zana, députée kurde menacée de la peine de mort.



BURHAN OZBILIC/AP

Leyla Zana à sa sortie du tribunal d'Ankara, le 20 juin. A gauche, Orhan Dogan également condamné pour délit d'opinion.

Correspondance particulière.

La révision du procès des quatre parlementaires kurdes, qui vient de se dérouler à Ankara est une première dans l'histoire de la Turquie. Elle est due à la décision récente du Parlement turc, conformément à la condamnation unanime de la Cour européenne des droits de l'homme, qui avait jugé le premier procès tenu en 1994 « non équitable ». Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Selim Sadak avaient alors été condamnés à quinze ans de prison pour délit d'opinion. Supposés engagés avec les rebelles séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la solidarité internationale les avait sauvés de la peine de mort. Depuis ce

procès, je n'avais revu Leyla Zana qu'une seule fois en prison, un an plus tard. Elle n'avait eu que des paroles de paix : « Je veux que toute cette répression contre le peuple kurde, tout ce bain de sang s'arrête. Mon combat pour les droits humains fera avancer la Turquie. Je suis lucide et c'est aujourd'hui le prix à payer. Je suis là pour les Kurdes et pour les Turcs. » Depuis, toutes les demandes, toutes les tentatives d'entrer sur place ont été repoussées. Nos échanges n'ont pu se poursuivre que par écrit.

Retour à la Cour de sûreté de l'État d'Ankara pour ce nouveau procès. C'est la quatrième audience, depuis son ouverture au mois de mars dernier. Des amis venus de

nombreuses villes de Turquie, des témoins de la défense arrivés de l'est du pays après vingt heures de bus, Akin Birdal, sorti miraculeusement d'un attentat qui lui avait laissé treize balles dans le corps, l'avocate Iren Keskin, Yavuz Onen, président de la Fondation des droits de l'homme en Turquie, tous sont au rendez-vous avec gravité. Ils savent l'enjeu de ce procès. La Turquie va-t-elle enfin accepter d'avoir un geste significatif de démocratisation à l'égard des Kurdes ?

L'entrée des députés se fait dans un silence de plomb. Lorsque Leyla apparaît, il n'y a pas que mon cœur qui bat, nous sommes nombreux dans la salle à ne pas l'avoir vue

depuis longtemps. La démarche assurée, le cheveu court toujours très noir, les joues légèrement arrondies par le temps, pas une ride, elle porte une tunique bleu turquoise qui tranche avec la grisaille ambiante. La seule femme. Elle a quarante-deux ans, elle irradie de sérénité. Son regard brillant, son sourire d'une merveilleuse fraîcheur impressionne tout le monde. La prison n'a eu aucune prise sur elle. Elle parle beaucoup avec ses yeux. Elle salue les quelques Européens présents, embrasse et rassure les siens, s'attarde sur Rükem, sa fille, qu'elle voit chaque mardi mais seulement derrière une vitre. Les quatre parlementaires sont pour

quelques secondes face à nous et ne pourront se retourner qu'au moment des pauses, avant de disparaître entourés des militaires armés.

Lors de la précédente séance, Leyla avait déclaré: « Vous messieurs les juges, vous aussi les journalistes et observateurs, bref nous tous et donc la Turquie, nous sommes en train de passer un examen de démocratie. Par conséquent, même si nous avons l'impression que cette période procédurale concerne en premier lieu nos libertés individuelles, au fond cela

concerne notre avenir commun: Si notre problème était uniquement la liberté individuelle, nous n'aurions pas attendu cette période en Turquie, mais aurions exercé notre droit à l'exil volontaire. Nous saluons et soutenons malgré les insuffisances existantes, les ouvertures telles que l'abolition de la peine de mort, l'éducation en d'autres langues que le turc. Mais nous voudrions attirer l'attention sur la non-application de ces réformes et le fait que ce retard est susceptible de constituer un terreau propice aux provocations. Nous ne

peut pas penser les blessures d'une période que l'on ne veut plus vivre avec des rancœurs, de la haine et des sentiments fondés sur la vengeance. Ne pas être compris est comme une blessure qui vous anéantit et qui ne peut pas être soignée facilement. Nous ne pouvons soigner nos blessures que par le biais d'un dialogue et d'un essai de compréhension mutuelle. L'Europe sans la Turquie sera un projet inachevé. Faites ce signe à l'Europe et au monde, pour montrer que vous voulez démocratiser la Turquie! »

Dans les conclusions de

l'audience de ce mois de juin, le procureur a rejeté la demande de libération « pour cette fois-ci ».

Cette fois-ci? Prochaine audience dans le courant de ce mois.

Sylvie Jan

Pour demander la libération des parlementaires kurdes, écrivez à l'ambassade de Turquie, 16, rue d'Ankara, 75016 Paris.

TURQUIE

Un pas en avant, deux pas en arrière

Les réformes démocratiques adoptées par le Parlement turc n'ont pas mis fin aux mesures répressives.

Gülbuhan Gündüz, membre de la Commission des droits des femmes du Dehap (Parti de la démocratie du peuple), interpellée par des policiers en civils à l'issue d'une manifestation en faveur de la démocratie et des droits du peuple kurde, n'a toujours pas retrouvé la liberté. Pis, elle a été torturée et violée dans les locaux d'un commissariat de police à Istanbul, fait savoir un communiqué adressé à l'Humanité par le bureau des Femmes kurdes pour la paix basé à Düsseldorf en Allemagne. Des rassemblements de femmes exigeant sa libération ont été durement réprimés par la police. De tels faits – il en existe d'autres – contrastent avec la volonté affichée par les autorités turques de conformer leurs lois avec les normes européennes en matière de liberté et de démocratie en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE).

Ainsi en est-il du MGK, (Conseil de sécurité nationale) dominé par les militaires et dont les recomman-

dations ont force de loi, qui s'est prononcé jeudi dernier pour la poursuite des réformes démocratiques visant à permettre à la Turquie d'intégrer l'Union européenne (UE). En apparence, l'armée turque y serait donc favorable. Car c'est en décembre 2004 que les dirigeants de l'UE examineront les progrès faits par la Turquie en matière de démocratisation pour décider ou non de fixer un calendrier de début de négociation d'adhésion avec Ankara. Dans cette perspective, le Parlement turc a d'ailleurs adopté une série de réformes. Toutefois, le président turc, Necdet Sezer, vient d'opposer son veto à la suppression de l'article 8 de la loi antiterroriste punissant d'emprisonnement toute personne se livrant à la « propagation du séparatisme ». La suppression de cet article, a expliqué le chef d'État turc, « peut engendrer des risques importants pour l'existence de la République turque et l'unité indivisible de l'État ».

En vérité, le flou juridique entourant cette disposition a

permis d'emprisonner des écrivains, des intellectuels et des journalistes qui défendaient le droit des Kurdes. Le Parlement turc est donc invité à rediscuter cet article. Il pourrait également s'opposer à cet autre projet de loi devant en théorie réduire le poids de l'armée turque dans la vie publique. Il prévoit que le MGK, l'organe constitutionnel par le biais duquel les généraux turcs interviennent dans la vie politique, ne soit plus dirigé par un militaire mais par un civil. Les chefs d'état-major de l'armée de terre, de l'air, de la marine et de la gendarmerie ne siègeront plus au MGK: l'armée ne sera représentée que par le chef d'état-major interarmes. Si ces dispositions s'apparentent à une révision partielle de la Constitution en vigueur imposée par l'armée à l'issue du coup d'État de 1980, les démocrates et les militants des droits de l'homme demeurent sceptiques. « Ce qu'il faut, c'est une nouvelle Constitution garantissant toutes les libertés et l'exercice d'un État

de droit et non des réformes qui visent en réalité à préserver le poids de l'oligarchie militaro-financière dans la vie politique », assure un démocrate turc.

On le sait, les militaires turcs sont réticents à l'adoption d'une nouvelle Constitution qui risque de les priver de tout pouvoir de décision politique. Tout pas en avant sur le plan démocratique est contrebalancé par deux pas en arrière en matière de violation et d'atteinte aux droits de l'homme.

Aussi, rien d'étonnant à ce que Rocco Buttiglione, ministre italien des Affaires étrangères, dont le pays assure la présidence de l'UE pour une période de six mois, affirme une chose et son contraire, à savoir que « la Turquie n'est pas une démocratie car l'armée y exerce une tutelle » mais que « s'il n'y avait pas cette tutelle, la Turquie serait vraisemblablement une république islamique ». Les démocrates turcs qui se battent sur le terrain apprécieront!

Hassane Zerrouky

Iranian exile puzzle | Cultists or 'freedom fighters'?

Scrutinizing the many faces of Mujahidin Khalq

By Elaine Sciolino

PARIS
To true believers, the ones who are waging a hunger strike to protest her detention in a French jail, Maryam Rajavi is the smiling face of Iran's future, the woman destined to overthrow its clerical leaders and to become president of a free and democratic country.

To detractors, she is a dangerous cult figure who, with her husband, Massoud Rajavi, has led a terrorist movement that sold out to Iran's enemy, Iraq, and accepted Saddam Hussein's sponsorship. They say the Rajavis brainwash followers, forcing them to abandon spouses and children, and imprison or kill those who resist.

What is not in dispute is that the Mujahidin Khalq, or People's Mujahidin, the Iraq-based Iranian opposition group the Rajavis lead, has been designated a terrorist organization by both the United States State Department and the European Union. Now, in an unintended consequence of the American-led war against Iraq, the United States and France are struggling to figure out just who these people are and what to do with them.

The collapse of Saddam's government has left the fate of thousands of Iraq-based Mujahidin followers, including heavily armed troops, in American hands. A major French crackdown nearly two weeks ago against the group's local headquarters in Auvers-sur-Oise and sites outside Paris was aimed at preventing the organization from moving the center of its global operations from Iraq to France.

"We could no longer tolerate an organization that was expanding its terrorist operations, and we feared that it could start organizing and planning attacks from French soil," said Pierre de Bousquet, the director of the Directorate for Territorial Surveillance, France's counterintelligence service, in an interview.

The French government has given political asylum, and even police protection, to the Mujahidin for more than two decades. But since last fall, de Bousquet said, French intelligence noticed the arrival of an increasing number of its members and, after the Iraq war, many of its soldiers. The group had rented a former paint factory in the town of Saint Ouen l'Aumone, which he said it was transforming into a communications center with a television studio and satellite dishes. French intelligence officials reported that the Mujahidin planned to attack em-

bassies and other Iranian interests in Europe and to assassinate 25 former Mujahidin members. There was a strong desire to crack down on the group at a time when some officials in the Bush administration were suggesting it might be a potential force to use against Iran.

"This is by no means a political movement, a democratic movement," de Bousquet said. "It was not preparing the restoration of democracy in Iran. They are complete fanatics, a fanatical sect with a total absence of democracy, and a cult of personality toward the leader."

What makes the Mujahidin difficult to decipher is that it has at least two aspects. One operates a highly regimented operation from inside Iraq with its own army, dress code, calendar, rituals, printing presses, military training camps, clinics and what it calls "re-education camps."

The other has offices in capitals around the world under the group's political arm, the National Council of Resistance, staffed by sophisticated, multilingual representatives in suits and ties. In a contradiction in American policy, the State Department lists the group's political arm as part of the Mujahidin's terrorist network, but it is allowed to function openly in the United States and is even registered with the Justice Department as a lobbying organization. That designation gives it the right to lobby on Capitol Hill and gather lawmakers' signatures on petitions of support.

Since the arrest in France last week of more than 150 Mujahidin members, most of whom have since been released, the Auvers-sur-Oise headquarters has become a place of pilgrimage and public relations. In the town where Vincent van Gogh lived and is buried, hundreds of Mujahidin followers, including dozens of men on hunger strike, have camped out. French riot police officers patrol the area with walkie-talkies. Huge banners bearing Mrs. Rajavi's portrait have been hung.

Danielle Mitterrand, the widow of the late President Francois Mitterrand, has paid a visit in a show of support. The mayor of Auvers-sur-Oise has lent them a soccer field to use as a campsite.

Shahin Gobadi, a Mujahidin spokesman based in Washington, distributed letters from around the world criticizing France's decision to detain Mrs. Rajavi and 10 of her followers on suspicion of terrorism. Several were signed by American lawmakers.

"The arrests serve the interests of the terrorist dictatorship ruling Iran," said a letter dated June 19 from Representative William Lacy Clay, a Missouri Democrat, calling for the immediate release of Mrs. Rajavi.

Representative Edolphus Towns, a New York Democrat, sent an almost identically worded letter the same day. But for those who have studied the organization — and to some former members — it is far from being a political movement with popular support inside Iran.

It has gone through several ideological shifts since its founding in opposition to the Iranian monarchy in the 1960s — moving from anti-imperialism to a blend of Islam and Marxism to egalitarian socialism to a vague philosophy that talks of democracy, freedom and equal rights for women.

"It is a mystical cult," said Ervand Abrahamian, a history professor at Baruch College in New York, who has written the most authoritative history of the organization. "It's the stress on obedience to the leader that has kept it going, rather than any political program. If Massoud Rajavi got up tomorrow and said the world was flat, his members would accept it."

The organization has long been intent on showing the outside world its positive face. While its representatives around the world publicly condemned the Sept. 11, 2001, terrorist attacks, inside Iraq there was rejoicing, former members say.

"There were celebrations at all the Mujahidin camps on Sept. 11," Arde-shir Parkizkari, 39, a former member of the group's central council who is now a political refugee in Europe, said in a telephone interview. "I was in one of their prisons then, and we never were treated so well as we were that day — given juices and sweets. They called the events of Sept. 11 God's revenge on America."

He explained his own rupture with the group: "You lose your identity and are not allowed to think freely. When I started having fights with them and pointed out their mistakes, they put me on trial and sent me to prison for not following the leader's orders." He said he was beaten so badly that he now walks with a limp.

It was devotion to Mrs. Rajavi, who is about 50 years old, that led several of her supporters throughout Europe to set themselves on fire to protest her arrest.

Although Mrs. Rajavi sent a message from jail asking her supporters to stop, former Mujahidin members said that in training camps in Iraq self-immolation was praised as a fitting response to the possible persecution of the Rajavis.

In interviews, Mujahidin defectors described a brutal side of the organization in Iraq, where it had been based since 1986.

After the 1991 Gulf War, they said, the Iraq government ordered Mujahidin soldiers to help suppress revolts against Saddam by Kurds and Shiites.

"We were told that if the revolts succeeded in overthrowing Saddam Hussein it would be the end of our movement," said Karim Haghi, 42, a former bodyguard of the Rajavis who is a political refugee in Europe, in a telephone interview. "Mrs. Rajavi told us to kill them with tanks and try to preserve our bullets for other operations."

Haghi said he was jailed, and even-

tually escaped.

Former members said they were forced to divorce and some had their children taken from them and sent to families in Europe for adoption.

They said their passports were taken from them and they were given new identities, and they were forced at group meetings to confess their "sins," sessions that were videotaped as evidence if members tried to defect.

Mohammed Hosein Sobhani, 42, also a former bodyguard of the Rajavis, said in a telephone interview that he was forced to divorce his wife. Their daughter was taken out of Iraq when she was 6 and adopted by an Iranian couple in Denmark.

"They told my daughter, 'Your father

died in a Mujahidin operation,' and I was forbidden to have any contact with her," he said, adding that he has since tracked down his daughter, who is now 18.

Meanwhile, the fate of the Mujahidin in France is uncertain. French authorities say those who are legal residents have a right to remain in France and they have no intention of deporting any of them to Iran, where they would certainly be tried for treason.

Mrs. Rajavi, for example, has political refugee status until 2006. As for her husband, who according to American intelligence was last known to be living in Iraq, there is no information on his whereabouts or even if he is still alive.

The New York Times

Shia leaders feel heat of the people's anger

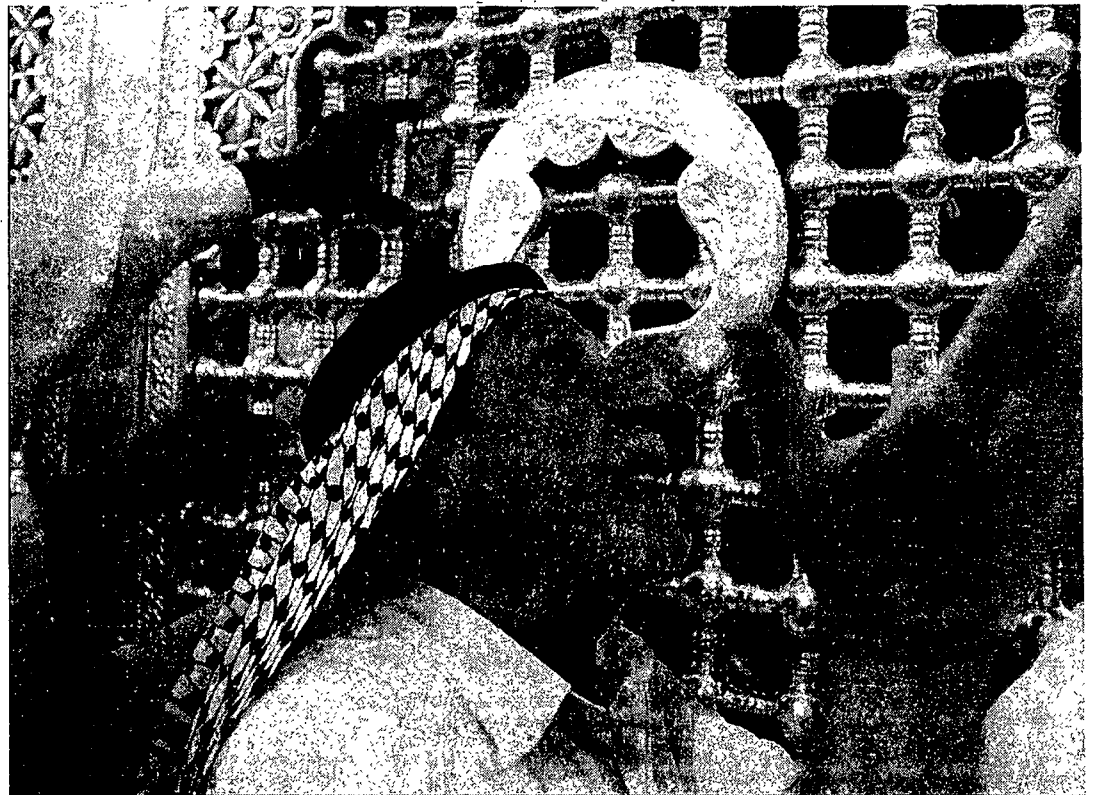
Top clergy struggle to maintain authority over extremists urging them to oppose coalition efforts to run Iraq. Charles Clover reports

With daily violence against coalition soldiers in the Sunni Muslim region in central Iraq, the country's majority Shia population, concentrated in the south, appears increasingly divided over whether to support or oppose US-led efforts to run Iraq.

Iraq's top-ranking Shia clergy, collectively referred to as the *Hawza*, report they are under growing pressure from extremist Shia religious groups and rural Shia tribesmen to take a stronger line against the coalition - and even to declare a *jihād* (holy war) against the foreign occupiers.

The *Hawza*, which keeps a strong spiritual hold on Iraq's Shia, has maintained an uneasy working relationship with coalition forces since the end of the war. But it appears increasingly "paralysed", in the words of Dr Wameedh al Nathmi, a political scientist at the University of Baghdad, and has been fighting to retain its authority in the face of direct challenges from radical clerics.

"The people are every day accusing the *Hawza* of being aloof from reality. We are under a lot of pressure," says Sheikh Ali al-Ruba'i, a



An Iraqi prays at a Shia holy shrine. Many Shia are angered by the way coalition forces treat people in their search for weapons

representative of Ayatollah Mohammed Ishaq Fayad, one of three clerics who lead the *Hawza*.

He says Iraq's Shia population is feeling increasingly hostile about how the coalition is managing Iraq, complaining not only of intrusive weapons searches and brutality by coalition soldiers, but also that basic services such as electricity and

water have not returned to pre-war levels even two months after the end of the fighting.

"The coalition troops are taking dogs into houses, invading people's homes in their search for weapons. When they arrest someone, they put a bag on his head, handcuff him, and leave him lying in the sun for two hours. Is this the way they

treat people in the US and in Europe?

"Of course this will create problems. The Shia are pressing the *Ulama* [clergy]

to be tougher with the coalition, even to declare a *jihād*," he says. Last week, the issue of weapons searches triggered the first anti-coalition violence in Shia areas since the end of

the war, when six British soldiers were killed in the village of Majar following a disagreement with local tribes.

Mr Ruba'i says the *Hawza* opposed the killings, and that this was a purely tribal, rather than religious affair.

But there are indications that the *Hawza* is feeling the heat of popular opposition to coalition forces.

On Monday, Grand Ayatollah Ali Sistani, the supreme leader of the *Hawza*, issued a *fatwa*, or edict, calling a planned constitutional convention to be held by the Coalition Provisional Authority (CPA) in Baghdad later this summer "completely unacceptable". The members of the convention should be elected rather than appointed by the CPA, the ayatollah decreed.

It was the first time he has

directly challenged the political process implemented by the CPA, which opposes elections in the current chaotic environment.

Resistance to the US-led political process among the Shia is being spearheaded by Muqtada al-Sadr, son of a high-ranking cleric killed by the previous Iraqi regime in 1999.

His followers accuse the *Hawza* of lack of leadership, and are far more vocal than the *Hawza*, which is used to leading quietly and not taking a direct role in political discussions.

But seemingly under pressure from these groups, Mr Sistani has been more publicly critical of US-led reconstruction efforts in Iraq in recent weeks.

Neighbouring Iran's Shia religious government is also

unclear who to back. The Tehran-backed Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq stands with Mr Sistani, though it has called for peaceful demonstrations against coalition forces in Iraq.

In the midst of the conflict between Shia religious groups, a third, moderating force has emerged: urban Shia intellectuals who have suddenly found themselves able to seek top positions in the Iraqi government.

Faculty elections in two Baghdad universities recently chose Shias as presidents - a position reserved for Sunni members of the ruling Ba'ath party under the previous regime.

Shia have also been propelled into top positions in ministries by the CPA's policy of rooting out Ba'ath party members from govern-

ment.

Taher al-Bakaa, recently elected president of Baghdad's Mustansiriya university, says that the success of Shias like himself has positively influenced the Shia religious leadership. "It encourages people to think that the new system will redress some of the imbalances of the past, and they should wait and see if it works," he says.

"But let's not kid ourselves. Just because 10 Shia get new jobs is not going to sway public opinion in any meaningful way," he adds. "To get the Shia on their side, the coalition need to make real improvements in their lives... If things stay as they are now, I am very fearful that the clergy will side against the Americans in the near future, even call for fighting against them."

Veto du président turc à une réforme démocratique

ANKARA. Le président turc, Ahmet Necdet Sezer (au centre sur notre photo), a opposé son veto, lundi 30 juin, à une réforme-clé visant à aligner la Turquie sur les normes de l'Union européenne (UE). Cette réforme, adoptée le 20 juin, abolissait l'article 8 de loi largement utilisé pour condamner de nombreux intellectuels à des peines de prison pour « pro-



pagande séparatiste ».

Dans une déclaration écrite, M. Sezer a souligné que cette initiative pouvait représenter des risques pour la sécurité de la Turquie, qui a combattu pendant quinze ans les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le sud-est du pays, majoritairement kurde. Le Parlement peut annuler le veto présidentiel en votant une nouvelle fois la série de lois, mais Ahmet Necdet Sezer aura encore le droit de demander à la Cour constitutionnelle de l'annuler. Ce veto constitue un revers pour les partisans d'une adoption rapide par la Turquie des critères législatifs européens en vue de l'ouverture, fin 2004, de négociations d'adhésion. - (AFP, Reuters.)

Des Moudjahidines dissidents dénoncent le « terrorisme » de l'OMPI

CE N'EST certainement pas un hasard si, quelques jours après le coup de filet de la police française contre le siège de l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI), à Auvers-sur-Oise, un groupe de dissidents de ce mouvement, réfugiés dans différents pays européens et groupés au sein d'un collectif appelé « *Les Vigilants* », a choisi de tenir lundi 30 juin, à Paris, une conférence de presse pour dénoncer les pratiques internes et au niveau international de cette formation politico-militaire d'opposition au régime iranien. Les opposants ont également annoncé la parution, aux éditions l'Harmattan, d'un livre intitulé « *Les Moudjahidines du peuple iranien : un combat douteux* ».

La chute du régime de Saddam Hussein, qui, depuis le milieu des années 1980, était en quelque sorte le « parrain » de l'OMPI, dont le quartier général était installé en Irak, a sans doute aussi encouragé les dissidents à se

faire entendre publiquement. Les membres du collectif, qui ne se sont pas pour autant raliés au pouvoir iranien, affirment néanmoins qu'ils s'emploient depuis huit ans à faire connaître « *le vrai visage* » d'une organisation, dont, selon eux, les pays occidentaux, la France incluse, s'accommodaient aussi longtemps qu'ils considéraient le régime iranien comme un régime ennemi. Aujourd'hui, l'OMPI est qualifiée d'organisation « *terroriste* » tant par le pouvoir iranien que par les Etats-Unis et l'Union européenne.

« LAVAGE DE CERVEAU »

De leurs témoignages, il ressort que l'OMPI est un mouvement « *terroriste* », totalitaire qui pratique « *le lavage de cerveau* » et le « *chantage* » contre ses propres membres, qui ne tolère que la pensée de son chef, Massoud Radjavi, érigé en maître infailible ; un mouvement qui sévit avec la plus grande

sévérité, peines d'emprisonnement, sévices corporels et humiliation publique à la clef, contre toute critique dans ses rangs, qui divise les familles, et qui, sous une logomachie démocratique et de respect de l'égalité des sexes, destinée à la séduction extérieure, a fait de la femme un être de seconde classe, voire une « *esclave* ».

Le réquisitoire est sévère, qui, s'ajoutant à de nombreux témoignages d'anciens membres et de « *victimes* » de l'OMPI contenus dans l'enquête publiée par l'Harmattan, reflètent l'image d'une OMPI stalinienne, islamiste en tout état de cause. Et à en croire ces dissidents, les Moudjahidines ou leurs sympathisants qui se sont immolés par le feu ne peuvent l'avoir fait que sur ordre de leur hiérarchie.

D'autres témoignages, encore plus accablants, sont rassemblés dans un ouvrage qui vient d'être publié en anglais aux Pays-Bas

par l'association Iran Peywand. Intitulé « Dossier de faits à propos de l'Organisation des Moudjahidines du peuple » (*Dossier of facts of the people's Mojahedin organisation of Iran*), il contient entre autres des révélations d'anciens responsables politiques et militaires de l'organisation.

En Irak, toutefois, quelque 5.000 Moudja-

hidines se sont rassemblés dans la nuit de lundi à mardi dans leur principale base pour exprimer leur soutien à leur dirigeante Maryam Radjavi, avant l'audience de la Cour d'appel de Paris, qui devait statuer mardi sur la libération de la dirigeante de l'OMPI, arrêtée à Auvers-sur-Oise. « Libérez Maryam Radjavi sans délai », ont scandé les

participants qui, après avoir défilé, ont dit une prière collective pour la libération de M^{me} Radjavi.

Mouna Naïm

Une guérilla éparse mais bien organisée

Les actions menées contre l'armée américaine depuis la fin de la guerre seraient l'œuvre de groupes armés et organisés par des anciens du régime de Saddam Hussein.

THE WASHINGTON POST (extraits)
Washington

DE FALLUJAH

Des groupes de combattants armés du parti Baas et d'anciens membres des services de sécurité de Saddam Hussein se sont organisés en un réseau informel qui porterait le nom de "Retour" et aurait pour but d'expulser les forces américaines du pays, à en croire des responsables à Bagdad et à Washington. Selon ces derniers, ce groupe serait en partie responsable de la succession d'opérations menées contre des soldats américains au cours des dernières semaines.

La résistance s'est encore intensifiée avec la participation de combattants étrangers arrivés en Irak, affirme Paul Bremer, l'administrateur civil de l'Irak. Toujours d'après les mêmes sources, le Retour (en arabe : Awdah) a été constitué à la fin de la guerre par des Irakiens qui disposent de fonds, d'armes, de moyens de transport, d'écoutes et d'informateurs. Ces Irakiens ont conservé les équipements que leur avait fournis le gouvernement de Saddam Hussein. Bien que la structure hiérarchique politique et des services de sécurité de Saddam Hussein ait été brisée, des relations persistent entre police secrète, membres des renseignements et baasistes. Face à l'augmentation des pertes, et compte tenu de la sophistication des dernières embuscades, le Pentagone craint que l'armée américaine ne soit confrontée à une guerre de guérilla. La résistance s'appuie sur une zone du centre du pays dominée par les sunnites, la minorité qui a été le principal soutien de l'ancien régime et de son appareil répressif.

Dans la ville sunnite de Fallujah, chaudron de l'hostilité anti-américaine, les membres d'Awdah sont surveillés par les forces américaines et leurs informateurs irakiens, assure-t-on de source officielle. "Le Retour est l'un des visages de la résistance. Il s'agit essentiellement d'anciens membres des forces de sécurité. Ils surgissent, tirent une roquette, puis filent à toute vitesse avant même

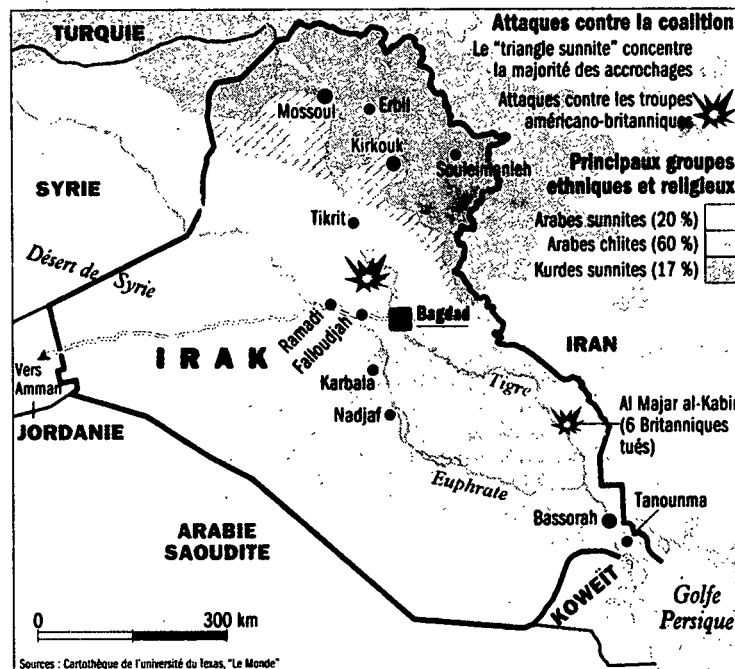
que nous n'ayons pu riposter", explique le capitaine John Ives, de la 2^e brigade de la 3^e division d'infanterie. "Nous avons du mal à les identifier. A Fallujah, personne ne les connaît." Le général Ray Odierno, qui commande la 4^e division d'infanterie, désigne le Retour comme l'un des groupes coupables d'avoir organisé des attentats contre les troupes américaines. Il cite également le Parti du serpent et le Nouveau Retour.

Si le nom "Retour" sous-entend une restauration du pouvoir de Saddam Hussein, on suppose, de sources irakiennes et américaines, que les organisateurs du groupe visent à rétablir le système autocratique sans son ancien chef. De riches familles des régions sunnites contribueraient au financement du réseau. Sous couvert d'anonymat, un ancien général irakien affirme que les bailleurs de fonds verseraient l'équivalent de 1 000 dollars pour les nouvelles recrues et de 3 000 dollars pour quiconque attirerait de nouveaux candidats. "Ils ne recherchent que des gens déjà entraînés", poursuit l'ancien général. "Ils n'aiment pas Saddam. L'idée, c'est

de chasser les Américains et de revenir au pouvoir." "La tendance consiste désormais à réduire le nombre des opérations tout en veillant à ce qu'elles soient plus efficaces et qu'elles aient un meilleur impact", commente un expert américain du renseignement. "Leur organisation est très secrète. Ils se déplacent d'une ville à l'autre. Ils ne sont pas de très haut niveau, mais ils se donnent du mal."

Officiers américains et responsables irakiens ajoutent que des organisations islamiques, des trafiquants d'armes, des repris de justice et des Irakiens souhaitant venger leurs proches tués par les Américains prennent également part aux attaques contre les forces américaines. A Fallujah, on précise, de source irakienne, que des fondamentalistes se seraient efforcés de mettre en place des actions contre les forces américaines. Des membres de l'organisation clandestine des Frères musulmans, peut-être soutenus par des extrémistes en Jordanie, auraient en outre fait leur apparition à Fallujah.

Daniel Williams



Compteur INTERNATIONAL

DU 3 AU 9 JUILLET 2003



Démarrage symbolique de la construction d'un aéroport à Erbil

ERBIL (Irak), 1er juil (AFP) - 18h54 - La coalition en Irak a donné mardi le coup d'envoi symbolique à la construction d'un aéroport civil à Erbil sur un site qui était utilisé par le régime déchu de Saddam Hussein comme piste d'atterrissage pour les avions militaires, a constaté un correspondant de l'AFP.

Au cours d'une cérémonie de circonstance, le général Petraeus David, commandant de la 101e division, a remis à un groupe de responsables kurdes une clé symbolique de l'aéroport qui sera baptisé "Hawler International Airport".

Selon M. Nouzad Hadi, responsable d'une commission gouvernementale chargée de la construction de l'aéroport, "vingt millions de dollars ont été alloués pour la réalisation des principaux bâtiments, en coopération avec l'armée américaine.

Des députés du Parlement régional kurde irakien avaient soumis le mois dernier un projet de loi devant permettre la construction de cet aéroport. Un responsable au Parlement avait indiqué à l'AFP que cette nouvelle législation était nécessaire, aucune loi au Kurdistan irakien ne prévoyant la réalisation d'un tel "projet stratégique".

Le Kurdistan irakien, contrôlé par le Parti démocratique du Kurdistanet l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a échappé au contrôle du régime de Saddam Hussein à partir de la guerre du Golfe (1991).

Les deux partis se sont alliés aux troupes américaines pendant la guerre en Irak pour renverser le régime de Bagdad.



Sept Kurdes arrêtés à Damas lors d'une manifestation fin juin

BEYROUTH, 2 juil (AFP) - 12h05 - Sept Kurdes ont été arrêtés fin juin à Damas lors d'une manifestation durant laquelle ils réclamaient la nationalité syrienne, ont indiqué quatre associations syriennes de défense des droits de l'Homme dans un communiqué publié mercredi à Beyrouth.

Selon le communiqué, quelque 200 enfants et une vingtaine de parents brandissant des pancartes réclamant "la nationalité syrienne ainsi que la reconnaissance des droits culturels du peuple kurde" s'étaient rassemblés à proximité du siège du Fonds de l'Onu pour l'enfance (Unicef) à Damas à l'occasion de la journée mondiale pour la protection de l'enfance, le 25 juin, affirme le communiqué.

Mais à l'aide de matraques, les forces de l'ordre les ont empêchés d'atteindre le siège de l'Unicef et ont arrêté sept des adultes dont le sort reste à ce jour inconnu, ajoute le texte.

Le communiqué est signé par les Comités de défense des droits de l'Homme en Syrie (CDDS), des Comités de défense des personnes déçues de leur nationalité en Syrie, de l'Association de défense des droits de l'Homme en Syrie et des Comités de réactivation de la société civile en Syrie.

Ces associations demandent la libération immédiate des personnes arrêtées ainsi que celle de "tous les prisonniers d'opinion en Syrie".

Selon les connaisseurs de la question, la Syrie compte plus d'un million de Kurdes, principalement dans le nord, près de la frontière irakienne. Une partie d'entre eux avaient refusé de se faire inscrire lors du recensement de 1962 pour fuir le service militaire, ce qui les a privé, ainsi que leurs descendants, de la nationalité syrienne.



Près de 300 morts dans un charnier dans le nord de l'Irak (villageois)

HATRA (Irak), 5 juil (AFP) - 14h04 - Au moins 300 Kurdes tués par le régime de Saddam Hussein reposent dans une fosse commune, découverte dans le nord de l'Irak, ont indiqué samedi des villageois à l'AFP.

Des os, des cheveux, des fragments de vêtements étaient nettement visibles sur le haut d'un trou de cinq mètres de profondeur en plein désert, près de la ville de Hatra, à 300 km au nord-est de Bagdad, où se trouve un des sites archéologiques les plus grandioses d'Irak, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Pour le moment, ils ont retiré 50 corps sur les quelque 300", a affirmé un paysan, Ali Rahim, faisant référence aux Kurdes et aux troupes américaines qui, selon lui, ont commencé jeudi les excavations.

"Ils ont commencé à creuser il y a deux jours", a dit Ali Rahim.

De nouvelles fouilles dans la terre aride ont mis au jour au moins neuf monceaux d'os, avec des touffes de cheveux blonds, des débris de foulard à fleurs, qui semblent appartenir à des femmes et des enfants exécutés par le régime en 1988.

La région avait été victime d'une campagne anti-kurde lancée par le régime de Saddam Hussein en 1988-89, avec notamment l'attaque chimique contre la ville de Halabja, qui avait fait jusqu'à 5.000 morts.

Les Kurdes ont fait état de la découverte de plusieurs fosses communes dans le nord de l'Irak.

Des dizaines de charniers ont été découverts à travers l'Irak depuis le renversement du régime de Saddam Hussein à la suite de l'invasion de la coalition américano-britannique, il y a trois mois.

Le CNRI affirme n'avoir participé à "aucun acte contre les Kurdes irakiens"



CERGY (France), 5 juil (AFP) - 14h41 - "Les Moudjahidine n'ont participé à aucun acte contre les Kurdes irakiens", a déclaré samedi le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) en réponse au ministre français de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, qui avait qualifié les Moudjahidine du Peuple de "premiers assassins des Kurdes à la solde de Saddam Hussein".

"Il semblerait qu'après la décision des honorables juges français de libérer l'ensemble des personnes arrêtées, l'allégation du terrorisme devient bancale, il faut la remplacer par celle de la répression des Kurdes", écrit le CNRI dans un communiqué.

"Quels ont été les premiers assassins des Kurdes à la solde de Saddam Hussein ? Cela a été les Moudjahidine du Peuple", avait déclaré vendredi M. Sarkozy, après la libération mercredi de onze Moudjahidine du peuple iranien, dont Maryam Radjavi, arrêtés le 17 juin à Auvers-sur-Oise, près de Paris.

"La reprise de ces allégations sans fondement prouve que certains services français ont été fourvoyés par le ministère des renseignements des mollahs", poursuit le CNRI.

Et les opposants iraniens d'ajouter qu'"afin d'éviter d'être entraînés dans les affaires intérieures irakiennes, les Moudjahidine et la Résistance iranienne ont quitté en 1991 l'ensemble de leurs bases du Kurdistan et du nord de l'Irak".

Accrochages avec des rebelles kurdes: 4 morts, dont un soldat (presse)



ISTANBUL, 6 juil (AFP) - 12h44 - Des accrochages séparés dans le sud-est de la Turquie entre des éléments de la rébellion kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé KADEK) ont fait samedi 4 morts, dont un militaire, rapporte dimanche la presse.

L'une des opérations anti-terroristes, dans la région de Tunceli, s'est soldée par la mort d'un conscrit et trois autres soldats ont été grièvement blessés, alors qu'un rebelle a été tué, dit Hurriyet.

Près de Bingol, également dans le sud-est à majorité kurde, deux opérations distinctes se sont chacune terminée par la mort d'un militant armé, selon le même journal.

Hurriyet rapporte par ailleurs que des violents accrochages entre membres de la rébellion kurde de Turquie, quittant son sanctuaire du nord de l'Irak pour s'établir en Iran, ont fait 31 morts parmi les forces de sécurité iraniennes et 22 parmi les combattants kurdes.

Un chef kurde d'Irak vendredi à Ankara après une crise turco-américaine



ANKARA, 9 juil (AFP) - 15h56 - Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), une des deux principales factions kurdes d'Irak, est attendu vendredi à Ankara pour des contacts à partir de lundi avec les responsables turcs, a-t-on appris mercredi de source diplomatique turque.

Sa visite intervient à la suite de l'arrestation vendredi à Souleimaniyeh, fief de l'UPK, et la détention pendant plus de deux jours par les forces américaines de 11 membres des forces spéciales turques en mission dans le nord de l'Irak.

Cette visite avait en fait été planifiée avant cet incident mais devrait avoir une signification plus particulière dans le contexte actuel, estimaient les observateurs.

Selon Ankara, l'incident a provoqué une véritable "crise" entre la Turquie et les Etats-Unis, alliés de longue date au sein de l'Otan.

Une commission d'enquête composée de généraux turc et américain ainsi que de responsables civils devait se réunir mercredi à Ankara pour évoquer l'affaire.

Selon Washington, les soldats turcs étaient soupçonnés de se livrer à des "activités suspectes", ce que le chef de la diplomatie turque Abdullah Gul a une nouvelle fois nié mercredi.

"Ils (les Américains) ont certains renseignements, nous disons qu'ils ne sont pas vrais", a-t-il dit à la presse.

La Turquie dispose depuis des années de troupes dans le nord de l'Irak pour lutter contre les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan rebaptisé Kadek).

M. Talabani qui devrait s'entretenir lundi avec Ugur Ziyal, sous-secrétaire du ministère turc des Affaires étrangères, visite régulièrement la capitale turque tout comme les responsables de l'autre importante faction de sa région, le parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Dans un entretien mercredi à l'agence semi-officielle turque Anatolie à Moscou, M. Talabani a indiqué que sa faction n'était en aucun cas impliquée dans l'incident à Souleimaniyeh.

"Tous les soldats américains sont arrivés de Kirkouk. Ils ne nous ont pas informés et n'ont pas demandé d'autorisation", a-t-il dit.

"Nous avons dit aux Américains qu'ils commettaient une erreur", a ajouté le leader kurde.

Les Turcs n'ont pas accusé les Kurdes d'être derrière cet incident.

En Irak, les Américains accusés de tous les maux

L'explosion près de la mosquée de Fallouja leur est imputée.

3 JUILLET 2003



Fallouja envoyé spécial

La mine grave, une foule de badauds arpente les gravats qui jonchent l'enceinte de la mosquée Al-Hassan, à Fallouja. Lundi soir, peu après la cinquième et dernière prière de la journée, une forte explosion a détruit les bâtiments situés à l'entrée du lieu de culte, tuant sept personnes et en blessant quatorze autres. Parmi les victimes figurent un responsable religieux, le cheikh Leith, ainsi que six étudiants en théologie. Aujourd'hui, Fallouja, bastion de la communauté sunnite choyée par le régime de Saddam Hussein, crie vengeance contre les Américains, accusés d'avoir sciemment bombardé la mosquée de cette ville située à l'ouest de Bagdad.

Géneur. De nombreux habitants du quartier assurent qu'un avion de la coalition survolait le secteur au moment des faits. «Le cheikh venait juste d'entrer dans la salle d'études quand l'attaque a eu lieu», explique Meithem, un adolescent témoin de la scène. Pour la population, «l'occupant» aurait voulu se débarrasser d'un gêneur. «Le cheikh était au premier rang des manifestations organisées à Fallouja contre la présence des Américains», précise Meithem. Dans son prêche du vendredi, le religieux avait même appelé à la «guerre sainte» contre les Américains.

Quelques heures après l'explosion, des GI ont bloqué l'accès à la mosquée Al-Hassan, avant d'inspecter minutieusement les décombres. Hier, le commandement central de la coalition a rendu son verdict: l'explosion aurait été causée par une bombe artisanale en cours de fabrication dans une pièce attenante.

Il sera néanmoins difficile de convaincre une population exaspérée par les difficultés quotidiennes de l'après-guerre, qu'elle impute systématiquement aux Américains. «Les familles des martyrs ne vont pas se laisser faire», clame ainsi Nebil, un fidèle de la mosquée Al-Hassan. Depuis leur installation à Fallouja, les forces améri-



A Fallouja, lundi, après l'explosion qui a fait sept morts.

caines font face à un nombre croissant d'attaques, dont certaines mortelles.

Vengeance. Très proche du religieux défunt, le cheikh Djalal considère que les GI ont franchi la ligne rouge. «J'ai pleuré en apprenant le décès de cheikh Leith, mais aujourd'hui je suis heureux car il est près d'Allah, affirme-t-il dans son bureau de la mosquée Al-Kebir. Allah, qui nous a envoyé les Américains pour nous débarrasser de Saddam, vengera sa mort en les torturant d'une façon qu'ils ne peuvent même pas concevoir. Et d'ajouter: Tous les Irakiens qui ne chercheraient pas à chasser l'occupant de notre terre seront considérés comme des traîtres!»

Le commandement central de la coalition en Irak a affirmé hier que l'explosion de Fallouja aurait été causée par une bombe artisanale en cours de fabrication.

Le commandement central de la coalition en Irak a affirmé hier que l'explosion de Fallouja aurait été causée par une bombe artisanale en cours de fabrication.

L'appel à la modération lancé par le nouveau maire de Fallouja, Taha al-Alwani, a peu de chances d'être entendu. Hier, il a réuni autour de lui les imams de la ville pour les enjoindre de ne pas appeler au djihad. Selon cet ancien président de la chambre de commerce de la ville, désigné par les chefs de tribus et les notables locaux pour administrer Fallouja après la chute de Saddam Hussein, «certains courants essaient d'attiser le feu entre les religieux et les forces de la coalition».

Dénonçant le règne de la rumeur, Taha al-Alwani juge ainsi «absurde» d'imputer la mort de cheikh Leith aux Américains. «Ils auraient très bien pu l'arrêter lorsqu'il a lancé ses appels au djihad.» Pour le maire, dont le bureau est sévèrement gardé par les forces de la coalition, les attentats anti-américains seraient le fait de «professionnels». «Les ex-collaborateurs de Saddam n'osent pas se manifester, explique-t-il, alors ils financent les attaques lancées par d'anciens militaires grâce à l'argent qu'ils ont accumulé pendant des années.»

Qui-vive. Au lendemain de la mort de cheikh Leith, pense-t-il pouvoir encore éviter une explosion de violence dans sa ville? «Inch'Allah!», répond le maire. A deux pas de son bureau, un jeune homme coiffé d'un keffieh attend de pouvoir le rencontrer. La veille, son frère a été tué par balles par des GI aux abois. Au volant de son pick-up, il s'était glissé par inadvertance au milieu d'un convoi militaire.

Désormais, les Américains sont plus que jamais sur le qui-vive. «Nous sommes venus en Irak pour aider la population, pour lui rendre sa liberté», explique le sergent Torres. A Bagdad, cela fonctionne plutôt bien, mais ici, je ne comprends rien: les gens ne veulent pas de notre aide.» Hier, des GI circulaient dans le centre de Fallouja pour tenter de convaincre la population qu'ils n'étaient en rien responsables de l'explosion de la mosquée Al-Hassan ●

THOMAS HOFNUNG

Americans said to free Turkish soldiers in Iraq

From news reports

ISTANBUL: The United States released 11 Turkish soldiers detained in Iraq, Turkish news reports said Sunday night.

The dispute had threatened to inflame tensions between the two NATO military allies, strained over the U.S. invasion of Iraq in March.

Turkey said earlier Sunday that it had expected the soldiers would be released shortly after getting assurances from Vice President Dick Cheney.

"Turkey and U.S. military authorities in the region will discuss the issue in the coming hours," said a statement from the office of Prime Minister Tayyip Erdogan. "Following that, it's expected our special forces personnel will be returned to the Turkish side in Sulaymaniyah."

Erdogan and Cheney discussed the situation for about a half hour on Sunday, Turkish officials said. The talks appeared to be aimed at making sure relations did not deteriorate further.

Erdogan's office said after the talks that Turkish and U.S. officials were scheduled to discuss the issue later Sunday and that after those talks, "it is expected that the special forces will be handed over to the Turkish side in Sulaymaniyah."

In Washington, a Bush administration official confirmed that Cheney and Erdogan spoke on Sunday but could provide no immediate details of the conversation.

Turkey said 11 soldiers were among 24 people detained in Sulaymaniyah on Friday and taken to Baghdad. The U.S. military has said that several soldiers thought to be Turks were in custody after a raid in northern Iraq.

Foreign Minister Abdullah Gul said Sunday that the troops would be let go "at the latest tonight."

The incident fueled animosity among Turks toward the United States. Newspapers printed headlines such as "Ugly American" and reported that the heads of the Turkish soldiers had been

covered with sacks and that they had been treated "like Al Qaeda terrorists."

Twenty members of a small nationalist party on Sunday began a round-the-clock sit-in protest at the U.S. Consulate in Istanbul as police officers scuffled with other protesters and blocked them from marching on the building.

U.S. officials have not said why the Turks were detained.

Diplomats in the Middle East said the U.S. military had arrested at least 20 people, 11 of whom were Turkish special forces. They said one of those detained was a Turkish colonel, whom U.S. or British forces had expelled from Iraq twice previously for "suspicious activities."

They said that there was evidence the soldiers were involved in a plot to kill the interim governor of Kirkuk and a large number of weapons were confiscated.

Turkey has a few thousand troops in northern Iraq to pursue Turkish Kurd guerrillas who fought in the 1980's and 1990's for a homeland in southeastern Turkey.

U.S.-backed Iraqi Kurds want Turkey to withdraw its troops.

Turkish armed forces commander, Hilmi Ozkok, is to meet the U.S. ambassador in Ankara on Monday.

Cheney "said a joint commission between our military authorities could be set up to investigate in the Sulayman-

iyah district," the statement from Erdogan's office said.

"Our prime minister clearly stated it was of the utmost importance that our military personnel in Baghdad be handed over to us as soon as possible," it said.

Turkey's military has enjoyed close ties with the United States, but relations soured after Parliament voted against the deployment of tens of thousands of U.S. troops here to launch another front in its invasion of Iraq.

A news channel said that the military was weighing possible retaliatory measures, such as barring U.S. planes from Turkish airspace. (Reuters, AP)



Reuters

A Turkish policeman stood guard on Sunday in Istanbul as Turks protested the U.S. military's detention of 11 Turkish soldiers in northern Iraq on Friday.

IRAK Les onze membres des forces spéciales turques arrêtés au Kurdistan irakien ont été relâchés hier soir à Bagdad

Face-à-face américano-turc à Kirkouk

LE FIGARO LUNDI 7 JUILLET 2003

Les 11 militaires turcs arrêtés vendredi en Irak du nord par les forces américaines ont été libérés hier soir à Bagdad. Ils passeront la nuit dans une résidence de la capitale irakienne, pour des raisons de sécurité, et devraient être acheminés aujourd'hui en hélicoptère vers Souleimaniyeh au nord-est de l'Irak, lieu de leur arrestation. Une commission d'enquête conjointe, composée majoritairement de militaires, sera mise en place pour faire la lumière sur cet incident.

L'administrateur en chef américain en Irak Paul Bremer a finalement accepté, hier, la création d'un « Conseil de gouvernement transitoire » doté de véritables pouvoirs exécutifs, tout en se réservant un droit de veto sur certaines décisions. Le 1^{er} juin, Paul Bremer avait proposé à ses interlocuteurs irakiens la création vers la mi-juillet d'un Conseil politique de 25 à 30 membres, qui devait « conseiller » l'administration occupante

et préparer un référendum sur une nouvelle Constitution. Cette annonce avait provoqué la colère des hommes politiques irakiens, y compris les plus proches des Etats-Unis, qui voyaient s'éloigner la possibilité de prendre en main les rênes du pouvoir à Bagdad.

Par ailleurs, la vague de violences, qui se poursuit, a été marquée samedi par la mort d'un journaliste britannique, cameraman indépendant, tué par des tirs d'inconnus à Bagdad. Sept policiers irakiens ont également péri dans un attentat à l'explosif à Ramadi, à 100 km à l'ouest de la capitale. Hier, c'est un soldat américain qui a été mortellement blessé, à l'intérieur du campus de l'université de Bagdad. Et dans la soirée, des inconnus ont mené une attaque au lance-roquette contre une patrouille américaine à l'entrée de la ville de Ramadi où les troupes américaines ont lancé une opération de ratissage.

aux côtés de Washington dans la guerre contre le régime de Saddam, l'UPK a de plus en plus de mal à accepter la présence sur ses terres de soldats turcs. Autorisé à stationner au Kurdistan irakien en vertu d'un accord passé avec l'Irak sous Saddam, le millier d'hommes des forces spéciales turques est en principe en poste dans les montagnes pour surveiller les activités des ex-combattants du PKK, l'organisation séparatiste kurde turque réclamant l'indépendance depuis plus de vingt ans. Mais les Kurdes irakiens reprochent aux Turcs d'entretenir en sous-main des foyers d'agitation turkmènes. Ils demandent aux Américains de faire pression sur Ankara pour obtenir le retrait de ces soldats longtemps tolérés mais jamais acceptés. « Leur départ est indispensable pour la stabilité de la région », affirment les Kurdes. En position de force depuis la chute de l'ancien régime, les partis kurdes souhaitent faire de Kirkouk, la cité de l'or noir, leur capitale. Mais l'arabisation de la ville par Saddam a chassé plus de 100 000 d'entre eux. Le départ de ces populations transférées dans d'autres régions ou contraintes

Kirkouk :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Les divergences entre Washington et Ankara sur le Kurdistan irakien sont à l'origine d'une nouvelle dispute entre les deux alliés de l'Otan. Cette fois, les Américains soupçonnent les Turcs de souffler sur les braises incandescentes des tensions ethniques entre Kurdes et Turkmènes, une minorité installée dans le nord de l'Irak sous l'Empire ottoman et soutenue par Ankara depuis Atatürk.

Vendredi, les troupes américaines ont arrêté à Souleymaniya, près de la frontière iranienne, onze membres des forces spéciales turques et au moins six civils turkmènes. Fidèles à leurs règles, elles n'ont pas lésiné sur les moyens : une centaine de soldats ont encerclé le quartier général des militaires turcs puis ont envahi les baraquements en balançant des grenades lacrymogènes. Selon le

ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul, les assaillants ont causé des « dégâts assez importants » au cours de la perquisition des locaux. Menottés, les officiers ont été conduits à Bagdad. A en croire le journal turc *Hurriyet*, les soldats d'Ankara sont accusés d'avoir projeté un attentat contre le nouveau gouverneur kurde de Kirkouk. « Des sottises sans fondement », a dénoncé le chef de la diplomatie turque.

La version d'un complot turc est défendue par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani dont Souleymaniya est le principal fief. « Nous savions par des renseignements secrets que les milices de certains partis turkmènes soutenus par la Turquie préparaient quelque chose et les Etats-Unis étaient informés », indique sous couvert d'anonymat un responsable de l'UPK.

Engagé avec ses pechmergas



Des manifestants déchirent un drapeau américain à Istanbul pour protester contre l'arrestation, vendredi dernier au nord de l'Irak, des membres des forces spéciales turques.

de rejoindre la guérilla du Nord a modifié en faveur des Arabes les équilibres ethniques.

En attendant un hypothétique retour des déplacés, le haut-commandement américain a organisé fin mai un scrutin local pour donner un gouverneur à Kirkouk. En dépit d'un collège de grands électeurs soigneusement partagé entre Arabes, Kurdes, Turkmènes et Chaldo-Assyriens, un Kurde a raflé la mise grâce à un petit coup de pouce américain. Le vote a immédiatement suscité le mécontentement des Arabes et des Turkmènes. « Les Américains ont donné la ville à un Kurde en remerciement du soutien apporté par les pèchmergas durant le conflit. C'est un échange

de bons procédés, mais en agissant ainsi, les Américains s'aliènent plus de la moitié des habitants de Kirkouk », affirme un commerçant turkmène.

Le calme règne malgré tout à Kirkouk. Encouragées par Washington, les déclarations des dirigeants kurdes qui se déclarent favorables à une autonomie plutôt qu'à une indépendance contribuent à apaiser les passions. Mais Ankara redoute toujours la création d'un État kurde indépendant qui relancerait la rébellion dans la partie turque du Kurdistan.

Et les interpellations des membres des forces spéciales ont rendu furieux le gouvernement et l'armée turcs. « C'est un incident déplaisant. Il n'aurait

pas dû se produire. Un tel comportement d'un pays ami envers son allié ne s'explique pas », a tempêté le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. « C'est un événement répugnant », a renchéri le chef de la diplomatie turque. « Rien de tout cela n'est croyable. La Turquie travaille pour la stabilité de l'Irak, pas pour déstabiliser l'Irak », s'est-il indigné.

De son côté, l'armée turque a comme à son habitude bandé les muscles en agitant la menace de représailles. Le trafic à la frontière avec l'Irak a été ralenti et la fermeture de l'espace aérien turc à l'aviation américaine est envisagée. « Nous ne pouvons pas comprendre les desseins des Américains », s'est in-

digné Yasar Buyukanit, le responsable adjoint des forces armées turques.

En Turquie, la péripétie a relancé la brouille qui a éclaté lors du déclenchement des hostilités contre le régime de Saddam. En mars, le Parlement turc avait refusé d'appuyer le déploiement de soldats américains sur son sol. Inattendue, la dérobade avait perturbé les plans des stratèges du Pentagone et mis fin à 50 ans d'entente cordiale. Trois mois plus tard, la parenthèse semblait close. Mais rien n'est réglé : la perspective de responsabilités accrues accordées aux Kurdes dans l'Irak de demain reste une pomme de discorde entre Turcs et Américains.

Arrestation de militaires turcs en Irak

Les Etats-Unis les soupçonnaient de terrorisme. Ils ont été libérés hier soir.

L'arrestation en Irak du Nord de onze soldats turcs secoue à nouveau les relations entre Washington et Ankara déjà au plus bas après le refus turc, début mars, de laisser transiter 60000 GI pour l'ouverture d'un second front. Une centaine de soldats américains ont fait irruption vendredi à Souleimanyé dans les locaux du Front turkmène d'Irak – un des principaux partis de cette minorité turcophone d'Irak – et dans les bâtiments où stationnent depuis des années des hommes des forces spéciales turques, arrêtant une trentaine de personnes dont 11 militaires. Soupçonnés de préparer un attentat contre le gouverneur kurde de Kirkouk – cité pétrolière d'un million d'habitants du nord-est de l'Irak que les Kurdes revendiquent comme capitale –, ils ont finalement été relâchés dimanche soir à Bagdad, selon la télévision turque.

« Dégradant ». « Ces accusations sont des sottises », a affirmé Abdullah Gül, le chef de la diplomatie turque qui s'est entretenu samedi avec son homologue Colin Powell dénonçant « cette affaire incroyable entre deux pays alliés ». « C'est une situation inacceptable et dégradante pour les forces armées turques », s'indigne le général turc Hilmi Ozturk. Hier, en fin de journée à Ankara, le ministère des Affaires étran-



Manifestation devant le consulat américain à Istanbul, hier.

gères assurait que les militaires seraient très rapidement remis en liberté. Ce mini-bras de fer n'en représente pas moins un symptôme des tensions croissantes autour de l'Irak du Nord qui opposent Ankara aux Kurdes et aux Américains. Les militaires turcs s'inquiètent toujours plus ouvertement de la situation dans une zone qu'ils considèrent comme « leur arrière-cour ». La prise de contrôle de Kirkouk par les partis kurdes et son intégration à la zone autonome kurde donneraient à celle-ci les moyens d'une indépendance qui risquerait de rallumer la rébellion kurde en Turquie. En mars, l'armée turque avait pris position en faveur d'une participation à la guerre

soulignant que c'était le « seul moyen d'avoir un mot à dire pour l'après-guerre » et en premier lieu à propos de l'avenir de l'Irak du Nord. Soutenus par la grande majorité d'une opinion massivement hostile à la guerre, les islamistes de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis novembre, avaient décidé de limiter leur soutien à une autorisation de survol aérien.

Irritation. L'arrestation des onze militaires turcs comme la saisie d'armes il y a un mois sur un convoi humanitaire en provenance de Turquie représentent de clairs avertissements. Les Kurdes irakiens se montrent les élèves les plus appliqués du protectorat sur l'Irak. Washington, en revanche, ne

pardonne pas à la Turquie sa défection alors qu'elle était considérée depuis un demi-siècle comme un des plus fidèles alliés de l'Otan. Les signes de cette irritation sont nombreux. Ainsi, pour la première fois, un président américain n'a pas envoyé de message pour la « journée turque » fêtée chaque année outre-Atlantique. La réunion du groupe de défense commun a été renvoyée.

Les relations américano-turques avaient déjà été mises à rude épreuve en 1974 après l'invasion du nord de Chypre mais la crise fut brève. « Là, le traumatisme est réel d'autant que, pour la première fois, nous avons déçu le Pentagone », reconnaît un diplomate turc. Parlant au début du mois de mai à la télévision turque, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz avait enfoncé le clou : « Si nous voulons ouvrir une nouvelle page, il nous faut une Turquie qui ne considère pas tout ce qui passe en Irak du Nord avec méfiance et une Turquie qui reconnaisse avoir fait une faute. » ●

MARC SEMO

U.S. release of 11 Turks ends dispute

By Dexter Filkins

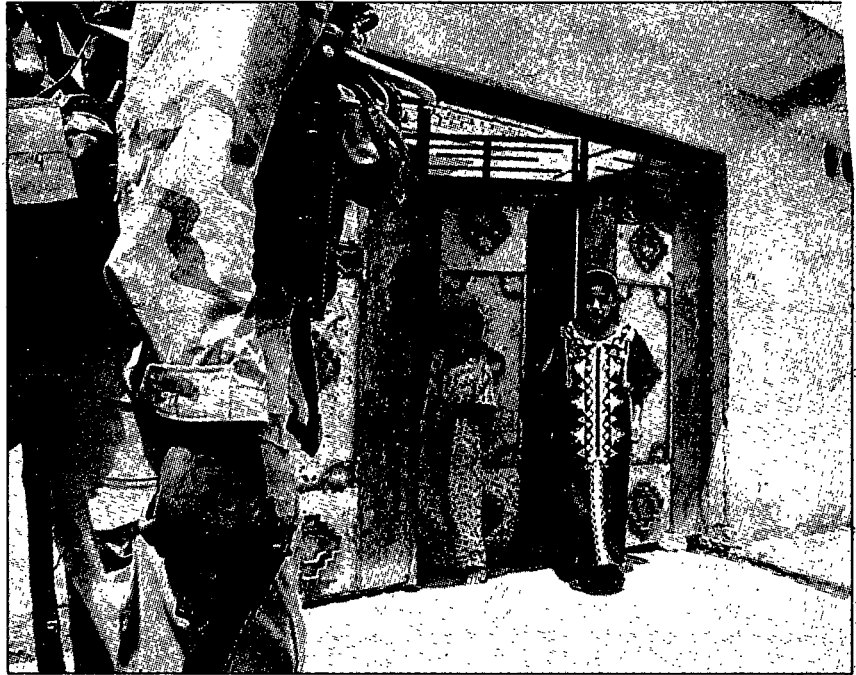
ISTANBUL: Eleven Turkish soldiers returned Monday to their base in northern Iraq after being released by U.S. soldiers, ending a diplomatic quarrel that a senior Turkish military leader said had pushed relations to an all-time low.

The Turks, captured in an American raid on Friday in northern Iraq, were flown by helicopter to Sulaimaniya from Baghdad, where they had been detained. They were accompanied by 13 Iraqi staff members who had also been held.

The release of the Turkish soldiers ended an unusual standoff between the NATO allies, whose relations have deteriorated over America's invasion of Iraq. American officials said they had acted on intelligence that suggested the Turks, operating in the region independently, were involved in a plot to assassinate an American-backed Iraqi official.

Turkey's leaders denied those accusations. The incident angered the Turkish public, deepening the resentment felt by many here for what they consider to be America's heavy-handed tactics toward an old friend.

The recriminations continued Monday, with the chief of the Turkish general staff, Hilmi Ozkok, saying that rela-



Andrew Medichini/The Associated Press

A U.S. Marine patrolling a street in Ash Shatra, in southern Iraq, on Monday.

tions between the armed forces of the two countries, once allies in the cold war, had never been worse.

"This incident has unfortunately led to the biggest crisis of confidence ever between the U.S. and Turkish armed forces," Ozkok said after a meeting with the American ambassador, Robert Pearson.

Ozkok suggested that the United States had a vendetta against the Turks, perhaps out of anger for the Turks' refusal to allow the Americans to invade Iraq from their territory.

"I don't think this is U.S. armed forces policy, but I have great difficulty in seeing it as a local event," Ozkok said.

The Turkish soldiers were released following a telephone conversation on Sunday between Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, and Vice President Dick Cheney. Hurriyet, a leading Turkish newspaper, printed what it said were excerpts of the conversation.

The paper quoted Erdogan as telling Cheney that the United States was "about to lose a very valuable ally."

The New York Times

Iraqi economy faces key changes

New currency and an independent central bank are planned

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: In a sweeping overhaul of the struggling Iraqi economy, U.S. officials on Monday announced the replacement of the Iraqi currency and what they described as a newly autonomous central bank.

The officials said the actions were intended to eliminate a panic-ridden currency and remove the central bank from its long-standing subservience to political leaders, a role that created spiraling and crippling inflation during the past dozen years.

Beginning Oct. 15, Iraqis will be able to exchange their currency for new bills that do not bear the likeness of their ousted but still uncaptured dictator, Saddam Hussein. The new bills will be exchanged for existing bills in a range of small to large denominations, which officials said should eliminate the panic that has overcome Iraqis unable to exchange their 10,000-dinar notes for

smaller currency. The Iraqi dinar is currently exchanged at about 1,400 for every dollar.

Since the end of the war, most merchants have refused to value the 10,000-dinar note at more than 7,500 dinars. That has enraged the many Iraqis who have been paid with 10,000-dinar notes or who lack the 250-dinar notes needed to buy basic necessities. In recent weeks, a new ritual for many Iraqis has been to stand in line to exchange their pink 10,000-dinar notes for a thick stack of blue 250-dinar notes.

The U.S. officials also announced that the budget for the rest of 2003 will be about 9 trillion Iraqi dinars, or between \$6 billion and \$7 billion. Slightly more than half of that amount, or \$3.5 billion, will come from oil revenues, and the rest from sources including amounts stolen by sons of Saddam and from frozen Iraqi assets.

In a television address to the Iraqi people Monday, the top civilian U.S. of-

ficial in Iraq, L. Paul Bremer 3rd, said that 350 billion dinars would be spent on security and justice, 440 billion dinars would be spent on improving the nation's slipshod and heavily looted electricity system, 300 billion dinars would be spent on public health, and 225 billion dinars would be spent on improvements to the phone system and other telecommunications infrastructure.

Officials hope that the actions Monday will help salve Iraqis who are increasingly angry with Americans over the breakdown of law and order as well as basic services like electricity and water.

Yet the Americans made the move just weeks before the expected appointment of a new "governing council" of Iraqi leaders that will serve as the first postwar interim government of Iraq—a timing that may bring fresh criticism that U.S. occupying forces are not doing enough to bring Iraqi officials into discussions to determine the course of their country's government and economy.

Tuesday, July 8, 2003

The New York Times

And while the U.S. officials on Monday declared that the appointment of a new central bank chief, Farah Salman, would mark the first time in a generation that the bank was independent of political leaders, it was unclear whether U.S. officials would still have veto power over monetary policy and other decisions.

At a briefing Monday evening in Baghdad, senior officials with the U.S.-led Coalition Provisional Authority, which is overseeing all non-military operations in Iraq, would not answer questions about whether Bremer, the authority's top official, would still be able to countermand central bank decisions.

Coalition officials emphasized that

they had had extensive consultations with the leaders of the two large Kurdish factions in northern Iraq, Massoud Barzani and Jalal Talabani, that included details over the exchange rate for Kurds. Their exchange rate, the officials said, would be one "Swiss dinar" — the currency used in northern Iraq — for every 150 new dinars. In the rest of the country, the exchange will be conducted on a one-for-one basis.

Coalition officials said the sharply differing exchange rates did not mean the Kurds would receive a more favorable rate. Instead, they said, the rate reflects the much greater value of the Swiss dinar, which has not been ravaged

by the inflation that has devalued the "Saddam dinar" that is used in the rest of the country.

Also, the U.S. officials, while refusing to say whether American officials will retain the power to countermand decisions made by the central bank, emphasized that the restructuring of the bank's relationship to the rest of the government would protect it from pressures to bend to the will of political leaders. Under Saddam, finance ministry officials forced the bank to essentially print money, a politically expedient measure that brought soaring inflation.

The New York Times

Le Monde

8 JUILLET 2003

En Irak, les forces collaborant avec les Américains deviennent aussi la cible d'attentats

Sept policiers irakiens ont été tués ainsi que trois soldats américains et un journaliste britannique

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Le général de la Force irakienne de police (IPF), créée avec le soutien de l'armée américaine, est inquiet : « Nous sommes de plus en plus fréquemment accusés de coopérer avec les Américains. Nous aussi allons devenir des cibles. »

Au lendemain de cette déclaration dans le commissariat de Madaen, un faubourg sud de Bagdad, l'angoisse du général Jawad Nazzal est devenue réalité. Sept policiers ont été tués et quarante autres blessés par l'explosion d'une bombe, samedi 5 juillet, à Ramadi, un bastion sunnite conservateur situé à l'ouest de la capitale irakienne.

L'attentat a visé le centre de formation informatique de la police de Ramadi. Les instructeurs américains avaient quitté les lieux depuis une demi-heure. Lorsque les policiers sont à leur tour sortis sur le trottoir, une bombe, dissimulée dans un sac posé au pied d'un réverbère, a explosé, « télécommandée à distance » selon l'armée américaine.

Cette attaque, la plus meurtrière depuis la fin de la guerre contre la force occupante et ses alliés irakiens, est intervenue au lendemain de la diffusion par la chaîne de télévision Al-Jazira d'un message de Saddam Hussein appelant à la « résistance » et au « djihad ».

Au commissariat de Madaen, le général Jawad Nazzal et le colonel Hamid Mohammed constataient, la veille du spectaculaire attentat de

Ramadi, que « la colère monte ». « Les Irakiens estiment que l'attitude des soldats américains est souvent inacceptable, humiliante », constate le général.

« Ce serait une erreur de croire que ces actes de résistance ne sont perpétrés que par des partisans de Saddam Hussein et du parti Baas. Il commence à y avoir un mouvement de résistan-

D'autres attaques ont eu lieu ces derniers jours. Un soldat américain a été grièvement blessé à la tête dimanche par un étudiant qui a tiré sur lui avec son pistolet, sur le campus de l'université de Bagdad, et deux autres sont morts dans la nuit de dimanche à lundi lors de deux incidents séparés, toujours dans la capitale. Un journaliste indépen-

1^{er} mai, le premier civil tué pour le simple fait d'être un Occidental.

Si les attaques contre les forces américaines sont désormais quotidiennes en Irak, l'attentat de Ramadi est abondamment commenté au sein de la population. Il y a déjà eu des assassinats d'employés irakiens de l'armée américaine, mais jusqu'alors fort isolés. Cette fois, l'attaque vise la police, la première structure nationale que les Etats-Unis ont décidé de soutenir, avant même la constitution d'un « gouvernement provisoire », estimant que le rétablissement de l'ordre dans les villes d'Irak est une priorité absolue.

« La guerre civile va éclater, estime Mohammed, un vendeur de journaux. Nous l'attendions surtout entre sunnites et chiites, et elle arrive déjà entre ceux qui coopèrent avec les Etats-Unis et ceux qui combattent l'occupant. » « C'est un coup de semonce, pense Riyad, un professeur d'anglais. Les Américains doivent partir au plus vite, tout en aidant l'Irak à se relever de cette dictature et de ces guerres. Ils ne doivent surtout pas rentrer dans ce cercle vicieux des attaques et des contre-attaques, ou alors ce sera le chaos total très prochainement dans ce pays. »

Les Irakiens hésitent jusqu'à présent à prendre trop au sérieux les attaques anti-américaines, estimant qu'elles étaient liées à une situation très temporaire, très volatile. Cette fois, l'inquiétude est manifeste.

Onze militaires turcs relâchés par l'US Army

Onze militaires turcs arrêtés, vendredi 4 juillet, à Souleimaniyeh, dans le nord-est de l'Irak, par les forces américaines ont été libérés, dimanche soir 6 juillet, à Bagdad. Cette libération a donné lieu à d'intenses tractations entre Washington et Ankara. Une commission d'enquête conjointe, composée majoritairement de militaires, devrait être mise en place pour faire la lumière sur cet incident qui illustre une certaine tension entre les deux alliés au sein de l'OTAN. La Turquie avait refusé aux Etats-Unis l'utilisation de son sol avant l'attaque contre l'Irak. Les onze militaires devaient être acheminés, lundi, en hélicoptère à Souleimaniyeh. Membres des forces spéciales turques chargées de surveiller le cessez-le-feu de 1996 entre factions kurdes, ils étaient soupçonnés de fomenter un attentat contre le gouverneur kurde de Kirkouk, selon la presse turque. Des accusations qualifiées de « sottises » par Abdullah Gül, ministre turc des affaires étrangères. — (AFP)

ce populaire, à cause du mauvais comportement américain, poursuit le colonel. Pendant la guerre, presque aucun Irakien n'a combattu, dans l'espoir d'une vie meilleure. Aujourd'hui, tous accusent les Etats-Unis de n'avoir tenu aucune de leurs promesses. La vie est dure. Et nous, les policiers, qui écoutons les doléances de la population, sentons, d'une part, que la colère devient intense et, d'autre part, que nous sommes accusés de collaboration avec l'occupant. »

dent britannique, Richard Wild, ancien cameraman de la chaîne de télévision ITN, a été tué d'une balle dans le cou samedi par un passant dans une rue de Bagdad, non loin de l'université.

« LA GUERRE CIVILE VA ÉCLATER »

Si le mobile de cet assassinat n'est pas établi, il semble qu'il n'y ait eu aucun différend entre le journaliste et le tueur. Richard Wild serait alors, depuis la fin de la guerre, le

Rémy Ourdan

IRAN A la veille du quatrième anniversaire de la répression des émeutes étudiantes de juillet 1999, les autorités iraniennes ont interdit tout rassemblement

Téhéran à l'heure du grand désenchantement

A l'approche de la commémoration des émeutes estudiantines du 9 juillet 1999, les autorités iraniennes ont interdit tout rassemblement. Depuis hier, les grilles du campus d'Amir Abbad - d'où la contestation est partie il y a quatre ans - sont fermées. Le bureau des relations publiques du campus a annoncé que les dortoirs resteraient clos jusqu'au 14 juillet et que les examens de fin d'année étaient reportés à l'automne. Le mois dernier, des manifestations contre un projet de privatisation des universités ont montré que la contestation estudiantine était toujours à l'ordre du jour. L'arrestation de nombreux étudiants et les aveux forcés de certains de leurs leaders ont pourtant réduit les chances de mobilisation pour demain. Il y a quatre ans, les manifestations avaient été déclenchées par la fermeture du journal réformateur *Salâm* (« Bonjour »). Ces émeutes - les premières depuis la révolution de 1979 - avaient duré six jours. Le bilan officiel fut de 3 morts, 3 blessés et 1 500 arrestations.

Téhéran :
de notre envoyé spécial
Claude Lorieux

Ces temps-ci, l'Iran vit entre déprime et crise de nerfs. Le spectacle bon enfant de la rue téhéranaise, où les adolescentes aux pieds nus et aux « manteaux islamiques » ultracourts croisent les femmes engoncées dans le lugubre tchador noir, est trompeur. Tout comme celui des parcs municipaux où s'affairent des escouades de jardiniers et où, aux petites heures du matin, les habitants de la capitale s'adonnent à leur sport favori, de l'athlétisme au volley-ball ou au badminton.

Les audaces et les rires de ces brûlantes journées d'été dissimulent mal une inquiétude qui, chez les puissants comme chez les humbles, va bien au-delà de l'anniversaire de la répression sauvage de l'agitation étudiante de juillet 1999, quand le président Khatami s'était spectaculairement refusé à jeter son prestige dans le camp des jeunes protestataires.

Cette fois, et plus que jamais, c'est une vraie question existentielle que les Iraniens se posent, individuellement et collectivement. En un mot comme en dix, ils ne savent pas où ils vont. Les soubresauts de l'histoire de l'Iran ont suffisamment traumatisé Orient et Occident depuis la révolution antimonar-

chiste de 1979 pour que ce questionnement nous concerne également.

Les 4 000 arrestations opérées tout au long des nuits de violence contestatrice du mois dernier ont peut-être calmé le jeu, comme le rabâchent les responsables du camp conservateur. Elles n'ont certainement pas désamorcé les crises qui, près d'un quart de siècle après sa naissance, menacent l'équilibre de la République islamique.

Témoin des dernières confrontations entre les étudiants et les miliciens armés de gourdins (quand ce n'était pas de couteaux), un journaliste téhéranais a le sentiment d'assis-

ter à l'apparition d'une lame de fond menaçante pour le régime. « C'est comme si une période de l'histoire était en train de s'achever », confirme un éditeur. Les tenants de la ligne dure haussent les épaules !

L'inquiétude est néanmoins sensible. Le professionnalisme accru des forces antiémeutes, qui en quinze jours d'affrontements n'ont tué aucun manifestant, pourrait rassurer les autorités. Cette performance remarquée ne les a pourtant pas empêchées de tout mettre en œuvre pour étouffer une commémoration trop bruyante des émeutes du 9 juillet 1999 : fermeture provisoire de certaines universités ou de certains dortoirs (pour cause de fatigue des employés !), organisation de concerts de musique pop afin d'occuper autrement les jeunes, et, indique un responsable, restriction accrue des visas accordés aux journalistes étrangers, témoins superflus en cette période tendue, où l'Iran se trouve sous étroite surveillance des Etats-Unis.

Personne ne sait ce qui peut se passer, ni dans les jours qui viennent, ni à l'automne, quand la vie politique sera happée par la préparation des élections lé-

gislatives de février ou de mars 2004. Cette consultation servira elle-même de lever de rideau à la présidentielle de 2005, qui marquera obligatoirement la fin du règne décevant du « président des jeunes », Mohammad Khatami.

L'abstention record constatée dans les grandes villes aux récentes élections municipales, les cris de démission lancés tant au président Khatami qu'au guide suprême, l'ayatollah Khamenei, chef de file des conservateurs, confirment un ras-le-bol qui défie les pronostics. « Les jeunes n'écoutent plus les réformateurs », admet le député Ali Mazrowei. Ecoutent-ils davantage les conservateurs ? Nombre d'entre eux n'ont-ils pas pris leurs distances avec le système politique « démocratico-religieux » - le Velayat Faqih -, qui se trouve en déséquilibre depuis la mort du charismatique ayatollah Khomeyni ?

Si l'avenir est à ce point incertain, c'est aussi que la population iranienne a considérablement évolué en vingt ans et que la classe politique conservatrice, notamment, n'a pas forcément mesuré la portée de transformations, dont voici quelques exemples. Deux Iraniens sur



Des étudiants manifestaient sur un campus de Téhéran, le 13 juin dernier. Le taux de chômage élevé et la frustration née de la dureté des lois islamiques sont à l'origine du mécontentement d'une population très jeune : près de 70% des Iraniens ont moins de 30 ans. (Photo Seda/Gamma.)

trois ont moins de 30 ans et avaient donc au mieux dix ans lors de la chute du Chah. 70 % des Iraniens vivent désormais en zone urbaine. La majorité des étudiants sont des femmes. 28,4 % des jeunes entre 15 et 29 ans sont au chômage, lançant aux gouvernants, quels qu'ils soient, un défi doublé d'une menace.

Jeunes et moins jeunes se forgent, vis-à-vis du politique, une carapace d'indifférence, qui augure d'ailleurs mal pour la démocratisation du pays. Hossein, un Téhéranais d'une trentaine d'années, s'émerveille des rires bravaches de certains jeunes arrêtés et menottés par la police islamique. « *Quand cela m'est arrivé, il y a des années, j'étais vert de honte* », confesse-t-il. Un éditeur s'étonne de la « *duplicité* » de sa fille adolescente qui, après lui avoir récité sa leçon d'histoire officielle, annonce : « *Maintenant je vais te donner ma version à moi !* » Un employé plein d'amertume raconte

une grève brisée par les coups et ironise sur des familles de basidjis (volontaires) menacés de perdre des avantages accordés par le régime si elles ne participent pas docilement à la très politique « grande prière » du vendredi. Le député Ali Masrowei rappelle à ce propos qu'« *une longue histoire de dictature a formé le peuple iranien à la dissimulation* ».

Le théologien libéral Mohsen Khadivar a connu la prison. Il sourit aujourd'hui des ennuis que lui cause la publication d'un article audacieux. « *Ils m'ont dit : « Si tu continues, on te met en prison. » Eh bien, je suis là et ils ne sont pas venus. »* L'éditeur précité répond : « *Mes compatriotes ont*

« Nous ne voulons pas être les dinosaures qui disparaissent avec le changement ; mais plutôt les fourmis qui s'adaptent et survivent »

Le missile qui inquiète Israël

L'Iran fait monter les enchères avant la mission, demain à Téhéran, d'un haut responsable de l'ONU qui doit réclamer plus de transparence pour le programme nucléaire iranien. Les autorités ont confirmé hier la fin des séries d'essais du nouveau missile balistique Shaab 3, d'une portée de 1 300 km. L'engin, capable de frapper Israël et, peut-être, d'être équipé d'une tête nucléaire, va être livré aux forces armées iraniennes. Il s'agit, d'après les spécialistes occidentaux, d'un dérivé du missile nord-coréen NoDong.

Le moment choisi par Téhéran pour confirmer le succès des essais a surpris les experts. L'Iran est déjà soupçonné de chercher à acquérir la bombe nucléaire. Demain, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'agence spécialisée de l'ONU, doit avoir des entretiens à Téhéran. Mohamed ElBaradei doit sommer les dirigeants iraniens de souscrire à de nouvelles règles internationales de transparence pour leur programme nucléaire et d'accepter des inspections surprises de leurs installations.

L'Iran refuse de se soumettre sans contrepartie aux requêtes de l'ONU. Il réclame en échange une aide occidentale pour son programme nucléaire civil. Les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et le Japon ont au contraire exigé que l'acceptation iranienne soit « *immédiate et sans condition* ». Dans ce contexte, la publicité donnée aux essais du Shaab 3 pourrait être un signe de fermeté envoyé par Téhéran.

Israël, qui se sent menacé, s'est efforcé hier de faire monter un peu plus la tension. Un porte-parole officiel, Avi Pazner, a jugé « *très préoccupante* » la confirmation iranienne du succès des essais, qui avait été révélé trois jours auparavant par le quotidien israélien Haaretz. « *Il faut tout faire pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire*, a-t-il dit. *La combinaison de celle-ci et du Shaab 3 serait extrêmement grave pour la stabilité de la région.* » Les Européens, qui soupçonnent l'Iran de vouloir se doter d'un missile capable de les atteindre directement, le Shaab 4, s'inquiètent eux aussi. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, vient ainsi de réclamer que l'UE accroisse ses pressions sur Téhéran.

L. de B.

gagné en assurance. Ils sont victorieux dans leur tête. Ce sont eux qui décident. »

Cette attitude ajoute une inconnue supplémentaire à l'équation nationale. Les Iraniens vont de l'avant, comme

indifférents aux jeux des politiques. Cette « victoire de l'esprit » pourrait être l'un des résultats de la présidence louvoyante de Mohammad Khatami. Pour les conservateurs, ce comportement, qui n'est pas limité aux seuls privilégiés, est assurément un handicap.

Donné comme vainqueurs « par défaut » pour les prochaines consultations électorales, ils risquent de voir leurs succès ternis si la vague abs-

tionniste constatée aux municipales se confirme. « *Sans participation, leur victoire serait un échec* », prédit l'hotjatoleslam Fazel Meibodi, de l'université Mofid, à Qom. Les durs s'affirment droits dans leurs bottes. Mohammed Rafsardjani, frère de l'ancien président, plaide que les Iraniens votent davantage aux législatives et à la présidentielle qu'aux municipales. Amir Mohebian, éditorialiste du journal conservateur *Resalaat*, affirme que « *les réformateurs ont échoué parce qu'ils sont allés trop vite et qu'ils ont laissé monter trop haut les demandes du peuple, et sans avoir les moyens de les satisfaire* ». C'est oublier que les conservateurs ont utilisé toutes les armes que leur donnait la Constitution pour freiner les réformes. Théologien et éditeur, Akbar Ghanbari souligne que « *les réformateurs pensaient pouvoir tout régler grâce à l'espace conquis sur le terrain politique. Ils avaient oublié le pouvoir judiciaire resté aux mains des conservateurs* ».

L'hotjatoleslam Fazel Meibodi souligne que, « *pour avoir une chance de gouverner, les conservateurs vont devoir se mettre aux réformes* ». Amir Mohebian, du journal *Resalaat*, assume cette responsabilité : « *Le monde évolue. Nous ne voulons pas être les dinosaures qui disparaissent avec le changement ; mais plutôt les fourmis qui s'adaptent et survivent.* » M. Atrianfar, directeur du journal *Hamchahri* jusqu'à son renvoi par la nouvelle municipalité conservatrice de la capitale, met les responsables

au pied du mur. « *Si, dit-il, les leaders politiques ne réalisent pas les réformes, elles se feront dans une sorte d'anarchie et de nouveaux leaders apparaîtront.* »

Un diplomate en vient même à affirmer que « *la pensée réformatrice s'enracine et que les conservateurs n'ont pas l'initiative* ». La question du Velayat Faqih, autrement dit de la prééminence constitutionnelle du clergé, n'est-elle pas posée, notamment, mais pas seulement, par le théologien Mohsen Khadivar ? En attendant, ce sont les conservateurs qui tiennent le bâton ! Insaissable Iran...

Feu vert américain à un conseil de gouvernement transitoire

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

LE FIGARO MERCREDI 9 JUILLET 2003

Paul Bremer lâche du lest. L'administrateur américain de l'Irak accepte la création d'un conseil de gouvernement irakien de transition doté de vrais pouvoirs de décision. Les concessions accordées par la puissance tutélaire ont convaincu le « conseil des sept » réunissant une coalition hétéroclite de mouvements issus de l'ex-opposition en exil. Elles mettent fin à un blocage risquant d'hypothéquer le processus de reconstruction politique dans un pays où l'effondrement du régime après trente-cinq ans de dictature a créé un vide sidéral. Constitué dans des proportions égales de représentants de la nouvelle classe politique et de personnalités issues de la société civile, le conseil devrait voir le jour avant la fin du mois. Sa composition résultera d'un savant dosage entre les forces politiques afin de neutraliser les factions rivales. Quant à sa marge de manœuvre, elle sera balisée par un droit de veto que se réservent les Etats-Unis.

Le 1^{er} juin, Paul Bremer avait provoqué la stupeur en annonçant la formation d'un gouvernement croupion cantonné à un

rôle consultatif. L'organe devait servir de caution aux décideurs, les responsables américains, dans l'attente d'élections libres organisées pas avant un an.

Le refus d'associer les Irakiens à la gestion de leurs affaires avait terni un peu plus l'image déjà fortement dégradée des occupants. Exaspérée par la lenteur de la remise en marche des services publics essentiels,

l'opinion publique avait là un nouveau motif servi sur un plateau pour maudire ses libérateurs. Les groupes politiques, y compris les plus liés aux Etats-Unis, avaient sans tarder rué dans les brancards. Les mouvements chiïtes avaient réagi avec virulence particulière. L'influent ayatollah Ali al-Sistani, avait édicté, ni plus ni moins qu'une fatwa pour condamner un projet



Les représentants des sept principales formations irakiennes (ici le chef du Parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani) réunis à Salaheddine, dans le Kurdistan irakien, se sont félicités du projet, y voyant « un pas dans la bonne direction vers la création d'un gouvernement irakien transitoire ». (Photo Marwan Naamani/AFP.)

fondamentalement « inacceptable ». Considéré comme un modéré, l'ayatollah de Najaf bénéficiait du soutien inconditionnel de la Hawza, la direction du clergé chiïte. Même Ahmad Chalabi, le chef du Conseil national irakien (CNI), l'ancien protégé du Pentagone, avait dénoncé l'hégémonie de ses amis de Washington.

Réuni à Salaheddine dans le Kurdistan irakien, le « conseil des sept » a révisé son jugement. « C'est un pas dans la bonne direction », a estimé l'instance qui regroupe les partis kurdes, les partisans chiïtes l'ayatollah Al Hakim et leurs concurrents d'Al Dawâ, les pro-américains d'Ahmad Chalabi, des monarchistes et des groupuscules sunnites. Mais des points de frictions demeurent.

Outre la gestion des affaires courantes, le conseil de gouvernement devra plancher sur un référendum constitutionnel à partir d'un texte élaboré par une assemblée d'environ 125 membres désigné en principe avant la fin du mois par la coalition. « Antidémocratique » proteste non sans arrière-pensées les religieux chiïtes issus

d'une communauté majoritaire à 60 % dans le pays. Pour eux, des élections doivent précéder la rédaction d'une Constitution par une assemblée constituante mandatée par le peuple.

La relance du processus politique est en tout cas un succès pour le représentant spécial des Nations unies, le Brésilien Sergio Vieira de Mello (voir ci-dessous).

L'envoyé de l'ONU a joué, ces derniers jours, un rôle déterminant d'intermédiaire entre les dirigeants irakiens qui n'ont pas de contact direct avec Paul Bremer et l'administration américaine.

Nouvel « appel au peuple » de Saddam Hussein

Trois mois après la chute de Bagdad, la télévision libanaise LBC a diffusé hier un nouvel enregistrement sonore attribué à Saddam Hussein, qui appelle les Irakiens à s'unir pour « chasser les envahisseurs » américains et britanniques. « Arabes, Kurdes, Turcomans, chiïtes, sunnites, musulmans et chrétiens... votre mission principale est de chasser les envahisseurs de notre pays en unifiant vos

rangs », déclare l'ancien leader irakien, qui, si le message est authentique, se place ainsi en chef de la résistance. L'enregistrement a été trouvé sur une cassette audio déposée dans une enveloppe adressée à la société conjointe al-Hayat LBC (Lebanese Broadcasting Corporation) et placée devant la porte de son bureau à Bagdad, selon la direction de la chaîne. Dans cet « appel au peuple » irakien de quatorze minutes, intégralement diffusé, son auteur, affirmant parler « de l'intérieur » de l'Irak, proclame que « l'action clandestine est la méthode la plus adaptée » face aux troupes américano-britanniques. (AFP)

US arrest of soldiers infuriates Turkey

Explosives find suggests Ankara wants to destabilise Kurdish Iraq

Michael Howard
in Sulaimaniya
Suzanne Goldenberg
in Washington

Ankara's powerful army chief, frustrated at the prospect of waning Turkish influence over northern Iraq, vented his fury at the US yesterday and said relations between the two Nato members had reached a crisis point.

The outburst in Ankara by General Hilmi Ozkok followed a national furore over the arrest of 11 Turkish commandos by US soldiers during a weekend raid. Newspaper headlines in Turkey condemned US forces as "Rambos" and "ugly Americans".

"We attach great importance to Turkish-American diplomatic and armed forces' relations," the general said. The arrests were the "biggest crisis

of confidence" between the two countries.

The special forces were returned to Turkey yesterday following a half-hour telephone conversation between the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, and the US vice-president, Dick Cheney.

A Kurdish intelligence official claimed the Turkish special forces had been linked to a plot to assassinate the newly elected governor of Kirkuk. The aim of the alleged plot was to destabilise the region so that Turkish forces would be required to restore order.

US soldiers seized 15kg of explosives, sniper rifles, grenades and maps of Kirkuk, with circles drawn around positions near the governor's building, when they raided Turkish offices in Sulaimaniya. The episode has stirred up old resentments in Washington over

Turkey's refusal to support the war, and roused new concerns about its designs in Kurdish-dominated northern Iraq.

Although the Turkish army has had troops in northern Iraq since the 1990s to pursue Turkish Kurdish separatists, its anti-war stand has left it out of American calculations for post-war Iraq. This irks the Turkish army, which would like to create a 20km (12 mile) buffer zone inside Iraq, and have free rein to operate against Turkish Kurdish separatists in the area.

Since the war Turkish forces have infiltrated northern Iraq on three previous occasions. "The Turks are showing that they have an interest up there, and one way or another they are going to maintain a watch," said Judith Yaphe, an Iraq expert at the National Defence University in Washington, DC.

Turkey has long regarded northern Iraq as its sphere of influence and has been alarmed at the burgeoning political and military alliance between Iraqi Kurds and the US since American plans to launch a northern front against Iraq from Turkish soil were stymied.

With the agreement of Kurdish authorities Turkey has stationed several thousand troops in northern Iraq for the past six years, ostensibly to monitor the movements of the rump of the Kurdistan Workers' party (the PKK) based in the mountains bordering Turkey. But in the run-up to the US-led attack on Saddam, Ankara threatened to invade northern Iraq if Kurds there tried to declare independence.

Since the war the ethnically diverse city of Kirkuk has been a relative success story. The city

is predominantly Kurdish, but has a significant Turkomen population. The governor, Abdulrahman Mustafa, a Kurd, was elected head of a multiethnic governing council two months ago.

"Ankara has repeatedly sought to exploit what it calls abuse of Turkomens by Arabs and Kurds in the city," said the Kurdish official.

Feridun Abdul Qadir, the interior minister in the Kurdish regional government in Sulaimaniya, said: "The Kurds and Turkomens of Kirkuk enjoy good relations. They don't need outside forces coming in and stirring things up."

In April US soldiers in Kirkuk intercepted Turkish special forces trying to smuggle arms into the city.

Colonel William Mayville, the commander of the 173rd Airborne Brigade, which controls Kirkuk, said he had been working with local communities to ease tensions over property and land. Paul Bremer, the chief civilian administrator in Iraq, said last week that he was concerned about external interference in Iraqi affairs.

● Three US soldiers have been killed in attacks in Baghdad in 24 hours. Four others were wounded in a grenade attack on their convoy in Ramadi, west of Baghdad.

A homemade bomb was thrown at a US convoy in northern Baghdad, killing a soldier. Another died earlier when two gunmen ambushed a platoon in the Adhamiya neighbourhood. On Sunday a US soldier was shot in the head at Baghdad University.

guardian.co.uk/turkey

Iran acts to stop anniversary student protest

Dan De Luce in Tehran

The Iranian government is taking action to pre-empt possible unrest tonight on the eve of the anniversary of a crackdown on student protests by banning rallies and jamming satellite broadcasts from exiles in the US.

The interior ministry said it had refused all requests for rallies this week, when university students had hoped to com-

memorate the violent suppression of protests on July 9 1999.

Caught off guard by a wave of chaotic demonstrations three weeks ago, the authorities are taking no chances and trying to discourage young people from taking to the streets to denounce the theocracy.

The state prosecutor, who blamed the previous round of protests on "hooligans" and meddling foreign powers, said 4,000 people had been de-

tained in recent weeks. Most student leaders have been detained without trial or formal indictment, reformist MPs say.

The authorities have closed some university halls of residence, postponed exams until the autumn, and renewed their efforts to seize satellite dishes and jam broadcasts by exiles in Los Angeles.

The satellite channels, which advocate the restoration of the monarchy, have been calling for more protests. People in Tehran say they have had difficulty receiving the broadcasts in recent days, apparently because of jamming.

In last month's demonstrations protesters fought back for the first time against the vigilantes who have put down previous protests by charging at crowds on motorbikes,

wielding clubs and chains.

Teenagers and students threw stones at the paramilitary groups and even abducted three members.

Reformist MPs say that banning the rallies will only bring more unrest in future. "The system will face more social and political crises, because the democratic interpretation of Islam is gaining support among people," said Reza Yusefian, an MP and former student leader.

With plentiful oil income and no organised opposition, the clerical leadership is not immediately threatened by the protests. But reformers say the recent unrest exposed a public frustration which will fester unless the authorities accommodate the vast youth population. Analysts say the clerics have

been careful not to inflame public anger, playing down the protests and avoiding criticism of university students.

Some students say that with prominent activists behind bars the authorities may manage to prevent major street demonstrations on tomorrow's anniversary.

"Students are afraid of being detained by the intelligence ministry," said one, who asked not to be named. "That's why

they prefer not to say anything and to keep silent, not to be recognised or singled out."

As the conservatives try to defuse tension among students and unemployed young people, Iran faces fresh international pressure this week because of its nuclear programme.

Mohammed ElBaradei, head of the International Atomic Energy Agency, is due to arrive tomorrow to urge Tehran to

agree to snap inspections of its nuclear facilities. The US and the EU suspect that Iran may be pursuing a clandestine weapons programme, an accusation Iran vehemently denies.

Although Tehran has so far refused to agree to more sweeping inspections, some experts and conservative MPs suggested for the first time yesterday that the country had nothing to fear from meeting the agency's demand by

signing the "additional protocol" to the nuclear non-proliferation treaty.

●An editor of a financial daily has been detained for publishing a photo showing a smiling leader of Iran's armed opposition group, his wife said yesterday. Iraj Jamshidi, editor of the Asia daily, was detained on charges of propagating against the ruling establishment, said Saqi Bagherinia.

Iran : la Commission des droits de l'homme de l'ONU dresse un bilan alarmant

GENÈVE

de notre correspondante

Très attendu à Téhéran, un nouveau rapport de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur les détentions arbitraires recommande la « suppression » des tribunaux religieux et révolutionnaires, car ils sont « à l'origine d'un grand nombre de cas de détention arbitraire pour délit d'opinion ».

Le document, obtenu par *Le Monde*, est basé sur les conclusions d'une visite en Iran d'observateurs des droits de l'homme, la première du genre en République islamique. Désireux d'améliorer son image, le gouvernement iranien a en effet lancé, en début d'année, une « invitation ouverte » aux rapporteurs thématiques de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, dans le cadre de ce que l'ambassadeur iranien auprès de l'ONU à Genève, Ali-Reza Alborzi, qualifie de « nouvelle approche de l'Iran en matière de droits de l'homme ». Cette première mission devrait être suivie, « dans les prochains mois » par celles d'autres observateurs sur la liberté d'expression, les disparitions présumées et les violences perpétrées à l'égard des femmes.

En ouvrant pour la première fois ses prisons à des observateurs des droits de l'homme, l'Iran « rejoint le camp des Etats qui acceptent le risque d'être critiqués parce qu'ils prennent l'initiative de coopérer, et non celui de ceux qui sont profondément critiqués parce qu'ils refusent de coopérer », dit le rapport.

Les experts de l'ONU notent que les détentions arbitraires en Iran sont « essentiellement liées aux atteintes portées à la liberté d'opinion et d'expression et à de nombreux dysfonctionnements dans l'administration de la justice ». Ils déplorent le fait que, « loin de cesser ou de diminuer, les persécutions contre les milieux de la presse se sont accrues ces derniers mois.

« S'IRATÉGIE DE L'ISOLEMENT »

Présidé par le magistrat français Louis Joinet, le groupe de travail a pu visiter, du 15 au 27 février, plusieurs prisons dont une militaire, des centres de détention et des commissariats de police à Téhéran, Isfahan et Chiraz. Il a même été autorisé à visiter la prison 209 à Evin, « une véritable "prison dans la prison" aménagée pour pratiquer méthodiquement et à très grande échelle les détentions solitaires prolongées ». « Dans la prison 209 d'Evin, a déclaré au Monde M. Joinet, le groupe de travail a été confronté, pour la première fois depuis sa création, à une stratégie de l'isolement pratiquée à une telle échelle. »

Le groupe avait reconstitué le plan de chaque prison à visiter à l'aide de témoignages recueillis

auprès d'anciens détenus en exil et s'était procuré la photographie de la plupart des prisonniers politiques, avec lesquels il avait prévu des entretiens. Dans leur quasi-totalité, les

45 détenus figurant sur la liste des détenus remise aux autorités iraniennes sont poursuivis pour avoir exercé « pacifiquement leurs droits constitutionnels » d'expression.

En termes d'accès aux prisons et aux détenus, le groupe qualifie de « globalement positive » la coopération des autorités. Il « déplore » en revanche le fait que « certaines autorités judiciaires, sous le contrôle des conservateurs, aient délibérément tenté de porter atteinte à la crédibilité de l'invitation faite par le gouvernement », en procédant, pendant la visite, à l'arrestation de quatre journalistes. « Plusieurs personnes ont également été arrêtées parce qu'elles avaient essayé de nous rendre visite à notre hôtel », rapporte Louis Joinet.

Les experts se disent « gravement préoccupés » par le fait que les adeptes de la foi bahaïe fassent « constamment l'objet de persécutions ». Ils ont été particulièrement frappés par « l'absence d'une culture de l'avocat et donc de la défense ». Cette situation s'explique par le fait que « tout le processus pénal est concentré dans les mains d'une seule personne puisque c'est le même juge qui engage les poursuites, instruit le dossier et juge l'affaire ». En ce qui concerne les prisonniers politiques, dans plusieurs cas les avocats assurant la défense des détenus sont eux-mêmes arrêtés et, « circonstance aggravante », sont le plus souvent jugés par les tribu-

naux révolutionnaires « qui n'ont pas de légitimité constitutionnelle ».

Aussi, les rapporteurs jugent « regrettable » la récente désignation « contestable et contestée » de Saïd Mortazari aux fonctions de procureur général de Téhéran qui « a été ressentie par les milieux de la

presse comme une provocation ». Ce magistrat avait déjà été fortement dénoncé par la Commission des droits de l'homme comme étant « à l'origine de la fermeture massive de journaux en Iran en l'an 2000 et de la vague d'arrestations de journalistes et d'éditeurs ».

Ayant été rédigé en mai, le rapport ne fait pas allusion à des arrestations massives (entre 3 000 et 4 000) survenues lors du mouvement de protestation des étudiants en juin.

Afsané Bassir Pour

Deux nouveaux sites nucléaires identifiés

Le Conseil national de la résistance iranienne, les Moudjahidine du peuple, groupe d'opposition à la République islamique, a révélé, mardi 8 juillet, que l'Iran posséderait deux nouveaux sites nucléaires, à Kola-hdouz, à 15 km à l'ouest de Téhéran, et à Ardekan, à 30 km de Yazd, dans le centre du pays. Le premier site est dissimulé dans un complexe militaro-industriel et le second est en construction pour être prêt dans deux ans. Ces deux installations seraient destinées à l'enrichissement de l'uranium à des fins militaires. Les opposants iraniens ont communiqué leurs informations à Mohamed ElBaradei, directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui arrive, mercredi 9 juillet, à Téhéran pour persuader les autorités iraniennes d'accepter des inspections inopinées et approfondies de leurs sites nucléaires. — (AFP, Reuters.)

Le Monde

JEUDI 10 JUILLET 2003

Medya TV, la télévision de la diaspora kurde, reste interdite en Turquie et en sursis en Europe

Fabriquée en Belgique et diffusée depuis la France, la chaîne kurde revendique plus de 10 millions de téléspectateurs. Elle a fait appel du refus d'autorisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel

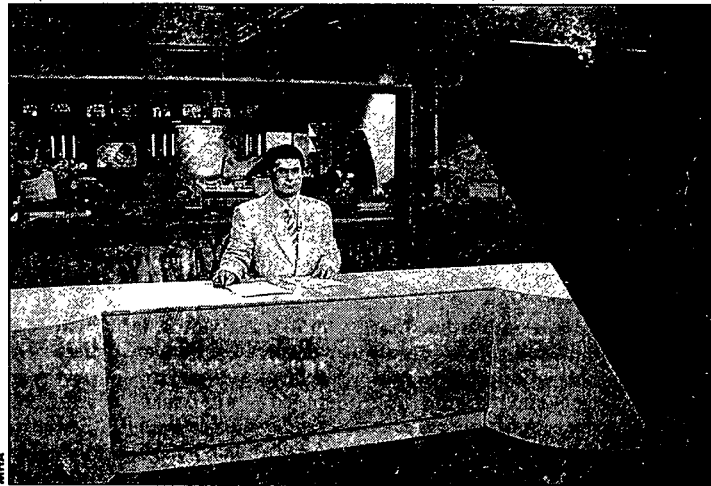
**CIZRE (Turquie),
DENDERLEEUV (Belgique)**
de notre envoyé spécial

Les derniers clients sont montés se coucher. Dans la salle de réception de cet hôtel modeste, perdu dans les montagnes du Kurdistan turc, un des employés jette un coup d'œil rapide sur la porte d'entrée. Il sait la rue déserte. C'est le moment de changer de chaîne. « *Roj Bas* » (« Bonjour » en kurde), annonce la présentatrice de Medya TV en ouverture du journal d'information de la nuit. Il reste encore deux heures d'émissions avant le sempiternel hymne national kurde qui clôt les 13 heures de programmes quotidiens de cette chaîne satellite privée. Interdite de diffusion en Turquie, la chaîne revendique plus de dix millions de téléspectateurs en Europe et au Moyen-Orient.

« Ici, tout le monde regarde Medya TV, excepté peut-être les plus jeunes, affirme Aziz. Les vieux parce qu'ils ne comprennent pas le turc et les autres pour des raisons essentiellement politiques. » A l'écran, le film de deuxième partie de soirée vient de commencer. Il retrace le quotidien d'une famille de paysans kurdes fuyant leur village au début des années 1990 sous la pression de l'armée turque. « Cette chaîne nous correspond, poursuit Aziz. Elle est la seule à donner des informations sur la région. Medya TV, c'est un peu notre Al-Jazira kurde. »

Les autorités turques ont perdu la guerre des ondes. Après avoir tenté de brouiller sa diffusion, interdit la vente des paraboles dans certaines localités du sud-est du pays, arrêté des intervenants venus s'exprimer devant ses caméras, exercé des pressions sur les pays européens qui accueillent les producteurs et les dirigeants de cette chaîne accusée d'être la voix du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek), Ankara semble avoir baissé les bras.

Sur le terrain, l'armée a certes gagné la guerre contre les guérilleros depuis l'arrestation de leur leader Abdullah Öcalan et son appel à l'arrêt de la lutte armée en 1999, elle est impuissante devant la défer-



A Denderleeuw, à quelques kilomètres de Bruxelles, une vingtaine de journalistes prépare la dizaine de journaux d'information quotidiens et diffusés non seulement en kurde, mais aussi en turc et en arabe.

lante médiatique. Avec la multiplication des chaînes privées et le passage des télévisions publiques sur le réseau satellite, les moyens coercitifs paraissent dépassés. Une simple parabole munie d'un décodeur coûte moins de 150 euros. La connexion est gratuite et immédiate, Medya TV étant une chaîne sans péage.

REJET DE TOUT LIEN AVEC LE PKK

Les origines de Medya TV remontent à 1995 lorsqu'une poignée de Kurdes crée ce qu'ils appellent alors Med TV. Les émissions sont fabriquées dans des studios à Denderleeuw (Belgique), puis envoyées à Londres pour qu'elles soient retransmises par Eutelsat en Turquie, en Irak, en Iran et dans toute l'Europe. Med TV devient vite la chaîne la plus regardée au Kurdistan turc. Abdullah Öcalan l'utilise comme tribune et y annonce notamment que le PKK « possède les meilleurs poseurs de bombes-suicides au monde ».

En mars 1999, elle perd sa licence. Les autorités britanniques lui reprochent d'avoir appelé à la violence. Quelques mois plus tard, apparaît Medya TV. Le siège social est cette fois basé en France, à

Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), d'où sont transmises les images. La direction change, les programmes restent fabriqués à Denderleeuw. La nouvelle chaîne se veut généraliste, rejette tout lien avec le PKK et refuse de parler de « continuité » avec Med TV.

Dans cette petite localité proche de Bruxelles, une vingtaine de journalistes prépare la dizaine de journaux d'information quotidiens et diffusés non seulement en kurde, mais aussi en turc et en arabe. « Nous n'avons pas d'équipes en Turquie et les autorités ne nous parlent pas, soupire Baha, ancien de la chaîne Med TV. Nous sommes dépendants des agences et de notre réseau de reporters, que nous joignons uniquement par téléphone. »

Les images proviennent le plus souvent d'un fonds d'archives ou sont tournées illégalement avec des petites caméras numériques. Une vingtaine de ces caméras ont été également envoyées aux groupes de rebelles du Kadek retirés dans les montagnes du Kurdistan irakien. « En cas d'urgence, nous pouvons recevoir une cassette vidéo, au mieux, en une semaine », précise une collaboratrice de la chaîne.

« Nous faisons en sorte qu'il n'y ait

pas une seule source d'information », affirme le président de Medya TV, Musa Kaval, dans son bureau de la banlieue parisienne. « Notre vocation est de promouvoir la culture kurde, une culture interdite en Turquie. En cela, nous avons réussi », poursuit ce membre du Parlement kurde en exil.

FINANCÉE PAR DES DONATEURS

Si Medya TV a gagné la guerre des images, les batailles juridiques en Europe sont loin d'être gagnées. En septembre, la justice belge ouvrira un procès contre des personnes qui travaillaient en 1996 pour ROJ NV, une des deux sociétés de production de Med TV. Soupçonnés d'entretenir des liens avec le PKK, ils sont accusés de blanchiment d'argent et d'extorsion. Aujourd'hui, les dirigeants de Medya TV défendent leurs finances. Quelque 80 % du budget annuel, qui s'élève à 15 millions d'euros, proviennent de donateurs. « Il n'existe pas de marché publicitaire ethnico-kurde suffisant, estime Osman Kiliç, directeur de BRD production, actionnaire de la chaîne. Tout repose sur le petit business et les fondations culturelles kurdes. » Les collectes d'argent se font en liquide, « impossible de faire autrement », lâche-t-il.

Un salarié de la chaîne ne cache pas sa crainte de voir l'image de Medya TV éclaboussée par le procès de Bruxelles, ce qui pourrait avoir des répercussions en France. « Cette histoire remonte à 1996, soufflé-t-il. C'était encore la guerre... »

En France justement, le Conseil supérieur de l'audiovisuel a opposé en avril 2002 un refus au conventionnement de Medya TV. Elle se trouve donc dans l'illégalité. « Les questions de financement et d'éventuels liens avec le PKK ont pesé sur la décision du CSA », indique un proche du dossier. Medya TV a déposé un recours auprès du Conseil d'État qui pourrait se prononcer avant la fin de l'année. En cas de confirmation, il lui faudra trouver un autre pays d'accueil. L'exil de la chaîne kurde n'est peut-être pas fini.

Nicolas Boucier

Kurds in Iraq I • By Jalal Talabani and Massoud Barzani

Kurdish building blocks for a federal Iraq

Some day, we Iraqis hope to celebrate an Independence Day like the one Americans have just observed.

But for the near future we face the challenge of translating liberation into democracy — a goal we Kurds will push for even more diligently now that we have agreed to join the interim Iraqi administration that will be formed this month. To that end, we will work closely with the United States to establish security, revive the economy and build a democratic culture.

Our aims may appear optimistic with American and British forces struggling to establish order and restore public services in some areas of Iraq. Yet the picture is not quite as grim as some claim.

The assaults on American soldiers are not “resistance to foreign occupation.” Rather, they are acts of terrorism by the Ba’athist remnants of the Saddam Hussein regime. These remnants are so reviled in Iraq that they have had to resort to foreign volunteers, for few Iraqis will take up arms on their behalf.

Since they lack the support of the people, the Ba’athists will be defeated — a process that can be accelerated if we establish a national security force. That would be one major step toward making Iraq safer.

But another security problem, widespread looting, requires more than just better policing. The looting has its roots in economic problems. Iraq’s economy is largely moribund. The wages paid by the coalition are often not enough to make ends meet.

Exporting oil will help, but what Iraq really needs is comprehensive economic reforms to encourage investment. We applaud the moves, announced this week by American officials, to create a new Iraqi currency and restructure the central bank, as a welcome start to such reforms.

One simple way to improve the economy in our part of Iraq, Kurdistan, is to ensure that the Kurds receive the money allocated to them by the United Nations oil-for-food program. It is a scandal that \$4 billion destined for the Kurds sits, unused, in a UN-controlled French bank account because of past obstruction by Saddam and the present incompetence of the UN bureaucracy.

The delays by the United Nations are particularly frustrating because of rules that require the money to go into a general Iraqi development fund if it isn’t spent by October. We have repeatedly sought assurances from the coalition that this money will not be lost to Iraqi Kurdistan. So far, the coalition response has been unclear.

Let us be clear, however. We are not seeking lavish handouts from Americans or other nations — we are asking only for what is rightfully ours. And any perception that the Kurds, the United States’ closest ally in Iraq, are being let down will dishearten the many other Iraqis who want to work with the United States.

For too long, both Ba’athist and Arab nationalist regimes held Iraq together by brute force. That is no longer an option.

Not releasing that money also means not addressing a critical issue of justice — reversing decades of ethnic cleansing that has forced close to a million people in Iraqi Kurdistan from their homes. Just a small fraction of the oil-for-food money would finance the return of many of those who were evicted, and pay for the decent resettlement of the Arabs who took over their land.

Thus far we have averted the chaos of a flood of displaced families trying to return home by counseling patience to the Kurds, Turkmens and Assyrian Christians who were forced out. This patience, however, is not infinite. In the coming months we want to work with the coalition to set up a fair, transparent mechanism to allow these people to come home.

Thus far, the coalition has taken important steps toward promoting democracy. But aspects of the strategy remain vague. What Iraqis have learned from their encounters with American soldiers and officials is that they seek to democratize, not to dominate.

While we are working with L. Paul Bremer 3rd, the American occupation administrator, to set up constitu-

tional councils to initiate the political process, we need to mark out a clear path toward national elections and representative government, so that Iraqis have some sense of certainty about their political future. One positive development is that the main Iraqi political groups have been able to reach consensus on the next stage of self-governance in Iraq.

Also crucial to realizing President George W. Bush’s vision of a democratic Iraq is his, and our, belief in a federal Iraq. For too long, both Ba’athist and Arab nationalist regimes held Iraq together by brute force. That is no longer an option.

Iraq was a state imposed upon its inhabitants, a country whose preservation has cost too many lives. The new Iraq has to be different, a democratically created state that reflects the will of its peoples and accommodates their diversity.

For that reason, and with U.S. backing, we advocate a federal system of government. Iraqi federalism will of course differ from that of the United States, but the fundamental principle will be the same: a balanced system of government with considerable local autonomy and a sovereign, federal center.

Democracy in Iraq will take time to establish itself. For more than three decades, Iraqis endured a regime that carried out genocide, including the anti-Kurdish Anfal campaign of 1987-88, which littered the country with mass graves and “disappeared” hundreds of thousands. Iraq was a society where the faintest hint of dissent could lead to a death sentence, as the Kurds gassed in Halabja discovered.

The first building blocks of Iraqi federalism and democracy have already been laid in Iraqi Kurdistan. Thanks to protection from American and British air power, facilitated by Turkey, Kurds have had 12 years of a sometimes faltering, but ultimately hopeful, experiment in self-rule, openness and pluralism.

With continued help from the United States, and with our work on the interim Iraqi administration, what has become known as the Kurdish experiment in democracy can be a model for all of Iraq.

Jalal Talabani is secretary general of the Patriotic Union of Kurdistan. Massoud Barzani is president of the Kurdistan Democratic Party.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

July 10, 2003

Kurds in Iraq II ■ By Thomas Oliphant

Turkey's dubious presence in northern Iraq

WASHINGTON

Amid the chaos and tribulations of "postwar" Iraq, the initial reports reaching here over the weekend from a small town in extreme northern Iraq suggested a welcome, successful operation.

Acting on what was officially described as intelligence information about plots against officials trying to manage the country's Kurdish-led northern sector out of Kirkuk, U.S. forces raided a section of the town of Sulaimaniya, seizing weapons and communications equipment as well as about two-dozen men who were taken to a house in Baghdad for questioning.

The glow of success, however, quickly faded as it became clear that 11 of the men were Turkish soldiers, igniting a fresh round of political strife between the United States and a Turkish government that has developed a severe habit of behaving badly.

The seizure has been treated as a major incident by the unsteady government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and its media house organs, but the few facts that are known suggest they are protesting far too much. Furthermore, the detentions raise fresh questions about just what Turkish armed forces are doing in northern Iraq that can meet any definition of the adjective "good" and why Washington tolerates their presence in one part of the country where there has been some progress in inching toward a form of self-rule by Iraqis (in this case, the Kurds).

All weekend, U.S. officials, speaking privately for reasons of diplomatic convenience, insisted that the operation in the town, carried out by elements of the 173rd Airborne Brigade, followed receipt of what was described as "hard intelligence" that people in the compound that was raided were planning to destabilize the region's government and that assassination of high officials was to be involved.

The insistence by these officials became stronger as the Turkish government first denied any connection to such plots and then used the detention of its soldiers as fodder for propaganda claiming injury to the country's

pride and honor.

These protestations do not deserve to be taken at face value.

This is the same Turkish government that before the war greatly complicated Washington's planning at the last moment by refusing to allow its territory to be the base for an invasion by coalition forces from the north. This is the same Turkish government that also complicated the American air campaign by confused and conflicting responses regarding over-flight permission.

This is the same Turkish government that has attempted to subvert and suppress Kurdish autonomy — inside

The U.S. cannot tolerate threats to one of the brighter spots on the Iraqi horizon since the invasion.

its own territory and more ominously inside Iraq's for more than a decade. And this is the same Turkish government that has at various moments this year asserted a right if not an intention to enter northern Iraq on its unilateral assessment of "security" concerns and to continue pursuing its own Kurds across the border whenever it chooses.

So far the United States has kept these dangerous tendencies at bay, but the latest incident suggests that the underlying problem remains serious.

In the current environment, the United States can hardly insist that Iran keep its political and subversive hands out of the delicate situation in the Shiite south. It can

hardly insist that Syria not become a haven for cross-border guerrilla and terrorist activities and still tolerate Turkish misbehavior in the north simply because it has status as a NATO member. NATO membership is a responsibility, not a license.

More important, the United States cannot tolerate threats to one of the brighter spots on the Iraqi horizon

since the invasion — the continued development of a Kurdish-dominated civil society in the north. The United States has a right to be concerned, as does Turkey, that this developing Kurdish government continue to be inclusive and tolerant, especially toward the significant Turkoman population that also lives there.

However, the results to date — as well as the results during a decade of autonomy north of Kirkuk when the Kurds were belatedly protected by one of the no-fly zones — have been uniformly hopeful. At long last, one of the world's most suppressed populations is enjoying an opportunity for limited autonomy, and the fact the Kurds are making the most of it is both exciting and crucial to the eventual emergence of a stable, nondictatorial Iraq.

The latest incident was papered over by some hurried phone traffic between Ankara and Washington — involving Erdogan himself and Vice President Dick Cheney at one point. The detained Turkish soldiers have been returned to their base in northern Iraq. And there will be a Turkish-American investigation into the circumstance surrounding the U.S. raid.

The diplomatic requirements are understandable, but it is important that there be no more incidents that call directly into question Turkey's good will. It is one thing for Ankara to maintain longstanding concerns in the region, but it ought to be unacceptable to permit it to assert any right to control events in Kurdish Iraq, and severe reprisals should accompany any further attempt to intervene violently.

Thomas Oliphant's columns appear regularly in The Boston Globe.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Thursday, July 10, 2003

La face cachée des Moudjahidin

L'arrestation à grand spectacle de ses dirigeants réfugiés en France a mis en lumière les pratiques étranges de ce groupe d'opposition iranien.

THE NEW YORK TIMES (extraits)
New York

L'arrestation en France de membres des Moudjahidin du peuple a transformé leur siège d'Auvers-sur-Oise en un lieu de pèlerinage. Des centaines de sympathisants des moudjahidin se sont installés dans la ville où Vincent Van Gogh a passé la fin de sa vie avant d'y être enterré. Danielle Mitterrand s'est rendue sur place pour apporter son soutien. Le maire d'Auvers-sur-Oise leur a prêté un terrain de football pour qu'ils puissent y installer leurs tentes.

Shahin Gobadi, un porte-parole de l'organisation, a fait circuler des lettres critiquant la décision française d'emprisonner Maryam Radjavi [libérée sous caution depuis]. Plusieurs de ces lettres portaient la signature de législateurs américains. "Ces arrestations servent les intérêts de la dictature terroriste qui dirige l'Iran", affirmait ainsi une lettre de William Lacy Clay, représentant démocrate du Missouri. Le représentant démocrate de New York Edolphus Towns a envoyé une lettre similaire.

Ceux qui connaissent les Moudjahidin du peuple savent qu'ils sont loin de bénéficier d'un soutien populaire en Iran. L'organisation a opéré

► Dessin de Patrick Chappatte, Suisse.

■ Révolution ?

Les mouvements d'opposition au Moyen-Orient paraissent bien futiles comparés à l'opposition iranienne, affirme Al Hayat. Les raisons sont historiques : l'Iran est le seul pays de la région à avoir connu une révolution populaire et non des coups d'Etat. "Les événements actuels peuvent conduire à une seconde révolution si les critiques ne visent pas uniquement le guide Khamenei, mais remettent aussi en cause l'ayatollah Khomeyni".

plusieurs virages idéologiques depuis sa fondation. "C'est l'insistance mise sur l'obéissance au dirigeant qui lui a permis de subsister, plutôt que son programme politique", analyse Ervand Abrahamian, professeur d'histoire à l'université Baruch.

C'est aussi leur dévotion à l'égard de Maryam Radjavi qui a conduit plusieurs d'entre eux, à travers l'Europe, à s'immoler par le feu après son arrestation. Bien que Maryam Radjavi ait fait parvenir depuis sa cellule un message demandant à ses sympathisants de cesser ces actions, d'anciens membres affirment que, dans les camps d'entraînement irakiens, l'immolation par le feu était présentée comme justifiée en cas de persécution contre le couple Radjavi.

D'anciens militants ayant fait défection ont décrit la brutalité des pratiques de l'organisation en Irak, où elle est installée depuis 1986. Après la guerre du Golfe de 1991, le gouvernement irakien a ordonné aux moudjahidin de l'aider à réprimer la révolte des chiites et des Kurdes contre Saddam Hussein. "On nous a expliqué que si ces révoltes parvenaient à renverser Saddam Hussein, ce serait la fin de notre mouvement", raconte Karim Hagh, ancien garde du corps des Radjavi. "Maryam Radjavi nous a conseillé de les tuer avec des tanks afin de garder nos balles pour d'autres opérations."

D'anciens membres disent qu'on les a obligés à divorcer, d'autres se sont vu retirer leurs enfants, adoptés ensuite par des familles européennes. Ils disent qu'on leur prenait leur passeport, qu'on changeait leur nom et qu'on organisait des séances d'autocritique filmées afin de servir d'éléments à charge en cas de défection.

En France, les autorités n'envisagent d'expulser aucun d'entre eux vers l'Iran, où ils seraient certainement jugés pour trahison. Mme Radjavi, par exemple, bénéficie du statut de réfugié jusqu'en 2006. Quant à Massoud Radjavi, on ignore s'il se trouve actuellement en Irak, et même s'il est encore en vie.

Elaine Sciolino

HUMEUR

Cette opposition qui ressemble à une secte

Par ses aspects dogmatiques, l'Organisation des moudjahidin du peuple peut faire regretter les régimes despotiques du Moyen-Orient, écrit Al Hayat.

La situation des partisans de l'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI) est à la fois lamentable et attristante. Ces gens se sont fossilisés à l'époque des années 70, ressasant le même discours, répétant les mêmes slogans, reproduisant les mêmes analyses. Quinquagénaires, ils se nourrissent toujours des "mythes" idéologiques qu'ils ont appris sur les bancs de l'uni-

versité il y a vingt ou trente ans. Ils racontent encore leurs échauffourées avec la police du chah sur les campus universitaires ou dans les rues de Téhéran. Tout ce qu'ils ont fait, c'est de remplacer le chah par Khomeiny, puis Khomeiny par Rafsandjani et Rafsandjani par Khamenei.

Quiconque les a rencontrés ces dernières années dans les rues des villes européennes sait le malaise qu'ils suscitent. Si vous vous arrêtez, vous êtes pris ! Ils vous demandent de signer une pétition - souvent peu convaincante - condamnant les crimes du régime

iranien qu'ils décrivent avec force détails. Leur combat est toute leur vie, et ils pensent qu'il doit en être de même pour tout le monde, même pour les passants pressés. Il est rare qu'ils vous laissent partir sans que vous ayez participé à leur lutte par une petite somme d'argent. Si vous faites l'erreur de leur laisser une adresse ou un numéro de téléphone, vous recevrez un flot ininterrompu de documents tels que les déclarations de l'Organisation ou les discours de leur chef Massoud Radjavi, sans parler des vidéos montrant le mariage de Massoud et Maryam, ainsi que

celles des divers entraînements militaires des moudjahidin.

L'Organisation s'est refermée sur elle-même jusqu'à devenir semblable à une secte. Cela se voit dans son style d'action, dans son adoration du gourou Massoud, un petit Führer surnommé "le martyr vivant" (un titre qu'il a acquis lors de son séjour dans les prisons du chah), dont on ne remet jamais en cause les opinions et dont on boit les paroles. Nul ne peut lui demander de justifications de ses actes ou de ses choix, même lorsqu'il a compromis l'Organisation en s'alliant au régime de Saddam Hussein, s'isolant alors du reste

du monde. Ses partisans sont l'exemple d'un dévouement schizophrénique et irrationnel qui explique comment plusieurs membres de l'Organisation en sont arrivés à s'immoler par le feu [pour protester contre l'incarcération en France de Maryam Radjavi].

L'Organisation des moudjahidin du peuple est l'un de ces mouvements qui vous font préférer le ré-

gime en place à ses opposants et vous font pencher du côté du pouvoir despotique existant. Bien qu'elle ait atteint un niveau caricatural de fonctionnement sectaire, elle reste quand même significative de la situation des mouvements d'opposition au Moyen-Orient. L'opposition dans notre région (groupes, partis ou organisations) se répartit entre ceux qui œuvrent dans le cadre de la "loi", c'est-à-

dire qui sont reconnus par le régime au pouvoir et sont donc peu efficaces ou influents – on leur a même donné le surnom d'opposition "décorative" –, et ceux qui sont tellement en rupture avec ce pouvoir qu'ils en deviennent tout seulement "hors la loi" mais non autant "hors politique".

Les premiers, les "orthodoxes", récupèrent finalement le discours

du pouvoir et en présentent une formulation dont les modifications ne touchent pas à l'essentiel ; ils y ajoutent seulement une nuance religieuse, nationaliste ou libérale. Les seconds, les "hétérodoxes", qui préconisent une rupture totale et qui vont jusqu'à l'extrême, n'ont plus comme moyen d'expression et d'action que la mort par assassinat ou le martyre.

Saleh Bachir, *Al Hayat*, Londres

France and Germany unsure on Iraq troops They would seek precise UN mandates

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Despite Congressional pressure here for the United States to broaden the coalition of troops occupying Iraq, and Defense Secretary Donald Rumsfeld's assurance that he would welcome French and German troops, those two countries said Thursday that they had not been contacted for such help and were unsure if they would give it.

France said it would require a "precise mandate" from the United Nations to send troops, and Germany took a similar position and has already turned down a Polish request to join an Iraq peacekeeping unit.

The suggestion of seeking greater international military support in pacifying and rebuilding Iraq, particularly from countries like France and Germany that vigorously opposed the war, is an awkward one. But members of the U.S. Congress have shown a growing willingness to raise the issue as the human and financial costs in Iraq have steadily grown. Three more American troops died Wednesday and Thursday in Iraq in the latest in what has become an unremitting series of attacks.

A Democratic senator said Wednesday that the U.S. deployment of more than 145,000 troops would be "difficult to sustain" without greater foreign help.

Although foreign allies have promised to send 20,000 or more troops by the end of September, 12,000 of them will be replacements for soldiers already in place.

France said Thursday that it would consider a U.S. troop request, if received. But in its clearest expression of the conditions it would attach before sending troops, Foreign Minister Dominique de Villepin said that a "precise mandate" from the United Nations would be required.

Whether such a mandate could be found in an existing Security Council

resolution remained to be seen, he told *Le Figaro*.

In Berlin, a Defense Ministry spokesman similarly said that any German troop deployment would have to come under a UN mandate, *Agence France-Presse* reported. But no U.S. request had been lodged, and Berlin therefore was not studying the matter.

Germany earlier turned down a request to take part in a Polish-led stabilization force of 9,000 troops for Iraq.

Villepin said that any U.S. request could "only be eventually considered in the framework of a United Nations peace force, founded on a precise Security Council mandate and benefiting, by this fact, from the support of the entire international community." He said it was unclear whether such a mandate already existed, perhaps in Security Council Resolution 1483, which ended UN sanctions on Iraq and called for the world organization to "play a vital role in humanitarian relief, the reconstruction of Iraq, and the restoration and establishment of national and local institutions for representative governance." That resolution, however, did not call for a UN peace force, Villepin noted.

Further, he said, "there would be some incoherence for France to participate in a coalition force when it did not support this war."

Rumsfeld drew pointed questioning Wednesday in a Senate appearance when he would not say clearly whether specific entreaties had been made to

'There would be some incoherence for France to participate in a force when it did not support this war.'

France and Germany, both of which angered Bush administration officials by their outspoken opposition to an Iraq war,

"Our goal is to get a large number of international forces from a lot of countries, including those two," Rumsfeld told the Armed Services Committee.

"We have made requests to something like 70, 80 or 90 countries."

Villepin declined to express a sense of vindication that the problems now facing the coalition in Iraq demonstrated that France was right to oppose the war.

"The war happened. We rejoiced in the fall of the regime of Saddam Hussein. We have always been very conscious of the fact that to win the war was one thing" while "to win the peace was going to be much more difficult. Day by day, we are seeing just how difficult the situation is."

The U.S. Central Command, which has responsibility for military operations in Iraq, does not provide breakdowns of the contributions of coalition members, leaving each country to do so, a spokesman at its headquarters in Tampa said Thursday.

Rumsfeld said Wednesday that "we've got 19 countries on the ground, we've got commitment from another 19" and others are in discussion.

But after the leading coalition members, the United States and Britain, followed by Poland, Australia and Italy, most countries taking part have offered relatively small contingents.

Ukraine has promised to send a mechanized unit of 1,800 soldiers. Macedonian and Albanian troops are in Iraq in small numbers, and Sri Lanka has said it will consider requests. Slovakia has said it will take part. Some countries are sending as few as two dozen soldiers.

The Polish-led stabilization force will include troops from Bulgaria, Romania, Hungary, Lithuania, Spain, Ukraine, the Dominican Republic, Honduras and El Salvador.

Britain will lead another international division and Pentagon officials have suggested that a third might be led by India.

International Herald Tribune



1 2 ET 1 3

JUILLET 2003

«Ni paix, ni guerre» pour les Kurdes turcs

Depuis la fin du conflit irakien, la situation entre rebelles de l'ex-PKK et Ankara se corse.

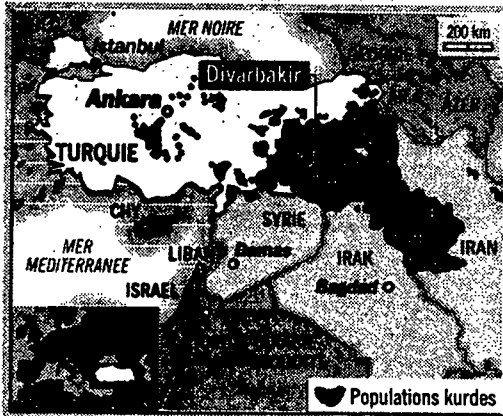
Diyarbakir, Ankara
envoyé spécial

Accrochages, embuscades, ratissages. Après quatre ans de trêve précaire proclamée par les rebelles kurdes turcs du PKK, rebaptisé Kadek, les incidents deviennent de plus en plus fréquents dans le Sud-Est anatolien, peuplé en majorité

de Kurdes. Quatre villageois ont été tués vendredi dans une attaque menée par la guérilla, la première depuis quatre ans visant des civils. Les autorités d'Ankara affirment que plusieurs centaines de combattants du PKK-Kadek sont revenus des camps du nord de l'Irak. Et beaucoup de Kurdes craignent un retour de la «sale guerre» alors que depuis six mois l'état d'urgence avait été finalement levé à Diyarbakir, la capitale régionale.

Statu quo. «Mon fils est né en 1978 et il vit enfin, pour la première fois, depuis vingt-cinq ans sous un régime normal. Mais cela n'a pas encore suffi à mettre fin aux maux de l'Etat», affirme Seyhmus, membre du

syndicat des Travailleurs de la santé. Lors de son intervention dans la conférence intitulée *Pour une solution démocratique du problème kurde*, organisée à Ankara les 5 et 6 juillet, Sezgin Tanrikulu, président du barreau de Diyarbakir, donne une dizaine d'exemples de violation récente des droits de l'homme – gardes à vue arbitraires, tabassages dans les commissariats... Avec une poignée d'intellectuels et représentants des partis de la



gauche extra-parlementaire turcs, les représentants des Kurdes s'étaient réunis pour réfléchir sur les moyens de sortir d'un statu quo toujours plus explosif.

«Nous sommes dans un angoissant entre-deux de ni paix, ni guerre», explique un intellectuel kurde pour résumer la situation dans l'Est et le Sud-Est anatolien depuis quatre ans, date de la reddition du leader du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Ocalan. Arrêté au Kenya en 1999, jugé près d'Istanbul, condamné à la peine capitale, depuis abolie, le

chef kurde avait alors appelé ses partisans à déposer les armes après quinze ans d'un conflit qui avait fait 36 000 morts et 3 millions de déplacés. Mais le problème de cette minorité, en Turquie, en Irak et en Iran est de nouveau sur le devant de la scène politique comme le montre l'embuscade, mardi, contre le convoi du gouverneur de Tunceli (Est anatolien) où deux gendarmes turcs ont trouvé la mort.

La situation des Kurdes de Turquie devient, en outre, de plus en plus difficile à cause des succès de leurs frères d'Irak. Les positions proaméricaines des deux factions kurdes d'Irak

(PDK de Barzani et

DPK de Talabani), qui gouvernent cette région échappant depuis 1991 au contrôle de Bagdad, renforcent la méfiance des autorités turques et risquent de les inciter à durcir la répression. «Depuis la tension entre la Turquie et les Etats-Unis, Ankara croit que les Kurdes sont la cinquième

colonne de Bush», estime le maire d'une ville du Sud-Est anatolien.

Réformes. D'autre part, les réformes démocratiques promises par Ankara afin de crédibiliser sa candidature à l'Union européenne piétinent. «Cela fait plus de huit mois que la loi autorise des cours de langue et la diffusion en kurde sur les radios et télévisions mais il n'y a toujours pas ni une école privée ni une radio ou une télévision qui le fasse», constate Feridun Çelik, maire de Diyarbakir. Quant à la loi antiterroriste, certains de ses articles jugés liberticides ont été amendés et Ankara a même accepté de rejurer Mme Leyla Zana et trois autres ex-députés kurdes, arrêtés en 1993 pour complicité avec le PKK mais leur avocat

Yusuf Alatas n'est pas du tout optimiste: «Le juge insiste pour les qualifier de «condamnés» alors qu'ils ne le sont pas encore car le nouveau procès vient à peine de commencer. Légalement ils doivent être appelés «accusés», voire être jugés en liberté.»

Reste que l'étau se desserre un peu même si cela se limite pour le moment à la libre publication des livres sur le passé récent des

Kurdes, où toute critique de l'Etat turc est suivie de la condamnation du PKK. Hasan Cemal, chroniqueur du quotidien *Milliyet*, a ainsi publié *les Kurdes*, devenu best-seller, où il relate les souffrances de ce peuple et ses relations avec les autorités d'Ankara tout au long des années 80 et 90.

Le gouvernement AKP (Parti de justice et du développement, droite islamisante) d'Erdogan, au pouvoir depuis novembre, n'a toujours pas décidé de sa position sur le cas kurde conçu d'abord comme un problème de sécurité intérieure. La logique est la même que celle de l'armée. Le gouvernement se prépare à présenter au Parlement un projet de loi, dit *Convertir à la société*, la sixième version depuis 1993 des lois prévoyant des remises de peine, sinon l'amnistie pour les «repentis». Elle concerne environ 4000 militants armés kurdes, basés en majorité en Irak du Nord, mais aussi en Iran, Syrie et Turquie. Les dirigeants des organisations terroristes ne pourront pas bénéficier de cette pseudo amnistie. Quant aux militants qui ne se sont pas servis d'armes et qui se rendraient, ils seront aussitôt remis en liberté... à condition de fournir des renseignements sur leur organisation. La loi prévoit également des réductions de peine pour les militants actuellement en prison.

Amnistie. «Nous ne voulons pas d'amnistie ni de loi sur les repentis, car nous ne sommes pas des criminels», souligne un éditorialiste de Medya TV, proche du PKK-Kadek, qui diffuse depuis la Belgique. Ces jours-ci, les murs des grandes villes de Turquie sont couverts d'affiches qui demandent «l'amnistie politique totale, sans discrimination» ●

RAGIP DURAN

La libération de leurs logements permettrait le retour des populations contraintes à l'exode par Saddam

A Kirkouk, les Kurdes veulent le départ des Arabes

Kirkouk :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

Sarkan Saba, 25 ans, végète sous une tribune de béton du stade de Kirkouk. Depuis la fin de la guerre, il campe, comme 170 familles de réfugiés kurdes, dans l'enceinte du terrain de sport qui servait de quartier général aux Fedayins, les miliciens de l'ancien régime. Sarkan rêve d'un toit avec l'eau et l'électricité. « On pourrait me donner un petit terrain pour me dédommager. » Le jeune homme a le visage couvert de cicatrices, le torse strié de traces de brûlure et les ongles des pieds en charpie. Revenu à Kirkouk peu avant la guerre, ce Kurde dont la famille s'était réfugiée dans un camp en Iran a été

arrêté par les bourreaux de Saddam et torturé à l'électricité et à la tenaille. La police secrète le soupçonnait d'être un pechmerga, un combattant.

Ses compagnons d'infortune ont en commun des destins brisés. Abdelkrim a les membres disloqués par les décharges électriques, Djafar a passé des années comme prisonnier de guerre en Iran. Originaires de Kirkouk, ces Kurdes déplacés sont rentrés avec leur famille chez eux dès la fin de la guerre dans l'espoir d'être pris en charge par les nouvelles autorités.

Entré dans Kirkouk dans les rangs des pechmergas, Walid a eu plus de chance : il squatte depuis trois mois les locaux d'une unité spéciale des forces de sécurité de Saddam. « Avant j'étais chauffeur de taxi. Il y a quinze ans, j'ai



vendu ma propriété et j'ai rejoint les troupes de Barzani (NDLR : le chef du PDK). Maintenant me revoilà avec ma famille et il faut recommencer de zéro avec une maigre solde. J'ai emprunté de l'argent pour l'air conditionné et la parabole », explique ce partisan désormais membre de la police locale.

Des dizaines de milliers de Kurdes contraints à l'exode dans les années 80 ou après l'intifada de 1991 envisagent de revenir dans la cité pétrolière qu'ils considèrent comme leur capitale. Certains vivent dans des camps de transit sur les routes d'Erbil, d'autres vers Sulamaniya, du côté de la frontière iranienne.

Au total, plus de 100 000 habitants kurdes ont été déplacés de Kirkouk, où se côtoient depuis des siècles Arabes, Kurdes, Turkmènes et Chaldéens Assyriens. Le droit au retour est un cheval de bataille des deux partis kurdes, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani. Par sentimentalisme mais surtout pour « rekurdiser » Kirkouk après des décennies de campagne d'arabisation.

« Tous les moyens ont été bons pour se débarrasser des

Kurdes: Sous Saddam, les fonctionnaires et les employés d'Etat kurdes étaient mutés et remplacés par des Arabes. Tous les prétextes étaient bons pour nous chasser. Les départs se sont accélérés durant les vagues de répression. Nous venons de découvrir dans les documents de la police des éléments sur la mystérieuse disparition, il y a vingt ans, de 182 hommes, femmes et enfants. Selon ces archives, les jeunes filles ont été déportées en Egypte pour être prostituées », explique Salam Faydoun, un responsable local de l'UPK.

Tout en renvoyant les Kurdes, le régime avait incité des populations arabes à venir s'installer à Kirkouk. Quelque 20 000 familles venues de l'intérieur du pays ont bénéficié d'aides spéciales. Elles n'avaient rien et le régime leur proposait gratis un logement flambant neuf. Un cadeau empoisonné. Lors de la révolte de 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, les Kurdes pillèrent les nouveaux quartiers arabes durant leur brève occupation de Kirkouk. Et le départ de ces populations est aujourd'hui réclamé par les partis kurdes. « Ces gens sont ce que nous appelons les « Arabes d'intérêt ». Ils n'ont pas de travail, ni de qualification, et n'ont rien à faire chez nous. Ce sont des colons comme les Israéliens des implantations juives en territoire palestinien. Ils doivent partir et céder les immeubles aux réfugiés kurdes », tranche Salam Faydoun.

Le quartier Saddam est l'un de ces ensembles lugubres bâtis pour arabiser par le bas Kirkouk. Dans les immeubles, les vitres des parties com-

munes sont brisées et les cours servent de dépôt pour les gravats. Sous une tente de deuil, une famille reçoit les condoléances. L'un des leurs a été abattu par la police kurde sur un point de contrôle. Une bavure. « Les Kurdes m'ont confisqué mon kalachnikov. Ils viennent de temps en temps pour nous dire de décamper. Mais nous ne savons pas où aller », se plaint Akram al-Mechedani. Il ajoute : « Si on me rembourse la maison, je suis prêt à partir demain. La situation est devenue intenable. »

Des miliciens arabes envoyés par des tribus des environs assurent une surveillance discrète de la cité Saddam que nul n'a songé à débaptiser. Survivant grâce à des petits métiers, les « Arabes d'intérêt » ont trop peur pour fréquenter le souk. Pourtant, la vague de règlements de comptes qui était à craindre après la prise de Kirkouk par les pechmergas n'a pas eu lieu. Seuls quelques cas de vengeance isolés sont signalés. « L'insécurité n'est pas en priorité due aux difficultés ethniques, mais plutôt à la pauvreté et au chômage. Elle concerne toutes les communautés », explique un commerçant chrétien.

Depuis fin mai, la mairie, transformée en bunker, abrite une assemblée régionale intérimaire. Chaque communauté est représentée par un nombre égal de délégués mais, par un savant dosage des grands électeurs, la balance penche en faveur des Kurdes qui détiennent la présidence. Intérimaire, l'assemblée n'a pas le pouvoir de trancher la question du retour des déplacés, ni à se prononcer sur le sort des « Arabes d'intérêt ».



Tyler Hicks/The New York Times

Sayed Muhammad Bahr al-Uloum speaking on behalf of the Iraqi Governing Council, the first interim government of Iraq.

Iraqi council inspires mixed views

On the street, hope for unity in the face of U.S. influence

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: Farouk Muhammad and Nafaa al-Khafaji, both 55, with weathered faces, live in busy Baghdad neighborhoods. They both believe that the new Iraqi Governing Council will be heavily influenced by its American overseers.

But their agreement stops there.

Muhammad, a retired soldier who lives in Adhimiya, an old and conservative Sunni district where American troops have been attacked, describes the council's 25 members mostly as compliant frontmen installed by the Americans.

"All these people, they don't represent the people," Muhammad said. "They don't have credibility. They won't have any real authority as long as they represent the occupying authority. The Americans came here to liberate, and what do we get? No electricity, no services. They haven't done anything good for the country."

Yet Khafaji, a mechanic who lives in the prosperous Karada district, an ethnically mixed neighborhood that is heavily Shiite, says the council will pave the way toward a better life for all Iraqis. He says he is depending on American officials to strongly supervise the new government.

"We hope the Americans have a lot of influence," he said, adding that the newly appointed council members "don't have so much experience." With the guiding hand of the Americans, he said, "they should get jobs for the people and provide electricity."

After the council's first meeting on Sunday, many Baghdad residents who were interviewed echoed the two men's

views, with those in Khafaji's neighborhood offering a much more confident view of American involvement.

But several common themes emerged in each neighborhood, among Sunnis and Shiites as well as critics and supporters of the new council.

There was agreement, for example, that the council would be able to extract more power from the American-led Coalition Provisional Authority if it could hang together as a unified body and avoid fissures among the varied political, ethnic and religious factions represented on the panel.

Asked about the council's makeup, several people said they were impressed with Adnan Pachachi, who served as foreign minister before Saddam Hussein took power, is now head of the Iraqi Independent Democrats and is viewed with trust by a wide range of Iraqis.

Even those who criticized the council and the way it was selected nevertheless expressed optimism that the new government would rejuvenate the economy and dilapidated social services.

A typical view in Adhimiya was shared by Hussam al-Adhami, a 50-year-old businessman. "These people really don't represent a true mix of Iraqi society," he said. "If they were going to make a council that represents all of Iraq, they should have done a census. This is some sort of reality forced upon us — and reality and what should happen are two different things."

Yet Adhami conceded that many Iraqis might embrace the new government if it could simply demonstrate some ability to bring the country out of its chaos. "The Iraqi people will agree because they want security," he said. "The wheel of life should start again."

Hamid Mahmoud, 50, declared: "What do you expect me to think about the new government? It's just a tool for the Americans." Many of the council members, he complained, "were raised abroad. They're not capable of running a country." Yet he praised Pachachi as a trusted consensus figure. "He's good," Mahmoud said.

Pachachi, a Sunni Muslim who in recent weeks has been visiting Shiite neighborhoods and mosques, also has admirers in the Karada district. Wael al-Rubai, 34, a Shiite and electrical technician, said he had difficulty trusting the 12 council members who are not Shiites.

But of Pachachi, he said, "We trust him, and I hope he will become the head of the council."

Abbas, a 40-year-old driver in Karada who would not give his full name, was ambivalent. "Do you really think that these 25 people can make a decision without the Americans?" he asked.

But ultimately, "it doesn't matter who it is on the council — we just want someone other than Saddam," he said, adding that political power should be diffused.

"If it ever gets down to one person," he added, "we could have another Saddam on our hands."

The New York Times

International Herald Tribune
Tuesday, July 15, 2003



Première réunion du nouvel exécutif

CINQ des vingt-cinq membres du Conseil de gouvernement intérimaire, qui s'est réuni pour la première fois, dimanche 13 juillet. De gauche à droite, Adnan Pachachi (sunnite), chef du Rassemblement des démocrates indépendants, Abdel Aziz Al-Hakim (chiite),

numéro deux du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Ibrahim Jaafari (chiite), porte-parole officiel du parti Al-Daawa et Yonadam Youssef Kana, chef du Mouvement démocratique assyrien.

L'Irak est désormais gouverné par un Conseil de gouvernement

Vingt-cinq membres chiites, sunnites, kurdes, chrétien, turkmène forment ce premier exécutif de l'après-Saddam approuvé par Washington

BAGDAD

de notre envoyé spécial

L'Irak vient de franchir une nouvelle étape de l'après-Saddam Hussein. Un Conseil de gouvernement intérimaire de vingt-cinq membres qui se sont « autodésignés », en soumettant leur nomination à la bienveillante approbation de l'administrateur civil américain, Paul Bremer, s'est réuni pour la première fois, dimanche 13 juillet à Bagdad. Le Conseil dispose de pouvoirs que le « proconsul » de Washington n'avait nulle envie de lui donner à l'origine : ses membres vont pouvoir désigner les ministres d'un futur cabinet, nommeront l'équivalent d'ambassadeurs irakiens à l'étranger, approuveront le budget et devront mettre sur pied un comité chargé de rédiger un projet de Constitution.

Le fait que le diplomate Bremer, un proche des néoconservateurs américains, garde un droit de veto sur les décisions du Conseil limite

cependant les pouvoirs de ce dernier et jette une ombre sur sa crédibilité : pour beaucoup d'Irakiens, le nouveau « gouvernement » n'est qu'une marionnette entre les mains de la coalition.

LE RÔLE DE L'ONU

L'ONU, par le biais de l'émissaire spécial du secrétaire général, le Brésilien Sergio Vieira de Mello, fort de son expérience en Bosnie, au Kosovo, puis au Timor-Oriental, aura usé de son influence pour convaincre M. Bremer qu'il avait tout intérêt à partager le poids de ses responsabilités avec une entité irakienne. Comme l'explique l'un des conseillers de M. De Mello, l'ancien ministre libanais de la culture, Ghassan Salamé, « le rôle de l'ONU a été de cristalliser les aspirations des Irakiens ». Une tâche on ne peut plus complexe quand on pense, ajoute-t-il, « au vide politique existant en Irak ».

Si les diplomates de l'ONU ne se

font pas d'illusions sur le désir de Paul Bremer de partager avec les Nations unies les fruits d'une éventuelle réussite en Irak, ils estiment que le représentant américain a compris qu'il avait tout à gagner en modulant ses exigences de départ : à son arrivée, il avait imposé l'idée d'un Conseil purement consultatif. La levée de boucliers déclenchée par sa déclaration, y compris par les alliés les plus sûrs des Etats-Unis au sein des sept partis de l'ancienne opposition à Saddam Hussein, l'aura forcé à revoir sa copie. Selon une source à l'ONU, M. Bremer aurait évolué et serait en voie de mieux comprendre l'Irak. Quitte même, ajoute avec optimisme la même source, à prendre ses distances à l'égard des « durs » de l'administration de George Bush...

Les membres du Conseil ont ainsi pu se coopter, afin de ne pas donner l'impression que leur nomination a été décidée par la coalition. « Tout ressemble tout de même fort

à une feuille de vigne destinée à masquer la réalité de la prééminence américaine », remarque un observateur étranger.

La formation du Conseil de gouvernement intérimaire aura en tout cas nécessité de laborieuses négociations entre ses futurs membres, les Nations unies et la coalition : il était, en effet, crucial que le niveau de représentativité soit équilibré au sein de la nouvelle entité. Il a donc fallu s'assurer que le dosage entre communautés religieuses et ethniques soit équitable, que le nombre d'Irakiens « de l'intérieur » excède celui des exilés et que des notables et des membres de la société civile contrebalancent le poids des politiques. Résultat, sur les vingt-cinq membres, on trouve treize chiites – étant numériquement les plus nombreux des Irakiens, il était logique qu'ils aient la majorité –, cinq sunnites, cinq Kurdes, un chrétien et une Turkmène.

Mais d'autres critères rendent plus complexe la lisibilité de la répartition : côté chiite, il y a aussi bien des islamistes qu'un responsable proche de l'Iran, un autre communiste et des indépendants. Trois femmes, dont une diplomate qui fut la collaboratrice de Tarek Aziz, ex-vice-premier ministre du régime déchu, font partie de la palette du nouveau Conseil. Jamais, en tout cas dans l'histoire de l'Irak, un « gouvernement » n'avait joui d'un niveau de représentativité balayant l'ensemble du spectre ethnique, confessionnel et politique du pays.

Les divisions qu'induit un tel « montage » sont tout de même lourdes de menaces. Même si les sanglants règlements de comptes inter-irakiens que chacun redoutait après la chute de Bagdad, il y a cent jours, n'ont pas eu lieu sur



« Nos pouvoirs sont limités, mais ils sont en conformité avec la résolution 1483 des Nations unies »

ABDEL AZIZ AL-HAKIM

une grande échelle. « Si nous restons unis, la coalition devra accepter nos décisions, et nos prérogatives seront accrues graduellement », a affirmé Mahmoud Othman, une personnalité kurde indépendante, lors de la présentation du Conseil devant la presse, dimanche. « Certes, nos pouvoirs sont limités, mais ils sont en conformité avec la résolution 1483 des Nations unies. Nous essaierons de faire tout ce qui est possible », a assuré prudemment Abdel Aziz Al-Hakim, le numéro deux du Conseil de la révolution islamique en Irak, un religieux récemment revenu d'Iran, où il a passé une vingtaine d'années en exil... Et qui s'était fait tirer l'oreille pour entrer au sein du Conseil.

Nul doute que le Conseil aura fort à faire pour imposer une image d'indépendance à l'égard d'Iraquiens frustrés par l'incapacité américaine à rétablir la sécurité et à apporter des améliorations tangi-

bles aux conditions de vie au quotidien dans Bagdad et sa région. Il lui faudra réussir, et c'est bien là le plus difficile, le délicat exercice d'équilibriste consistant à négocier avec la Coalition sans se faire taxer

de « collaboration » avec l'occupant.

En attendant, la première décision prise par les nouveaux « gouvernants » n'est pas dépourvue d'ambiguïté : la fête nationale sera

désormais célébrée le 9 avril. Pour commémorer le jour de la chute de Bagdad, libérée par les chars américains...

B. P.

One GI killed and 6 hurt in Iraq

Interim government decides to send delegation to the UN

By Patrick Tyler
and Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: An American soldier was killed and six were wounded in a bold guerrilla attack in the heart of the city's fashionable Mansour district early Monday.

Hours after the dawn ambush on a military convoy of the 3rd Infantry Division, the 25 members of Iraq's new interim government met behind closed doors and decided they would send a delegation to New York this month to claim Iraq's seat at the United Nations, a step some members said would confer greater legitimacy on the governing body that met for the first time Sunday.

An hour after the Iraqi council members concluded their first full days of private deliberations at their newly refurbished headquarters near Saddam Hussein's Republican Palace, an unknown assailant threw an explosive device from a speeding taxicab at a car parked near the government complex, engulfing the vehicle in flames, the Iraqi police said.

The decision by the Iraqi interim government to send a delegation to New York caught the UN special representative's office hear by surprise. A spokesman said he was not aware of the plan.

An Iraqi official said the delegation would include Adnan Pachachi, a former Iraqi ambassador to the UN;

Ahmad Chalabi, leader of the Iraqi National Congress, and Akila al-Hashemi, who worked in the Foreign Ministry under Saddam's government. Another official said the group might be joined by Jalal Talabani, the Kurdish leader and a also member of the council.

In its session, the governing council deferred the question of who will lead the 25-member body by setting up a rules committee to make recommendations on schemes for rotating leadership.

A council formed two other committees, one to develop an agenda of the interim government's highest priorities, and a second to draft a policy statement to be issued to the Iraqi public.

Iraqi officials said that L. Paul Bremer 3rd, the top American occupation administrator in Iraq, joined part of the council's discussions and suggested several high priority projects that he urged the council to adopt.

Bremer asked the council to approve a plan to refurbish 1,300 Iraqi schools before the opening of classes this autumn. He asked for recommendations on how to develop an accelerated training program for 70,000 police officers in municipalities across the country and how to set up a special court for prosecuting alleged war criminals captured during the military campaign here.

In addition, Bremer asked the council to undertake a review of the problems of reintegrating the 400,000 members

of Saddam's armed forces into society through job training and other programs.

But some of the most intense discussions Monday centered on how the governing council would project itself to the Iraqis, many of whom remain skeptical that the body is anything more than an extension of Bremer's occupation authority.

At one point in the session Mahmoud Othman, the elderly Kurd who was an adviser to Mullah Mustafa Barzani, leader of the Kurdish revolt of the early 1970's, asked the group "from where" it derived its legitimacy, a sensitive point that was raised in the council's inaugural press conference.

The discussion to send a delegation to the United Nations Security Council meeting followed, officials said. It was not clear whether there was a vote on sending the delegation, but several members said there was general agreement to dispatch at least three of the council members.

The council members had adjourned Monday afternoon when the attacker threw an incendiary device near the government headquarters, which adjoins the Baghdad convention center where Bremer met Monday evening with World Bank officials to discuss the requirements for nation building and past experiences in Europe.

The New York Times

A council for Iraq

Washington was wise to speed the formation of a broadly representative 25-member Governing Council for Iraq, which met for the first time this past weekend. In a careful balancing act, the council consists of 13 Arab Shiites, five Arab Sunnis, five Kurds, a Christian and a Turkmen. There are 22 men and three women. Many were exiles, but at least some are people who suffered through Saddam Hussein's tyranny inside Iraq. How coherently this highly disparate body can act and how much power it will wield remain to be seen. Yet at least the appearance of limited self-government has been restored, and appearances do count.

In theory, the Governing Council has wide authority. It can name and dismiss interim ministers, advise the chief American and British adminis-

trators, L. Paul Bremer 3rd and John Sawers, on major policy issues, help draw up and adopt next year's budget, and appoint diplomats to represent Iraq abroad — on Monday it said it would name a new UN delegation. The council is also empowered to set up a commission to prepare for the drafting of a new constitution, the first step toward free elections and the transfer of power to a fully sovereign Iraqi government. Yet virtually all of the council's powers are subject to Bremer's veto.

Bremer was encouraged to appoint the council by Iraqi political leaders and by the UN representative in Baghdad, Sergio Vieira de Mello. Ordinary Iraqis are growing restive over the lack of Iraqi participation in the occupation administration and the prospect of indefinite foreign rule. Further alienating them could make an already diffi-

cult security situation much worse.

Daily attacks on occupation forces and widespread lawlessness have forced Washington to retain 148,000 troops in Iraq, with perhaps more on the way. With this large an American force, real power is likely to remain in Bremer's hands for some time to come. Once the security situation is stabilized, increasing responsibility for security should be transferred into Iraqi hands.

At that point, the new Governing Council should be able to exercise more authority. That will happen only if it can overcome tensions between Arabs and Kurds, Shiites and Sunnis, and religious and secular politicians. Those who spent the Saddam years in relatively comfortable exile must win the trust of those who endured repression and sanctions at home. This unelected council will have to earn its legitimacy as it carries out its work, beginning with the choice of its own leadership structure.

International Herald Tribune
Wednesday, July 16, 2003

Iraqi leaders create court for war crimes

Timeline for U.S. exit keyed to elections

By Richard A. Oppel Jr. and Patrick E. Tyler

BAGHDAD: Iraq's first postwar government moved Tuesday to create a special war crimes court to try members of Saddam Hussein's regime, while the top civilian official in Iraq said U.S. troops would depart as soon as the government ratified a new constitution and held valid national elections. He did not give a timetable for elections.

"The timing of how long the coalition stays here is effectively now in the hands of the Iraqi people," L. Paul Bremer 3rd, the American occupation administrator in Iraq, said at a news conference here. Bremer reiterated, though, that American officials still had a daunting and overwhelming amount of work ahead to "undo the enormous economic damage" done under Saddam's regime.

Bremer asserted that within weeks Iraq's electricity system would be producing as much power nationwide as it was before the war, though he emphasized that this would still leave the nation more than 30 percent short of electricity demand, especially in the capital where the power deficit is hurting efforts to restart industries, treat the massive flow of sewage into the Tigris River and provide power for other basic services.

Bremer's comments Tuesday afternoon followed a fresh round of attacks on U.S. troops in the swath of land west of Baghdad that has seen most of the violent strikes against American forces in recent weeks. In one attack, at 1:30 a.m., soldiers in the 3rd Infantry Division in

Falluja were hit in a "substantial rocket-propelled grenade ambush," said Staff Sergeant J.J. Johnson, a military spokesman here. An unknown number of attackers were killed, and there were no U.S. casualties, Johnson said.

In another attack, five Iraqis were killed, and another was captured, after insurgents ambushed American troops in Bradley fighting vehicles as they drove out of an ammunition depot between Ramadi and Habbaniyah, Reuters reported. No soldiers were killed or wounded.

Thirty-three American troops have died in insurgent attacks since May 1, when President George W. Bush declared the end to major military operations, while 49 soldiers have died from nonhostile mishaps, such as traffic accidents and accidental weapon discharges. Another 239 have been wounded in that time, a coalition official said. A typical day brings about a dozen attacks on troops across the country, the official said, adding that troops are continuing to search for any evidence that the attacks are being coordinated at either a regional or national level.

American officials are bracing for attacks on Wednesday and Thursday, the back-to-back anniversaries of July 16, 1979, the day Hussein took power, and July 17, the anniversary of the coup that brought the Ba'ath Party to power in 1968.

As security continued to dominate the concerns of Iraqis and the occupation authority, the 25-member governing council affirmed that it would set up a special court to try senior members of Hussein's government and secu-

rity services for war crimes, acts of genocide and crimes against humanity.

The details of how to set up such a court, who would prosecute such crimes and who would defend those charged were left to a committee that is studying the matter.

The session of the council Tuesday, held again behind closed doors in a building that is off limits to reporters and ordinary Iraqis, was again dominated by a discussion of reclaiming Iraq's seat at the United Nations for the new interim government. The council members summoned Sergio Vieira de Mello, special representative of UN Secretary-General Kofi Annan, and informed him of their plan to send a delegation to New York for the special session on Iraq on July 22.

The most outspoken council member on the need to claim Iraq's seat has been Ahmad Chalabi, leader of the Iraqi National Congress. He said in an interview that there was strong support on the council for claiming the seat as a means to strengthen the legitimacy of the first postwar government.

Iraqi officials said de Mello informed the group that since Spain holds the presidency of the Security Council this month, he was certain that a request for a special session with the Iraqi delegation could be arranged, but that the question of where Iraqi sovereignty resides in the current transition would be up to the UN council's credentials committee.

The UN council in May voted to recognize the American-British occupation powers to appoint an interim administration. The governing council has been recognized as that interim body, but Western diplomats and some Iraqis believe that a sovereign Iraqi government will not emerge until elections under a new constitution have been held.

The New York Times

IRAK

Les limites de l'influence iranienne

■ Ce ne sont ni les armes de destruction massive, ni un soutien au terrorisme, ni la question des libertés en Iran qui peuvent expliquer la nouvelle crise qui est apparue entre l'Iran et les Etats-Unis. En réalité, il existe deux causes à la dernière aggravation de cette crise. En premier lieu, la situation en Irak, où les Américains attendent plus de l'Iran qu'une simple "non-ingérence" : ils voudraient qu'il participe, sur le terrain, à la normalisation. En second lieu, il y a l'exacerbation de la question palestinienne, à laquelle l'administration Bush tient à trouver une solution à tout prix.

Les Etats-Unis se rendent compte à quel point les Iraniens peuvent avoir une influence en Irak, d'abord en raison de la longueur de la frontière entre les deux pays, ensuite à cause du chevauchement social et confessionnel des deux peuples, enfin et surtout - au dire des Américains - par l'action systématique menée par certains appareils de l'Etat iranien, depuis 1980 et jusqu'à ce jour, pour assurer en Irak une présence iranienne profondément enracinée.

Certains experts américains affirment que l'Iran mène en Irak une action comparable à celle qu'il avait entreprise au Liban dès le début des années 80 et qui donna naissance au Hezbollah. Au-delà de

l'aspect militaire, l'Iran s'était forgé une base populaire dans les milieux chiites libanais, grâce aux services sociaux assurés par des institutions iraniennes. Ces experts évoquent une "percée" humanitaire iranienne en Irak qui s'organise par le biais des services qu'offrent les institutions iraniennes, en même temps que sont organisés des groupes armés liés à Téhéran.

En déclarant que les chiites irakiens étaient "rationnels" et que les attaques que subissaient les forces américaines en Irak étaient le fait des débris du régime déchu de Saddam Hussein, le président iranien, Mohammad Khatami, a voulu adresser aux Etats-Unis un message dont les termes seraient : "Imaginez quelle pourrait être la situation si les chiites irakiens, majoritaires dans le pays, décidaient de ne plus être rationnels et de s'attaquer militairement aux forces américaines !" Khatami a-t-il voulu insinuer que les pressions américaines à l'endroit de l'Iran pourraient pousser les chiites irakiens à abandonner toute rationalité ? Toutefois, l'emprise iranienne a ses limites. Les chiites irakiens affirment à qui veut l'entendre qu'ils tiennent à leur indépendance et à leurs propres objectifs nationaux.

Salem Mashkour, *An Nahar* (extraits), Beyrouth

International Herald Tribune
Wednesday, July 16, 2003

DU 17 AU 23 JUILLET 2003

Courrier
INTERNATIONAL

'Saddam,' on tape, denounces new leaders

Voice urges revolt against governing council in Iraq

By Neela Banerjee
and Patrick E. Tyler

BAGHDAD: An audiotape said to have been made by Saddam Hussein that denounces recent cooperation between the allied forces and Iraqi politicians was broadcast Thursday on the al-Arabiya satellite television station.

The broadcast occurred on a holiday marking the 1968 coup that brought Saddam's ruling Ba'ath Party to power.

The speaker on the five-minute tape urges Iraqis to rise up against the new governing council of Iraq, which was brought together this week after lengthy negotiations with the allied occupation authority. There was no way to independently verify that the voice on the tape was Saddam's, but Iraqis who have listened to him for years said they thought the tape was authentic.

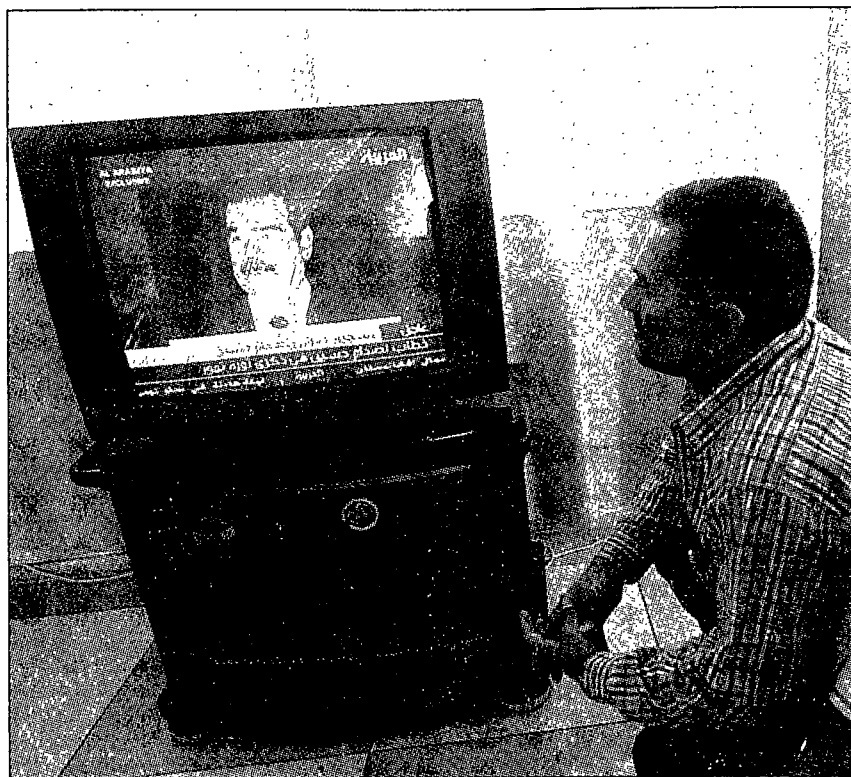
If allied intelligence sources confirm that the voice on the tape is Saddam's, the references to political events this week indicate that it was newly recorded and that the former leader is alive.

"What will they say to their people and to mankind?" the speaker on the tape says of the governing council. "What will the chorus of lies say to those that backed them?"

The tape emerged a day after the commander of American forces in the region, General John Abizaid, said that the last few weeks of daily attacks on United States troops in Iraq amounted to a guerrilla war, a term that until now, the occupying authority had been careful to avoid.

The speaker on the tape calls for more such assaults and ambushes, which on average seem to take an American life a day. U.S. authorities have contended that remnants of the old regime, including Ba'ath Party loyalists, disgruntled military and intelligence personnel and the Fedayeen fighters, are mounting the attacks.

"Anything issued by the occupation is to weaken Iraq," the speaker on the tape says about the governing council. The only solution, he says, "is a jihad to resist the occupation."



Karim Sahib/Agence France-Presse

An Iraqi watching a broadcast purporting to be a taped message from Saddam.

Just hours before the tape was broadcast, rumors spread through Baghdad that Saddam had been captured. Most people had stayed home on Thursday, for fear of violence and out of habit on the Ba'athist holiday. The reaction in several neighborhoods was delight, as Iraqi men ran out of buildings and fired into the air the Kalashnikov rifles that are ubiquitous in Baghdad.

The celebratory shooting underscored how many Iraqis are still afraid of the return of Saddam's loyalists, and it will only become clearer over the coming days how the tape will affect the mood in Baghdad.

This is the third tape allegedly made by Saddam to have been aired since the fall of his government in April.

Many Iraqis now living in exile, however, seem to be more confident that their countrymen here that the old regime is gone. The United Nations High Commissioner for Refugees, Ruud Lubbers, said in Amman, Jordan, on Thursday that he expected more than half the 800,000 or so Iraqis living abroad as asylum seekers to start returning home by next year, mostly from Western European countries where they have enjoyed temporary shelter.

"We are sure that about half of them, let's say half a million, will eventually return," he said. "So we expect that the year 2003 is the year for the preparation to return."

Separately on Thursday, a three-member delegation from Iraq's new governing council so harshly criticized in the tape was scheduled to leave Baghdad for New York and suffered a last-minute defection when Ahmad Chalabi, the leader of the Iraqi National Con-

gress, backed out.

Aides to Chalabi said that there were several reasons for his cancellation. Prominent among them was that the troop transport aircraft provided by the U.S. military to fly the council members out of Baghdad did not have any seats. The delegates were to be strapped onto benches for a flight to Abu Dhabi, an interim destination that also did not meet with Chalabi's approval.

After Chalabi arrived at Baghdad airport and saw the flight accommodations, he simply wheeled around, got back into his Toyota Landcruiser and sped away without explanation.

Chalabi was reported by his aides to be unhappy that Adnan Pachachi, the 80-year-old former Iraqi diplomat who served as Iraq's ambassador to the United Nations in the 1960's, was designated as chairman of the delegation in a voice vote when Chalabi was not present.

Pachachi and Chalabi are rivals for leadership on the governing council. Pachachi has a number of strong supporters in the State Department in Washington, and Chalabi has a larger set of supporters in the Pentagon and in Congress.

Chalabi's decision to drop off the delegation to the United Nations leaves Pachachi in charge, and accompanied by Akila al-Hashemi, a former Foreign Ministry official in Baghdad.

Hashemi was promoted for a seat on the governing council by the occupation authorities under L. Paul Bremer 3rd, the top American administrator.

On Wednesday, however, the Weekly Standard magazine in Washington pointed out that as recently as February,

Hashemi was denouncing the United States on Saddam's behalf in a meeting of the Non-Aligned Movement in Kuala Lumpur.

The "defense of Iraq is now the defense of the civilized world," Hashemi said, according to an Associated Press

account of the meeting of the 114-nation body. "This war is just like a machine, and if it is not stopped with Iraq, the American machine of war will continue rolling over Third World countries."

Pachachi and Hashemi are expected to be greeted by the Security Council

and offered a visitor's seat. Chalabi had argued that the delegation should insist on taking Iraq's seat, thereby strengthening the governing council's legitimacy internationally, but particularly in the Arab world.

The New York Times

Sluggish Iraqi oil flow complicates U.S. plans

By Neela Banerjee

BAGHDAD: In a further indication of the troubles facing its once-mighty oil industry, Iraq is planning to export only 8 million barrels of oil this month, a small fraction of its prewar output, according to industry officials here.

The unexpectedly slow revival of this pillar of the Iraqi economy, which has been plagued by looting and sabotage, has helped keep world oil prices at relatively high levels around \$30 a barrel for weeks. The industry's difficulties may also derail some of the plans of the U.S. authorities here, whose budget for the year assumes sizable oil revenue.

"Certainly for this year and most of next year, the vast majority will come from oil," L. Paul Bremer 3rd, the head of the U.S. occupation in Iraq, said of budget revenue at a news conference last week. "That is a fact of life we cannot get away from."

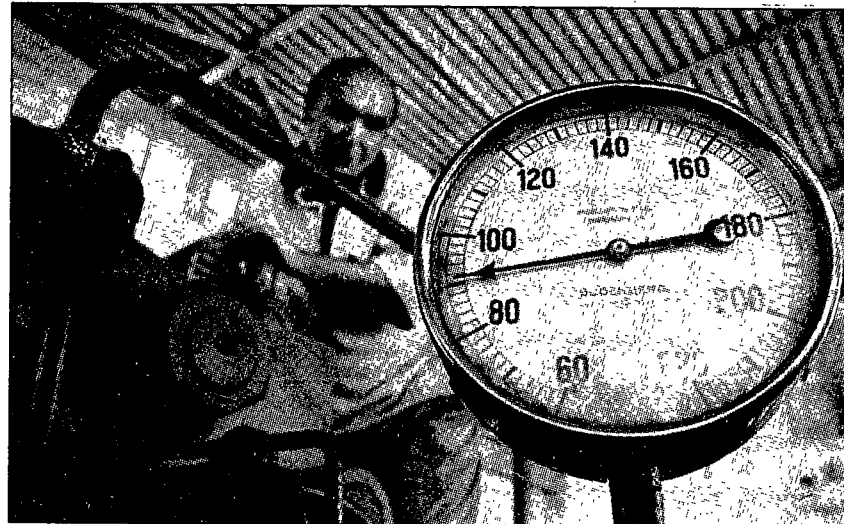
U.S. officials said recently that Iraq's budget for the rest of 2003 would be about \$6 billion to \$7 billion. Somewhat more than half, or about \$3.5 billion, would come from oil exports, they said.

That is far below the \$15 billion to \$20 billion in annual Iraqi oil revenue that the Bush administration projected before the U.S.-led war this spring that overthrew the government of President Saddam Hussein. At \$20 a barrel — the price that the U.S. authorities are using, despite the much higher average price of oil this year — Iraq would need to export about 800,000 barrels of oil a day to deliver that much revenue to the budget, said Raad Alkadiri, a specialist on Iraqi oil and a director of PFC Energy, a consulting group in Washington.

The 8 million barrels to be exported this month amounts to only 258,000 barrels a day. Before the war, Iraq exported, legally and otherwise, about 2 million barrels a day.

For months, the Oil Ministry, backed by the Americans, has predicted that oil production, and exports, would gradually improve. In late June, Thamir Ghadhban, interim chief executive of the ministry, said production would reach about 1.5 million barrels a day by mid-July. Instead, ministry officials now say production is 900,000 to 950,000 barrels a day.

"Our superiors at the Oil Ministry said that we could export about 500,000



Kevin Frayer/The Associated Press

Monitoring oil output in Kirkuk. Iraq is still far short of its own prewar production.

barrels a day in July," one industry official said. "But we're not sure now. People are surprised. We thought we could do better than this."

Oil traders certainly seemed to believe that Iraq's oil industry would rebound quickly: Near the end of the war, the price of a barrel of oil slid into the mid-\$20 range. But it has climbed back up as traders have come to understand that in the near term, Iraq cannot sustain robust production.

"The market seems to have resigned itself to a long wait," said Thomas Bentz, an analyst with BNP Paribas Commodity Futures in New York.

The uncertainty around Iraqi oil exports will complicate any decision the Organization of Petroleum Exporting Countries makes about oil output for the rest of the year when it meets in Vienna on July 31, said Walid Khadduri, editor of the Middle East Economic Survey.

"OPEC will be in the dark," he said, "because the Iraqis are in the dark."

At its last meeting, in mid-June, OPEC members said they would monitor the market and rein in production that exceeded official quotas, a step that they appear to be taking.

All the Iraqi oil for export is from the Basra area in the south, which is now producing 350,000 to 400,000 barrels a day, about 20 percent of its prewar levels. Looting has stunted the output of South Oil, a company that was Iraq's leading oil producer before the war, and some major repairs may not be completed until the end of the year, according to comments by U.S. officials in a recent issue of *Platts*, an oil industry journal.

So far, there are no plans to export oil from Northern Oil, which manages production in the vast Kirkuk fields, although it is producing more than its counterpart in Basra. Adel Qazzaz, director-general of Northern Oil, attributed the delay to leaks along a pipeline to an export terminal in Turkey. But at least two explosions caused by sabotage damaged that pipeline in June. In Baghdad, Oil Ministry officials said oil facilities in Iraq had been disrupted by more acts of sabotage, but they declined to elaborate.

The allies have begun to patrol pipelines and oil facilities by helicopter, an Oil Ministry spokesman said. The ministry and the Americans have also hired villagers who live near pipelines to keep an eye on them. But many Iraqi oil officials grumble that the response is too little, too late.

"The looting came as a surprise to the Americans," said Alkadiri, the oil specialist, who recently traveled to Iraq. "And the Americans' inability to deal with it came as a surprise to the Iraqis."

The New York Times

International Herald Tribune
Friday, July 18, 2003

« Réclamer la fin de l'occupation américaine en Irak serait une faute »

En visite à Paris, Jalal Talabani, chef de l'organisation kurde UPK, a plaidé pour une participation française à la reconstruction

LE CONSEIL de gouvernement intérimaire irakien définira dans les plus brefs délais son « mécanisme de fonctionnement », se dotera rapidement d'un organisme de direction, et s'emploiera à mettre de l'ordre dans le pays pour peu qu'il ait la possibilité d'exercer pleinement ses fonctions. C'est ce qu'assure Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien et l'un des vingt-cinq membres dudit conseil, dont la formation a été annoncée dimanche 13 juin, à Bagdad.

Le conseil ne fonctionnera « assurément pas selon la règle de l'unanimité

Jalal Talabani conteste la version chaotique que « les chaînes de télévision par satellite » véhiculent selon lui de la situation en Irak. « Ecoutez la voix du mollah plutôt que le braiment des ânes, dit-il reprenant un dicton local. Le calme prévaut aussi bien dans le Kurdistan, que dans le Nord arabe et dans le Sud chiite. »

« La seule région qui pose problème est le triangle constitué par les villes de Samarra, l'ouest de Bagdad, Fallouja et Ramadi. Dans cette région, les forces américaines sont, il est vrai, la cible d'agressions, mais de quel poids cela pèse-t-il par rapport à

des individus financés par les responsables en fuite du régime déchu, qui verseraient « la somme de 10 000 dollars pour le meurtre de tout soldat américain ». Les « fautes commises par les Américains, qui ne savent pas se comporter avec les gens », ignorant les coutumes locales, contribuent selon lui à chauffer les esprits.

RELATION DE « CONSULTATION »

Si le conseil intérimaire de gouvernement arrive à exercer ses prérogatives convenablement, il pourra venir à bout de ce problème dans des délais raisonnables, assure-t-il. Car l'une des prérogatives du conseil de gouvernement intérimaire est de « remettre sur pied la police et les forces armées », aux côtés de celles de « nommer les ministres et les destituer, désigner les chefs des missions diplomatiques et les directeurs des institutions officielles, approuver le budget, relancer l'économie et la reconstruction ».

Et ce, sans que la puissance occupante américaine ait un quelconque droit de veto sur ses décisions, sa relation avec le haut représentant américain Paul Bremer étant une relation de « consultation », prétend le dirigeant kurde. « Faute de ces prérogatives, nous n'aurions pas accepté de participer au conseil. Nous demandons aux Américains de ne pas les entraver. Il n'est point de patriote irakien qui accepte l'occupation et qui ne souhaite y mettre fin le plus rapidement possible. Toute la question est de savoir quand. Le faire aujourd'hui entraînerait le chaos, voire la division [du pays]. Réclamer la fin de l'occupation avant l'édification d'un Etat irakien démocratique jouissant de tous ses attributs relèverait de la réaction sentimentale et serait une faute. »

Le responsable irakien reproche

« amicalement » à « certains cercles de l'armée turque » de continuer de s'immiscer dans les affaires irakiennes, singulièrement dans le Kurdistan, et invite Ankara, dont toutes les prévisions apocalyptiques concernant une sécession du Kurdistan irakien se sont révélées infondées, à « rapatrier ses soldats dans leurs foyers ». Il affirme « ne constater aucune autre ingérence de pays voisins en Irak, qu'il s'agisse de l'Iran, de la Syrie, de la Jordanie ou d'autres » et les invite à continuer sur cette voie.

Jalal Talabani, qui a été reçu à Paris par les ministres des affaires étrangères, Dominique de Villepin et de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, ainsi que par les dirigeants du Parti socialiste, est venu en France remercier ses « amis », exprimer la gratitude « pour le soutien apporté [aux Kurdes] dans les moments de difficulté, les tenir au courant de la situation en Irak » et « souhaiter une présence française dans les domaines économique, politique et culturel » en Irak, et « militaire si les Américains leur en font la demande ».

Mouna Naïm

L'armée américaine face à « une guérilla »

Le chef des forces américaines au Moyen-Orient, le général John Abizaid, successeur de Tommy Franks, a reconnu pour la première fois, mercredi 16 juillet, que les troupes de la coalition devaient faire face à ce « qu'en termes purement militaires on appelle une tactique de guérilla ». Selon le nouveau patron du Commandement central (Centcom), la résistance est de plus en plus coordonnée et sophistiquée. Ces propos contrastent avec ceux tenus par le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, qui, le 30 juin, avait dit qu'il ne s'agissait « en aucun cas d'une guérilla ou d'une résistance organisée ».

Un missile sol-air a manqué un avion de transport américain C-130 à l'aéroport de Bagdad, mercredi 16 juillet, alors que deux nouvelles embuscades ont causé la mort d'un soldat américain et fait plusieurs blessés. La semaine dernière, un ou deux missiles avaient déjà été tirés sur un C-130, sans le toucher, selon le capitaine Fitzibbons, porte-parole de l'armée américaine. — (Reuters.)

té, et pourrait opter pour celle de la majorité des deux tiers à propos des questions fondamentales et de la majorité simple pour les affaires plus ordinaires », a précisé M. Talabani lors d'une rencontre avec un groupe de journalistes, mercredi 16 juillet, à Paris. « Deux propositions sont à l'étude quant à l'organisme de direction : la première prévoit le choix d'un président et de deux vice-présidents, ce qui présente l'avantage d'accélérer la prise de décision ; l'autre préconise une direction collégiale de trois à cinq membres, qui correspond davantage à la complexité de la structure de l'Irak », a-t-il ajouté.

l'ensemble du pays et à la chute de la dictature ? » s'indigne-t-il.

Il accorde crédit à une récente revendication du réseau terroriste Al-Qaida dont un porte-parole s'est attribué la responsabilité des attaques contre les forces américaines en Irak. Il fonde sa conviction sur le fait que, selon lui, certains éléments de l'ancienne organisation des Ansar Al-Islam liée à Al-Qaida et qui sévissait au Kurdistan, ont disparu dans la nature depuis la chute du régime « et ont officiellement proclamé le djihad ». A l'en croire, des « islamistes fanatiques » mèneraient eux aussi des attaques contre les sol-

Le Monde

18 JUILLET 2003

Barzani rejette l'idée d'une dissolution des peshmergas

BAGDAD, 23 juil (AFP) - 14h02 - Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, a rejeté mercredi l'idée d'une dissolution des peshmergas (combattants kurdes), estimant qu'aucune force ne pourrait décider de sa dissolution.

"Les forces des peshmergas resteront tant qu'il y aura des Kurdes. Aucune force ne pourra décider de leur dissolution", a déclaré M. Barzani, cité par le quotidien al-Taekhi, organe du PDK.

"Les peshmergas sont une source de fierté pour le peuple kurde", a ajouté M. Barzani, soulignant que ces forces "défendent actuellement l'Irak et son gouvernement après avoir défendu l'existence des Kurdes" contre le régime du président déchu Saddam Hussein.

Le 24 mai, la coalition américano-britannique avait annoncé que les Irakiens devraient avoir un permis pour porter des armes légères et que toutes les armes lourdes aux mains de groupes politiques, à l'exception des Kurdes, seraient interdites à partir du 15 juin.

Deux soldats tués pendant la visite de M. Wolfowitz

Le Monde

DIMANCHE 20 - LUNDI 21 JUILLET 2003

DES HABITANTS des environs de Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad, se sont attroupés sur le lieu de l'explosion d'un engin télécommandé qui a tué, vendredi 18 juillet, un soldat américain et en a blessé au moins trois autres lors du passage de leur convoi. Un deuxième

soldat américain a été tué par balle, mais aucune autre précision n'a été donnée sur l'attaque. Le numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, un des principaux artisans de l'intervention militaire américaine, se trouvait, vendredi, en Irak pour remonter le moral des troupes.

Dans le fief de Saddam, la « pax americana » est unanimement récusée

TIKRIT

de notre envoyé spécial

L'ancien fief de Saddam Hussein, gros bourg sans grâce aux larges avenues vidées par la chaleur, sem-

REPORTAGE

Les forces occupantes ont installé leur QG dans le palais du raïs déchu

ble rejeter comme un seul homme la « pax americana ». Dans cette ville que le dictateur déchu choya tout particulièrement - il est né un peu plus loin à Al-Oja -, on hésite pas à dire sa nostalgie pour l'ancien régime, ni à clamer le rejet de l'occupant.

Censés collaborer avec les forces de la coalition, les policiers ne trouvent rien de bon chez les militaires d'outre atlantique : « On n'a vraiment aucune raison de les aimer », explique l'un d'eux, qui, avec quelques autres, s'ennuie à mourir dans un commissariat désaffecté. « L'autre jour, ajoute-t-il, les soldats sont venus ici, ont cassé les vitres pour entrer dans les locaux sous prétexte de fouiller et ils sont partis en nous accusant de leur avoir tiré dessus ! » « Les Américains se conduisent de façon rude avec les Irakiens, renchérit l'un de ses camarades. Ici, on vit comme des Palestiniens sous le joug d'Israël. On préférerait le gouvernement patriotique de Saddam à cette armée d'occupants ! »

C'est pourtant ce même occupant qui, depuis deux mois, leur verse les salaires : « Je gagne 60 dollars par mois, dit l'un d'eux ; les officiers touchent entre 120 et 160 dol-

lars. D'accord, on est payé, mais on n'est pas libre. Je pense que les attaques contre les soldats américains vont s'amplifier. »

C'est dans l'immense complexe du palais de Saddam Hussein que les forces occupantes ont installé leur quartier général. Vendredi 18 juillet, elles ont fait exploser la dernière statue de l'ex-président irakien. Dans ce qui fut le hall du bâtiment principal, surmonté d'une coupole détruite par les bombardements de la guerre, des dizaines de soldats veillent dans une pénombre où luisent les écrans d'ordinateurs. C'est la salle des opérations. « Plusieurs fois par semaine, des obus sont tirés dans notre direction, mais n'atteignent jamais

ricaines permanentes], Tikrit est plutôt calme. » La jeune officier soutient que la population accepte de mieux en mieux la présence américaine : « L'autre jour, l'un de nos soldats a été mortellement blessé par un tir. Eh bien les policiers avec qui il avait fait des patrouilles communes sont venus à ses funérailles ! »

« ILS NE TIENNENT PAS PAROLE »

Dès la chute de Bagdad et l'approche des Américains, les notables de Tikrit ont constitué une sorte de conseil municipal. Le maire, Hussein Al-Joubouri, a néanmoins été ensuite choisi par les officiers de la coalition. « Un jour, raconte-t-il, des soldats sont arrivés chez moi. J'ai cru qu'ils venaient combat-

d'élite de Saddam Hussein. Mais en 1991, après la fin de la guerre de libération du Koweït, il fut mêlé à une tentative avortée de coup d'état fomentée par des officiers de sa tribu. Il fit huit mois de prison, fut relâché puis revint au pays « étudier le Coran et lire des livres sur la Révolution française ». Avant d'être réintégré dans un « placard » doré de l'armée. Juste avant la guerre américaine.

« L'Irak a besoin de tolérance car son identité, issue d'une vieille civilisation, a été ternie par le culte de la force prôné par Saddam Hussein. Les Américains n'ont pas les moyens de comprendre les ressorts de cette identité blessée. Ils se conduisent brutalement avec nous », dit-il, tout en ajoutant : « J'ai tout de même confiance en eux. J'espère que leurs promesses d'établir une démocratie sont sincères. Sinon, on ne pourra plus répondre de rien... »

L'un des membres du même conseil, le très respecté cheikh Thayer Al-Boubazoun, une autre tribu importante à Tikrit, ne mâche pas ses mots : « si cela continue, je ne vais même plus aller aux réunions du conseil. Ce n'est que du bla bla. Il y a toujours des officiers américains à qui l'on demande des choses et ils ne tiennent jamais parole ! », assure-t-il.

Dans l'immense salle de réception de sa résidence, le vieux cheikh ne décolère pas : « Quelques jours après leur arrivée dans Tikrit, les Américains ont débarqué chez moi en pleine nuit. Dans la confusion, l'un de mes neveux est sorti précipitamment de la salle de bain et ils l'ont tué. Ensuite, un officier est venu s'excuser... Moi, je vous dis, je préférerais encore être dirigés par des Juifs !... »

Bruno Philip

M. Annan pour un rapide transfert du pouvoir

Dans son premier rapport sur l'Irak d'après-guerre qu'il doit présenter mardi 22 juillet devant le Conseil de sécurité, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, se prononce notamment pour un rapide transfert de souveraineté aux Irakiens et rappelle à la coalition américano-britannique qu'elle doit respecter le droit humanitaire international. « Il y a un besoin urgent d'établir une séquence claire et spécifique d'événements conduisant à la fin de l'occupation militaire », affirme M. Annan, en soulignant qu'il « est nécessaire de faire en sorte que les Irakiens s'approprient le processus politique ».

M. Annan confirme par ailleurs qu'un « certain nombre de gouvernements » ont contacté l'ONU pour « explorer la possibilité de déployer (en Irak) une police internationale sous les auspices des Nations unies », mais il remarque qu'à présent « les responsabilités de faire respecter la loi sont de la seule responsabilité de la coalition » américano-britannique qui occupe l'Irak et qu'« un système parallèle d'application de la loi ne serait pas efficace ». - (AFP.)

leur cible », affirme le commandant Josslyn Aberle, de la quatrième division d'infanterie, qui occupe le secteur jusqu'à Kirkouk, au nord, et vers la frontière iranienne, à l'est. « C'était encore le cas la nuit dernière, mais d'une manière générale, les choses s'améliorent. Comparé à la situation dans Fallouja [près de Bagdad, lieu d'attaques anti-amé-

tre ou m'arrêter. Mes gardes du corps s'apprétaient à tirer. En fait, ils venaient me proposer de prendre la tête du gouvernorat de la province de Salahadine, dont Tikrit est le chef lieu... J'ai accepté. » Cet homme d'une soixantaine d'années, l'un des chefs de l'importante tribu des Al-Joubour, est un ancien général de la Garde républicaine, le corps

13 juillet avec l'aval de la puissance occupante. Les chefs religieux n'ont pas été en reste.

A la grande mosquée sunnite d'Oum al-Koura à Bagdad, l'imam Harith Al-Dhari a appelé les Irakiens à « résister à l'occupation ». Il a qualifié le conseil intérimaire de gouvernement de « monstre implacable [qui] divise l'Irak et sème les graines de la discorde entre Irakiens ». Le

collège des oulémas sunnites a publié un communiqué affirmant lui aussi que le conseil de gouvernement « divise le peuple irakien ». A Koufa, à 120 km au sud de Bagdad, un dirigeant influent de la communauté chiite, seyyed Muktada Al-Sadr, fils de feu le grand ayatollah Mohammed Sadeq Al-Sadr, tué en 1999 par les services de l'ancien régime, a qualifié le conseil de

« créature des Etats-Unis et de leurs valets », dont les membres « ont livré ce paisible pays musulman à des forces étrangères ». - (AFP, AP, Reuters.)

Manifestations anti-américaines

Jour du Seigneur en pays musulman, la journée du vendredi a été l'occasion de plusieurs manifestations d'hostilité à l'occupation anglo-américaine, les fidèles, sunnites et chiites, conspuant également le conseil intérimaire de gouvernement irakien, mis sur pied le

Americans struggle to purge Ba'athists

But Saddam's loyalists are entrenched in everyday jobs in Iraq's public sector

By Amy Waldman

BAGHDAD: Ahmad Saleh al-Wan languished for 15 years in an Iranian prison, a foot soldier in Iraq's unwinnable war against its neighbor. When he went home in 1997, his eyesight ruined, Saddam Hussein gave him his reward: he was made a "group" member in the Ba'ath Arab Socialist Party, the vehicle for Saddam's rise to power and his grip on it. The honor meant higher pay for Wan in his job at a government printing plant.

But six years later, Saddam is gone, the Americans are here, and that reward, meant to ease Wan's life, has ruined it.

Under a policy to "de-Ba'athify" Iraq imposed in May by L. Paul Bremer 3rd, the American administrator, public-sector employees in the party with a rank of group member or above have lost their jobs. Like many of his former colleagues, Wan, 51, is applying for an exemption. For now, he has no way to support his five children. Gaunt and unkempt, he goes to the printing plant and hangs around like a ghost.

The policy is one piece of the effort under way to "extirpate" — the word of Bremer's choosing — the remnants of the old regime, and rid Iraq of an ideology that was born long before Saddam's rule but became intertwined with it.

Saddam took over the party in the 1960's and rode its slogan "One Arab Nation With an Eternal Message" and its principles of unity, freedom and socialism for more than three decades. Much like the Nazis and the Communists of Eastern Europe, the Ba'ath Party came to play a central role in disseminating propaganda, stifling dissent and ensuring that neighbors and colleagues policed one another's behavior, speech and thought.

The effort to "de-Ba'athify" Iraq mirrors similar efforts in postwar Germany and Japan and post-Communist Eastern Europe. It is seen as the first step in building a new, democratic culture in Iraq and undoing the legacy of 30 years of authoritarian rule. But like all principles, this one is easier to pronounce than to apply.

Not all people affected are as sympathetic as Wan. There are plenty like Ibrahim Al-Najim, 55, a university administrator and unrepentant Ba'athist who acknowledged passing reports on people up the party chain but says he cannot be held accountable for how the

security services used the information.

Even now, his greatest regret about Saddam's rule is not gross violations of human rights but his betrayal of the party's pan-Arabic ideology by the invasion of Kuwait.

But many people, probably most, fall somewhere in between — those who went along to get along, who did not believe but did not defy.

"I'm one of the ones with clean hands," said Fawzia Habib Hassan, a school principal and ranking party member who is now out of work.

Some worry that the current approach may sweep up some whose complicity was only nominal, and leave many of the guilty untouched. Low-level members could as easily have given the word that sent someone to prison as higher-ranking ones, even non-Ba'athists say.

The Ba'athists also overlapped with and worked closely with the vast security apparatus, which has been dissolved but not brought to account. Some Ba'athists accrued wealth or property, sometimes taken from their victims, that could give them a leg up in a new free-market economy.

All of this will have to be sorted out for some sense of justice to prevail in the new Iraq, a process that may take years.

At the Association of Freed Prisoners in Baghdad, where volunteers have amassed millions of government and party files, workers are finding that the identities of many of those who gave orders for executions and the like were masked by code names or numbers. But the association is also closely guarding any information about perpetrators until a new justice system is in place.

"We do not want to start trouble within Iraqi society," said the association's administrator, Nasir Jasim Lazem Al-Khrawi, 43.

In the meantime, millions of minds shaped by the party's culture of eliminating choice and smothering initiative will have to be retooled.

That culture is well-documented in fat notebooks that fill a maze of lightless rooms beneath the Ba'ath Party's National Command headquarters in Baghdad. Much of the bureaucracy recorded here is banal: Iraqis informing on one another and the reports moving up the party chain of command in a voluminous, handwritten paper trail.

The party had at least 1.2 million members out of a total population of about 24 million, and many more sup-

porters, but ultimately only one member counted. The files include letters

'Unless you scrub hard you can't create the seedbed' for a new society.

appealing directly to Saddam.

A dismissed Ba'ath Party member from Basra wrote him in desperation: "The accusation I have connections to Iranians is false."

The recruiting plan for a southern district includes: "Show the importance of the leadership of Saddam Hussein to lead the Ba'ath Party, the country, and oppose the aggressions of the Americans and Zionists on our country."

The plan further suggests training all Ba'ath Party members in light and heavy weapons, and "creating a deeper understanding of the democratic concepts of the Ba'ath Party in this society."

Over time, party membership became a prerequisite for most chances at higher education and many promotions in the public and even private sector. There were other sources of power in Iraq — including those linked to Saddam by tribe or birth — but the party held its own until the end.

One March 2002 decree in the files orders that students applying for advanced degrees meet the party's security and intellectual requirements. Such decrees constitute the defense of those who say they are being unfairly punished for trying to survive and succeed in a system that showed no sign of ending.

"I'm sure Mr. Bremer and the new administration will understand this was our duty — we had to be Ba'athists," said Hyam Sabri, 38, the principal at El Najat Secondary School for girls in east Baghdad. She said she joined the party at age 12 because she knew even then that she wanted to teach. In 1997 she became a group member, which means she has lost her job.

Bremer and his aides bring a different understanding to the Ba'athists. Scott Carpenter, a deputy assistant secretary of state whose portfolio in Iraq includes de-Ba'athification, argues that the process should be the administration's "No. 1 priority," even if this slows the revival of government services.

"Unless you scrub hard you can't create the seedbed" for a new society, Carpenter said in an interview. For now, he said, the coalition should "cut very deeply."

Over time the Iraqis may create — as the Allies and the Germans did with many Nazis after World War II — a mechanism to rehabilitate former Ba'athists.

For Iraq, Americans are relying more on the model set by the purging processes that took place throughout Eastern Europe after the fall of Communism. Carpenter spent time there himself and says that in some countries, the

Communists simply capitalized on the assets and networks they had amassed while in power to reinvent themselves.

He has little sympathy for those who claim they had no choice but to rise in the Ba'ath Party.

"There was also somebody who said no," he said. "It represents that fundamental human choice."

From the view of the American soldiers charged with implementing this policy, things are less black and white. To the chagrin of the civilian administration, some commanders have tried to use Ba'athists with skills and experience to get government services running again. Other commanders complain that excluding so many people from the building of a new society is creating an army of disenchanted.

And many soldiers are finding that up close, nuance crowds in.

"It's kind of dicey — who was just towing the line, doing what they had to do, and those ideologues," said Lieutenant Louis Morelli, 26, of the 1st Armored Division, who is based at Baghdad University. "There's a gray area." His unit has been besieged with anonymous tips and letters complaining about Ba'athists still in their jobs. They must sort through it all, weeding out the personal grievances.

The unit also passionately wants to save a man it fired, Hamid Al-Mohammad, 36, a champion high-jumper with an amiable disposition. "I've got kind of an attachment to him," said First Lieutenant Mike Messner, 25.

Mohammad says he joined the party in 1991 only because he wanted to finish his higher education. "It was a choice — you step backward to guarantee two steps forward," he said. His two brothers chose not to become members, and never found jobs. Mohammad earned a doctorate and worked as a physical trainer and extracurricular activity coordinator at Saddam University. In 2001, he became a group member in the party, at students' insistence, he said. Now he is unemployed, with a pregnant wife and severely disabled daughter. He has no skill essential to the coalition or the Iraqi people, as the exemption application demands. It comes down to this, Morelli said: "Good character, good values."

That probably will not be enough. Even the president of Saddam University — now renamed Naharain University — faces an uphill battle trying to rehire the 25 of his 260 professors that he lost.

The president, Dr. Mahmoud Hayawi Hamash Al-Tikriti, has dutifully made the case for his fired professor, but holds out little hope.

Saddam University was founded in 1993 to provide the best in scientific and professional education, so originally its officials were allowed to hire on merit. But in the last several years, Hamash said, he faced increasing pressure to "Ba'athify" the university. He could appeal to hire a non-Ba'athist, but exceptions were rare.

Now he finds himself appealing for



Saurabh Das/The Associated Press

In Baghdad, all is not what it was, at least on the surface. While the Americans are trying to "de-Ba'athify" Iraq, someone "de-Saddamed" a poster, giving it a smiley face.

exceptions to keep Ba'athists. "This is a mirror image," he said with a smile.

Hamash still has his job because he left the party in 1964, a year after joining. He concedes, though, that he cooperated with security agencies and party officials to screen applicants for higher education and jobs at the university — the files at the national party command are full of correspondence with him — and says he never took a stance that would have put him in danger or into exile. He criticized privately, and publicly sent Saddam Hussein congratulatory telegrams.

"Before the war we used to say, if he weren't a dictator and a murderer, he would be all right," he joked.

Having been raised to please power, some Ba'athists are simply transferring blind obedience to the new powers — the Americans in some areas, hardline Islamic groups in others. For example, Sabri, the school principal, has allowed hard-line Shiite groups to put posters of clerics in her school — next to the Saddam-era militaristic murals — and says she would adopt an Islamic curriculum, despite Iraq's secular character, if told to do so.

No policy can instantly de-Ba'athify minds. Nor can any decree wipe out overnight the fear the party created, as suggested by the situation at the printing plant where Wan, the former prisoner of war, worked.

The plant caught the eye of Lieutenant Colonel James Danna of the 1st Ar-

mored Division when its employees refused to sign a form, given to all government employees, renouncing their membership in and allegiance to the Ba'ath Party.

"They're really being defiant," he said.

Hussein Abbas, 35, said neither he nor the 650 people he managed, nor the director-general he worked for, had signed the form. "What's the use of this paper?" he asked.

It seemed intransigence for its own sake. But in the dim office of the director-general, with the door closed, curtains drawn, and anonymity guaranteed, things became clearer. In truth, the director-general said, he had signed the de-Ba'athification form, and he believed all of his employees had too. Officials with the American-led civilian administration knew this, he said, even if the American military did not.

But no one would ever publicly admit signing the form, he said: they were too frightened of vengeful Ba'athists.

"I cannot provide 19,000 people with security," the director-general said.

One of his colleagues had recently received a note threatening death if he continued working with the Americans. The director-general had begun driving his car himself because he no longer trusted his driver.

"We can't tell our friends from our enemies," he said in a low voice. "You cannot even trust your own children."

The New York Times

Iraqi policy architect senses vindication

For Wolfowitz, both elation and caution

By Eric Schmitt

MOSUL, Iraq: The long personal journey for Paul Wolfowitz on Iraq spread out before him Monday in a modest second-floor conference room in this bustling northern city/

There sat the newly elected mayor and his council — Arabs, Kurds, Christians and Turkomen — the very multi-ethnic and interfaith mix that Wolfowitz has long argued can overcome their differences and thrive in a free, democratic Iraq if Saddam Hussein were ousted.

Now it has happened, and Wolfowitz, the deputy defense secretary and a main intellectual architect of Iraq policy for the administration of President George W. Bush, expressed elation at the spectacle and a cautionary note to his new allies in what he said was a running war on terror.

"You don't build a democracy like you build a house," Wolfowitz said over a spread of tea, honey pastries and water buffalo cheese. "Democracy grows like a garden. If you keep the weeds out and water the plants and you're patient, eventually you get something magnificent."

For Wolfowitz, crisscrossing Iraq over the past five days on a fact-finding trip to gauge the road ahead for America's strategy produced soaring emotions and a sense of final vindication. Since 1979 he has issued a steady drumbeat of warnings about the menace posed by Saddam and his Ba'ath Party followers, long before anyone feared Iraq's suspected chemical and biological weapons arsenal.

Wolfowitz was greeted as a liberator by two groups who suffered the most under Saddam's three-decade rule — Kurds here in the north and Shiites in the south, especially marshland Arabs — and listened to their horrific tales of loved ones tortured or killed by Saddam henchmen. He has also been a magnet for complaints that the all-powerful United States had failed to provide more security, more electricity and more jobs.

"Even though there are many things we can do, we are not gods, and the things we can do take time," Wolfowitz told the leaders here. "It's important for you and your colleagues to teach patience."

Clearly, Iraq is still a very dangerous place. Wolfowitz traveled in a heavily armed ground convoy, often with attack helicopters buzzing overhead. His C-130 transport plane detected enemy ground

radar on a flight Monday to Kirkuk, and it discharged flares as a defensive measure. The crew said it saw no missiles.

Immense challenges lie ahead. Thieves in Basra are tapping into pipelines and smuggling oil into nearby Iran. The slightest rumor of fuel shortages triggers huge lines at gas stations, requiring army soldiers to stand guard. In Baghdad and Mosul, Iraqis who work for the coalition have received death threats. Foreign fighters and terrorists continue to infiltrate Iraq's porous borders and ambush American troops. The United States is scrambling to set up a new Iraqi civil defense force to free thousands of American troops to conduct anti-guerrilla missions and to put more of an Iraqi face on the postwar security effort.

Despite the huge challenges ahead, Wolfowitz found an ebullient note here as he wrapped up his trip.

"I feel very encouraged over all that conditions here are much better than I thought they were before I came,"

Wolfowitz said at a news conference of Kurdish journalists. "The biggest challenge we face immediately is a very serious security challenge. But I believe it's just a very small minority of Iraqis and some foreigners who are doing that."

From Basra to Baghdad and points north, Wolfowitz's message became clear over time and will likely influence the priorities and decisions ahead for the Pentagon and the administration on Iraq.

"You can't deal with the complex situation of Iraq in simply a one-dimensional way," he said. "The problem of security is related to the problem of elec-

'The biggest challenge we face immediately is a very serious security challenge.'

tricity. They're both related to the problem of employment. And the question of governance affects everything. We need a strategy that moves forward on all those things."

And indeed there is progress. Here in the north, the 101st Airborne Division has helped establish interim city and provincial governments, restore commerce along the Syrian and Turkish borders, repair schools, bridges and courthouses and broker a major harvest

agreement with local farmers.

In the holy cities of An Najaf and Karbala in south-central Iraq, American marines have worked closely with tribal and religious leaders. Yet much of Wolfowitz's trip has the feel of being stage-managed to support his long-stated views. Reporters joined him on a tour of a mass graveyard in Hilla, where 3,000 bodies were unearthed from shallow pits. He led another tour through the notorious Abu Ghraib prison outside Baghdad, where thousands of Iraqis were tortured and executed.

But not once during the entire trip did Wolfowitz speak to any expert about the hunt for Iraq's weapons of mass destruction. That despite the fact that Iraq's illicit weapons were the principal reason that Bush decided to wage war to topple Saddam's government, and despite the fact that some 1,500 military and civilian specialists, headed by a two-star U.S. Army general, recently arrived to take up the search.

Aides to Wolfowitz said that mission now belonged to American intelligence agencies.

Wolfowitz took notes throughout his trip and threw out questions to everyone.

He said the barrage of information and impressions over the past five days had felt like drinking out of "two or three fire hoses" at once, and many questions remain.

None, perhaps, are as pointed as the fate of Saddam. Military commanders say he is still alive and almost surely in Iraq, and Wolfowitz said he would eventually be captured or killed.

He acknowledged that this was crucial for ending the fear in which Saddam still grips many Iraqis. At a city council meeting in An Najaf, one councilman asked if the United States was secretly holding Saddam to ensure that Iraqis do what the coalition wants. It triggered a rare flash of anger from Wolfowitz.

"We're not playing any games with Saddam Hussein," he said.

The New York Times

The New York Times

Tuesday, July 22, 2003

A U.S. warning to Syria and Iran

By Brian Knowlton

WASHINGTON: President George W. Bush on Monday warned Syria and Iran against supporting terror groups, saying such behavior could undermine Middle East peace efforts and was "completely unacceptable."

And with another crisis brewing over North Korea's nuclear program, Bush encouraged China, South Korea and Japan to "join us with a single voice that says to Mr. Kim Jong Il: A decision to develop a nuclear arsenal is one that will alienate you from the rest of the world."

The comments came as Bush and the visiting Italian prime minister, Silvio Berlusconi, met reporters at the president's ranch in Crawford, Texas.

Italy now holds the rotating presidency of the European Union, which joined the United States and two other partners in developing a Middle East peace road map. And Berlusconi was one of Bush's closest allies in the Iraq war. So the president's comments on Iran and Syria were not out of context.

They were exceptionally strong, and were volunteered by Bush at the outset of his meeting with reporters. They also came at a time when his administration has faced tough political criticism that it might have exaggerated the weapons threat posed by Baghdad to secure support for a war on Iraq.

Bush said that he and Berlusconi were "both encouraged by signs of progress toward a great goal in the Middle East: Two states, Palestine and Israel, living side by side in peace and security." Praising the Israeli and Palestinian prime ministers, Ariel Sharon and Mahmoud Abbas, for their "leadership and courage" in meeting recently to pursue peace talks, Bush said it was now time for Middle East governments to "support the efforts of these two men by fighting terror in all its forms."

Yet, he said: "Today, Syria and Iran continue to harbor and assist terrorists. This behavior is completely unacceptable, and states that support terror will be held accountable."

Concern about Iran has grown in recent months amid revelations about its efforts to pursue a nuclear program. Mohamed ElBaradei, who heads the UN nuclear monitoring agency, recently traveled to Tehran to seek its agreement to permit inspections of suspicious facilities.

The administration has been divided on how far to push the Iranian government. Some officials hope it will succumb to a combination of international pressure and protests from within by a young and restive populace to moderate its policies.

But Bush said June 18 that the United States "will not tolerate" the construction of a nuclear weapon by Iran. It was a warning a White House aide described as a "carefully worded escalation."

As to Syria, several U.S. officials, including Defense Secretary Donald Rumsfeld, had issued strong warnings about its behavior in the days after the fall of Baghdad. Syria was said to have given haven to fleeing Iraqi leaders, to have permitted anti-Israeli terror groups to keep offices in Damascus, and to have stores of weapons of mass destruction.

But after a meeting in May in Damascus between Secretary of State Colin Powell and President Bashir Assad, Syria vowed to tighten its border controls and take other steps. For a time, Rumsfeld and other critics clearly curtailed their public criticisms.

Then last Tuesday, John Bolton, an undersecretary of state and one of the administration's most outspoken critics of Syria, was prepared to deliver before Congress a sharp new warning about Damascus's efforts to develop unconventional weapons, according to U.S. officials quoted by The New York Times.

His appearance was postponed at the last minute, however.

While his office cited a scheduling conflict, the officials quoted by The Times said that the CIA and other agencies had strongly objected to his intention to say that Syria had moved so far in developing biological and chemical weapons that it threatened regional stability.

Michael O'Hanlon, a security specialist at the Brookings Institution, said Tuesday that he assumed that Bolton would not have carried that message to Congress without the likely blessing of Vice President Dick Cheney. "Cheney's

haps they've become a little less cooperative and a little more adventuresome."

Powell, who was sharply criticized by some conservatives for meeting with

Assad, has sought to control U.S.-Syrian tensions since the major part of the Iraq war. But he expressed only limited satisfaction Friday with Syrian cooperation since then.

Syria had taken only "minor steps with respect to the activities of terrorist organizations who are located and headquartered in Damascus," he told Radio Monte Carlo, according to a transcript provided by the State Department. It had done "a better job" of preventing fleeing Iraqis from entering Syria.

But he said there was "much more that Syria could do": "ending all work on weapons of mass destruction"; halting all support to the Hezbollah militant group; and not just closing the Damascus offices of Hamas and Islamic Jihad, two anti-Israeli militant groups, but expelling their members.

On North Korea, the Bush administration has followed a line not unlike its approach to Iran: hoping that the combined pressure of its neighbors and other countries will persuade it to abandon its nuclear program.

International Herald Tribune

International Herald Tribune
Tuesday, July 22, 2003

The Bush administration is divided on how far it should push the Iranian government.

been concerned about Syria for a long time," he said. Cheney is also understood to have pushed intelligence analysts to make the toughest possible case against Iraq.

After an initial show of cooperation from Damascus, O'Hanlon said, "Per-

Uday and Qusay die in firefight with U.S. troops

Pair cornered in house in northern Iraqi city

By Neil MacFarquhar

BAGHDAD: The two sons of Saddam Hussein wanted by allied forces, Uday and Qusay, were killed Tuesday in a long firefight with American troops in the northern Iraqi city of Mosul, the United States military said Tuesday.

Lieutenant General Ricardo Sanchez, commander of allied forces in Iraq, announced the deaths after a nearly three-hour attack by American soldiers destroyed a house in which the two had sought to hide.

"We're certain that Uday and Qusay were killed today," General Sanchez said. "We used multiple sources to identify the individuals."

The two men were seen leaving a car and racing into a house in the eastern part of the city around 9 a.m. and were filmed, according to an account by

Kurdish officials. The film was quickly handed over to the American military, who identified the men and surrounded the house with troops from the 101st Airborne.

The people inside responded by opening fire on the troops. U.S. forces retaliated, and the boom of high-powered weaponry shattered the calm of the area for three hours, said the Kurdish officials, including one eyewitness.

Four bodies were found in the house, completely shattered by the assault, which included attacks by at least one helicopter gunship. Two men were arrested, the sources said.

"They died in a fierce gun battle," Sanchez said. "They resisted the detention and the efforts of the coalition force to go in and apprehend them. And they were killed in the ensuing gunfight."

The U.S. military said it was working

on confirming the other two bodies. One is believed to be Mustapha, a teenage son of Qusay, and the other a bodyguard who always travels with Uday.

In Washington, the White House spokesman, Scott McClellan, said he could not confirm that Saddam's sons had been killed at the house. He said President George W. Bush was aware of the reports and aware of "the military operation which took place earlier today."

The deaths represent the elimination of the two most sought after members of the regime after Saddam Hussein himself. Qusay and Uday followed their father at No. 2 and No. 3 on the American military's most-wanted list of 55 members of Saddam's regime.

"This will prove to the Iraqi people that at least these two members of the regime will not be coming back to power, which is what we've said over and over again," said Sanchez.

Before Tuesday, American forces had announced the capture of 34 Iraqis on the most-wanted list. Saddam still remains at large, and American officials say he may be hiding out in Iraq.

Qusay was listed as the ace of clubs and Uday the ace of hearts in the pack of

Wednesday, July 23, 2003

The New York Times



Reuters

Qusay, left, and Uday Hussein were widely feared in Iraq and the most-wanted members of the regime besides their father.

cards depicting the most wanted men.

There was a \$15 million reward posted on the head of each son, both of whom were key lieutenants for the deposed president. Qusay, 37, the younger, calmer brother, was in charge of his father's security detail, the Special Republican Guards. Uday, 39, an infamous playboy feared for his sadistic bent, organized the Fedayeen Saddam out of pardoned criminals who would be given a new lease on life if they would kill for the regime.

The death of the two sons, analysts believe, would be the biggest development in ending Ba'ath Party rule since Baghdad fell on April 9. Some say they believe it might diminish but not eliminate attacks that have killed around 40 U.S. soldiers since Bush declared the end of major combat on May 1.

Although some loyalists to Saddam — either paid or prodded by his sons — are suspected of killing Americans, the at-

tacks are also likely being carried out by Iraqis opposed to the very idea of occupation, tribal members bent on revenge for dead relatives and fanatics who believe Islam is at war with the West.

Even before the identity of the bodies was confirmed, gunfire erupted across

Baghdad Tuesday night as Iraqis celebrated the news, and the night sky was illuminated with tracer fire.

"I don't think it is possible, but if it is true, they deserved whatever happened to them," said Omar Salam, 22, eating his dinner at a roadside café with gunfire erupting all around him.

Most Iraqis will breathe a sigh of relief that Saddam's two most likely successors have been eliminated. It would leave the deposed president as the main target of the continuing manhunt.

In Mosul, a retired army general, Ali Jajawi, who lives 100 meters, or 330 feet, from the house, said that on Tuesday morning that people saw the house's

owner, Nawaf al-Zaydan, and his son Shahlan in American vehicles. It was difficult for people to get close to them, but some managed to ask some questions.

People asked him what had happened and Zaydan told them that Uday and Qusay were inside the house. He had gone to bring breakfast for them, he said, and the Americans arrested him.

Neighbors found it strange because he was smoking in the car and appeared totally calm, leading many to believe that he had turned the men in, said Farhan Sharafani, a member of the Kurdish parliament.

Both Nawaf and his brother, Salah al-Zaydan, had been prosecuted by the regime under a law promulgated several years ago making it illegal to claim kinship with the president's family. They both claimed they were part of the Albu Nasser tribe and were jailed for it, said Ghazi Ajil al-Yawar, a member of Iraq's Governing Council from Mosul.

The New York Times

Uday's erratic brutality too much for Saddam

The Associated Press

BAGHDAD: Uday Hussein, the eldest son of Saddam Hussein, controlled propaganda in Iraq and allegedly oversaw the torture of athletes who failed to meet expectations.

The 39-year-old is No. 3 on the list of 55 most-wanted people from the former Iraqi regime — only Saddam and Uday's younger brother, Qusay, ranked higher.

As head of the Fedayeen Saddam paramilitary unit, Uday helped his father eliminate opponents and exert iron-fisted control over Iraq's 24 million people. Uday was elected to Parliament in 1999 with a reported 99 percent of the vote, but he rarely attended Parliament sessions.

Iraqi exiles say Uday-murdered at

will and tortured with zeal. But his tendency toward erratic brutality even exasperated Saddam, who temporarily banished Uday to Switzerland after the son killed one of his father's favorite bodyguards in 1988.

The bodyguard, a young man named Kamel Gegeo, arranged trysts for Saddam — notably with one woman who later became Saddam's second wife. Worried that his father's relationship with the woman could threaten his own position as heir, Uday allegedly beat Gegeo to death.

Uday had once been a strong candidate to succeed his father, but he was badly wounded in 1996 in an assassination attempt by gunmen who opened fire as he drove his Porsche through Baghdad.

The attack left Uday with a bullet in his spine that forced him to walk

with a cane. His younger brother, Qusay, was instead groomed to succeed Saddam, worsening an already uneasy relationship between the two brothers.

Much of Uday's notoriety abroad stemmed from his position as head of the National Iraqi Olympic Committee, which was accused of torturing and jailing athletes who did not perform as strongly as hoped.

While millions of Iraqis suffered dire poverty, Uday lived a life of ease. When U.S. troops captured his mansion in Baghdad, they found a personal zoo with lions and cheetahs, an underground parking garage for his collection of luxury cars, Cuban cigars with his name on the wrapper and \$1 million in fine wines and liquor. They also found heroin.

The house was adorned with paintings of naked women and photographs of prostitutes.

Qusay inspired fear as security force leader

The Associated Press

BAGHDAD: Qusay Hussein, Saddam Hussein's younger son, held wide-ranging powers over Iraq's security apparatus, making him one of the most feared men in the country.

Qusay is No. 2 on the U.S.-led coalition forces' list of the 55 most wanted people from the former Iraqi regime, behind only Saddam himself. He is also on a Bush administration list of former Iraqi leaders who could be tried for war crimes.

The 37-year-old Qusay headed Iraq's intelligence and security services, his father's personal security force and the Republican Guard, an elite force of 80,000 soldiers responsible for defending Baghdad.

He stayed out of the public eye and led a substantially more subdued private life than his older brother Uday, who collected luxury cars by the hundreds and is said to have had a habit of ordering his guards to snatch young women off the street in order to rape them.

Qusay was far more trusted by his father and appeared to be his heir before the regime crumbled. In televised meetings with top security and military men, Qusay was seated next to his father, wearing well-tailored suits and noting his father's every word.

An exiled dissident said that only Qusay and Saddam's private secretary, Abid Hamid Mahmud al-Tikriti, who was captured in June, were kept informed of Saddam's whereabouts. Uday was thought to be too reckless to be trusted with such information.

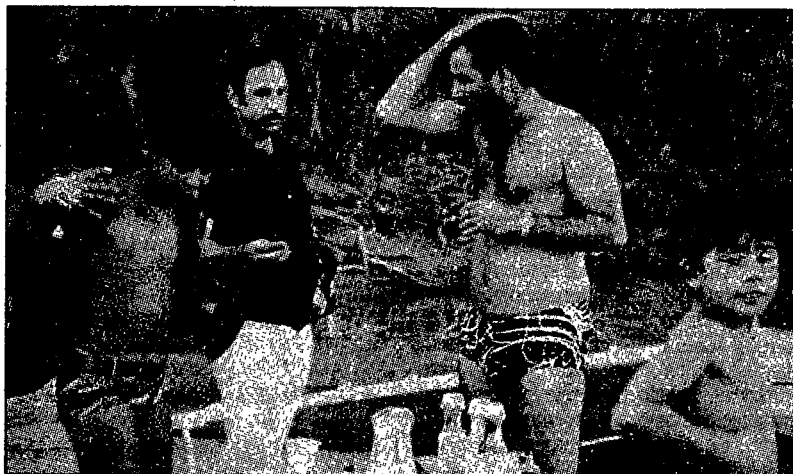
Experts do not believe Qusay played a significant role in the Gulf War of 1991. But he was a leading fig-

ure of terror in the conflict's aftermath, using mass executions and torture to crush the Shiite Muslim uprising after that war.

Qusay also oversaw Iraq's detention centers and is believed to have initiated "prison cleansing" — a means of relieving severe overcrowding in jails with arbitrary killings.

Qusay was made chief of the army branch for the ruling Ba'ath Arab Socialist Party in 2000, meaning virtually all of the army's movements were under his supervision. Just before this year's war began, he was put in charge of defending the nation's capital and heartland.

Qusay married the daughter of a respected senior military commander. The couple, who later separated, had two daughters.



Reuters

Saddam Hussein and his young sons Uday, left, and Qusay in an undated photo.

Allies plan to provide easier credit for Iraqis

By Richard A. Ooppel Jr.

BAGHDAD: The U.S.-led occupation forces in Iraq have announced a new program that will allow Iraqi ministries easier access to credit to purchase imported food, commodities, materials and other basic necessities for reconstruction.

With Iraq's shattered economy and weakened financial institutions, many foreign companies have been reluctant or unwilling to sell goods on credit either to the ministries that control public services and most large industries, or to independent businesses.

The newly established Trade Bank of Iraq will use funds, set aside in accounts held by coalition forces and earmarked for reconstruction, to guarantee that the sellers will be paid.

According to a decree issued Monday by L. Paul Bremer 3rd, the top civilian administrator in Iraq, the new trade bank will be liable for up to \$100 million worth of credit guarantees. Bremer is head of the Coalition Provisional Authority, the U.S.-led alliance that is rebuilding Iraq.

The money backing the bank will come from the \$1.2 billion Development Fund for Iraq, according to Peter McPherson, a top economic adviser to Bremer. The development fund is a pot of money already being used to help finance the \$2.2 billion budget deficit projected for the second half of this year. The trade bank will be capitalized initially with up to \$5 million from the development fund.

If it is unable to meet its obligations with available cash, the trade bank will be able to consume up to \$95 million more from the development fund.

The trade bank, an independent Iraqi governmental agency, will back up guarantees issued by a consortium of banks and financial institutions to sellers of goods and services to Iraqi ministries and businesses. The ministries, remnants of the old government, are overseen by occupation officials.

In an interview Monday, McPherson said that it was possible that up to \$100 million in transactions each month could be made using the trade bank. Private companies could also use the guarantees, but the businesses would have to post some form of collateral or margin to cover the purchases, he said.

The new bank will speed the acquisition of materials needed for rebuilding Iraq, including power generators, sewage pipes and oil field equipment. "The first step that a country in deep distress usually takes to get out of such distress is trade credit," he said.

But the finances of the Iraqi reconstruction effort remain uncertain, and officials are still grappling with how to find the billions of dollars for the huge infrastructure projects that are needed

just to get Iraq to where it has even marginally acceptable systems for sewage, electricity generation and distribution, and other public services.

As of July 1, the coalition had \$5.4 billion available to fund reconstruction. But that is expected to dwindle to \$1.1 billion by the end of the year as the coalition burns through cash to finance the budget deficit as well as to help the Iraqi Central Bank support its currency.

Ending the year with \$1.1 billion may itself be an optimistic projection, as it depends on Iraq's generating net oil revenues of almost \$3.5 billion during the second half of the year.

Some oil analysts say that level of revenue may not be possible because of the looting and sabotage that have undermined Iraq's already dilapidated oil-producing infrastructure.

Companies involved in rebuilding Iraq, including Halliburton and Bechtel, are also pushing a plan to pledge future Iraqi oil and gas revenue to help raise billions for reconstruction. The fate of that plan remains uncertain, as it has drawn both supporters and critics within the Bush administration as well as within the new 25-member Iraqi Governing Council.

The New York Times

The New York Times

Wednesday, July 23, 2003

Le fils d'un grand ayatollah assassiné veut rallier les plus extrémistes

En Irak, le jeune al-Sadr mène la rébellion antiméricaine

Nadjaf : Delphine Minoui

C'est au détour d'une ruelle poussiéreuse que Seyyed Moktada al-Sadr reçoit dans son quartier général de Nadjaf, la « cité chiite » par excellence. A 29 ans, le jeune cleric, qui porte le turban noir des descendants du prophète, ne mâche pas ses mots. « *Le nouveau conseil est celui des non-croyants, à la solde des Américains. Il ne représente pas le peuple irakien* », dit-il, en se laissant caresser la barbe par les courants d'air tièdes d'un vieux ventilateur.

Créé par Paul Bremer, l'administrateur américain, le conseil irakien de gouvernement transitoire donne la part belle aux chiites (60 % de la population irakienne), qui y occupent 13 des 25 postes. Parmi eux : des clerics modérés comme Seyyed Mohammad Bahr ul-Oloum, tout droit débarqué de Londres, ou encore des figures de la résistance chiite, à l'image d'Abdul Karim al-Muhammadawi, baptisé le « prince des marais » pour avoir mené pendant dix-sept ans sa guerre contre Saddam dans les marais du Sud irakien. Ils siègent aux côtés de grosses pointures du parti al-Dawa et de l'Asrii (Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak), les deux plus grands partis politiques chiites irakiens.

Dans cette mosaïque hétéroclite, le jeune Sadr fait figure de vilain petit canard. Absent des listes, il vient de lancer une fronde inédite contre les forces de la coalition, digne d'un bon vieux ta'ziyeh (théâtre chiite commémorant le martyre de l'imam Hossein, tué par l'armée des Omeyyades en 680), où il tente d'incarner le jeune héros martyrisé par ses ennemis.

Premier acte : la grande prière du vendredi. Devant un parterre de 4 000 fidèles, le jeune mollah profite de sa prêche à la mosquée de Koufa, à côté de Nadjaf, pour lancer un appel à la création d'un conseil parallèle, celui des « bienveillants », pour concurrencer celui des « injustes ». Sous un soleil de plomb, la foule se prosterne, en criant : « *Non à l'Amérique* », « *Non à l'armée d'occupation* ».

Deuxième acte : samedi, des

centaines de partisans de Moktada al-Sadr organisent une marche en direction de l'ancien palais de Saddam à Nadjaf, qui sert désormais de base aux Américains. Ils disent protester contre l'encerclement de la maison du jeune cleric par des forces de la coalition. L'information n'a pourtant pas été confirmée par le commandement central américain.

Troisième acte : les manifestants convergent à nouveau dimanche vers le quartier général américain. Cette fois-ci, ils sont plus de 10 000. « *Vas-y, Moktada. Nous sommes les soldats de la libération* », « *Longue vie à al-Sadr, l'Amérique et le conseil sont des infidèles* », hurle la foule. Une chose est sûre. Mok-

tada al-Sadr n'a pas peur de provoquer ses « ennemis ». Mais possède-t-il suffisamment de fidèles pour mener sa bataille jusqu'au bout, sous peine qu'elle ne se transforme en véritable tragédie ? Il est vrai que le jeune cleric s'appuie avant tout sur la réputation de son père pour mobiliser les foules.

Assassiné en 1999 par les hommes de Saddam Hussein pour avoir défié le pouvoir baassiste, l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr est le symbole de la résistance contre la répression des chiites. Dès la chute de Bagdad, Moktada al-Sadr a brandi l'icône de son père pour s'impo-

ser à « Saddam City », banlieue chiite, aussitôt rebaptisée « Sadr City ». Sa campagne, il l'appuie sur la défense « *des pauvres et des opprimés* ».

Reste que le jeune rebelle a encore du pain sur la planche pour se dessiner un profil de véritable héros auprès de ses pairs. Aujourd'hui, il n'est qu'un candidat parmi tant d'autres figures chiites à la course au pouvoir. Brimés à travers l'histoire de l'Irak, les représentants de la communauté entendent profiter de l'après-Saddam Hussein pour s'imposer, chacun à sa façon, sur la scène politique. Et, dans cette bataille, personne n'est prêt à faire de cadeau au jeune Sadr. « *Moktada est loin d'avoir la carrure de son père,*

qui était un ayatollah (rang le plus élevé dans la hiérarchie cléricalle chiite). Il est jeune, inexpérimenté. Il n'a pas encore achevé ses études à la Hawza (le grand séminaire chiite de Nadjaf) », commente Ali al-Aboudi, un des porte-parole de l'Asrii. « *Il est regrettable que certains groupes résistent au Conseil de gouvernement transitoire* », ajoute-t-il. « *Car à long terme l'objectif est de créer des élections démocratiques* », dit-il.

L'Asrii peut se permettre un tel discours : son représentant au Conseil, Abdol Aziz al-Hakim, a fini par se faire adopter par l'Administration américaine. Depuis la conférence des

opposants, qui s'est tenue à Salaheddin, en février dernier, il s'est imposé comme une figure incontournable dans les projets de

l'après-guerre, aux côtés d'Ahmad Chalabi, et des deux chefs kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani.

Vendredi, à Nadjaf, à quelques mètres de la mosquée de Koufa, son frère, l'ayatollah Mohammad Baqer al-Hakim, leader de l'Asrii, a prononcé un discours aux antipodes du jeune Sadr. De sa tribune, il a loué « *l'indépendance du Conseil* », en rappelant qu'il « *représente la volonté du peuple irakien, et non des occupants* ».

« *Ce Conseil cherche à séparer le peuple de l'islam* », insiste Moktada al-Sadr. « *En créant un Conseil parallèle, mon objectif est de lancer un référendum indépendant des projets américains, et, si Dieu le veut, de véritables élections* », scande le jeune Sadr, sur un ton professoral. Le rebelle au turban a pensé à tout, y compris la création d'une « *armée de libération* », « *première étape dans l'établissement d'un Etat musulman* ».

Prône-t-il une République islamique à l'iranienne ? « *Je ne sais pas ce que vous entendez par là* », rétorque le jeune cleric, en mettant un terme à l'interview. Une jeune journaliste de CNN frappe alors à la porte. D'un geste rapide, l'homme détourne son regard en s'adressant à son secrétaire : « *C'est une femme. Dites-lui que je refuse d'être filmé à ses côtés.* »



Seyyed Moktada al-Sadr (au centre) lors de la grande prière vendredi dernier, à la mosquée de Koufa, près de Nadjaf. Le jeune chef religieux s'est opposé au nouveau conseil de gouvernement provisoire créé sous l'autorité des Américains. (Photo Vahid Salemi/AP.)

« J'espère une force sous mandat de l'ONU »

MERCREDI 23 JUILLET 2003

la Croix



Younadem Kanna, au premier plan, à droite sur la photo. Le représentant des chrétiens au sein du Conseil est optimiste pour l'avenir du pays.

ENTRETIEN

Younadem Kanna

Seul membre chrétien du Conseil du gouvernement provisoire irakien

Quels sentiments vous animent d'être le chrétien le plus en vue sur la scène politique du nouvel Irak?

Younadem Kanna: Avoir un représentant du Mouvement démocratique assyrien dans le Conseil de gouvernement irakien est une décision juste. Cela faisait vingt-quatre ans que nous luttons contre le régime de Saddam Hussein pour obtenir l'égalité des droits pour les chrétiens vis-à-vis des Arabes et des Kurdes. Des centaines de martyrs sont tombés pour cette cause. Depuis douze ans, notre mouvement est reconnu par les États-Unis comme un des douze principaux partis de l'opposition. Notre combat pour la paix, la démocratie et la liberté en Irak

nous a donné cette légitimité d'être représenté au plus haut niveau.

- **Quel sera votre rôle?**
- Nous n'avons pas encore déterminé les rôles de chacun des 25 membres du Conseil. Nous discutons actuellement de son fonctionnement interne. Comme, par exemple, la question du vote des décisions. Par un système majoritaire? Aux deux tiers des voix? En revanche, nous devons prochainement annoncer la teneur de notre

politique future, nos aspirations pour l'avenir de l'Irak et surtout déclarer l'égalité des droits pour tous les citoyens irakiens quelle que soit leur origine ethnique, religieuse, politique ou sociale.

- **La large représentation des différentes communautés ethniques et religieuses, les aspirations opposées entre laïques et religieux, ne vont-elles pas constituer un frein au fonctionnement**

Le temps de la discrimination est fini. Aujourd'hui en Irak, tout citoyen est libre, quelle que soit son appartenance religieuse ou ethnique. [...] Comme la future Constitution garantira l'égalité des droits religieux et culturels, nous allons militer pour la dénationalisation des écoles confessionnelles afin que nos enfants puissent renouer avec leurs racines et surtout leur langue maternelle.

du Conseil?

- D'abord, le Conseil est à très grande majorité laïque: il compte seulement deux personnalités religieuses chiites. Ensuite, le gouvernement n'a pas vocation à traiter de religion. Notre préoccupation sera concentrée sur la reconstruction politique et économique de l'Irak. Il y a effectivement des Kurdes, des Arabes chiites et sunnites, un Assyro-Chaldéen, une représentante turkmène, mais ils forment le spectre de la société irakienne actuelle. Il n'y a aucun problème entre nous jusqu'à présent. Simple, nous avons eu des difficultés à nous réunir. Quand nous serons enfin tous ensemble, les choses vont s'accélérer.

- Qui sera le chef du Conseil?

- Il y aura un comité directeur. De trois, cinq ou sept membres? Je l'ignore encore. Ce sera, selon toute probabilité, une direction tournante tous les deux ou trois mois. La question du leader est accessoire. Chacun des membres est conscient qu'il est en poste pour une période provisoire, qu'il a pour tâche d'accompagner la période de transition en supervisant le travail du groupe

chargé de préparer une nouvelle Constitution avant la ratification par référendum et les élections générales. Toutes ces opérations prendront au minimum un an, ensuite nous nous retirerons.

- Vous considérez-vous comme la voix des chrétiens au sein du Conseil?

- Absolument. Ma mission sera de défendre les droits des Assyro-Chaldéens et des chrétiens en général. Sous l'ancien régime, nous étions des sous-citoyens. Le temps de la discrimination est fini. Aujourd'hui en Irak, tout citoyen est libre quelle que soit son appartenance religieuse ou ethnique. Nous bénéficierons des mêmes droits légaux que les deux ethnies principales, Arabes et Kurdes. Les Assyro-Chaldéens seront ainsi reconnus, au même titre en tant que nation.

- Au sein de la communauté arabe musulmane, il y a pourtant encore des réticences.

- Notre revendication n'a jamais été remise en question par les partis d'opposition au temps de l'ancien régime. Je ne vois pas pourquoi cela changerait. Seuls les racistes sadamistes panarabistes tenaient à ce que les chrétiens soient considérés comme arabes. Nous sommes irakiens en premier lieu mais aussi assyro-chaldéens de par notre langue, l'araméen, et la culture de nos ancêtres qui remontent aux premiers temps de la civilisation

mésopotamienne.

- Quelles seront vos revendications pour la communauté chrétienne?

- Comme la future Constitution garantira l'égalité des droits religieux et culturels, nous allons militer pour la dénationalisation des écoles confessionnelles afin que nos enfants puissent renouer avec leurs racines et surtout leur langue maternelle. Nous demandons aussi la fin des discriminations qui touchent les chrétiens.

- Les tenants de la charia islamique risquent de vous opposer une fin de non-recevoir...

- Le traitement de la question chrétienne aux premiers temps de

l'islam et du prophète Mohammed était nettement plus favorable que sous Saddam Hussein. De toute façon, la question sera réglée par la future Constitution qui établira la séparation de l'État et du fait religieux. Quand l'Irak sera un État laïque, il n'y aura plus aucun problème avec nos frères musulmans.

- Allez-vous militer aussi pour le droit au prosélytisme pour les chrétiens et les mariages inter-confessionnels entre un chrétien et une femme musulmane?

- Je ne vais pas aussi loin. L'Irak est un pays musulman. Au moins un État laïque réduira-t-il les discriminations majeures entre citoyens. Mais, pour être entendus, les chrétiens se doivent de présenter un seul front. En ce moment, tout le monde veut faire entendre sa voix. Nous devons donc nous regrouper pour montrer notre cohésion.

- L'une des craintes de vos coreligionnaires est de voir les musulmans faire l'amalgame entre chrétiens irakiens et chrétiens américains.

- Je suis le premier à reconnaître que les forces américaines et britanniques ont commis des erreurs après la chute de l'ancien régime. Ils ont cru pouvoir à la fois se débarrasser de Saddam Hussein et reconstruire le pays. Paul Bremer a, lui, compris que c'était aux Irakiens de se charger de l'avenir politique de l'Irak. Mais longtemps, le groupe des cinq puis des sept partis en contact avec l'administration américaine a refusé d'élargir le spectre de représentation politique pour un gouvernement provisoire irakien.

Nous avons perdu au moins quarante-cinq jours. Et puis les Irakiens ont cru que les Américains, en les débarrassant de Saddam Hussein, allaient résoudre tous les problèmes. Laissez-nous au moins un an, un an et demi pour relancer l'économie du pays et assurer la sécurité. J'approuve les

Américains dans leur quête pour retrouver Saddam Hussein et ses sbires qui tentent de saboter la reconstruction.

Quand Saddam Hussein sera capturé, beaucoup de problèmes seront résolus. Quand le peuple disposera de la sécurité et d'un travail, il n'y aura plus de frictions entre communautés. Pendant trente-cinq ans, les Irakiens n'ont connu que l'apprentissage de la haine, mais il y a aussi une longue tradition de tolérance en Irak. Et on assistera même au retour d'Irakiens exilés à l'étranger, dont les chrétiens.

- Le processus de reconstruction va donc s'accélérer.

- Le sort du nouvel Irak est désormais entre nos mains. Je comprends la déception de certains, exaspérés par l'absence d'électricité et le manque de sécurité. Mais nous sommes en période de transition et toujours en guerre contre l'ancien régime. Cela ne s'efface pas du jour au lendemain. Il faudra du temps pour changer en profondeur la société. Cette transition doit être accompagnée par les forces américaines, britanniques, voire, je l'espère, une force sous mandat de l'ONU. Quand l'Irak disposera d'une police suffisante pour faire respecter la sécurité et d'une armée pour protéger ses frontières, il sera alors temps pour les forces étrangères de quitter le pays.

- Vous êtes donc confiant?

- Bien sûr. Tous les membres du Conseil travaillent pour cet objectif. La mission est ardue. Le peuple nous critique. Ils n'ont pas toujours conscience des risques que nous prenons. Je peux vous assurer que je prends moins de risques à l'époque où, condamné à mort par le régime de Saddam Hussein, j'ai dû fuir dans les montagnes du nord du pays.

Recueilli par
Jean-Philippe HAMON

Saddam Hussein traqué, ses fils tués



FALEH KHEIBER/REUTERS



STEFANO RELANDINI/REUTERS



MANISH SWARUP/AP

NEW YORK

de notre correspondant

« Nous sommes certains qu'Oudai et Qoussaï ont été tués. Nous avons utilisé plusieurs sources pour les identifier. Les corps étaient dans un état permettant de les reconnaître facilement. » L'annonce a été faite mardi 22 juillet au milieu de l'après-midi, heure de New York, par le général Ricardo Sanchez, commandant des forces américaines en Irak.

Depuis la fin de la matinée, les chaînes de télévision multipliaient les alertes et les images de la maison de Mossoul, en partie détruite, où les fils de Saddam Hussein ont été tués. La Maison Blanche avait fait preuve jusque-là de prudence, même si le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, était venu informer le président George Bush.

Elle a continué tout au long de la journée à conserver un profil bas et s'est contentée d'un communiqué. « Pendant des années, ces deux individus ont été responsables d'atrocités sans nombre contre le peuple irakien et ils ne pourront plus laisser planer l'ombre de la haine sur l'Irak. » George Bush a préféré laisser à d'autres les bénéfices de la seule bonne nouvelle pour les Américains en provenance d'Irak depuis près de trois mois.

« C'est un grand jour. J'espère que cela encouragera plus d'Irakiens à travailler avec nous », a déclaré Paul Bremer, administrateur civil du pays. « Je pense très fortement que cette nouvelle aura aussi un effet sur la sécurité. Elle prouvera au peuple irakien que ces deux membres de l'ancien régime ne seront plus jamais au pouvoir », a souligné Ricardo Sanchez.

« C'est sans doute un coup majeur porté à l'idée que Saddam peut revenir », estimait un peu plus tard James Woolsey, ancien directeur de l'Agence centrale de renseignement (CIA). Qoussaï et Oudai étaient respectivement numéros deux et trois sur la liste des 55 dignitaires du régime de Saddam Hussein les plus recherchés, juste derrière leur père. Avant cette opération, les Américains avaient capturé 34 personnes figurant sur cette liste.

« REPRENDRE L'ASCENDANT »

Tony Blair a été plus démonstratif que le président américain. En visite officielle à Hongkong, le premier ministre britannique s'est félicité : « C'est un grand jour pour le

nouvel Irak. (...) C'est un pas en avant très, très important. » Ce succès militaire est le plus important depuis la chute de Bagdad, le 9 avril. Il ne pouvait tomber mieux, à un moment où Washington et Londres sont accusés d'avoir manipulé des informations pour justifier la guerre et d'être engagés dans une longue et meurtrière occupation de l'Irak.

Les cotes de popularité de George Bush et de Tony Blair sont en forte baisse. Aux Etats-Unis, la flambée patriotique qui avait suivi la chute de Bagdad n'est plus de mise. Les troupes américaines font face à une véritable guérilla. Le Pentagone estime désormais que son adversaire dispose de plusieurs milliers d'hommes bien armés et organisés, dans le fameux « triangle sunnite » du centre de l'Irak. Et les actions des membres

du parti Baas, des anciens services de sécurité et des Fedayins de Saddam seraient, selon l'armée américaine, coordonnées par Saddam Hussein.

« L'ancien dictateur tente de recréer une situation à la vietnamienne. C'est son modèle », explique Judith Yaphe, de la National Defense University. Pour les experts militaires américains, la violence ne s'arrêtera que si les fidèles de Saddam Hussein cessent de croire à son possible retour. « Si nous voulons éliminer la peur, reprendre l'ascendant, et saper la volonté des hommes fidèles à l'ancien régime, nous devons tuer ou capturer Saddam et ses deux fils », résumait, il y a deux semaines, le sénateur républicain, Pat Roberts, président de la commission du renseignement.

Après avoir affirmé que son objectif était de détruire un régime, pas d'éliminer des personnes, le Pentagone a changé de stratégie. Début juillet, il décidait d'offrir une prime de 25 millions de dollars pour des informations menant à Saddam Hussein et 15 millions pour chacun de ses fils. Cette décision a coïncidé avec la réapparition de l'ex-dictateur sur les chaînes de télévision arabes appelant à lutter contre « l'envahisseur ». Manifestement, elle a rapidement payé.

LES DOUTES DES SOLDATS

La capture le 16 juin, du général Abed Hamid Mahmoud, numéro quatre sur la liste des Irakiens les plus recherchés et responsa-

ble de la sécurité personnelle de Saddam Hussein, semble aussi avoir accéléré la traque. Il était le secrétaire particulier du raïs, bien placé pour connaître ses secrets. Il aurait confirmé aux autorités américaines que l'ancien dictateur et ses fils avaient survécu aux bombardements et se seraient séparés le 10 avril. Oudaï et Qoussai auraient tenté avec le général Mahmoud de se réfugier en Syrie d'où ils auraient été refoulés.

Avoir éliminé Oudaï et Qoussai est une bonne nouvelle pour George Bush, lui redonnant plus de

poids dans l'opinion et d'ascendant sur ses adversaires démocrates. Mais elle l'est surtout pour l'armée américaine, qui avait besoin d'un succès à même de redonner le moral aux troupes. Depuis plu-

sieurs semaines, les soldats expriment leurs doutes. Ils ont le sentiment de devoir gérer avec des effectifs trop limités et dans l'improvisation un pays parfois hostile où les fidèles de Saddam sont bien décidés à leur rendre la vie impossible.

D'ailleurs, personne ne semble

vraiment croire aujourd'hui à Washington à la fin prochaine des attaques. « Aussi importants que soient les événements du jour, nous ne pouvons pas ignorer le fait que, tant que Saddam Hussein sera en vie ou considéré comme tel, nous n'aurons pas gagné la guerre », a souligné le sénateur démocrate John Rockefeller, membre de la commission du renseignement.

Pour les experts du Pentagone, l'ancien dictateur est en vie, actif, et se cache sans doute au nord de l'Irak, non loin de sa ville natale de

Tikrit. L'éliminer reste l'objectif principal de l'armée américaine. Elle a l'espoir à nouveau d'y parvenir rapidement. « C'est seulement une question de temps pour que nous retrouvions Saddam », a affirmé Paul Bremer.

Eric Lésér

Les fils du « raïs » : un psychopathe exubérant et un calculateur impitoyable

Oudaï et Qoussai, les deux versants de la personnalité de leur père

LA SEULE évocation de leurs noms suffisait à glacer d'effroi, à lier les langues et à paralyser les esprits. Oudaï et Qoussai Saddam Hussein, qui ont été tués, mardi

■ PORTRAIT

Les deux frères faisaient régner la terreur chacun à sa manière

22 juillet, par des soldats américains à Mossoul, étaient les dignes fils de leur père, aussi cruels l'un que l'autre, chacun à sa manière : démonstrative et exhibitionniste pour Oudaï, l'aimé, secrète et froide chez Qoussai.

Officiellement, Oudaï, la quarantaine, ingénieur diplômé et détenteur d'un doctorat de sciences politiques de l'université de Bagdad, était président du Comité national olympique et propriétaire d'un empire de presse dont les fleurons étaient le quotidien *Babel* et la chaîne de télévision de la Jeunesse. Il était aussi président de l'Union des journalistes et de l'Union des jeunes, un temps ministre de la jeunesse, fondateur de la milice des Fedayins de Saddam - qui avait pour mission de se sacrifier pour défendre le dictateur -, membre du Parlement fantôme depuis l'an 2000.

Dans le privé - mais il était difficile de dissocier la sphère publique du domaine privé lorsqu'il s'agissait de la famille de Saddam Hussein -, Oudaï était un homme d'affaires prospère, qui s'était enrichi dans la contrebande de pétrole et de produits en tous genres lorsque l'Irak était sous embargo, et qui, en véritable prédateur, falsifiait main basse

sur toute entreprise qui lui paraissait rentable.

Dans ce domaine, où la concurrence était rude entre les différents membres de la famille « régnante », demi-frères, gendres et autres cousins de Saddam inclus, Oudaï réussissait toujours à s'imposer, par la force au besoin, en dauphin virtuel du dictateur. Il collectionnait les voitures de sport, était amateur de cigares, alcoolique, prédateur de femmes, même mineures, avec ou sans leur consentement. Il avait pris deux épouses, dont la fille de l'un de ses oncles, Barzan, demi-frère de Saddam, qui fut ambassadeur à Genève après avoir dirigé les services de renseignement de sinistre mémoire.

A Oudaï, tout était permis et à portée de main. Terroriser était sa devise. Symboliquement d'abord : il avait fait installer des mitrailleuses lourdes tournées vers la rue sur les tourelles du siège du Comité national olympique. Ses chiens, ses lionceaux - qu'il nourrissait à la viande lorsque les Irakiens mouraient sous les privations de l'embargo - et ses gardes du corps aux mines patibulaires contribuaient à semer la peur. Il aimait, disait-on, assister en personne à des séances de torture dans la prison qu'il avait fait aménager au siège du Comité national olympique.

FRASQUES HELVÉTIQUES

Du symbolique à l'acte, la distance était infinitésimale, qui le conduisit, en 1988, à tuer de ses propres mains lors d'une fête Kamel Hanna Jajo, l'aide de camp préféré de son père, pour laver l'honneur de Sajida, sa mère, bafouée par le mariage secret de Saddam avec une ophtalmologue, Samira Shabandar. Jajo était accusé d'avoir favorisé la rencontre du dictateur et de sa dulcinée.

Oudaï fut alors jeté en prison par

son père, symboliquement bien sûr, avant d'être remis en liberté sous les prétendues supplications de centaines de milliers d'Irakiens, qui, terrorisés, avaient compris ce que l'on attendait d'eux. Envoyé chez son oncle en Suisse, Oudaï dut rentrer au pays, ses frasques l'ayant rendu indésirable pour les autorités helvétiques.

Plus tard, en 1994, Oudaï n'a pas non plus hésité, lors d'une querelle familiale, à ouvrir le feu sur Wathban, l'un de ses oncles paternels. Il était par ailleurs considéré comme le principal instigateur du meurtre des deux gendres de Saddam, Hussein Kamel Hussein et Saddam Kamel Hussein, à leur retour en Irak sur une promesse d'amnistie, après leur défection en août 1995 en Jordanie.

VIOLENCE ET CORRUPTION

Oudaï s'était fait un nombre incalculable d'ennemis. Un soir de décembre 1996, alors qu'entouré de ses gardes du corps il se rendait en voiture à une des soirées bien arrosées qu'il affectionnait, il fut la cible d'un attentat à la mitrailleuse. L'attentat fut revendiqué par le parti chiïte Al-Daawa, l'une des victimes « privilégiées » des organes de répression. Grièvement blessé, Oudaï dut la vie à des médecins français et finit par se remettre, non sans avoir gardé des séquelles, notamment une paralysie de la jambe gauche.

Quelques jours après l'attentat, Saddam Hussein avait réuni au chevet du blessé les principaux membres du clan familial, leur reprochant les actes de violence et la corruption qui dégradaient, selon lui, l'image de la famille...

Par ses excès et son impétuosité meurtrière, jusques et y compris au sein du cercle familial, dont Saddam tenait à faire le noyau dur de son

pouvoir, Oudaï aura finalement réussi le tour de force de devenir encombrant pour son père. C'est dire !

A l'opposé de son frère, Qoussai, le puîné, était coureur de muraille, mais néanmoins impitoyable. Dans l'ombre de son père, qui lui faisait de plus en plus confiance, il a joué un rôle dans la répression de la rébellion chiïte contre le pouvoir en 1991 et dans la guerre des nerfs livrée par le régime aux inspecteurs en désarmement de l'ONU. Docteur en droit de l'université de Bagdad, il s'était imposé à partir de 1997 au sein de l'appareil sécuritaire. Nommé en mai 2001 directeur adjoint du bureau militaire du parti Baas et membre de son commandement régional, il participait depuis à la prise de décision politique.

Coiffant l'ensemble des services de renseignement et la garde spéciale, un corps d'élite trié sur le volet, il présidait aussi, en l'absence de Saddam, le Conseil national de sécurité. A partir du début 2003, on vit de plus en plus souvent à la télévision cet homme de l'ombre, jaloux de son intimité familiale, participant aux plus importantes réunions des organes dirigeants du pays. Son influence politique s'était accrue, et il savait prendre sa part des prébendes.

A l'heure où la guerre américaine paraissait inéluctable, son père lui avait confié la charge d'assurer la défense de Bagdad et de la région de Tikrit, berceau de la famille. Sa dernière apparition publique remonte au 9 avril, le jour de la chute de Bagdad, au côté de son père, sur une place de la capitale. Quelques heures auparavant, il avait été chargé par Saddam d'aller récupérer à la Banque centrale la somme de 1 milliard de dollars, à toutes fins utiles.

Mouna Naïm

La sécurité en Irak

LA MORT des deux fils de Saddam Hussein est un succès qui tombe à point nommé pour George W. Bush. Elle démontre d'abord que la campagne menée par les troupes américaines pour retrouver les anciens dignitaires du régime porte ses fruits. Les très fortes primes promises aux Irakiens qui donnent des informations sur les anciens membres du parti Baas ou des services de sécurité semblent efficaces. Trente-six des cinquante-cinq responsables dont la liste a été publiée en avril sont maintenant arrêtés ou morts.

La disparition des deux fils du dictateur va, ensuite, rassurer les Irakiens qui doutaient du maintien à terme des Américains et Britanniques dans le pays et qui redoutaient en conséquence un retour, sous

une forme ou une autre, des anciens dirigeants. Les manifestations à Bagdad après l'annonce de la confirmation de la mort d'Oudaï et de Qoussai illustrent ce soulagement.

Mais le succès va rassurer aussi le peuple américain, inquiet du nombre croissant de morts et frustré de voir s'échapper ses ennemis les plus notoires, comme Oussama Ben Laden, malgré les victoires militaires. Mettre la main sur les fils Hussein laisse espérer que le père pourrait à son tour bientôt tomber dans les filets de l'armée américaine.

Cette victoire va-t-elle améliorer la sécurité en Irak et faire reculer le nombre d'attaques – une quinzaine par jour – que subissent les troupes américaines ? Paul Bremer, l'administrateur en chef en Irak, le croit, même si, dans un premier

temps, il pourrait y avoir une recrudescence « d'attaques de représailles ». Le rôle que jouaient encore les fils dans l'organisation de la « guérilla » contre les soldats américains n'était pas négligeable. Mais la sécurité en Irak ne sera vraiment rétablie que si la situation quotidienne des Irakiens s'améliore enfin. Les autorités américaines reconnaissent maintenant qu'elles avaient totalement sous-estimé les difficultés de l'après-guerre. Le général Garner, éphémère administrateur placé par le Pentagone, a expliqué au Congrès qu'il croyait pouvoir trouver à Bagdad des ministères en fonctionnement ainsi qu'une armée et une police encore utilisables. La déconvenue des stratèges américains est grande sur l'état de l'administration irakienne comme sur la possibilité de

remettre rapidement en route les puits de pétrole.

Paul Bremer est en ce moment à Washington pour réclamer des moyens bien supérieurs à ceux dont il dispose. Il craint que l'actuelle bonne volonté de coopération des Irakiens ne disparaisse faute de résultats. La Maison Blanche hésite. La guerre et l'occupation de l'Irak ont déjà coûté 48 milliards de dollars aux contribuables américains, et la facture grossit de 3,9 milliards par mois.

Pour faire appel à d'autres pays, il faudra bien que la Maison Blanche accepte de lâcher un peu de son pouvoir absolu en Irak et permette le vote d'une nouvelle résolution qui donne la responsabilité de la reconstruction aux Nations unies.

Mossoul, vivier commode pour les réseaux baasistes

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Si Oudaï et Qoussai Saddam Hussein ont choisi Mossoul pour cache, c'est bien parce que l'endroit présentait des avantages. Cette métropole du Nord irakien proche du Kurdistan est une ville à majorité arabe, où ils pouvaient compter sur l'appui non seulement d'un certain nombre de réseaux du Baas, parti de l'ancien régime, ou de leurs affidés des forces spéciales, la garde prétorienne de l'ex-dictateur, et de la milice des Fedayins de Saddam, dont ils étaient les chefs, mais aussi sur celui d'au moins un chef de tribu arabe. Mossoul fut néanmoins très probablement l'un de leurs points de chute, pas le seul. Il y a quelque temps, leur présence, du moins celle de Qoussai et de son père, était plutôt signalée dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le « triangle sunnite » à l'ouest de Bagdad.

Grande métropole du nord de l'Irak, sur la route conduisant à la frontière syrienne, Mossoul a beau aujourd'hui couler des jours relativement tranquilles, comparés à d'autres villes à majorité sunnite de la région de Bagdad, elle fut un bastion de Saddam Hussein et héberge sans nul doute encore nombre de partisans du régime déchu. Si la sagacité du général américain à la tête de la province de Ninive – dont Mossoul est la capitale – a sans doute permis d'harmoniser un tant soit peu cette poudrière, où cohabitent Kurdes et Arabes, chrétiens et musulmans sunnites, zoroastriens et tribus d'origine persanes. La ville n'en reste pas moins un lieu de tensions potentielles. Et donc un vivier commode pour le dernier carré des supporters du Baas.

Les islamistes extrêmes, même s'ils semblent encore minoritaires, ont tout à gagner à entretenir un sentiment antiaméricain dans la population, voire à veiller à ce que les nostalgiques de Saddam continuent de harceler les troupes des Etats-Unis. Un calme relatif a beau régner dans la cité, le général David Petraeus, « proconsul » de la province, expli-

quait tout de même, le 20 juillet, au Monde qu'« il y a des hauts et des bas ». « Quand nous sommes arrivés, disait-il, la situation était très mauvaise, elle s'est ensuite grandement améliorée. Les choses ont de nouveau dégénéré à partir du 12 juin, lors d'une manifestation d'anciens militaires furieux de ne pas avoir été payés et qui a permis à certains fauteurs de troubles de semer le désordre. Après une nouvelle amélioration, on assiste à une certaine aggravation depuis le 17 juillet. » Entre autres incidents, une voiture piégée avait ainsi explosé, samedi, en plein Mossoul, aux premières heures du jour, et le lendemain, deux soldats américains ont été tués dans une embuscade au nord-ouest de la ville.

« DÉPÊCHEZ-VOUS »

Les Mossouliotes se plaignent constamment de la lenteur des Américains à rétablir l'électricité, assurer l'eau courante et juguler le chômage. Pour le journaliste Mossayer Hamid Abdallah, qui publie la lettre d'information Mossoul News, « si les Américains tentent de satisfaire la population, la situation risque de s'aggraver pour de bon ». « Je rencontre fréquemment les responsables militaires, assure-t-il, et je leur dis : dépêchez-vous avant qu'il ne soit trop tard !... » Dans un tel contexte, on se doute que les fils de Saddam Hussein ont pu bénéficier en ville de certaines sympathies pour s'y cacher.

Mossoul était tombée le 11 avril aux mains des forces spéciales américaines et des peshmergas, les combattants kurdes venus du Kurdistan, dont une partie échappait au contrôle du régime depuis 1991. Ce fut une reddition sans gloire : les soldats de l'armée régulière déposèrent les armes sans avoir tiré un coup de feu, alors que l'élite militaire du régime et les membres des services secrets avaient pris la fuite. Ce qui n'exclut pas la survivance de réseaux dont Oudaï et Qoussai ont pu profiter.

Bruno Philip

3 U.S. soldiers killed in attack near Mosul

Strike is 2nd since Saddam's sons died

By Richard A. Oppel Jr.

QAIYARA, Iraq: Three soldiers with the U.S. Army's 101st Airborne Division were killed in an ambush here early Thursday morning that involved what one local resident said was an attack by insurgents armed with grenades and Kalashnikov assault rifles.

Military officers offered no information about who was behind the attack, and the ambush undermined hopes that the killing on Tuesday of Saddam Hussein's two sons, Uday and Qusay, would weaken resistance to American forces.

The attack was the second serious strike against American troops in as many days in and around the large northern Iraqi city of Mosul, where soldiers from the 101st joined with the Special Forces to kill Uday and Qusay as they hid out in an upscale home. On Wednesday morning, one American soldier was killed and six were wounded in Mosul when a remote-detonated device exploded as their convoy was driving on the outskirts of the city. Another soldier was killed Wednesday when his convoy was hit by a bomb in Ar Ramadi, near Baghdad.

The deaths Thursday bring to five the number of American soldiers who have died since the United States announced Tuesday night it had killed Hussein's sons in a four-hour shootout earlier in the day.

"There will be successes, like Tuesday's raid, and there will be setbacks

and regrettably brave Americans and coalition forces are being killed in this war," Secretary of Defense Donald Rumsfeld said at a Pentagon news briefing Thursday afternoon.

He described the conflict as "an unconventional war" and said: "But it is war, nonetheless. And we need to face those facts squarely, accept them, and win it."

Military officials said the convoy in Qaiyara was ambushed by small arms fire and rocket-propelled grenades at about 2:30 a.m. Thursday. Two rocket-propelled grenades and an AK-47 were found at the site, the military said.

"I heard the Americans shooting," said Ibrahim Husain, 46, a farmer who lives near the site of the attack. "It woke me up. They were shooting hard."

Soon, he said, the Americans were searching surrounding homes. "After 10 or 15 minutes, the Americans came inside and they looked for weapons," Husain said. "They looked all over the house, and they apologized for not finding anything."

Outside the house, he said, the troops blocked off the remote stretch of road.

"All over, there were trucks and helicopters," he said. Husain said he had no idea why the attack occurred, but that he doubted the assailants were from Qaiyara, a barren swath of land about 65 kilometers, or 40 miles, south of Mosul.

Mahmoud Unis Alawy, 30, who also lives nearby, said that after the attack, "They started searching all the homes

for weapons and they took some people for interrogation."

At about 10 a.m., he said, the American forces towed away the wrecked vehicle, which he said appeared to be a Humvee. The troops also removed an unexploded grenade left behind by the attackers, he said.

The region around Mosul has not seen the same intensity of violence against U.S. troops that has become common closer to the capital. Most of the recent deadly attacks against American soldiers have occurred to the north and west of Baghdad, in cities like Ramadi and Falluja. The area is heavy with Sunni Muslims who were favored under the rule of Saddam and who now, hav-

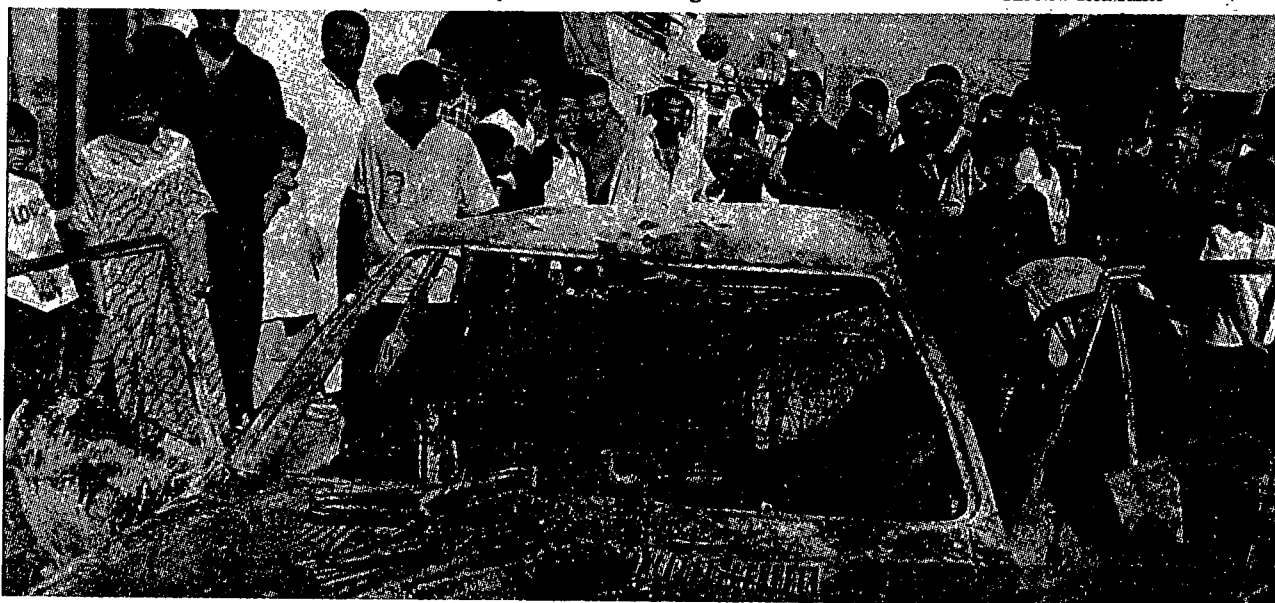
ing lost their special status, are particularly angered by the American occupation.

L. Paul Bremer 3rd, the senior American administrator in Iraq, said at the briefing with Rumsfeld: "In the initial period, as I said on Tuesday when we first heard about this, I would not be surprised to see an uptick in violence against our forces. But I think in the long run, it will also, hopefully, encourage more Iraqis to come and give us information about more Ba'athists."

Standing on the two-lane road where the ambush occurred, Alawy said he was not sure what prompted the attack or whether it was only coincidence that there had been four American deaths in or near Mosul within two days of the killing of Saddam's sons.

Alawy said that many Iraqis remain angry with the Americans for letting the economy disintegrate after the war. "Iraqis just sit in their home," he said. "They are angry and have no money."

The New York Times



Joseph Barak/Agence France-Presse

U.S. troops fired on a car Thursday at a checkpoint in Baghdad, killing two Iraqis. In the north, three soldiers died in an ambush.

With 'end of an era' in Iraq, Villepin presses case for UN oversight

By Elaine Sciolino

PARIS: Foreign Minister Dominique de Villepin of France predicted Thursday that the killing of Saddam Hussein's two sons could spark attacks of revenge against the United States and its coalition partners and reiterated the need for the United Nations to take responsibility for the security of Iraq.

"It's hard to predict the immediate consequences, as one can imagine some Ba'athists will seek revenge," Villepin said, referring to the ruling Ba'ath Party that was the linchpin of Saddam's rule. "One can also imagine resistance to the coalition forces intensifying. That's why, for France, the key is to press ahead with the political process."

Villepin said that the deaths represented a positive step toward peace.

"The death of the two sons who were the future of Saddam Hussein's regime marks the end of an era," he said, "and we can hope that with the capture of Saddam himself the page will be definitively turned."

Villepin's comments, made in an interview with France Inter radio, are part of a campaign by France since the crisis with Iraq erupted last autumn to put as much decision-making as possible for Iraq's future — either securing the peace or rebuilding the country —

under the international umbrella of the Security Council.

President Jacques Chirac has ruled out any participation of French troops

The UN alone 'can bring all the guarantees for the reconstruction.'

in a peacemaking or peacekeeping regime unless there is a United Nations mandate. But France is caught in a bind: It opposed the war in Iraq but has to find a way to both rebuild a relationship with the United States and prove that it is willing to participate in making peace in Iraq.

Villepin also said that only a Security Council resolution handing responsibility for Iraq to the United Nations could secure the peace.

"The conviction of France, as we have said from the beginning, is that we must bring back the United Nations at the heart of the system," he said. "The United Nations alone can bring all the guarantees for the reconstruction, allowing the entire international community to work together."

In an implicit criticism of the American plan to add foreign forces to its ex-

isting coalition, Villepin said, "Today, piecing together a system with what already exists, adding foreign troops to coalition forces, does not seem to us the best way to guarantee security in Iraq."

The Bush administration is under intense pressure from Congress to replace some American troops in Iraq with foreign forces, but has so far not been able to secure commitments for a major deployment.

Secretary of State Colin Powell on Wednesday telephoned Villepin to invite him to the United States for talks, and the two men are expected to meet in September, around the edges of the annual General Assembly meeting at the United Nations in New York.

Villepin called for a modification of Security Council Resolution 1483, which laid down the conditions for the current joint U.S.-British occupation of Iraq.

"We must lay out clearly the UN mandate and set the UN's task with respect to both the political outlook and to those conditions of transparency which would allow the international community to intervene more actively on the economic and financial fronts," he said.

"And on the security front, it must be a real peacekeeping force," he added.

The New York Times

Saddam's sons ■ By Sandra Mackey

Trouble is you can't put them on trial

ATLANTA
The killing of Saddam Hussein's sons, Uday and Qusay, is a tactical victory for the American occupation of Iraq, but not a strategic one. By not capturing these odious symbols of the old regime alive and putting them on display, the American occupation authority has denied itself the chance to give absolute proof of their demise to a society that rejects authority and thrives on conspiracy theory.

It has also lost an opportunity to give Iraqis a chance to purge their bitterness, and satisfy a deep-seated need for revenge, by confronting their tormentors in court.

Wednesday, the United States presented evidence — dental records and identifications by officials of Saddam's regime — to prove that the brothers were indeed killed in a firefight with American forces. But many Iraqis seemed unpersuaded.

Even more telling, others voiced disappointment over the two not being captured

and subjected to the sort of treatment they meted out to their victims. By denying Iraqis their revenge on the sons of Saddam, the American authorities have denied the needs of a society dominated by the rural values of the diverse tribes that make up much of the country's population.

This background of revenge may put the lie to the optimistic declarations by U.S. officials that the corner has been turned in the pacification of Iraq. With the deaths of the two brothers, they predict, Saddam's followers will lose their will to resist. And while the officials concede that in the short run the deaths may result in increased guerrilla attacks on American troops, they also argue that soon those passions will be spent.

Another possible series of reactions cannot be ignored, however. Strikes against the American military presence in Iraq may

decline immediately only to re-ignite later. For the Iraqis have long memories.

Supporters of Saddam may lie low before seeking revenge for what the American invasion of Iraq has done to their status in the power structure. Tribal elements who opposed the regime may hold the United States responsible for denying them the opportunity to extract their own vengeance on Uday and Qusay Hussein.

It is also uncertain whether the United States will be able to tell its story to the Iraqi people. The American military may control large parts of Iraq, but it does not control the flow of information.

The Iraqi media is capable of devising its own narrative of the firefight, and there's a good chance that this narrative will not paint the United States in a favorable light. (It may not even confirm that the brothers were killed.) The land of Iraq has been host to 3,000 years of civilization, but suspicion and distrust of authority is deeply rooted in Iraqi culture. Through Iraq's long history, conqueror followed conqueror.

The diverse groups of people who lived in what came to be designated as Iraq in 1921 found their only real security in family and tribe. Even though the elite that ran Iraq after independence in 1932 had urban attitudes, the ties of family and group re-

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Friday, July 25, 2003

mained enormously important.

In 1968, when the Ba'ath Party came to power, the tribalism that had been a characteristic of Iraq since its inception intensified. The Ba'ath Party itself was the purview of one tribe, the Bu Nasir, the tribe of Saddam. It was not until 1991 when Saddam, in the service of survival after the Gulf war, lifted tribalism to the top of the political order. At the same time, repressive politics and economic hardship continued to drive out the old urban elite and much of the urban middle class that had risen during the oil boom of the 1970's.

In the last decade of his regime, Saddam remade Iraq into a country governed by the rural values of the tribes. Operating according to the values of the tribe, the system sanctioned the age-old principle of revenge.

Saddam meted out revenge on those who defied the system. They went into the regime's torture chambers and prisons. Tribes visited revenge on the regime for slights to their honor and for punishment of their members by Saddam's security system.

The imperative of revenge was no different in late 20th-century Iraq than it had been for the tribes living for generations on the land of Iraq. This is a fact that the Bush administration, the American occupation authorities and the U.S. military need to realize.

In giving up on the attempted capture of the Hussein brothers as too risky, the American administration of Iraq has ignored the dictates of Iraqi culture. At the same time, it also runs counter to the kind of country we want Iraq to become — one built around the rule of law.

Under Saddam's reign, justice, to the extent it existed, was consistently perverted.

It was erratic, violent and retributive, a tool of Saddam and his Ba'ath Party. By not doing more to allow Uday and Qusay Hussein to surrender, the United States lost an opportunity to show Iraqis that those who have committed the most heinous of crimes can still be brought to justice.

On trial in Baghdad, the Hussein brothers could have recounted the regime's crimes. Certainly, the effort would have been more drawn-out than a firefight —

getting Balkan criminals to The Hague has not been easy — but the results would have been more lasting.

An appearance by the brothers would not only have pinned them to their crimes beyond a doubt, it would have also demonstrated the effectiveness of a sound system of justice.

The deaths of Uday and Qusay are being proclaimed as a victory, but it is a temporary victory. And the manner in which they died is yet another long-term complication for the American occupation of Iraq.

The writer is the author most recently of "The Reckoning: Iraq and the Legacy of Saddam Hussein."

Cleric says he's forming a religious army in Iraq Group would challenge coalition forces

The Associated Press

KUFA, Iraq: Stepping up his challenge to Iraq's U.S.-led occupiers, an influential Shiite Muslim cleric accused coalition forces Friday of crossing all the "red lines" and vowed that his religious army would drive U.S. troops out of the holy city of An Najaf.

Sheik Muqtada al-Sadr told 50,000 worshippers gathered at the main mosque in the holy Shiite city of Kufa south of Baghdad that after his "Imam Army" pushes the Americans out of An Najaf and other Iraqi cities, the men will take charge of defending those cities.

Speaking after his Friday sermon, Sadr said tens of thousands had come forward to join the proposed army, but he insisted that it would not be armed for now.

"To start with, we don't have any arms," said Sadr, the son of a senior cleric who was assassinated along with two other sons in 1999. "Tens of thousands have volunteered and many of them said they wanted arms. I said, 'No, I don't want you to be armed now.' We shall only use peaceful means."

He said among the new army's tasks would be to stop what he called the social decay and immorality brought to Iraq by the coalition troops and to counter "alien ideologies."

To thunderous chants of "Muqtada" and "Allahu Akbar," or God is great, he accused the U.S.-led occupation forces in

Iraq of detaining four to five Shiite clerics every week and of storming religious schools belonging to the al-Hawza al-Ilmiyah, the Shiites' ancient seminary in An Najaf. He said such actions and the establishment of what he called the U.S.-led Iraqi Army constituted crossing "red lines" and were unacceptable.

"We have only one demand, and that is for them to withdraw from Iraq," said Sadr, who is believed to be 30. "They are enshrining their occupation by creating the Governing Council," he said, alluding to the 25-member, U.S.-backed interim administration created this month.

Officials of the Coalition Provisional Authority, the formal name of Iraq's U.S.-led occupiers, say Sadr has a limited following and his supporters do not represent the country's Shiite majority. They criticized as irresponsible protests held last week by his followers outside the coalition's Baghdad headquarters and at a U.S. military base in An Najaf.

Speaking on the condition of anonymity, the officials also said that there were complaints from An Najaf's residents that Sadr followers were smuggling arms into the city.

On Friday, U.S. troops and the Iraqi police set up checkpoints on the 180-kilometer, or 110-mile, road from Baghdad to Kufa and nearby An Najaf. At one checkpoint, bus passengers were asked to leave their vehicles while troops conducted searches.

Sadr has drawn backing among some young Shiites, primarily from the popularity of his late father — Mohammed Sadiq al-Sadr. His calls for stricter adherence to Sharia also found resonance among young, poorer Shiites.

In his sermon, Sadr repeated the attack he issued last week on the Governing Council — the majority of whose members are Shiites, but are either secular or members of moderate factions — and spoke of the "siege" of An Najaf by U.S. troops. "The siege is an act of terrorism," he said. "It's a siege of all Shiites."

Responding to what he called the coalition's assertion that troops were acting on the behest of An Najaf's residents, he said: "Whoever accepts the occupation is not a Muslim and the land of Najaf doesn't belong to its resident alone. It's the capital of all Muslims."

Relations between U.S. troops and residents of An Najaf had been calm until last week, when Sadr asserted that American forces were encircling his home in an attempt to arrest him.

But Lieutenant Colonel Christopher Conlin, the commanding officer here, described it as a misunderstanding. Apache helicopters had circled overhead and extra troops were on the streets, he said, but that was to provide security for a visit by Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz.

The temporary expansion of the U.S. presence could not be explained to Iraqis in advance, he said, for security reasons.

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, July 26-27, 2003

Complicated alliance ■ By John K. Cooley

Turkey, the U.S. and the Kurds in northern Iraq

Vice President Dick Cheney and other senior Bush administration officials have plenty to discuss with Turkey's Foreign Minister Abdullah Gul in Washington this week. The main subject — a U.S. request to Turkey to send at least 10,000 Turkish peacekeeping troops to Iraq — could crucially affect U.S. relations with its old ally.

The United States and Britain sorely need an international peacekeeping force, with or without UN auspices, to stabilize Iraq. With the dispatch of a few hundred Poles and a token force offered by Spain, Italy and some eastern European states, and after refusals from France, Germany and India to send soldiers, the idea of Turkish participation has become more interesting.

Foreign Minister Gul has indicated that Ankara would consider the idea, and Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, confirms it has been raised. But Turkey has its own agenda in Iraq, which may clash with America's Kurdish allies.

Like Washington, Ankara wants to warm up U.S.-Turkish relations, which were strongly chilled last March. The extreme unpopularity of the brewing U.S.-led war in Iraq then led Turkey to reject U.S. requests to allow over 60,000 U.S. troops to use Turkey as a war base.

Ankara and Washington would also like to put behind them at least two publicly-reported incidents since last March. Some Turkish Special Forces soldiers in Iraq's northern Kurdish region were detained and expelled by U.S. officers who suspected them of planning hostile acts against the Kurds.

Turkish troops were originally deployed in Iraq's north to monitor a cease-fire between the two main Kurdish groups and to keep an eye on about 5,000 separatist Kurdish fighters of the outlawed Marxist Kurdistan Workers' Party, now called KADEK. These have consolidated and strengthened their old bases in northern Iraq as a result of the security provided by U.S. and British air power against Saddam Hussein's forces during the previous decade, and the relative stability and prosperity brought by the allied occupation since March.

Rebel Kurdish attacks have recently recurred inside Turkey. This, and Turkey's disapproval of the Kurds' seizure of the oil-rich Kirkuk and Mosul regions — where the ethnic Turkish or Turcoman minority lives alongside Kurds and Arabs — have added to mutual distrust between Turkey and the United States. Turkey's government and its politically powerful armed forces have an almost paranoid fear that the 23 million or so ethnic Kurds in Turkey will be encouraged by the ascendancy of U.S.-protected Kurds in northern Iraq to join in creating the nucleus of an independent Kurdish state.

Turkey's perennial Kurdish problem is a huge embarrassment at a time when Turkey is seeking entry into the European Union. Some steps have been taken in authorizing Kurdish language instruction and in other matters, but much remains to be done.

These concerns were apparently discussed when General John Abizaid, the new American commander in Iraq, and other officials, met in Ankara July 17-19. Their meetings with senior Turkish military chiefs seem to have helped prepare for Gul's current talks in Washington. These talks should include discussion on how to overcome Kurdish opposition to the entry of any large Turkish contingent into Iraq.

Both the U.S. Ambassador in Ankara, Robert Pearson, and U.S. Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz, one of the strongest believers in a U.S.-Turkish partnership in the administration, have repeatedly said that Washington supports Ankara's wish to rid northern Iraq of rebel Kurds. KADEK is listed in both capitals as a terrorist organization.

The Turkish and Kurdish factors are further complicating the already complex and burdensome tasks the Bush administration has taken on in Iraq. Tough, forward-looking and imaginative diplomacy is urgently needed to deal with them now, before they erupt into more violence, or split the United States further apart from Turkey, its ally of the cold war years.

The writer is an author and former foreign correspondent who has covered North Africa, the Middle East, Greece and Turkey since the 1950s.

The Iraqi brothers grim

Few Iraqis will mourn the deaths of Saddam Hussein's two sons, Uday and Qusay. Like their father, they were mercurial, cruel killers who terrorized and plundered their country so they could live in imperial style. The word from American commanders in Iraq on Tuesday that the Hussein brothers had been killed in a fire-fight with American troops in the northern Iraqi city of Mosul was the most encouraging news out of Iraq in

weeks. If American forces can now track down Saddam Hussein himself, Iraqis may finally begin to believe that the dictator and his clan will not someday storm back into power.

That Saddam Hussein and his sons somehow managed to escape Baghdad and elude American searchers for so long has been one of the war's many surprises. Washington's inability to find some of its most prominent enemies — Osama bin Laden, Mullah Muhammad Omar and Sad-

dam Hussein — has been frustrating for all Americans. The capture of Hussein would be especially helpful in pacifying Iraq.

Tuesday's shootout leaves many intriguing questions unanswered. It is not clear where the Hussein brothers were hiding for the past 15 weeks, or what role, if any, they played in the attacks that have killed more than 40 American soldiers since May 1. If they were moving from house to house in close proximity to their fa-

ther, Saddam Hussein may be in Mosul as well. The choice of that city as a hiding place by the brothers was somewhat surprising because of Mosul's location, near the Kurdish region where the Hussein family is particularly hated.

The two Hussein brothers were essential pillars of the Ba'athist dictatorship. Though not as powerful as their father, they were his equals in brutality, well practiced in crimes against their own people.

Qusay, calm and coldblooded, headed the Special Republican Guard. As one of his father's major security lieutenants, he helped organize

thousands of executions and disappearances of regime opponents. Uday, infamous for fierce rages, was the organizer of the Fedayeen Saddam death squads, made up of criminals who were freed to kill for the regime. He was also known for torturing athletes during his tenure as head of Iraq's Olympic Committee.

Much more than the capture of Saddam Hussein is needed to turn around what has so far been a tense and troubled occupation. Electricity and other vital services have to be restored on a round-the-clock basis throughout Iraq. Reliable Iraqi police and security services need to be

trained and vetted, new jobs found for the unemployed, and the oil industry restored to full production.

L. Paul Bremer 3rd, Washington's chief civilian administrator in Iraq, was planning to unveil the most specific plan to date for reviving Iraq's economy and public institutions, complete with goals for the next 60 and 120 days. Realizing his hopes will require more money than Washington originally planned and the active support of the Iraqi people. The demise of the Hussein brothers should make it easier to win that support.

Le Monde

VENREDI 25 JUILLET 2003

Le très contesté procureur général de Téhéran a été chargé d'élucider le meurtre de Zahra Kazemi

Le Canada a rappelé son ambassadeur en Iran pour protester contre l'inhumation de la journaliste irano-canadienne, alors qu'Ottawa avait demandé le rapatriement du corps

DE DISSIMULATIONS en aberrations, l'Iran ne fait qu'aggraver son cas dans l'affaire de la photjournaliste irano-canadienne, Zahra Kazemi, décédée le 11 juillet d'une hémorragie cérébrale, consécutive à une fracture du crâne subie lors de son interrogatoire, après son arrestation à Téhéran.

Le Canada a décidé, mercredi 23 juillet, de rappeler son ambassadeur à Téhéran après la décision des autorités iraniennes de faire inhumer la victime le même jour, dans la ville de Chiraz. Ottawa entend ainsi protester contre le refus de Téhéran d'accéder à sa demande de rapatriement du corps au Canada, notamment à des fins de nouvelle autopsie, comme le souhaitait aussi Stéphane, le fils unique de la défunte, qui vit à Montréal.

Les autorités iraniennes ont justifié leur refus par le fait que l'Iran ne reconnaisse pas la double nationalité et par le souhait, exprimé, selon elles, par la mère de feu Zahra Kazemi, qui vit en Iran, de voir sa fille inhumée dans sa ville natale. La mère a été soumise à de rudes pressions, affirment plusieurs sources, dont l'organisation Reporters sans frontières, qui a invité, mercredi, Ottawa à lancer une commission d'enquête internationale.

Téhéran n'en est pas, dans cette affaire, à une incongruité près. Ainsi, le chef du pouvoir judiciaire a confié au procureur de Téhéran, Saïd Mortazavi, la charge de désigner les responsables des coups mortels infligés à M^{me} Kazemi. Or, à la lumière d'un premier rapport d'enquête ordonné par le président



Ezzat Kazemi au pied de la tombe de sa fille Zahra, lors des funérailles qui ont eu lieu, mercredi 23 juillet, au cimetière Sayyed Aledin Hossein, à Chiraz, dans le sud-ouest de l'Iran. La journaliste irano-canadienne, 54 ans, est décédée le 11 juillet des suites des coups subis lors d'un interrogatoire. Selon Téhéran, Ezzat Kazemi aurait accepté que sa fille soit inhumée sur le territoire iranien malgré la demande d'Ottawa de rapatrier le corps.

Mohammad Khatami, M. Mortazavi est lui-même fortement soupçonné d'être responsable, au moins indirectement, du drame. Ses services ont, de fait, participé à l'interrogatoire fatal.

DES MILLIERS D'ARRESTATIONS

« L'opinion publique s'attendait à voir désigner un juge indépendant et non l'homme considéré comme le principal suspect dans cette affaire », a déclaré à l'agence Associated Press le député réformateur Mohammad Kianoushrad. « On peut être désormais certain que la

vérité ne sera pas faite », a souligné un autre parlementaire, Reza Yousefian. « [M.] Mortazavi est au moins coupable d'avoir essayé de cacher une partie de la vérité », a accusé un troisième, Mohsen Armin. C'est le même Saïd Mortazavi qui, selon des sources concordantes, avait exigé dans un premier temps que le décès de M^{me} Kazemi — une « espionne » selon lui — soit qualifié de mort naturelle. Ce serait lui qui aurait insisté pour qu'elle soit inhumée en Iran.

Mercredi, selon l'agence estudiantine Isna, l'affaire Kazemi a connu

un nouveau rebondissement : Saïd Mortazavi s'est dessaisi du dossier et l'a renvoyé devant le parquet militaire, estimant n'avoir rien à se reprocher, pas plus qu'à ses services, et jugeant que les responsabilités étaient à rechercher du côté de la police et des services de renseignement ayant conduit une partie de l'interrogatoire de la victime.

Saïd Mortazavi est la bête noire des réformateurs, qui avaient fortement dénoncé sa nomination le 29 avril aux fonctions de procureur général de Téhéran par le chef de l'autorité judiciaire. Dans un rapport sur les détentions arbitraires en Iran, publié en juin par la Commission des droits de l'homme (CDH) de l'ONU, le magistrat français Louis Joinet, président du groupe de travail, avait alors qualifié de « regrettable » cette nomination « contestable et contestée » de Saïd Mortazavi, qui a été « ressentie comme une provocation ».

En 2002 déjà, le représentant spécial de la CDH affirmait que le juge Mortazavi était « à l'origine de la fermeture massive en l'an 2000 de journaux et de la vague d'arrestations de journalistes et d'éditeurs, dont plusieurs se trouvent à la prison d'Evin ». Saïd Mortazavi est aussi « à l'origine des condamnations des universitaires et intellectuels ». Ces dernières semaines encore, ses services ont ordonné l'arrestation de plusieurs milliers d'étudiants et d'une demi-douzaine de journalistes ayant participé à des manifestations à Téhéran.

Afsané Bassir Pour
et Mouna Naïm

Bush says problems aren't over for Iraq

But president hails deaths of Saddam's sons as reassuring

By Brian Knowlton

WASHINGTON: President George W. Bush said Wednesday that the deaths of Saddam Hussein's sons Qusay and Uday should reassure Iraqis "that the former regime is gone and will not be coming back."

But the president acknowledged continuing problems with armed hold-outs — "the enemies of Iraq's people," he called them — and he appealed to other countries to provide both military and financial support to the American-led forces.

Bush strongly endorsed the progress made so far in Iraq and said a new plan from L. Paul Bremer 3rd, the senior American occupation administrator, would sharply accelerate progress toward "full Iraqi sovereignty."

The president made the remarks in solemn tones during a brief Rose Garden appearance at the White House, flanked on one side by Defense Secretary Donald Rumsfeld and General Richard Myers, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, and on the other by Bremer.

This was Bush's first public comment on the deaths of Saddam's sons since they were confirmed on Tuesday by Lieutenant General Ricardo Sanchez, the American ground commander in Iraq.

Bush did not dwell on details of the deaths, but said that in Mosul on Tuesday, "the careers of two of the regime's chief henchmen came to an end."

"Saddam Hussein's sons were responsible for the torture, maiming and murder of countless Iraqis," he said.

The president did not draw an explicit link between the sons and the continuing resistance to the American-led forces or mention the two latest American soldiers killed Wednesday.

But those responsible for "killing new police graduates, shooting at people who are guarding universities, power plants and oil facilities," Bush said, are "the enemies of Iraq's people."

"They're being hunted, and they will be defeated," the president said, adding that the Saddam government was "gone



Myers, Rumsfeld and Bush looking toward Bremer, the U.S. administrator in Iraq, at the White House on Wednesday.

forever."

To persuade skeptical Iraqis of that, American officials are considering releasing photos of the two bodies, said to be badly maimed but recognizable. Paul Wolfowitz, the deputy defense secretary, confirmed this in a Pentagon briefing Wednesday after returning from a visit to Iraq.

While making the photos public could bring charges of "scraping over the past" or possibly shocking or offending those who see them, he said, the strongest argument for releasing them was "saving the lives of American men and women who are on the line; it is directly connected to security."

Wolfowitz was asked whether he or Rumsfeld had had a chance to send orders to the attacking American forces in Mosul on Tuesday to do their best to capture, rather than kill, the Hussein sons to question them.

Without answering directly, Wolfowitz said that "speed and secrecy" had been a key to the military's success in Iraq, and that local commanders had the authority to exploit "an opportunity like yesterday" with "minimal transmission of information."

"That's the most important thing," he said. "I'd just hate to be up here asking the question, 'How come it took you three hours and they got away?'"

Wolfowitz said he had found extraordinary paranoia in Iraq about the deposed government, adding, "the pervasive fear of the old regime is still alive."

In that regard, Wolfowitz said, "Yesterday's events help enormously."

The White House has been facing growing pressure from Congress to seek broader foreign assistance in bearing the financial and military burdens in Iraq, and the president appeared to respond to that Wednesday.

"America has assumed great responsibilities for Iraq's future," Bush said, "yet we do not bear these responsibili-

ties alone."

He referred to the 19 countries providing a total of 13,000 troops in support of the 147,000 Americans on the ground, and the "more than two dozen nations" that have offered to help pay for relief and reconstruction.

But the president also appealed for even more international support.

Saying he was heartened by the reception granted three members of the new Iraqi Governing Council when they visited the United Nations Security Council on Tuesday, Bush said, "Now that we have reached this important milestone, I urge the nations of the world to contribute, militarily and financially, toward fulfilling Security Council Resolution 1483's visions of a free, secure Iraq."

That resolution, passed in May, calls on all United Nations members to help provide humanitarian aid and assist in

the reconstruction of Iraq. Some countries, including France, Germany and India, have said they would consider sending troops only if a new United Nations mandate was provided, a move that American officials have said they would consider.

Bush strongly endorsed a plan, newly unveiled by Bremer, aimed at moving Iraq as quickly as possible toward stability and normality.

According to an advance copy of a speech Bremer was to deliver Wednesday in Washington, the plan sets a 60-day target for recruiting and training one battalion of a new Iraqi Army, creating eight battalions of a new civil defense force, resuming trials before a central criminal court and restoring electricity to prewar levels.

The plan is intended to answer criticism from some in Congress and elsewhere that the American-led occupation is moving too slowly to rebuild the country and put new democratic structures in place.

Democrats in Congress have welcomed the news of the death of Saddam's sons, but some qualified their statements, noting the slow pace of reconstruction and the continuing military challenges facing the coalition. "It's progress," said Senator Edward Kennedy, Democrat of Massachusetts.

"But I still think we need an overall strategy" and closer cooperation with the United Nations and NATO to ease the burden on American troops.

But Bush said Bremer had devised "a comprehensive strategy to move Iraq toward a future that is secure and prosperous."

The plan, he said, included "ambitious timetables and clear benchmarks to measure progress, and practical methods for achieving results."

The president took no questions during his Rose Garden appearance.

International Herald Tribune

3 on new Iraqi team get qualified welcome at UN

By Felicity Barringer

UNITED NATIONS, New York: The UN Security Council has extended a qualified welcome to the new leadership of Iraq, hailing three members of the Governing Council there as informed citizens but not, as they had requested, as representatives of a legitimate government.

Secretary General Kofi Annan said Tuesday that the formation of the new council was an "important step toward the full restoration of Iraqi sovereignty."

His special representative in Iraq, Sergio Vieira de Mello, said, "We have now an institution that, while not democratically elected, can be viewed as broadly representative of the various constituencies in Iraq."

One diplomat who attended the Security Council meeting said the council was "not going to argue about legitimacy," and instead would take a broad interpretation of the last Security Council resolution on Iraq, which acknowledged the authority of the U.S.-led force there.

But if the three representatives of the new Governing Council in Baghdad were greeted with correctness rather than warmth, it did not stop them from casting themselves as the rightful heirs of the fallen government of Saddam Hussein and laying out their vision of Iraq's journey back to democracy and stability.

In the Security Council meeting, Adnan Pachachi, a foreign minister in a pre-Saddam government, said: "Our primary goal is to shorten the duration of the interim administration."

In a later news conference, Ahmad Chalabi, the leader of the Iraqi National Congress, an exile group during Saddam's rule, took center stage, saying that the Governing Council "is united in its determination to claim full rights of government in Iraq and to work with the coalition authorities on issues that will restore total and complete sovereignty to the Iraqi people quickly."

The group's itinerary mimicked that of any delegation of a legitimate government, beginning with a stop at the Iraqi mission on the Upper East Side where, the current chargé d'affaires said, they discussed finances.



Matt Campbell/EPA

Kofi Annan, second from right, met with members of the Iraqi Governing Council.

The group then made a public Security Council appearance, followed by private meetings with Arab envoys and later with the representatives of France, Russia, China, Britain and the United States. It concluded with a later afternoon session with Annan in his offices on the 38th floor.

The U.S. delegate, John Negroponte, urged UN members to unite behind the new group, saying, "This Governing Council deserves the full encouragement and support of the international community, and especially this body."

Largely unmentioned was the prospect of a new Security Council resolution, hinted at last week by Secretary of State Colin Powell, that would give the United Nations' blessing to a broader multinational force. Both India and Russia have made such a resolution a prerequisite for their participation in any force.

Other council members, like the German representative, Gunter Pleuger, made it clear that they were eager to ex-

pand the elastic boundaries of the United Nations' current mandate, which limits the international body to assisting and advising, but not controlling in any way, the development of new legal and political institutions in Iraq.

Vieira de Mello, the UN special repre-

sentative, told the Security Council that the new Iraq council had "the credibility and authority" to be a partner, and said that the Iraqi citizens with whom he had met were unanimous in calling for the United Nations to have "an energetic, center-stage role" in putting Iraq "back at the helm of their country."

Iraqis "need to know that stability will return and that the occupation will end," he said.

This view was seconded at the later news conference by Chalabi, who said that "we have asked very early on the coalition provisional authority for a timeline" for the transfer of power.

Sketching out some principles likely to underpin the country's new constitution, Pachachi said he envisioned the emergence of a federal situation, a manner of governing in which authority is divided between national and regional institutions. He characterized that possibility partly as a response to pressures for some autonomy from the Kurds.

The New York Times

International Herald Tribune
Thursday, July 24, 2003

Irak : des soldats américains disent leur lassitude et leur colère

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Le sergent Al Melendez est un homme en colère. Furieux contre les autorités américaines, frustré

REPORTAGE

« Les hommes en ont marre. On se fout de notre sort »

Sergent Al Melendez

par son job dans Bagdad, lassé de devoir s'y éterniser sans savoir quand, enfin, il pourra revenir chez lui, à Orlando, en Floride. Le sous-officier de la garde nationale américaine, un corps essentiellement composé de réservistes qui, sur la base du volontariat, s'engagent à poursuivre un week-end par mois un entraînement militaire, n'aurait jamais imaginé un séjour aussi long en Irak. « Nous étions supposés revenir au pays une fois la guerre terminée », se plaint-il.

Mais les contraintes liées aux hasards de la vie de soldat, fût-il réserviste, en ont décidé autrement. Al et une centaine d'autres hommes de la garde nationale sont coincés depuis le mois de mai dans l'immense centre de conférences de la capitale irakienne, devenu depuis la chute de Bagdad, le 9 avril, l'un des hauts lieux de la Commission de l'autorité provisoire (CPA). L'administration civile des forces d'occupation de la coalition y organise la plupart des points de presse du « consulat » américain Paul Bremer. Al et ses hommes ont pour tâche de garder ce lieu stratégique, situé tout près de l'ancien palais présidentiel de Saddam Hussein, transformé, quant à lui, en siège de la CPA.

Le sergent Melendez et ses camarades sont arrivés en Jordanie le 16 février, avant la guerre. Après une série de missions d'incursions en Irak, ils ont rejoint Bagdad en mai. Sans savoir, au juste, ce qu'ils avaient à y faire. « Au début, personne ne savait vraiment quelle était notre affectation. Les unités auprès desquelles nous étions détachés nous disaient : « On n'a pas besoin de vous ! » Un jour, on a voulu acheter des trucs à une cantine et on nous a vertement fait comprendre que c'était réservé aux gens de l'armée de l'air... Sympa ! »

« COMME DES ZOMBIES »

Depuis, les choses ne se sont pas arrangées. Il y a trois semaines,

lors d'une patrouille dans l'université, l'un des hommes de Melendez a froidement été abattu. « Je ne pourrai plus jamais avoir confiance en un Irakien, confie-t-il aujourd'hui, mon gars s'est fait tuer par un type qui, tout en souriant, a dégainé et lui a tiré dessus. Maintenant, quand je sors en patrouille, je fais attention à tout et je reste le dos au mur !... » Non seulement le sergent a du mal à se remettre de cette mort, mais il a le sentiment d'affronter l'indifférence de la hiérarchie militaire : « Personne ne nous donne la moindre indication sur la date de notre retour aux Etats-Unis. C'est comme si on se foutait totalement de notre sort ! »

Pis encore, le gouverneur de Floride, qui se trouve être le frère du président George Bush, n'a jamais eu la moindre attention à l'égard de ses « boys » envoyés en Irak. « Je crois que les politiciens se moquent bien de ce qui peut nous arriver. Même quand le soldat de mon unité a été tué, le gouverneur Bush n'a pas eu l'élégance d'envoyer un mot de condoléances... »

Al Melendez, 37 ans, marié, deux enfants, vétéran de la guerre de libération du Koweït de 1991, est architecte paysager à Orlando. Avant de quitter sa ville, il avait trois contrats en cours. Il en a déjà perdu deux. Et sa frustration est, affirme-t-il, « partagée » par nombre de ses camarades, tous ayant laissé travail et famille en Floride.

« Le moral des hommes est très bas. En tant que sous-officier, je ne suis pas supposé partager mes impressions avec eux, mais je les vois souvent se traîner comme des zombies... Ça ne veut pas dire qu'ils ne font pas leur boulot, non, mais, clairement, ils en ont marre ! »

Le sergent a beau ne plus avoir confiance dans les Irakiens, il les plaint de devoir vivre « dans la même merde où ils vivaient avant guerre ». « Je peux comprendre

pourquoi ils protestent contre nous, quand ils le font pacifiquement, ajoute-t-il. Je me demande d'ailleurs parfois si le boulot que nous sommes censés faire ici est juste ou non. Quant on pense que nos soldats sont tués chaque jour en Irak !... » Al admet que, parfois, les GI craquent et se conduisent de manière plutôt rude avec les Irakiens : « Que voulez-vous ! Il fait

presque 50 degrés. On transpire sous les casques, les gilets pare-balles ; on est harnachés jusqu'aux yeux. Et, devant nous, on a des civils qui n'arrêtent pas de râler, de se lancer dans d'interminables arguments. Il y a de quoi perdre son calme... »

Un autre soldat des gardes natio-

naux, un adjudant, se montre, lui, plus modéré. « Je sens que je fais ici quelque chose d'utile, car je suis plongé dans une situation historique que je pourrai raconter, comme témoin privilégié, plus tard, à mes enfants. Après tout, on a quand même contribué à déboulonner un épouvantable dictateur ! » Mais les rêves de l'adjudant sont agités. L'autre nuit, il a fait un cauchemar

qui le mettait aux prises avec plusieurs combattants irakiens le menaçant à coups de kalachnikov. « Dans mon rêve, j'ai tiré contre eux. Je les ai tués. Ensuite, j'ai été jugé par un tribunal avec des juges revêtus de la robe de militants du Ku Klux Klan ! Je suppose que Sigmund Freud aurait son mot à dire, non ? », ironise-t-il.

La colère gronde aussi chez nombre de soldats d'active. Notamment dans la troisième division d'infanterie, basée à Fallouja, à l'ouest de Bagdad. Dans cette région, chaque jour, au moins un soldat américain meurt dans les attaques des nostalgiques de Saddam Hussein.

« Collectivement, les soldats en ont plus qu'assez. Leur moral est au plus bas. Et j'en ai déjà rencontré plus

d'une centaine », témoigne un journaliste de l'armée américaine. Sur-tout depuis qu'il leur a été signifié qu'au lieu d'être relevés en septembre, comme il avait été initialement prévu, ils devront rester sur place jusqu'à plus ample informé. L'autre jour, l'un d'eux a même été jusqu'à déclarer devant les caméras de la télévision ABC que « Donald Rumsfeld [le secrétaire américain à la défense] ferait mieux de démissionner... » Récemment, un autre confiait à l'AFP que l'Irak est « un enfer »...

DÉGÂTS MÉDIATIQUES

« J'ai décidé de laisser les soldats souffler un peu par rapport à leurs contacts avec la presse et la tension que cela suppose pour eux », déclarait au Monde, jeudi 24 juillet, le capitaine James Brownlee, officier des relations publiques pour la deuxième brigade de la troisième division basée à l'entrée de Fallouja. « Il y a trop d'interférences étrangères dans la base », a-t-il expliqué. Sous-entendu : trop de journalistes écoutent trop de soldats exprimant leur lassitude.

Ce n'est évidemment pas ce qu'a admis le capitaine Brownlee : « La presse ne peut plus parler aux soldats jusqu'à plus ample informé. C'est tout. N'oubliez pas que l'on est dans une région où nos hommes se font tuer chaque jour ! » Aux Etats-Unis, le premier amendement de la Constitution ne permet pas d'interdire à la presse l'accès aux militaires. Mais il y a plus d'une façon de justifier une telle interdiction pour des raisons opérationnelles. Visiblement, le commandement militaire américain a décidé de limiter les dégâts médiatiques.

Bruno Philip

Cinq GI tués en vingt-quatre heures

Dans une attaque à la grenade, dimanche 27 juillet, à Al-Haswah, à 30 kilomètres au sud de Bagdad, un soldat américain a été tué et un autre blessé. La veille, un soldat américain avait été tué et deux autres blessés près d'Abou Gharib, à l'ouest de Bagdad. Lors de cette offensive, les GI, qui appartenaient à une unité du génie de la 3^e division d'infanterie, se trouvaient dans un convoi attaqué à l'arme légère et à la grenade. Dans une autre attaque à la grenade le même jour, trois soldats de la 4^e division d'infanterie ont été tués et quatre autres blessés à Baaqouba (à 60 kilomètres au nord-est de Bagdad), alors qu'ils étaient en faction devant un hôpital pour enfants.

Au total, selon le commandant américain William Servant, 49 militaires américains ont été tués au combat en Irak depuis le 1^{er} mai, date à laquelle le président américain George Bush avait annoncé la fin des opérations militaires majeures. En outre, 55 soldats sont morts en dehors d'opérations de combat, et 375 autres ont été blessés. — (AFP)

Le Monde

29 JUILLET 2003



IRAQ DISPATCH

INSIDE THE HUNT FOR SADDAM

The U.S. thinks Iraq's ex-leader is alive and inspiring resistance. TIME goes along on a mission to track him down

By BRIAN BENNETT, TIKRIT

AS THE FIVE-TON TRUCK RATTLES TO A STOP ON A DIRT road just before dawn, Lieut. Jason Lojka snaps his squad to attention. "Dirty!" he barks to the men loaded in the back of the vehicle. "Boots!" they reply. Again. "Dirty!" "Boots!" The infantrymen barrel out of the truck toward a two-story home perched on the edge of a sandy bluff overlooking the Tigris, some 16 km north of the city of Tikrit. They reach the compound's metal gate. M-16s locked and loaded. A translator bangs on the door. When an old woman opens up, the troops sweep through the garden and into the house. An intelligence report had said Taha Yasin Ramadan, Saddam Hussein's Vice President, might be in the area.

They didn't find him. But the raid did turn up some serious firepower: 25 kg of C4 plastic explosives, a cache of rifles hidden in the garden and seven AK-47 magazines wrapped in plastic and sunk into a pile of rotting chicken parts. The soldiers also found a Republican Guard uniform and posters of Saddam, and from a field beyond the house they unearthed a telltale

box of star-cluster signal flares. "They initiate ambushes with these," says Lieut. Colonel Steve Russell. The flares are further evidence that the Tikrit area, home base for Iraq's fallen leader and his most fervent supporters, is a center of resistance to the U.S. forces.

Raids like this, designed to flush out Saddam and his top aides, happen every few days. On one level, they have been successful. In their recent operations around Tikrit, U.S. soldiers with the 4th Infantry Division's 1st Brigade—known as the Raiders—have enjoyed several big scores: they helped special forces nab Saddam's trusted aide Abid Hamid Mahmud, seized more than a ton of plastic explosives and hundreds of weapons and uncovered at a farm more than \$9 million in cash plus a buried chest of jewels worth more than \$1 million that belonged to Saddam's first wife Sajida. But the U.S. forces have been unable to capture Saddam, even as the former Iraqi leader somehow circulates recorded messages calling on Iraqis to fight against the U.S. occupation.

The U.S. is desperate to find him. At home, Americans are concerned about the constant flow of U.S. casualties resulting from what new Central Command General

WAR BOOTY In a village north of Tikrit, U.S. soldiers, above, uncover caches of weapons, including rocket-



John Abizaid described last week as a "classical guerrilla-type campaign." While there is no evidence that Saddam is directing the attacks, U.S. war planners believe that as long as he is at large, he will continue to galvanize his followers. "Until the myth dies," says Lieut. Colonel Russell, who oversees the town of Tikrit, "people are going to show unnatural fear of his return." Capturing Saddam would also give a lift to the Bush Administration, roiled by allegations that it misled the public about Saddam's weapons. "Time to find Saddam," said a top Republican operative last week. "Time to change the subject."

Russell is doing his best to oblige. "We get nothing if we do nothing," he says, and so he sends his 22nd Infantry Regiment out on almost daily raids and ambushes. The strategy is clear. As long as the coalition forces keep up the pressure, says a Pentagon official, Saddam will eventually make a mistake and be caught. "It's just a matter of waiting for Murphy's Law to kick in," says this official. At the same time, the steady stream of arrests of Saddam loyalists, the Americans hope, will eat away at his support structure. "He needs money and trusted friends to move around," says the official, "and

we're scooping up both."

The more former regime members U.S. forces nab, the more they are learning about Saddam's underground network. Brigade commander Colonel James Hickey says a core group of bodyguards around Saddam apparently is moving his money around the area, from Baiji, 30 km north of Tikrit, to Balad, 80 km to the south. At the end of June, the brigade intercepted a nephew of Saddam's who was carrying \$800,000 in a Samsonite briefcase, presumably moving it from a hidden stash to a delivery point. The farm where the brigade found millions of dollars and Sajida's jewels is believed to have been a way station for those aiding Saddam.

He will not be an easy catch. Although he was Iraq's President, Saddam has been living like a man on the run for more than a decade. A butler who worked for him from 2000 until the day Baghdad fell tells *TIME* that the former dictator rarely spent more than 10 straight hours in a location. After waking up, Saddam would move on to another place before the call to morning prayer. Though he had his pick of huge palaces, says the butler, Saddam preferred to stay in small houses inside the palace compounds.

Almost certainly, Saddam is traveling with only a few companions. A former private secretary to the dictator tells *TIME* that a small number of Saddam's bodyguards and close associates disappeared when he vanished after the fall of Baghdad. Everyone else from the former regime, the secretary says, is accounted for. These missing few, he says, are known around Tikrit as *shabbah*, or ghosts. "No one has seen them," he says, "but we know they are out there, helping him."

The most prominent ghosts come from Owja, Saddam's home village just south of Tikrit. Khalil Ibrahim Omar al-Mouslit and his brothers Mohammad and Radman were, respectively, Saddam's favorite bodyguard, personal chauffeur and close escort. Mohammad was seen by the butler driving Saddam's white Mercedes out of the Baghdad neighborhood of Adhamiyah after the President made a public appearance there on April 9, as the Americans were trying to take control of Baghdad. And the same day, says the former secretary, Radman personally told the other close associates of Saddam that they were no longer needed.

Russell believes that the ghosts are doing more than ushering Saddam around. He thinks they are also doling out cash and heavy weapons to those who want to attack U.S. forces. And plenty want to. In Tikrit last week, stencils reading GOD, COUNTRY, LEADER—with Saddam's profile silhouetted in the middle—were painted at many prominent intersections. There are pro-Saddam screeds everywhere in the city. ("He's coming back. We are waiting patiently." "Cooperate with the Americans and die").

Shopkeepers and homeowners are too frightened to remove the messages, so Russell sometimes does. Raiders hand-paint sabers through the silhouettes of Saddam's head, and snipers lie in wait to see who comes to remove them. Russell has also made his own stencil, which bears Saddam's face and the words: WANTED

DEAD OR ALIVE: \$25,000,000.

The Raiders' aggression has not been without cost.

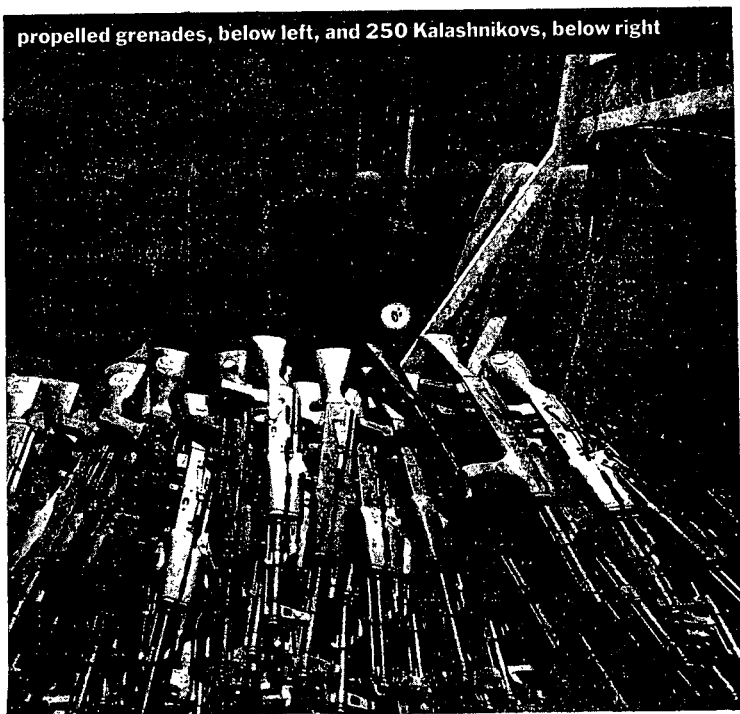
Russell's 22nd Infantry Regiment alone has lost two men and has been awarded 22 Purple Hearts for soldiers wounded in action since the beginning of June. Yet American commanders in the region insist that their tactics—especially the capture of Mahmud—are weakening the opposition. Signs of progress: the number of attacks on U.S. forces around Tikrit is down, Iraqi police officers patrol the town at night, and the city's curfew has been changed from 10 to 11 p.m. At the same time, attacks on civilians are on the rise. And shops are being shot up for selling to Americans. Last week two Iraqis working with U.S. forces died—one shot in his son's auto-repair shop, the other mysteriously drowned in the Tigris.

The fact is, many Tikritis remain fiercely loyal to the old regime. In a modest, two-story home in Tikrit, Mahmoud Omar, 30, a teacher at a secondary school, says he hopes Saddam will return. The owners of the house proudly display their photos of Saddam. One, bound in leather, shows a young man from the family, in uniform, standing next to Saddam. He was a bodyguard for the former President. "We are keeping these in the

house," says the owner, who doesn't want to be identified for fear of retribution from the Americans. "We will never throw them away." Some neighbors, Omar says, are burying their Saddam photos so the Americans won't confiscate them. "You have to understand," he says, "these are people who knew Saddam Hussein from the day they were born." In a Tikrit teahouse, Hakim Salih

Mohammad, a former warrant officer in the Special Republican Guard, praises Saddam and contends that the ex-leader came to Saddam International Airport in early April and fired rocket-propelled grenades (RPG) from his own shoulder

propelled grenades, below left, and 250 Kalashnikovs, below right



at the advancing Americans. "This new coalition has dismantled the military and intelligence offices.

Hundreds of thousands of people are without jobs." Saddam, he says, "is our symbol, and he is our destiny."

It is because so many people in Tikrit think that way that the Raiders stay aggressive. One night last week the Cobra Company of Russell's battalion responded to reports that two men who had launched RPG attacks at a U.S. convoy had run into a nearby house. Cobra Company stormed the place—and found an old Bedouin, his three sons and their wives. The soldiers apologized, and the old man offered them a glass of chilled water and a warning. "Unless you catch Saddam and show his head to the people," he said, holding his clenched hand up as if he held a fistful of hair, "they won't believe he is gone. This will not end." In Tikrit and in Washington, U.S. soldiers and politicians suspect that he is right. ■

“Until the myth dies, people are going to show unnatural fear of [Saddam’s] return.” —LIEUT. COLONEL STEVE RUSSELL



CULTURE CLASH A U.S. soldier carries a WANTED stencil depicting Saddam. When the G.I. leaves, Iraqi kids show support for the former leader



Le Monde JEUDI 31 JUILLET 2003

Ankara adopte une loi d'amnistie pour rebelles kurdes repentis

ISTANBUL. L'Assemblée nationale turque a finalement approuvé, mardi 29 juillet, une amnistie partielle pour les repentis du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek). Selon la nouvelle loi, adoptée par 356 voix contre 71, les militants du PKK-Kadek qui n'ont pas participé à des actes de violence pourront rentrer chez eux immédiatement. Les combattants, pour leur part, bénéficieront de réductions de peine pour autant qu'ils fournissent des renseignements sur leur organisation. L'amnistie partielle ne s'applique pas aux hauts responsables du PKK.

Certains membres de l'opposition ont averti que, « au lieu de diminuer le terrorisme, la loi risque de l'encourager ». Le dirigeant du Parti républicain du peuple (CHP), Deniz Baykal, a déclaré que la loi avait été « commandée » par les Etats-Unis. Washington, qui contrôle désormais le nord de l'Irak, a promis de déloger les militants du PKK basés dans la région. Les Etats-Unis ont encouragé le gouvernement turc à adopter cette amnistie partielle dans l'espoir de convaincre les militants de déposer les armes volontairement. Le PKK-Kadek avait par avance rejeté cette amnistie. — (Corresp.)

French pave way for role in Iraq

By Elaine Sciolino

PARIS: The open-ended American military occupation of Iraq has forced France to contemplate whether and how to help with the aftereffects of a war that it opposed.

There are no illusions in the corridors of power in Paris that President Jacques Chirac and his outspoken foreign minister, Dominique de Villepin, will be able to repair the damage to their relationship with the Bush administration. By all accounts, Chirac and Bush do not particularly like each other, and their administrations deal with each other more out of need than friendship.

But the vulnerability of American soldiers in Iraq and the determination by the American military to internationalize the troop presence on the ground have changed the political and diplomatic landscape and raised the possibility that France — and perhaps Washington's other reluctant allies in NATO — could somehow contribute to making peace in Iraq.

Chirac has ruled out any participation of French troops in a peacemaking or peacekeeping regime unless there is a United Nations mandate.

And in a radio interview last week, Villepin argued that only a Security Council resolution handing responsibility for Iraq's security and its political and economic future to the UN could secure the peace. Criticizing the American plan to add foreign forces to its existing coalition, Villepin said, "Piecing together a system with what already exists, adding foreign troops to coalition forces, does not seem to us the best way to guarantee security in Iraq."

News Analysis That said, French military planners are drawing up contingency plans to send troops to Iraq in the unlikely event that the poli-

tics of the Iraq crisis suddenly changes and France is asked to find troops to help fulfill a UN mandate, senior French officials said. France could put together a force of 8,000 to 10,000 troops, some of them from other international missions, the officials added.

The remarks by Chirac and Villepin setting conditions for troop deployments were intended in part to preempt any American request for troops. Their thinking goes something like this: By setting the bar so high, the United States either will not ask for French troops or will refuse to accept French conditions for sending them under a UN umbrella.

"In one sense, we were sending a signal to Washington," said one senior French official. "We didn't want to be faced with having to say no." He added, "The French army would feel humiliated to go to Iraq and be put in the same category as the Poles or the Uruguayans as part of the cleanup team."

Following intense questioning at a Senate hearing this month, Defense Secretary Donald Rumsfeld, who is still enraged over France's refusal to support the war effort, told reporters that the United States "would be happy to have troops from a wide variety of countries, including France." And in another Senate hearing last week, General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said in questioning that "it would be in our best interest" if a NATO force came to Iraq.

Germany, which also opposed the war, has deployed peacekeeping troops in both Afghanistan and the Balkans and has also made clear that without a UN mandate, it would not consider entering Iraq. And both France and Germany are unlikely to agree to a large

NATO role in Iraq as long as the United States is the main occupying power.

So, at the moment, there is a standoff. The United States has not asked France

or Germany to send troops to Iraq, and neither country has offered.

But the strategy of setting conditions for possible troop deployment in Iraq could backfire. When Secretary General Kofi Annan of the UN asked Chirac in May to send French troops to lead a peacekeeping force in the Democratic Republic of the Congo, Chirac did not say no but responded with a list of tough conditions that would have to be met

first. He was said by aides to have been stunned when the conditions were swiftly met and he found himself having to deliver on his promise.

As for Iraq, two culinary images spring to mind in explaining the French dilemma. There is an inclination to let the Bush administration, as one senior French official put it, "mijoter dans son jus" — "stew in its own juices" — by leaving it alone to secure the peace. There is also a determination to "ne pas jeter de l'huile sur la feu" — "not to throw oil on the fire." That is why there has been no official criticism of the failure by American and British forces to find so-called weapons of mass de-

struction in Iraq — the ostensible reason for going to war in the first place — or of the misuse of intelligence data about the threat.

"We need to be positive and constructive, and not just snicker in our little corner, saying, 'They are in trouble,'" said the former French foreign minister, Hubert Vedrine, in an interview on Europe 1 radio last Friday. "But at the same time, we cannot simply send men in Iraq, in my opinion, to support a policy whose purpose we don't see. So it's about adding troops to the GI's, to do what? We need to talk about the 'to do what.'"

The New York Times

International Herald Tribune
Thursday, July 31, 2003

Une délégation kurde d'Irak en quête d'assistance humanitaire japonaise



ERBIL (Irak), 30 juil (AFP) - 17h03 - Une délégation du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) se trouve actuellement au Japon pour examiner la possibilité d'une aide japonaise dans la réalisation de projets humanitaires en Irak, rapporte mercredi un quotidien du PDK.

Selon le quotidien Khabat, la délégation, conduite par Nehrivan Barzani, à la tête de l'administration de ce parti kurde, avait rencontré lundi dernier à cet effet la ministre japonaise des Affaires étrangères Yoriko Kawaguchi.

M. Barzani avait alors "exhorté le gouvernement japonais à réaliser des projets humanitaires en Irak".

Le 26 juillet, le Parlement japonais avait autorisé, au terme d'un débat houleux, le gouvernement à envoyer des troupes en Irak, ouvrant ainsi la voie au premier déploiement de militaires japonais depuis la Seconde Guerre mondiale dans un pays où des mouvements de guérilla attaquent les troupes américaines.

La nouvelle loi permet à Tokyo de déployer des soldats en Irak en limitant leurs activités à une aide humanitaire et de reconstruction "hors des zones de combat". Elle interdit aux forces japonaises de fournir des armes, munitions ou avions pour des opérations de combat.

La mission japonaise aura pour tâche notamment de contribuer à la réinstallation des déplacés ou des réfugiés, à la réparation d'équipements et à la distribution de l'eau potable et du ravitaillement.

La bataille pour Kirkouk a commencé



SOULEIMANIYAH (Irak), 30 juil (AFP) - 10h02 - Kirkouk, la grande ville pétrolière du nord de l'Irak, doit réintégrer le Kurdistan et devenir sa capitale dans un Irak fédéral, affirment des responsables kurdes qui se sont lancés dans cette bataille au grand dam de la Turquie.

"Notre espoir est de voir Kirkouk devenir la capitale" du Kurdistan, dit Gadir Aziz Jabbari, le représentant du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), à Souleimaniyah, "sinon ce sera Erbil", l'autre grande ville kurde. Mais "nous ne céderons jamais sur ce sujet", ajoute-t-il.

"La capitale du Kurdistan sera Kirkouk ou Erbil", affirme aussi Aiso Shak Norey, le maire de Souleimaniyah, membre de l'autre grand parti kurde, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK).

La ville aux immenses gisements pétroliers située à 250 km au nord de Bagdad est historiquement l'objet de convoitises. La Turquie en avait réclamé le contrôle et craint aujourd'hui le développement d'un Kurdistan économiquement puissant.

L'espoir des Kurdes est porté à l'unisson par les deux factions -UPK et PDK- qui contrôlent une partie du nord de l'Irak, sans Kirkouk, depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

Jalal Talabani de l'UPK et Massoud Barzani du PDK sont membres du Conseil de gouvernement transitoire, mis en place le 13 juillet par l'administration civile américaine en Irak, ainsi que de la présidence tournante de ce Conseil créée mardi, où ils vont défendre jalousement la cause du Kurdistan.

Les deux premières entités politiques de l'après-Saddam Hussein doivent élaborer la nouvelle Constitution de l'Irak.

Ayant abandonné la revendication de l'indépendance, les deux partis se prononcent pour un Irak fédéral divisé en trois: sud, centre et nord.

Ils ont déjà un dossier s'appuyant sur des documents historiques prouvant que Kirkouk est bien kurde, dit Gadir Aziz Jabbari, au moment où justement un professeur d'histoire entre dans son bureau.

"Saddam Hussein a voulu en faire une ville arabe et avait même interdit de donner aux enfants des noms kurdes", ajoute-t-il.

En échange de Kirkouk et ses trois millions d'habitants, les responsables kurdes semblent avoir abandonné leur revendication sur Mossoul. "La ville est arabe même si les villages autour sont majoritairement kurdes", reconnaissent-ils.

Leurs angoisses viennent de la Turquie. "Nous voulons la paix, mais les Turcs ne sont pas nos amis", dit Aiso Shak Norey.

"Nous ne les laisserons pas faire", ajoute M. Jabbari, affirmant "qu'ils ont d'abord pensé que la guerre serait une bonne occasion de récupérer Kirkouk".

Revenant sur l'arrestation pendant deux jours début juillet à Souleimaniyah de militaires turcs, le représentant du PDK estime "qu'ils n'étaient pas venus avec des bonnes intentions. Ils voulaient créer des problèmes". Onze membres des forces spéciales turques avaient été arrêtés et n'avaient été libérés qu'après d'intenses discussions entre Ankara et Washington.

Ankara ne cache d'ailleurs pas ses ambitions de jouer un rôle important dans le dossier irakien. Son ministre des Affaires étrangères Abdullah Gul a exprimé lundi le souhait que la Turquie ne joue pas pas uniquement un rôle de force de police en Irak, mais également un rôle militaire lui permettant d'avoir une influence sur le remodelage politique du pays.

En tant que voisin de l'Irak et à cause de son histoire, la Turquie est bien placée pour se permettre de donner des conseils aux Etats-Unis, a-t-il estimé. "Nous avons dirigé la région pendant des centaines d'années", a-t-il rappelé en faisant allusion à l'empire ottoman.

IRAK

Etre ou ne pas être (contre les Américains)

L'éditorialiste d'As Safir Joseph Samaha propose dix raisons de s'opposer à la résistance irakienne et dix autres de la soutenir. Il suggère de continuer à "rendre l'occupation coûteuse" pour Washington.

AS SAFIR
Beyrouth

Plusieurs arguments s'opposent à l'idée de soutenir la résistance en Irak. En voici quelques-uns :

1. Dans sa manifestation armée, la résistance n'exprime pas le consensus national. Les Kurdes la refusent et se comportent comme s'ils tenaient à la présence des Américains. Les chiites estiment que l'occupation ne devrait pas tarder à prendre fin et que rien ne justifie actuellement une action militaire à son encontre. La majorité civile sunnite, bien que son animosité soit plus sensible, n'est pas désireuse de s'engager dans une confrontation qui tournerait aujourd'hui à son désavantage.

2. Ces attaques armées sont considérées comme les derniers soubresauts d'un régime qui s'est effondré, non comme les prémisses d'une situation nouvelle.

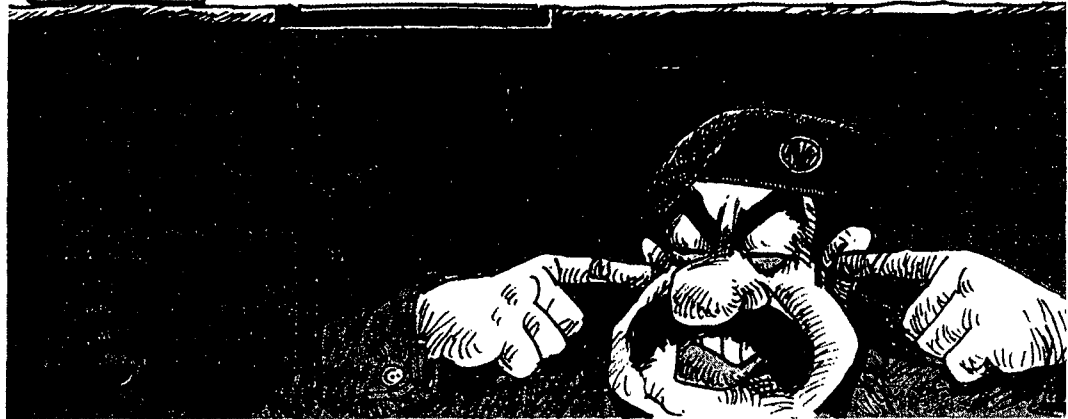
3. Certains mènent une lutte armée alors qu'ils devraient plutôt s'excuser de leurs appartenances [au régime de Saddam Hussein] et pratiques passées.

4. Durant la guerre, les Irakiens ont démontré qu'ils n'avaient pas le désir de résister et, bien qu'ayant alors plus de capacités militaires qu'ils n'en ont aujourd'hui, ils se sont montrés plutôt neutres. L'armée irakienne s'est effondrée, symbole d'une population épuisée par des années de guerre, d'embargo et d'oppression.

5. La situation régionale et internationale n'est pas favorable à une guérilla durable. Pour certains pays, c'est parce qu'ils ont de bonnes relations avec les Etats-Unis. Pour d'autres, au contraire, c'est en raison de leur crainte des Américains.

6. Le pire serait que la résistance obtienne une victoire rapide, car obliger les occupants à quitter l'Irak dans la précipitation ne pourrait que signifier le chaos, la guerre entre Irakiens et une probable sécession du Kurdistan irakien.

7. Quel sens peut avoir une résistance sans discours politique, ni programme politique, ni même horizon politique ? Soyons clairs : ce qu'il faut maintenant, c'est renouveler le contrat social national entre Irakiens, ce qui exige bien autre chose que de chanter les mérites de la violence exercée contre l'étranger.



8. Si la résistance ne promet que des lendemains qui ressemblent au passé, cela ne vaut pas la peine ! Pis, ce serait un véritable cauchemar.

9. Il est inacceptable que l'on mette en doute le patriotisme de ceux qui, parmi les Irakiens, s'attellent en priorité à réparer les méfaits des décennies écoulées [du régime baasiste] et qui, par réalisme, cherchent dès le départ la relation adéquate avec les Etats-Unis.

10. Si la résistance se permet d'attaquer ceux qui collaborent avec les Américains, il sera impossible de ne pas la considérer comme un prolongement des pratiques du régime passé avec ses massacres et ses fosses communes.

Pour toutes ces raisons, la résistance ne serait plus alors qu'un boulet, entraînant l'Irak vers le passé et l'empêchant d'aborder une ère nouvelle.

Mais les partisans de la résistance avancent eux aussi leurs arguments, dont on peut retenir ce qui suit :

1. Les intentions des Américains sont sans commune mesure avec leurs objectifs avoués et ceux qui connaissent le b.a.-ba de la politique des Etats-

Unis au Moyen-Orient ne peuvent que s'opposer à cette guerre par les armes.

2. Toute base légale de l'occupation est devenue dérisoire du fait que l'on n'a pas réussi à découvrir en Irak des armes de destruction massive.

3. Il est apparu clairement, au lendemain de la guerre, que la gestion américaine du pays était improvisée dans le traitement des problèmes et rigide dans la réalisation des intérêts à long

terme des Irakiens.

4. Les occupants provoquent la population en permanence : congédiement [de l'armée régulière et des fonctionnaires], désintérêt pour les services publics, laisser-aller [concernant les pillages et la sécurité], favoritisme pour certains groupes [confessionnels ou ethniques], violation des traditions et coutumes héritées.

5. On ne doit pas laisser de répit à l'occupant, dont l'un des objectifs est d'arracher l'Irak à son environnement pour en faire une plate-forme d'agression de pays voisins.

6. Un débat a lieu aux Etats-Unis au sujet de cette guerre, débat qui est encore plus violent au Royaume-Uni et se nourrit du nombre de morts parmi les soldats de l'occupation. Il est donc essentiel de maintenir cette pression.

7. Plusieurs pays refusent de s'associer aux forces américaines en Irak. Une absence de résistance irakienne renforcerait les arguments américains.

8. Les Américains ne cachent pas qu'ils ont des idées toutes prêtes pour l'avenir de l'Irak : fédéralisme, économie libérale, projet d'une nouvelle Constitution, vision des relations régionales... S'y opposer par de simples déclarations ne suffit pas.

9. S'opposer à un Irak devenu pro-Israélien ne peut être mené par les seuls moyens politiques.

10. Le pouvoir actuel en Irak est étranger à la société. Qui dit "occupation" dit automatiquement "résistance".

De ce choc des raisons peut-on

■ L'Amérique non coupable

"C'est le nationalisme arabe qui a favorisé le confessionnalisme en Irak", rappelle Al Hayat qui note que, depuis les années 60, tous les dirigeants irakiens qui se réclamaient du nationalisme arabe ont opprimé et persécuté les chiites et les Kurdes. Accuser les Etats-Unis de favoriser le confessionnalisme en nommant les membres du Conseil du gouvernement transitoire irakien sur des bases ethniques et religieuses est injuste. "C'est la première fois dans l'Histoire, que les chiites se retrouvent correctement représentés au sein du pouvoir."

tirer une conclusion ? D'abord, reconnaître que tous les partis représentatifs appellent au départ de l'occupant. La situation politique actuelle irakienne, régionale et internationale permet d'envisager un projet qui rassem-

blerait toutes les forces locales : mettre l'Irak sous inspection du Conseil de sécurité de l'ONU, avec une participation de la Ligue arabe et des Etats riverains concernés. Les Etats-Unis s'opposent à ce projet. Il faut donc

rendre l'occupation coûteuse en hommes et en matériel. La résistance armée a son rôle dans cela, à condition qu'elle satisfasse à des conditions dont elle est encore bien éloignée.

Joseph Samaha

IRAK

Une population toujours tétanisée par l'ancien régime

AL HAYAT

Londres

Les Irakiens ne se sont jamais tant réjouis d'une opération américaine que le jour de la mort des deux fils du dictateur déchu, Oudaï et Qoussaï Saddam Hussein, où ils sont sortis dans les rues pour crier leur joie, tirer des coups de feu en l'air et distribuer des confiseries aux passants.

Cet événement a rappelé aux Irakiens l'atmosphère ambiguë des premiers jours de l'aventure américaine dans leur pays. Quand ces soldats étaient encore des libérateurs et des occupants. Quand l'occupation de la patrie s'accompagnait de la libération de ses fils du joug d'un effroyable régime, une libération qui plaidait pour l'invasion américaine. Quand l'occupation était un mal accepté du bout des lèvres, un prix à payer pour se débarrasser d'une tyrannie sanglante sans équivalent moderne sinon le régime de Pol Pot, une tyrannie qui associait l'assassinat et la torture méthodiques à l'arriération. C'est cette dimension que les médias arabes n'ont pas voulu et ne veulent toujours pas saisir.

Les Irakiens avaient besoin de revenir à une condition humaine usuelle avant d'aspirer comme tous les peuples du monde à exercer leur souveraineté sur leur territoire. Or cela leur était impossible au temps de la tyrannie de Saddam Hussein. Cela ne devait redevenir possible qu'en passant par une occupation étrangère,

dans une première phase, puis par la lutte contre cette occupation.

C'est peut-être là le cœur de cette tragédie irakienne que nous n'avons pu pénétrer : le régime précédent avait fait perdre aux Irakiens, individus comme communauté(s), leur humanité, au sens originel du terme comme dans son sens historique. L'occupation était le seul moyen de les ramener à une condition humaine normale, de les ramener dans l'Histoire, fût-ce au degré le plus bas de cette-ci : celui des peuples occupés qui ont perdu les rênes permettant de guider

leur nation et son avenir. Mais l'occupation aura fait gagner aux Irakiens un élément que leur dictateur leur avait arraché et dont il les avait définitivement privés : la capacité à agir

sur leur histoire. Le régime de Saddam avait ôté aux Irakiens toute velléité d'action. Et voilà que l'occupation leur rend le désir de s'opposer et de s'exprimer contre quelque chose. Ils semblent unis pour réclamer la fin de l'occupation américano-britannique, même s'ils divergent dans leurs opinions et sur les moyens de parvenir à ce but.

INCAPABLES DE SE RÉVOLTER CONTRE L'ANCIENNE TYRANNIE

La présence américaine en Irak était entrée dans une sorte de phase de "normalisation", après que s'était estompée la joie première de la délivrance du régime honni. C'était bel et bien une armée d'occupation, provoquant les rancœurs et les frustra-

tions que provoque nécessairement toute occupation. Mais la mort d'Oudaï et de Qoussaï et la joie populaire qui a suivi cette annonce auront fait la preuve qu'il y a encore des opérations américaines qui peuvent être appréciées des Irakiens. Ce qui demeure remarquable et paradoxal, c'est que ces Irakiens qui n'hésitent pas à crier haut et fort leur

opposition à une occupation par la seule hyperpuissance de cet univers, dans leurs manifestations, dans leurs communiqués, dans leur presse, dans tous leurs moyens d'expression, voire dans la lutte armée, ces Irakiens se montrent jusqu'à maintenant toujours incapables de se "révolter" contre leur ancien régime, même après sa chute, même après que ses symboles ont été tués, jetés en prison, obligés de fuir ou de se cacher. La mission de les poursuivre incombe toujours aux seules forces américaines, et il ne semble pas que les Irakiens, qui connaissent pourtant bien mieux leur pays, qui ont d'innombrables et d'insondables motifs de vengeance contre l'ancien régime, il ne semble pas que ces Irakiens soient prêts à oser agir contre cet ancien régime.

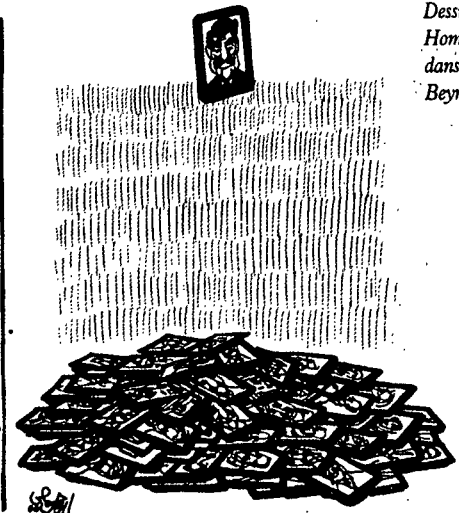
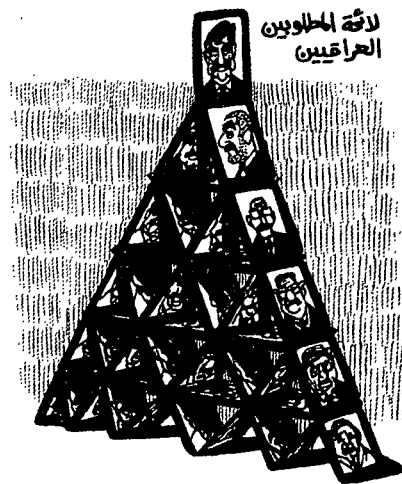
L'explication de ce paradoxe est que, face aux Américains, les Irakiens se retrouvent dans une situation d'opposition classique. Ses motivations sont connues, ses canaux d'expression balisés, ses horizons d'attente clairs. Mais, face à leur ancienne tyrannie, ils ressentent encore une terreur instinctive, inhumaine, qui paralyse toute action.

Saleh Bechir

■ Résistance ou opposition

"Les chiïtes irakiens vont-ils participer à la guerre contre les Etats-Unis ?" se demande Maariv. Selon le quotidien israélien, les chercheurs américains font actuellement une nette distinction entre les groupes sunnites qui mènent des opérations de résistance contre la présence américaine et les chiïtes qui s'opposent seulement à cette présence. "Mais le risque de voir dans un proche avenir des voitures chiïtes piégées n'est pas à exclure."

◀ La liste des Irakiens recherchés. Dessin d'Armand Homsi paru dans An Nahar, Beyrouth.



In northern Iraq, economic base gets lift from U.S. Army

The Associated Press

ALONG THE IRAQ-SYRIA BORDER

The first train from Syria through northern Iraq to Mosul was a few minutes late, but after more than a year without service, the residents of Rabiya weren't complaining.

The train, consisting of dozens of freight and tanker cars, one sleeper and several passenger cars, resumed service only half-full Wednesday. But it was sold out with goodwill.

"It brings us to the future, this train," said Mohsin al-Naif, a leader of the Shamar tribe that has strong ties with Rabiya, an Iraqi border town of 25,000 residents, and in Syria as well. "We are bound by blood on both sides of the border."

"This is like bringing the family together. There is peace here," he said.

The train is running again thanks in part to the U.S. Army and its 101st Airborne Division, which oversees a 17,000-square-kilometer, or 6,564-square-mile, region in Iraq's north. The area is a blend of cities like Mosul, 386 kilometers, or 240 miles, north of Baghdad, scattered towns and villages and vast stretches of wheat and barley

fields. The people are mainly Arabs, Kurds and Turkoman.

Government financing for economic development here was rare in the aftermath of the 1991 Gulf War because the area was in the northern no flight-zone set up to protect the Kurds from Saddam Hussein's retribution, said Colonel Michael Linnington, commander of the 187th Infantry Regiment.

Soldiers here have made it a priority to secure the region's economic base by spending liberally to improve water wells, rebuild schools and train policemen.

"These guys have experienced 35 years of hardship," said Lieutenant Colonel Joe

Buche, commander of the 187th's Third Battalion in Rabiya. "They'd like it to be improved in 35 days."

That won't happen given the sheer number of projects that need tending, but there is plenty of money, said Captain Pat Costello, of the 187th.

The money is given to area commanders throughout Iraq, Linnington said, and they spend it at their discretion.

"It's Iraqi money for Iraqis," said Costello. It comes from Iraqi assets frozen after the Gulf War. Any work done is by

local contractors, vetted by area leaders and army officials.

The American-led coalition said the train included mainly oil tanker cars that were held in Syria at the start of the war. A coalition official, speaking on the condition of anonymity, said the return of the cars would allow Iraq's petroleum industry to increase refinery output by one-third.

In the nearly three months the regiment has been at work, nearly \$1.4 million has been spent in small hamlets and major cities. Potholes are being filled in Mosul, and schools are being repaired in the countryside.

Some projects are obvious — like the train and refurbishment of the railway in Rabiya, Buche said. Others are less visible, like updating antiquated water pumps or trucking in drinking water for families without wells.

"It's a big mission," Buche said, as hundreds of local sheiks, the mayor and others scrambled around the crossing between Iraq and Syria.

International Herald Tribune
Friday, August 1, 2003



Le président turc promulgue la loi d'amnistie pour les rebelles kurdes repentis

ANKARA, 5 août (AFP) - 21h27 - Le président turc Ahmet Necdet Sezer a promulgué la loi d'amnistie adoptée fin juillet par le Parlement pour les rebelles kurdes repentis acceptant de donner des informations sur les activités illégales du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a annoncé mardi la présidence.

La loi, huitième du genre, va être publiée au Journal officiel pour entrer en vigueur, précise-t-elle dans un communiqué.

Elle restera valable pendant six mois.

Le texte, adopté le 29 juillet par le Parlement, prévoit que les condamnations de ceux qui ont commis des actes de violence seront réduites de moitié voire des deux tiers s'ils fournissent aux autorités des informations sur leurs activités clandestines.

Les hauts responsables de l'ancienne rébellion du PKK, rebaptisé KADEK depuis qu'il a déposé les armes en septembre 1999, sont cependant exclus de cette disposition.

Les autorités turques estiment à environ 5.000 le nombre de rebelles kurdes retranchés dans le nord de l'Irak, après que le PKK eut annoncé une trêve unilatérale en septembre 1999.

Ankara estime que 2.000 rebelles pourraient bénéficier de l'amnistie.

Le PKK-KADEK avait par avance rejeté cette amnistie.

Europe



Turkey

A revolution, of sorts

ANKARA AND ISTANBUL

Taming the generals, and knocking at Europe's door

THIS week Turkey's government, led by Tayyip Erdogan, put two hugely potent bills through parliament. One should dramatically weaken the power of the generals, who, as proclaimed guardians of the country's secular constitution, have long been accustomed to interfere in politics, thereby mocking Turkey's claim to be a thorough-going democracy. The other bill offers a qualified amnesty to the rump of a Kurdish guerrilla force that, until a ceasefire in 1999, was fighting a vicious war in the country's south-east, which in turn was partly responsible for Turkey's dreadful record of human-rights abuse. Both bills are the latest striking signal that the country is determined to revamp its entire system of governance in order to qualify, some day, for membership of the European Union.

But the road towards that goal remains very rocky. A slow realisation that a new world order has emerged since America's invasion of Iraq, together with the approach of a crunch moment in a year or so in the long campaign to join the EU, means that the government is still facing one of the hardest tests since Kemal Ataturk replaced the Ottoman sultans some eight decades ago with his version of a secular and authoritarian state that has more or less survived until now. But the legacy of Ataturk, the great moderniser, has itself become a brake on continuing modernisation and must steadily be refashioned or discarded—a notion that would have been

deemed sacrilege barely a decade ago. Indeed, it remains a crime to insult his name.

Three new challenges stand out. First, to qualify for EU membership, Turkey must still implement a bevy of drastic reforms, including those enacted this week, entailing changes in its approach to individual rights that will alter the very nature of the bossy Turkish state. Second, linked to that change, a new relationship between government at the centre and Turkey's large Kurdish minority may require a redefinition of Turkish identity and may even lead in the end to an unprecedented measure of devolution, though few people dare to contemplate it yet (see our next article). Third, the upheavals next-door in Iraq mean that Turkey must rethink its role as a regional power broker.

The most immediate foreign-policy question for the government is whether to send Turkish troops into Iraq under American overall command—on the understanding that they would have to help keep the peace in the south and not in Kurdish northern Iraq where they would be unwelcome. The Turkish government would much prefer to go in under a UN umbrella. Yet, if that is not (yet) available, it would be loth to turn down the chance to display its readiness to help Turkey's American allies and to repair relations that were sorely damaged, just before the recent invasion of Iraq, when Turkey's parliament refused to give permission for American troops to use eastern Turkey as a launch-pad for a

second front. In any event, Turks as a whole have remained strongly opposed to American policy over Iraq and many of Mr Erdogan's Justice and Development Party, as well as the opposition, share those feelings.

Since the government took office last November, it has on the whole done quite well, despite some hiccups. A big advantage over its predecessors, many of which were rancorous and fragile push-me-pull-you coalitions, is that it has a huge majority in parliament, a good four more years in which to make wrenching economic, human-rights and judicial changes, and an unusual font of goodwill at home and abroad. But it is inexperienced, torn by conflicting pressures (notably in foreign policy), and already has a squad of trouble-makers in its ranks. In addition, Turkey's economy, though recovering pluckily from a financial crash two-and-a-half years ago thanks partly to the watchful eye—and massive loans—of the IMF, is still very frail.

Secret Islamist schemes?

Moreover, the ruling party's Islamist roots, albeit disavowed by its current leaders, still make many Turks queasy, especially in commercial and liberal-leaning circles in Istanbul, their greatest city. Many still suspect that Mr Erdogan has a "secret Islamist agenda" which he would like to enact once he has consolidated his hold on the state, pushed the generals into the shade, and got the cover of the European Union for protection. Such worries make many of the country's generals even twitchier; indeed, it is not yet certain they will accept the trimming of their power.

The generals' two biggest bugbears have long been Muslim fundamentalism (from which Mr Erdogan's party is now so keen to distance itself) and Kurdish separatism that might, if it grew stronger, ►►

► prompt the break-up of the once-much-grandier Turkish state. Many generals are particularly nervous about the emergence of a Kurdish quasi-state next-door in Iraq and the dawning realisation of Turkey's own Kurds, probably at least 14m-strong in a total population of nearly 70m, that they may soon be able to enjoy much greater freedom thanks largely to the EU's insistence on minority rights.

This week's clutch of reforms, the seventh in a series of so-called "harmonisation packages" designed to bring Turkey into line with its would-be EU partners, would, among other things, revamp the powerful National Security Council, where the generals have predominated, and make it an entirely advisory body.

The previous government started enacting the EU harmonisation bills, but Mr Erdogan's team has sharply raised the tempo. In parliament's next session, it may even have to amend chunks of the Turkish constitution, still largely inspired by Atatürk and last refashioned at the generals' behest in 1982. This, too, would mark a seismic change.

The government has already pushed through a string of laws that should much improve prisoners' rights—and make it far less likely, in the first place, that Turks are prosecuted for crimes of self-expression which have habitually been deemed by judges to abet terrorism or undermine the secular state. Arguing, for instance, for Kurdish language rights has often been considered to breach laws forbidding Turks from encouraging the break-up of their state. On that account alone, thousands have, over the years, been jailed.

The biggest blot on Turkey's human-rights record has been the prevalence of torture in prisons and police stations. Foreign and domestic human-rights watchers are cautiously hopeful, thanks to a variety of laws included in the packages already passed, that this dire practice will gradually cease. But the mantra, intoned by politicians, diplomats and human-rights campaigners alike, is that laws are one thing, implementation quite another. So far, very few miscreants have actually been brought to book. Fundamental change on the ground is not yet plainly evident.

Words versus deeds

Indeed, the panoply of repressive laws is so far-reaching and complex that even the best-informed politicians and lawyers find it hard to identify which laws and articles have been swept away and which could, still be invoked. Moreover, much still depends on the regulatory bodies—the broadcasting watchdog, for instance—and the judges and prosecutors who oversee and interpret the supposed rules.

Again and again, liberal-minded Turks inveigh against the enduring "mentality of the state" and the reluctance of the old

guard—bureaucratic, judicial and military—to respect individual rights, whatever the law may say. "The culture of impunity [for state organs] and the culture of denial [of past wrongs] is still so strong," sighs a wary western diplomat. Many ordinary Turks think it doesn't matter much what the law-book says: if the generals and judges are determined, they can still always get round it. "It's not the rule of law, it's still the law of the ruler," says another sceptical foreign observer.

Corruption on a colossal scale is the most obvious manifestation of this age-old abuse of power. It may be the single biggest reason for the relative failure of Turkey to keep up with countries, such as Spain, that had a similar per capita GDP half a century ago. Mr Erdogan's party was elected (with 34% of votes cast, almost twice as many as its nearest rival got) largely because it was thought to be clean. Its ability to govern alone, along with the prospect that the usual merry-go-round of ruling coalitions sharing out patronage and spoils has stopped, has raised hopes

that it will stay clean, though some doubts have begun to creep in. The recent setting up of a parliamentary committee to investigate corruption is a good sign.

Government ministers know that, even if, as is fairly likely, the European Union's monitors issue a laudatory progress report this October, it will be even more crucial to Turkey's chances of joining the club that the array of new laws enacted in the past year is seen to be vigorously implemented in the ensuing year. The Turks' high hope is that, provided further progress is plain, a date will be given so that formal negotiations to join the EU may start at the very end of next year.

How soon after that, realistically speaking, might Turkey actually join? "Maybe in three, five or eight years," says a minister. The eight years of negotiations that Spain needed is often mentioned. So mark possible entry down as 2015—with a lot of luck. But before that target can be reached, a sea-change in the national psyche has to take place. Recent changes, at least on paper, are dramatic. But they are only a start. ■

Turkey's Kurds

Hope versus fear

DIYARBAKIR

Will the Kurds of south-eastern Turkey become happier—as Turkish citizens?

THE Kurds of south-eastern Turkey, like their fellow citizens of all ethnic stripes across the country, have already experienced an enormous change, largely for the good, in the past few years. Partly that is thanks to a ceasefire since 1999 between the Turkish army and the insurgents of the Kurdistan Workers' Party, better known as the PKK but recently renamed the Kurdish Congress for Freedom and Democracy, or KADEK. Last year the lifting of the state of emergency that had prevailed in most of

the south-east enabled many rural Kurds to travel freely to and from their villages: according to a human-rights campaigner in Diyarbakir, the Kurds' biggest city, nearly a quarter of the 3,400-plus Kurdish villages that were forcibly evacuated during the war have started to be resettled.

But several newer factors have raised the Kurds' morale. One is the new Turkish government's apparent determination to meet the European Union's human-rights criteria as a prerequisite for Turkey to start negotiating to join the club. The second is the consolidation of a quasi-independent federal Kurdish state across the border in northern Iraq. And the third is the prospect of an amnesty for many of the PKK guerrillas who have taken refuge in the mountains in the borderland of northern Iraq.

On the ground, however, the old fear and suspicion persist. Displaced Kurdish villagers on the edges of towns like Diyarbakir, where some 300,000 of them live in squalor with few jobs and almost no welfare to support them, have yet to enjoy better times. And human-rights campaigners, such as Sezgin Tanrikulu of the Diyarbakir Bar Association, say they have yet to see a new attitude among police and prosecutors who still, he says, harass and detain people deemed to stir up Kurdish senti- ►►



Waiting for first-class citizenship

ment. "Great new laws, zero implementation," he says. "There's no control over local bosses... and there's been no change so far in the state's mentality."

Moreover, conditions attached to the proposed amnesty mean that PKK insurgents thought to have committed acts of violence will not qualify for clemency. There has been no hint so far that Abdullah Ocalan, the PKK leader sentenced to death in 1999 (the term was commuted to life), will be freed any time soon.

They're still getting nabbed

Diyarbakir's mayor, Feridun Celik, who belongs to a pro-PKK political party which has recently changed its name from the People's Democratic Party (known as Hadeb, which was banned) to the Democratic People's Party (known as Dehap), says that 600 of its people have been detained this year. But the fact that some 30 towns in the south-east have mayors who belong to the party shows that it is allowed a measure of power and freedom.

Politicians in Ankara, Turkey's capital, point out, correctly, that most Kurds are well assimilated into Turkish society and do not seek to express the Kurdish identity beloved of Dehap and the PKK. Many top Turks, including past prime and foreign ministers, are or were Kurds by blood.

Moreover, it is true that only a minority of Turkey's 14m-odd Kurds vote for Kurdish parties. Hadeb (before it became De-

hap) won 60% of the votes in the last election in Diyarbakir and got a quarter of them in the 20 eastern provinces peopled predominantly by Kurds. But across the country, at least three out of four Kurds voted for non-Kurdish parties, including, in growing numbers, the ruling Development and Justice Party.

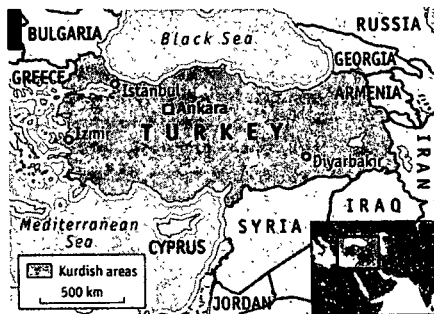
But this, as Kurdish activists argue, does not justify the abuses of state power inflicted on those among the sizeable minority who have argued, non-violently, for Kurdish language and cultural rights. Last month, a famous singer was detained for a week for singing a provocative song—in Kurdish. And it is still illegal for a Kurd to register his child with a Kurdish name.

On paper, many of these restrictive laws have already changed. The recent removal of a catch-all article in the penal code now allows anyone to argue peace-

fully even for separatism, says a senior Turkish diplomat. "Today, the non-violent advocacy of Kurdistan is legal—in theory," says Emin Sirin, an MP in the ruling party who is on parliament's foreign-affairs committee. "Turkey should regard Kurdistan as the United Kingdom regards Scotland," says Faruk Demir, of the Centre for Advanced Strategy, a think-tank in Ankara. "Twenty years ago nobody officially even accepted the existence of a Kurdish identity or people," marvels a leading broadcaster in Istanbul. Such relaxed public discussion of the Kurdish issue was rare even a few years ago.

So attitudes are changing—on both sides. Both the PKK/KADEK and Dehap, which tends to echo the fighters' latest views, insist that they now seek only cultural, linguistic and general human rights for Kurds. "Forget about federalism [within Turkey]," says Diyarbakir's Dehap mayor.

Maybe the militant minority among Turkey's Kurds, once they feel no longer treated as second-class citizens, will fit happily into a unitary Turkish state. But if peaceful and public discussion of such dangerous notions as a Greater Kurdistan becomes allowable, as it must do if Turkey is to come closer to joining the EU, who knows what a distant constitutional future might hold? That unanswered question is precisely what still rattles the Turks. ■



Turkey's challenge

The vote by Turkey's Parliament last week to curb the political power of the military and increase freedom of expression is a significant step away from army domination of Turkish politics. The challenge now for the government, led by the moderate Islamists of the Justice and Development Party, is to ensure that the new measures are carried out.

Not long ago, Turkey's military would have responded to such a vote by seizing power — the armed forces removed four governments in the last four decades. That is less likely today because of broad support in Turkey for democratic rule, but these reforms present a clear test of just how much the climate has changed. Military leaders should step back and let the nation continue along the path to deeper democracy and European Union membership.

The measures approved Wednesday take aim at the core of the military's political influence, the National

Security Council, which is composed of military leaders and senior politicians. The council's executive powers will be abolished, relegating it to an advisory role, and the council's secretary general, whose power in the past has rivaled that of the prime minister, need no longer be a four-star general. The military budget, formerly secret, will be put under the scrutiny of Parliament. Some legislation restricting freedom of expression and assembly will be repealed.

The Parliament also agreed to offer an amnesty to some members of the outlawed Kurdistan Workers Party. The amnesty, which builds on a reform package approved in June that protects the rights of Turkey's Kurdish minority, doubles as a gesture of good will to the United States, which deems the Kurdish organization a terrorist group and wants it out of northern Iraq, where about 5,000 members are thought to have sought refuge.

The moves are intended to prove

that Turkey is ready to begin negotiations to join the European Union. The talks would start at the end of next year if Turkey makes the grade. Despite overwhelming public support for entry into the union, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and his party will still need courage to enforce the new measures in the face of the entrenched interests of the military and other conservative forces in Turkish society. Turks will know that he is succeeding if military leaders who embrace the reforms get promoted during the military council meetings that conclude on Monday.

Erdogan deserves all the support he can get from Europe, which stands to benefit from the partnership of a truly democratic Turkey. The United States should put aside any lingering spite over Turkey's refusal to allow U.S. forces in during the Iraq war, and back Erdogan's efforts. Washington, facing an uphill struggle in Iraq, has much to gain from showing that it trusts moderate Islamists with the task of embracing democratic reforms.

TIME AUGUST 4, 2003

By ROMESH RATNESAR

And Then There Was One

An informant's tip leads U.S. forces to the Hussein brothers. Now the focus is on Saddam

UDAY AND QUSAY HUSSEIN HATED each other. When they were boys, Uday would torture his younger brother, going so far as to stab him in the thigh and break his ribs and to try to blind him with a burning cigarette stub. Over the course of four decades they would become, apart from their father Saddam, the most feared men in Iraq—responsible for untold numbers of maimings, jailings and murders and, in the case of Uday, rapes as well. The brothers never outgrew their mutual contempt. Qusay loathed Uday's drunken rampages and reprobate lifestyle; Uday railed to friends that Qusay, Saddam's chosen heir, conspired to marginalize him after a 1996 assassination attempt left him crippled.

Thus it was somewhat of a surprise that the antipathetic brothers were ultimately found together, holed up in a mansion on a busy thoroughfare in a suburb of the northern city of Mosul. In the end, they went down together, engaging U.S. forces in a four-hour battle before both were taken out of the house dead, provoking celebrations in Iraq and relief in Washington. The removal of two aces from the Pentagon's deck of the 55 most-wanted Iraqis provided a much-needed boost to a White House reeling from growing public suspicions that it stretched its case for the war, which has claimed more American lives than did the first Gulf War. U.S. commanders hope the brothers' demise will decapitate the leadership of the guerrilla resistance that has tormented U.S. forces since the beginning of the summer and thereby deliver the enemy a mortal blow. The U.S. believes the Fedayeen Saddam militia, which Uday controlled during the war, is behind many of the attacks on American troops. At the same time, U.S. officials hope ordinary Iraqis will be encouraged to cooperate



CLOSURE U.S. soldiers watch as a missile hits the mansion housing the brothers; the corpses, right, lie in a makeshift morgue



with the U.S.

Now American forces are zeroing in on their main prey. With the sons disposed of, military officials last week received flurries of reports on Saddam's whereabouts. Says Lieut. Colonel Steven Russell, commander of the 1st Battalion, 22nd Infantry Regiment, which is based in Saddam's hometown of Tikrit: "Any time we have seen a capture or killing of deck-of-cards people, we see a very positive effect, with a lot more people coming forward with information." On Thursday, during a raid south of Tikrit, soldiers from the 4th Infantry Division captured what the Pentagon said were "five to 10" suspected members of Saddam's security detail. A former butler of Uday's, visited by a group of Saddam's relatives two days after the deaths of the brothers, says Saddam's family is "very depressed and nervous" that the former leader may soon be captured. "They were very impatient to hear news from 'our uncle,'" says the butler, using a nickname for Saddam. "They told me, 'If they get hold of him, that's it, our end.'"

The drama last week began with what the military calls a walk-in. Someone approached U.S. soldiers at a camp gate to volunteer information on the brothers' whereabouts. U.S. forces put a discreet cordon around the Mosul house, which is owned by Sheikh Nawaf al-Zaydan Mohammed, a member of Saddam's tribe. Shortly before 10 the next morning, a phalanx of Army humvees arrived at the house, blaring instructions in Arabic for those inside to come out. Witnesses say that moments after al-Zaydan and his son emerged, hands raised, gunfire erupted from the upper floor of the house. About 20 U.S. soldiers stormed the building. Inside, they were met with a hail of AK-47 fire, which wounded four soldiers. The Americans called for backup.

The brothers surely knew this was their last stand. Though Uday in particular was not known for his valor—"He doesn't kill anyone with his own hand. He is a coward," a longtime family servant recently told TIME—the shooting from the second story continued for more than an hour. At 1 p.m., American Kiowa helicopters spit rockets into the mansion while ground troops launched 40-mm grenades and 10 antitank row missiles. A group of soldiers entered the house again; it was quiet this time, save for a few shots from the bedroom fired by Qusay's son Mustafa, 14, who was killed when the troops returned fire. In a small upstairs bathroom covered in blood and broken glass, the soldiers found the bodies of three others: Uday, Qusay and a bodyguard.

It is testament to the depths of the brothers' terror that many Iraqis celebrated the reports of their violent deaths as if life had begun anew. In Baghdad people

stayed out all night for the first time since the end of the war, firing celebratory rifle shots from the roofs of their houses and crowding around televisions in hotel lobbies to watch coverage of the raid. In the streets and suqs of the capital the next morning, shop owners congratulated one another with handshakes and kisses when they arrived for work. "If this street could talk, it would tell you that Uday would take a girl off the street and rape her," says Amar Abdul Amir, 45. "But no one could say anything. Before I was afraid to talk to Baath Party members. Today I feel O.K."

U.S. commanders felt better too. Just three days before the raid, Lieut. General Ricardo Sanchez, commander of coalition ground troops in Iraq, had looked glum as he briefed reporters, pleading with an Iraqi journalist that he needed local intelligence about where to find fugitive regime leaders. The day after the raid, he was radiant, announcing, "Yesterday was a landmark day for the people and for the future of Iraq."

And yet for the U.S. in Iraq, there are few clean victories. Many Iraqi skeptics refused to believe the brothers were truly dead, even after the U.S. released grisly photos of Uday's and Qusay's bearded corpses as they were found, and then let reporters film the bodies cleaned up, retouched and shaved. "We have to see it with our own eyes," said Ahmed Ismail, a kabob-shop owner in Tikrit. He was among a minority who expressed hope that the brothers were still alive. Another merchant, Fadhil Awda, who had dropped by for lunch, also doubted that the sons were dead. "And if it is true," he said, "then we will be more proud because they resisted for hours, and they were only four, while the Americans were 400."

As American commanders had anticipated, the brothers' deaths were followed by a step up in guerrilla attacks. Last week eight more U.S. soldiers died from hostile fire. U.S. officials hope the uptick, perhaps driven by revenge for the deaths of Uday and Qusay, will be temporary. But TIME spoke to members of a Fedayeen Saddam cell who said their support for the Husseins is not what motivates their attacks on the

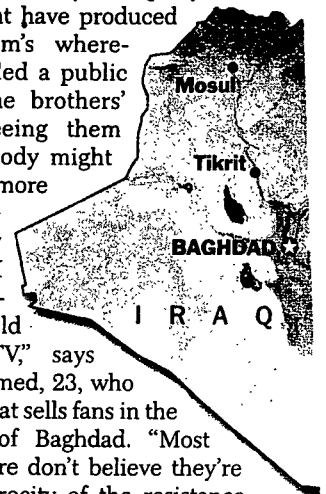
Americans. "We do it because they degrade us, they occupy our area," said a tribal elder sitting at the head of the gathering. The cell members said they operate autonomously, selecting their targets and timings without orders from any kind of hierarchy. The morning after the Mosul siege, when a makeshift explosive device detonated under a military convoy as it passed through the town of Ramadi, west of Baghdad, killing a U.S. soldier, the cell sent word to TIME: "We did it."

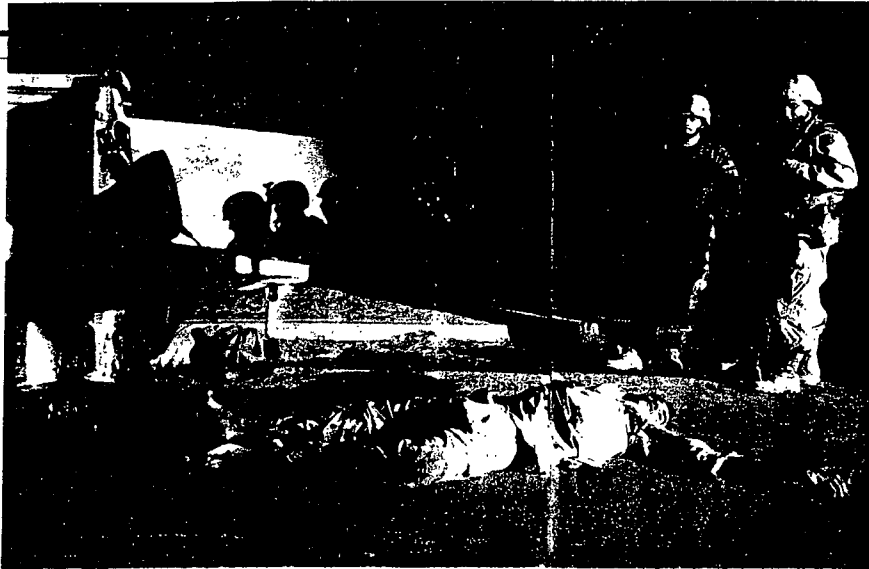
Even among Iraqis relieved to hear of the brothers' deaths, there was grumbling last week that U.S. forces should have endeavored to capture Uday and Qusay alive, which might have produced leads on Saddam's whereabouts and enabled a public accounting of the brothers' crimes. Plus, seeing them alive and in custody might have convinced more Iraqis that the brothers were truly a spent force. "I wanted them arrested so we could see them on TV," says Hassanin Mohammed, 23, who runs a tiny store that sells fans in the Karrada district of Baghdad. "Most people around here don't believe they're dead." But the ferocity of the resistance mounted inside the mansion suggested that the brothers had no interest in giving up. Sanchez said the option of pressing harder for a surrender was considered and

rejected by commanders on the spot, without intervention from senior officials at Central Command or in Washington. "You could say we should have got them alive," says Russell. "But this way it's clean. There's a finality to it."

MOSUL MIGHT HAVE SEEMED AN odd place for the brothers to take refuge, given its sizable Kurdish and Turkoman minorities, populations that are not favorably inclined toward the former regime. The area has not been a center of active resistance against occupying U.S. forces. But in other ways, Mosul was a comfortable

fit for the brothers, because key elements of Saddam's top officer corps came from there. At what point the brothers arrived in Mosul, a scenic city that is a popular family holiday destination, remains unclear. As TIME reported in the June 2 issue, in late May Uday dispatched a relative to try to negotiate the terms of a surrender to U.S. forces, according to a source familiar with the communications.





ONGOING After Uday's and Qusay's deaths, U.S. soldiers continued to face resistance, like from this fedayee, killed in a gun battle with the 22nd Infantry Regiment last week

As for the Wife...

Uday and Qusay Hussein are accounted for, but what about Saddam's other close relatives? It's hard to say. A butler who worked for the Iraqi leader until the regime fell says Saddam's first wife Sajida and the couple's daughters—Raghad, Rana and Hala—fled to Syria after the war started but were deported back to Iraq. Another butler, who served Uday, says the women made their way to Mosul, where Uday and Qusay died, and remain there—presumably with at least some of their combined seven children—protected by a tribal chief.

According to a former secretary to Saddam, the strongman's second wife Samira is in Beirut with the children from her first marriage and her grandchildren. Saddam and Samira are rumored to have had a son named Ali, but the family butler says there is no such person. (Saddam does have a nephew named Ali.) The young man mistakenly known on the Baghdad street as Ali, according to the butler, is actually Samira's grandson Saif, 20. The butler and the former secretary claim that the marriage contract between Saddam and Samira specified that she not bear him any children.

Samira and Saddam were close, says the secretary. "He listened to what she told him." But a Pentagon official in Iraq says the U.S. has little interest in the female relatives, noting that Iraqi women are usually kept out of men's affairs. The U.S., he adds, has no reason to think Saddam's wives and daughters would know his whereabouts. "If they came in here, I'd offer them tea," the official said in his Baghdad office. —By Daren Fonda.
Reported by Brian Bennett and Simon Robinson/Baghdad

FESTIVITIES PAST Saddam's first spouse Sajida, beside him at a family barbecue, may also be hiding in Mosul



The U.S., of course, never had any intention of offering Uday the amnesty he sought.

Al-Zaydan's house, according to Uday's former butler, was a center for Fedayeen money and rations, so it made sense for Uday and Qusay to wind up there. Qusay took his son Mustafa to the house, says the butler, "because he depended on him. He could go and switch on the generator or go shopping. His face is not very well known." Abdul Jabar Mohammad Arif, who owns a bread shop opposite the mansion, says he noticed nothing unusual until the night before the raid, when al-Zaydan came by to pick up 60 loaves of flatbread. Normally, his wife bought just four or five each day for the immediate family. "I thought he had some party or guests," Arif says.

In Mosul, residents believe that al-Zaydan was the informant who sold the brothers out. Early on the morning of the raid, neighbors say they saw his wife and daughter leave the building; later, when al-Zaydan and his son surrendered, U.S. soldiers did not handcuff them or cover their heads with canvas bags, as they typically do to Iraqi detainees. The U.S. did not say al-Zaydan was the informant. Whoever it is, the informant is being kept in U.S. custody out of fear of assassination. But al-Zaydan did have the incentive to cooperate: in addition to the American offer of \$15 million for information leading to the ar-

rest of either brother, there was a personal score to settle. Saddam had once jailed al-Zaydan's brother for claiming he was a blood relative of the President's family.

Plenty of other Iraqis have been waiting for their own moment to exact revenge for the regime's crimes—which is why U.S. officials are cautiously optimistic that they can nab Saddam. After last week's siege on the Mosul house, U.S. intelligence officers scoured the wreckage for any clue to Saddam's whereabouts. A man who was in the crowd was identified to a TIME reporter as one of Saddam's personal escorts from a small group within the feared Special Security Organization, which was run by Qusay. Another member of the family's protection squad was pointed out later that day in a busy shopping district in Mosul. Asked by TIME's reporter about al-Zaydan's relationship to Saddam, the man replied, "I don't know. I'm not from Mosul. I'm from Baghdad. I'm here as a tourist." Then a companion whisked him away.

The willingness of Iraqis to point fingers at such people is what gives U.S. officials renewed hope of capturing Saddam. Says Timothy Yusef Youkhana, a medical technician who long served the Husseins, especially Uday: "Saddam is an old man, and both his sons have died. Who is with him? He is alone now." U.S. forces hope to provide some company soon. —Reported by Brian Bennett and Vivienne Walt/Baghdad, Simon Robinson/Ticket and Michael Ware/Mosul

NOT JUST BUSINESS AS USUAL

He's accused of defrauding major Western firms, skirting banking regulations and libeling the Prime Minister. What Cem Uzan's troubles say about the state of Turkey today

By ANDREW PURVIS ANKARA

LIGHTLY TANNED AND GALVANIZED BY his daily workout, Cem Uzan, 42, is relaxing in a trim blue business suit at his swanky party headquarters in downtown Ankara. Behind him is a wall-length map of Turkey, lit up with red flags of towns and villages he has visited in his first year as a barnstorming politician. He is in an expansive mood. "I believe in certain values in life," he says. "I want to set an example of public service." Politics, in fact, is a welcome pursuit for Uzan, who is leader of the Youth Party. But he is also scion of one of Turkey's richest and most controversial business empires. And business for the Uzan group is not going so well.

In June the government of Recep Tayyip Erdogan seized two major Uzan-owned utilities in southern Turkey for breaching energy regulations, and in July the country's independent banking regulator took over the Uzans' flagship bank, Imar Bank, noting it was "not meeting its responsibilities and posed a danger to the banking system." The five Uzan TV stations were briefly ordered off the air in July for violating broadcasting laws forbidding media owners from using their networks to promote their own political or business interests, and Cem

himself is barred from leaving the country because of the bank imbroglio.

And that's just the family's troubles in Turkey. In New York, a judge could rule as early as this week on a fraud and racketeering case brought against the Uzans by Motorola and Nokia. The mobile-phone giants allege that the Uzans lured them into loaning \$2.7 billion in cash and equipment to an Uzan-controlled company, Telsim, and that the family had no intention of repaying the loans. Hundreds of millions of dollars of the Uzans' overseas assets have been frozen pending the ruling, which if it goes against them and is upheld on appeal could cost the family \$9 billion. "The era of the Uzans' untouchability is over," says Ismet Berkan, chief political columnist of *Radikal*, a leading left-wing newspaper owned by the Dogan group. "Their empire is unraveling."

The clash marks a watershed in Turkey. If the crackdown is successful, the government will claim a major victory in the fight against Turkey's old way of doing business. That could also help accession talks with the European Union, which has been calling for reforms. And with George W. Bush weighing in on Motorola's behalf last year, redress in the U.S. case would please Washington, with which Ankara is eager to patch up relations after the Iraq war. Failure, however,



Q&A WITH CEM UZAN, ENTREPRENEUR

"Everyone Knows A Political Lync

What do you think of the government crackdown on your family businesses?

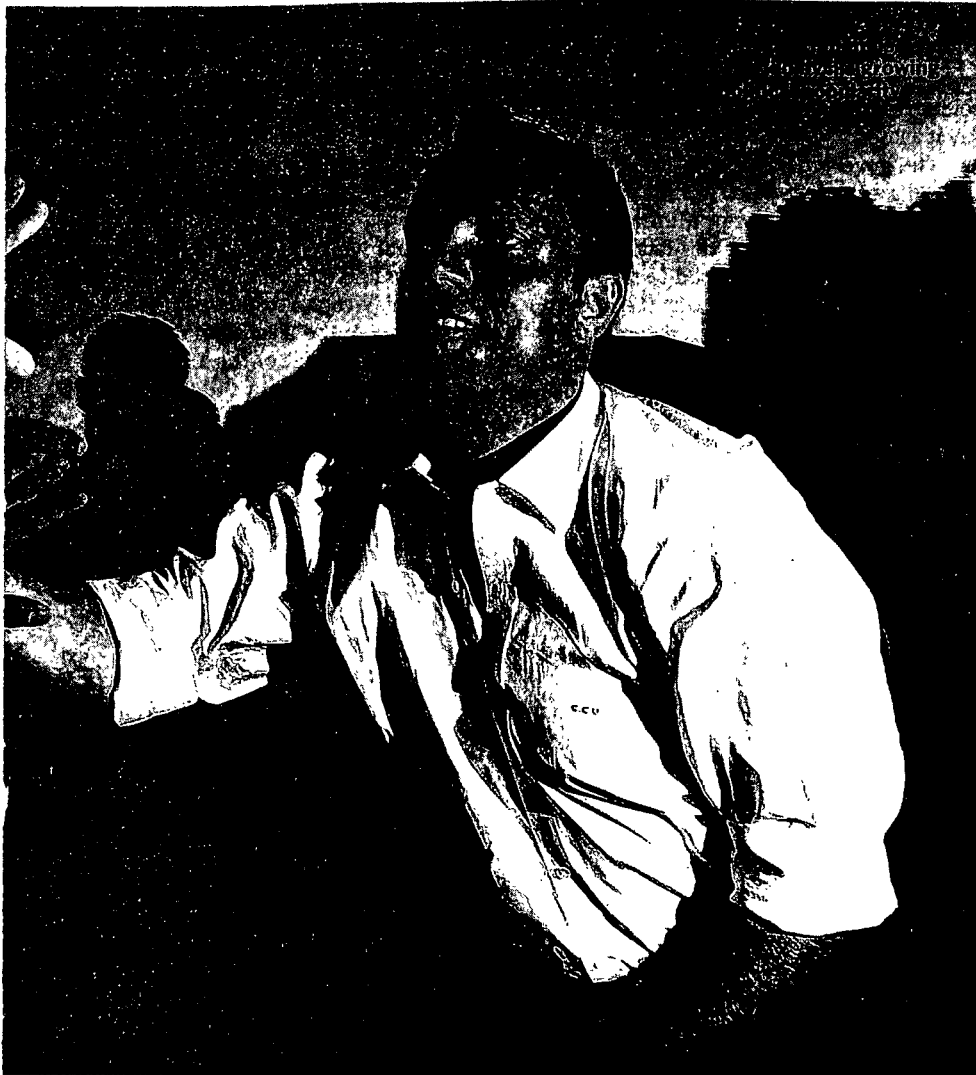
Everyone knows this is a political lynching. There is no country in the world that does to you what [Prime Minister Recep Tayyip] Erdogan has done to my family.

Motorola's complaint states that your company, Telsim, never intended to pay back its loans. It also says your family has tried to intimidate Motorola into dropping the suit.

A bunch of outright lies. The intention to settle was there all the time. This family has never said we will not pay. Not once.

So when will you pay?

We have to wait until the litigation ends, right?



AFP-GETTY IMAGES

AND HEAD OF THE YOUTH PARTY

What's This Is Thing"

What has been the highlight of your business career to date?

The takeover of the [Cukurova Electricity company] in 1993. It was the first and only hostile takeover in Turkish history.

What impact have the recent legal penalties had on your business?

Their aim was to destroy our business reputation and they were successful at it.

How has the freeze on your international assets, including Swiss bank accounts and Park Avenue apartments, affected you?

The assets frozen would not be enough to cover [Motorola's] legal fees. Besides, 99% of our assets are in Turkey.

Ninety-nine percent?

Okay, 98%—correct me if I'm wrong!

What about the travel ban?

It would be a problem if I could not travel in Turkey. That's what matters.

Why did you decide to enter politics in 2002?

I wanted to give something back to Turkey. The country is being run by people who are not up to the task. I am a successful businessman. I can give the same success to the Turkish economy.

But you opposed the IMF recommendations.

I know how the Turkish economy can be reconstructed without the IMF. The interest rates are horrendous. Turkish people are starving to service that debt.

You have been compared to Italy's Prime Minister Silvio Berlusconi because you mix business with politics. Do you model yourself on him?

Well, he is Prime Minister. I don't say he is a role model, but he is Prime Minister!

—A.P. and Pelin Turgut

could see the Uzans emerge politically stronger than ever.

The Uzan business empire is built on humble foundations. The patriarch of the Uzan clan, Kemal, the son of a Bosnian farmer who emigrated to Turkey in the 1920s, built a construction empire in the 1970s and '80s, benefiting from close ties with then Prime Minister Turgut Özal, who in effect brought capitalism to the country. Cem Uzan's initial enterprise was to launch Turkey's first private TV channel, Star TV, together with Özal's son, Ahmet, in 1989. The privatization boom of the 1990s allowed the Uzans to expand into other media and utilities—and to build the country's second-largest mobile-phone carrier, Telsim. Family assets, according to *Forbes* magazine, now exceed \$1.3 billion. And Cem Uzan heads the country's second-most popular political grouping, the Youth Party, which he founded in July last year as a vehicle for his own political ambitions.

But as the Uzans' reach has grown, so too have their troubles. During the telecom boom of the late 1990s, Motorola and Nokia lent \$2 billion and \$700 million, respectively, to Telsim. The Uzans never paid them back. In 2002, the two firms filed racketeering charges against the family in U.S. Federal Court, accusing them of perpetrating an elaborate scam.

Cem Uzan denies charges of fraud and racketeering in the Motorola case and called the Turkish government's actions a disgrace that he would contest in the European Court of Human Rights. "Erdogan's aim is to destroy our wealth. He believes that [the Youth Party] could not succeed without my funding," he says. "He wants to ban me from political life." Uzan even claims he feels his life is in danger because of political enemies. Adjusting his spotless white cuffs, he says: "What happened to freedom, the European Union? What happened to democracy, Mr. Erdogan?"

For the Uzans, enemies have always come with the territory. The family faces scores of civil and criminal lawsuits at home, ranging from extortion to fraud. Siemens, Saatchi & Saatchi and Mark Mobius, the mutual-fund manager, have all alleged they were scammed by the Uzans. The Motorola and Nokia cases, however, are exceptional. It is the first major suit brought against the family outside Turkey.

And the figures involved are staggering. Under U.S. racketeering law Motorola is seeking to triple the \$2 billion it says it lost. "I think the proof is very strong that the Uzans are business imperialists of the worst kind, in that they will go to any

lengths, including fraud and racketeering, to preserve their business empire," U.S. District Court Judge Jed Rakoff commented at the New York trial in February. Rakoff is expected to rule against the family, which has said it will appeal.

"Lies! A bunch of outright lies!" Uzan says of the Motorola complaint, which among other things charges the family with using libel and extortion to intimidate its enemies. Judge Rakoff, he claims, is anti-Turkish. "He is biased against Turkey, against the Turkish people." As for the High Court judge in the U.K. who slapped Uzan family members with a 15-month jail term for contempt of court and a worldwide freeze on assets, he "thinks he rules the world." The whole Motorola-Nokia lawsuit is merely a "business dispute between one company and another" and should be dealt with in arbitration, says Uzan. He claims his family would have paid back the money if Turkey had not suffered a major economic crisis.

That doesn't help Nokia and Motorola. As a result of the losses, Motorola is facing 19 class actions from investors who say the firm failed to disclose that it was financing the sales it made to Tel-sim. Motorola lawyer Howard Stahl insists that his clients were prudent. "When you looked at the Uzans you found they were tough and hard but not radically different than the other people in developing countries who do oil or telecom. You had to deal with them."

Uzan's real venom, however, is reserved for Prime Minister Erdogan, whose Justice and Development Party was founded on Islamic principles. The move to shut down the family's profitable utilities stung. "What kind of a Muslim are you, man?" Uzan told a crowd in Bursa after the government seized the utilities. "You infidel!" The speech was subsequently re-broadcast on Uzan-owned television stations, earning Cem another libel suit—this time from Erdogan, who is seeking \$600,000 in damages. Last week a prosecutor charged Uzan with insulting the government, a crime under Turkish law punishable by up to six years in prison. In his interview with *TIME*, Uzan pulled out a Turkish dictionary, flipped to a page bookmarked for the occasion, and read from the colloquial definition of the word infidel: "without mercy, pitiless, without con-

science." In that context, he says, "I would say it again."

The government insists it was merely upholding the law when it shut the Uzan businesses down. Energy Minister Hilmi Guler said the Uzan utilities failed to pay debts and repeatedly refused to turn over their transmission lines to the newly formed national grid. Erdogan denied that his government was engaged in a political witch-hunt. "We have no personal vendetta," he said last week. "We have a duty to the people who elected us to rid the country of dirty odors." Analysts agree that while the crackdown may serve a political pur-

to 17% in the past eight months. A minimum of 10% is needed to win seats in parliament. Analysts attribute the spike to economic hard times—Cem is seen by many as a Turkish version of Silvio Berlusconi, an entrepreneur whose appeal lies in his business success and can-do attitude.

But anti-Western sentiment is growing in Turkey in the aftermath of the Iraq war, partly as a result of the U.S. government's harsh criticism of the country for failing to admit U.S. troops. Paradoxically, Uzan's troubles with Motorola are probably helping him politically. The Motorola case "is a point of pride among his supporters,"

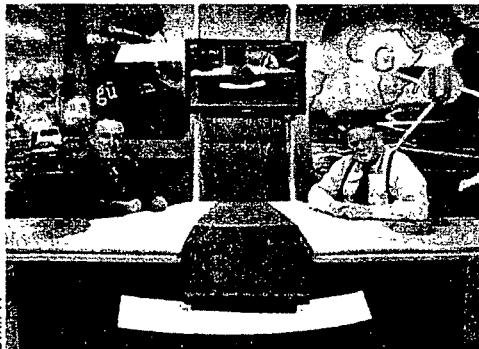
argues Arus Yumul, a sociologist at Istanbul's Bilgi University. "The fact that it was America he conned earned him points." In last November's elections, the party's slogans—"Turkey belongs to the Turks!" and "We don't need you, IMF!"—appealed to young Turks, who make up a disproportionate share of the Turkish population. They were also wooed by campaign promises of free tuition, free textbooks and free land.

And like Berlusconi, Uzan doesn't have to worry about how the media treat him. Uzan's eight television and radio stations and two newspapers allow him to get his message out without fear of critical coverage. During last year's elections he declined interviews to news outlets he didn't own. Still, Uzan insists he does not interfere with editorial decisions. "If I have five meetings and you as my opponent have one, should you have some air time? It's an editorial decision."

But it's not hard to see how Uzan's media serve his broader agenda. Last week, as the battle with Erdogan heated up, Uzan's

Star tabloid ran a photograph of the Prime Minister as an earnest young man, sitting at the knee of a bearded Afghan, whom the newspaper identified—wrongly—as a "Taliban terrorist," a picture that Erdogan quickly dismissed as "insignificant."

Back in his office, Uzan rolls up his sleeves to display a rash of small scabs he says he received from well-wishers reaching out to him at a mass rally a few days earlier. "I will give up politics when the Turkish people don't want me," he says. Or presumably, if the money runs out. —*With reporting by Samuel Loewenberg and Pelin Turgut/Istanbul*



UZAN CLAN: Cem, above left, Kemal, center, and Cem's brother Hakan, right, control many of Turkey's biggest businesses, including the powerful *Star* TV channel, left

pose, it may also be part of a long overdue anticorruption drive required by the European Union as a condition for accession negotiations to begin. "If you are going to fight corruption, you have to deal with the Uzans," claims *Radikal* columnist Berkan.

Bizarrely, state-owned companies continue to go Uzan's way. In June the family won yet another privatization bid, this one for the petroleum company Petkim, though it's unclear how it will come up with the down-payment by August's deadline.

Yet no one denies that Uzan's far-right nationalist Youth Party is a political threat. Support has risen in internal polls from 7%

Le petit-fils de Khomeyni fustige le régime des mollahs

Engagée dans une traque massive contre Saddam Hussein et ses partisans, l'armée américaine a annoncé hier avoir interpellé quatre membres du parti Baas, sans donner leurs identités. Parallèlement, la guérilla antiaméricaine n'a pas connu de répit. Un civil américain travaillant pour l'armée a été tué lorsque son véhicule a sauté sur un engin explosif au nord de Tikrit, fief du président déchu. Peu auparavant, une mine posée sur un pont à Falloujah, à 50 kilomètres à l'ouest de Bagdad, avait explosé au passage de quatre véhicules militaires américains, dont l'un a été légèrement endommagé.

Hier après-midi également, trois soldats américains et quatre Irakiens ont été blessés au cours d'une attaque à la roquette antichar contre la station de police de Falloujah.

Les marines américains ont rendu publiques la nationalité et l'importance des contingents qui les remplaceront en septembre sous commandement polonais dans les provinces chiïtes de Nadjaf, Kerbala, Babel, Wasat et Qadisiyah, au sud de Bagdad. Ce contingent sera composé de 3 200 Néerlandais, 2 500 Polonais, 1 644 Ukrainiens, 1 321 Espagnols, 1 130 Italiens et 886 Thaïlandais.

Bagdad :
Delphine Minoui

En 1965, l'ayatollah Khomeyni s'exilait à Nadjaf pour organiser un mouvement religieux d'opposition contre le régime du chah d'Iran. Aujourd'hui, c'est son petit-fils Hossein qui plaide en Irak en faveur d'un changement de régime en Iran, si besoin avec l'aide des Américains.

C'est dans une grande villa de Bagdad que le petit-fils de l'ayatollah Khomeyni a établi discrètement ses quartiers d'été depuis maintenant un mois. Assis en tailleur sur un grand canapé, il épargne à ses visiteurs le jeu des courbettes qu'affectionnent certains clercs. Dans sa tunique blanche, entre deux bouffées de cigarettes Miami, Seyed Hossein Khomeyni, 45 ans, va droit au but. Il parle de liberté et de respect des droits individuels, à la manière d'un philosophe soufi. « *La liberté, c'est la base de notre religion* », explique le petit homme au regard perçant.

Mais, très vite, le discours se politise. « *Les Iraniens rêvent aujourd'hui de pouvoir faire leurs propres choix*, dit-il. *Mais, tant qu'on ne séparera pas religion et politique en Iran, cela ne sera pas possible. S'il n'y a d'autre alternative qu'une intervention américaine en Iran pour obtenir cette liberté, alors les Iraniens l'accepteront. Et moi aussi, j'y serai prêt.* »

En 1965, l'ayatollah Khomeyni, condamné à mort par le chah d'Iran, s'était installé à Nadjaf, le sanctuaire des chiïtes

d'Irak, où il lança sa révolution islamique à coups de diatribes anti-impérialistes et anti-américaines. Il y dispensait des cours sur le *velayat-e faqih* (pouvoir suprême des docteurs de la loi religieuse), devenu le principe de base de la République islamique iranienne en 1979.

Vingt-cinq plus tard, son petit-fils profite d'un séjour en Irak pour condamner ce même système qu'il qualifie de « *totalitaire* », et « *inadéquat par rapport aux désirs des Iraniens* ».

Seyed Hossein Khomeyni dit être venu en pèlerinage sur les tombeaux d'Ali, le gendre du prophète, et d'Hossein, le petit-fils du prophète. Sa visite lui a permis de reprendre contact avec d'anciennes connaissances, comme Seyed Ayad Jamolledin, un jeune religieux éclairé d'Irak. A la tête de la conférence des dignitaires irakiens, son ami de longue date lui accorde l'hospitalité dans sa nouvelle maison de Bagdad, depuis laquelle l'ancien propriétaire (un des frères de Saddam Hussein) a pris la poudre d'escampette après la chute du régime baasiste.

Son séjour lui a permis aussi d'observer le travail accompli par les forces américaines que les Irakiens perçoivent, selon lui, comme « *des forces de libération et non d'occupation* ». Seyed Hossein Khomeyni dit avoir observé des « *changements positifs* » depuis le renversement de la dictature en Irak. « *Sous le régime de Saddam Hussein, il n'y avait pas de presse libre, les gens avaient peur de parler, la population était opprimée*, rappelle-t-il. A

présent, le climat est propice à la liberté d'expression, les Irakiens se sentent plus en sécurité, ils sont heureux. L'Irak est sur la voie du progrès. »

Les propos du petit-fils de Khomeyni sont de loin plus démocrates que les discours de certains clercs chiïtes d'Irak, dont la communauté représente 60 % de la population. « *Les Irakiens ne veulent pas d'une République islamique* », affirme Hossein Khomeyni, en critiquant indirectement les derniers propos d'un mollah irakien, Mo-

khtada Saqr, favorable à l'établissement d'un Etat islamique.

C'est également avec émotion qu'il évoque l'assassinat récent de son ami Asad Abdul Majid al-Khoï, fils du grand ayatollah

Khoï. Soutenu par les Américains, ce clerc modéré a été tué à Nadjaf il y a trois mois, quelques jours après son retour d'un long exil londonien. « *Il est le premier martyr d'Irak sur la route vers la liberté* », commente Hossein Khomeyni.

A l'entendre parler, on pourrait l'imaginer à la tête d'un futur parti politique, luttant pour la démocratisation de l'Iran. Mais Hossein Khomeyni dit n'y avoir pas songé. Comme beaucoup de réformateurs iraniens, il se contente de critiquer les principes de la République islamique en s'appuyant sur des arguments religieux plus que politiques. « *Un gouvernement reli-*

gieux ne peut s'établir qu'après le retour du douzième imam Mehdi, l'imam caché, disparu au IX^e siècle » explique-t-il.

Elevé dans les séminaires de Nadjaf où il passa une partie de

sa jeunesse, pendant l'exil de son grand-père, et de Qom, Hossein Khomeyni dit qu'il rêve de poursuivre ses recherches théologiques en Irak, sans exclure des allers-retours en Iran. Il espère également voir Nadjaf détrôner Qom de son statut prestigieux de première ville chiïte. Des propos qui pourraient bien froisser certains ultraconservateurs iraniens. Pas plus tard qu'hier, Hossein Khomeyni a reçu des informations lui annonçant que sa vie était menacée. « *Je n'ai pas peur, dit-il. Où qu'il soit, l'être humain est toujours en danger. Le plus important, c'est de pouvoir dire la vérité.* »

LE FIGARO

MERCREDI 6 AOÛT 2003

Beyond the Iraq dispute ■ By Philip H. Gordon

America's partnership with Turkey is still valuable

International Herald Tribune
Wednesday, August 6, 2003

When Turks were asked "Which country is Turkey's friend?" in a public opinion poll conducted last year, 27 percent named the United States, placing it a respectable second. The problem was that the most common response — from 34 percent of Turks — was "nobody." And that was before the deep crisis in U.S.-Turkish relations over the Iraq war.

Foreign Minister Abdullah Gul visited Washington in late July in a worthy attempt to put things back on track after Turkey's refusal March 1 to allow U.S. troops to operate from Turkish soil and the humiliating U.S. arrest July 4 of 11 Turkish special force soldiers in northern Iraq for allegedly conspiring to assassinate a Kurdish governor. But U.S.-Turkish relations are now at their lowest ebb in years, and the Turkish sense of isolation — no friends — is probably stronger than ever.

The sudden chill in relations has stunned both Turks and Americans; for decades, both countries were convinced of their unshakable strategic partnership. Turkey supported key U.S. goals during the cold war and the Balkans crises, and U.S. use of Turkey's Incirlik air base was critical to containing Saddam Hussein's regime in Iraq. In return Washington backed Turkey on what it most cared about. This included financial support from the International Monetary Fund, membership in the European Union, a role in European defense and a central role in energy transport from the Caspian.

Each side benefited so much from the relationship that it was convinced the other couldn't do without it. Turks were so certain that the United States wouldn't begin an Iraq war without them that they kept delaying and negotiating over the terms of their support right up until Washington walked away. With the cold war over, the Balkans relatively stable and U.S. troops now occupying Iraq, Turks are left to wonder whether they have any leverage left to keep the old deal with Washington in place.

The irony of the failure to reach an agreement on Iraq — the result of diplomatic blunders and miscalculations on both sides — is that it has inadvertently left both sides better off.

The United States now not only does not have to pay Turkey billions of dollars in compensation, but it also does not have to deal with the presence of a large number of Turkish troops in northern Iraq, a concession it had been prepared to make to seal the deal. It is difficult enough coping with the ongoing attacks on U.S. troops in the country. The last thing the region needs would be attacks on Turkish troops and their potential response.

Turkey also benefited. In the eyes of the Turkish public, most of Western Europe and the Arab world,

The United States needs Turkey to succeed as a demonstration to the world that democracy and prosperity in a Muslim country are possible.

the Turkish Parliament's vote in the face of heavy U.S. pressure was a triumph of democracy and independence. With the European Union set to decide by the end of next year whether to begin talks on Turkey's application for membership, it will now be harder to make the argument sometimes heard in France and Germany that Turkey is too pro-American and not democratic enough.

America may not need Turkey to contain Iraq any more, but it would be a great mistake to conclude that it no longer needs Turkey at all. On the contrary, the demolition of the myth that Turkey's military value to the United States was so great that Washington would always back Turkey could be the basis for a healthier and more constructive relationship.

On Iraq, Turkey could now offer more than just a launching pad for American air strikes, but the intimate knowledge of the country that Americans sorely lack, restoration of a valuable trading relationship, and help with the reconstruction of an infrastructure that Turkish companies helped to build in the first place. With the United States now desperate for allies to help stabilize Iraq, Turkey's large army — having just led the United Nations stabilization force in Afghanistan — could also come in handy, in the southern part of Iraq where any differences over the Kurdish and Turkoman minorities can be avoided.

Turkey could also play a constructive role alongside the United States in the Middle East peace process. As one of the only countries in the world that maintains excellent relations with both Israel and the Palestinians, it could engage with both sides and help provide legitimacy to the painful compromises that will be necessary to achieve peace.

Perhaps most importantly, the United States still needs Turkey to succeed internally, as a demonstration to the world that democracy and prosperity in a Muslim country are possible.

The United States has a huge stake in the success of Turkey's current moderate Islamist government. Just last week, the Turkish Parliament, where the government has a solid majority, passed the latest round of far-reaching domestic reforms — on human rights, corruption and civilian control of the military — designed to ready the country for EU membership. Gul, the foreign minister, has also been pressing the Arab world about the need to reform with a degree of credibility that Americans — or even secular Turks — cannot match.

These subtle roles for Turkey are not as obviously valuable for Americans as were Turkey's role in tying down Soviet divisions or maintaining sanctions on Iraq, but in the long run they form a much better basis for a strong and lasting relationship. Washington should get over whatever recriminations it still feels about the Iraq war and make this valuable partnership work.

The writer is a senior fellow at the Brookings Institution and former director for European affairs on the National Security Council staff.

LE FIGARO JEUDI 7 AOÛT 2003

IRAK Dans la région de Tikrit, la traque des anciens partisans de Saddam s'intensifie

Le Baas dans la clandestinité

Les forces américaines opérant dans la région de Tikrit, au nord de Bagdad, ont annoncé, hier, l'arrestation de 18 partisans de l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein et la saisie d'une grande quantité d'armes. Ces arrestations ont eu lieu dans le secteur de Balad, au cœur d'un bastion sunnite réputé naguère pour sa fidélité envers le régime. La terminologie employée dans le communiqué laconique américain laisse penser que l'opération a impliqué les forces spéciales lancées à la recherche de Saddam Hussein et de son « premier cercle ».

Bagdad : Georges Malbrunot

« Aux fils de notre peuple, de la part de sa direction nationale et islamique. » Daté du 12 juillet, le tract appelle les Irakiens à « ne collaborer sous aucun prétexte avec les forces d'occupation » et demande la tenue d'une conférence réunissant l'ensemble des forces vives, y compris les intégristes. Il est signé de l'Union nationale des forces populaires irakiennes, une mystérieuse organisation qui pourrait émaner en fait de l'ex-parti Baas au pouvoir sous Saddam Hussein, un parti dissous depuis par les Américains, qui pourrait renaître de ses cendres dans la clandestinité. Tel est le souhait en tout cas de certains baassistes, dispersés à travers le pays, depuis la fin de la guerre.

« Nous avons des cadres, des armes et de l'argent », déclare Abou Ziad, membre de l'ex-direction nationale de la formation laïque et panarabe qui dirigea l'Irak pendant trente-cinq ans. Si le Baas avait fini par perdre sa capacité d'attraction, la machine du parti et son contrôle social avaient été en revanche sauvegardés. Aujourd'hui, les plus fidèles pourraient trouver dans la résistance contre l'occupant américain une nouvelle raison d'être.

« Les militants peuvent utiliser l'étiquette islamiste pour opérer dans l'ombre », ajoute Abou Ziad. Dans les bastions sunnites de Faloujah et Ramadi, où les actions anti-américaines sont quotidiennes, des passerelles ont sans doute déjà été mises en place avec les

groupuscules intégristes salafistes et wahabites qui ont fait surface, depuis la fin de la guerre.

A aucun moment, le tract n'évoque le nom de Saddam, ni le mot de Baas. Les cadres préfèrent avancer masqués. « Notre problème, c'est le nom Baas », reconnaît Abou Ziad. Un nom banni par les Américains, et vomi par une population pour qui le parti était synonyme de passe-droits offerts à la nomenklatura de l'ancien régime. « Ammo Saddam » (l'oncle Saddam) était généreux avec les militants. Tout cadre recevait chaque

« On nous a chassés par la porte. On va tenter de rentrer par la fenêtre »

mois 65 000 dinars (l'équivalent de 25 dollars, soit au moins cinq fois le salaire d'un professeur), auquel s'ajoutait l'ikramié, l'obole de l'ex-raïs, qui variait entre 50 000 et 3 millions de dinars en fonction de son rang dans le parti. De quoi alimenter la rancœur.

« Plus de 500 000 personnes émergeaient chaque mois », note un autre membre de la direction nationale, sans compter les nouvelles voitures offertes tous les deux ans aux directeurs généraux des ministères et les villas aux membres du commandement régional.

« Le combat n'est pas fini », poursuit Amine al-Hafez, l'ancien président syrien entre 1963 et 1966, date à laquelle il trouva refuge à Bagdad, après avoir été écarté du pouvoir à Damas par

Hafez al-Assad. La chute de Bagdad fut un choc pour ce vieil homme aux cheveux blancs et au regard vif : « Nous sommes dans la tempête, mais il y a encore des jeunes gens courageux. »

Le parti entretenait une pléthore de baassistes syriens en dissidence, des Yéménites, des Palestiniens, des Soudanais, une nébuleuse aujourd'hui en plein désarroi face aux règlements de comptes. Elias Farah, l'idéologue francophone du Baas, s'est réfugié des semaines durant dans une église de Bagdad, avant de pouvoir rentrer à Alep en Syrie.

Hors des frontières, il dispose encore de nombreux relais dans une vingtaine de pays, en Jordanie, au Maghreb, en Algérie notamment, mais aussi en Mauritanie, terre d'investissements du clan Hussein où les essais des missiles Scud étaient effectués, ainsi qu'en Europe, via des groupes d'étudiants, entretenus par les agents de Saddam. Un réseau qui n'a pas disparu. Un baassiste algérien, basé à Bagdad depuis longtemps, revient d'une tournée à l'étranger pour mobiliser des soutiens. Un autre, en Syrie, demande comment aider « la résistance ».

« Nous avons l'habitude de la clandestinité », dit Abou Ziad. Sous Saddam, à côté de l'organisation officielle existait une branche secrète que nous appelions la réserve. Nous nous rencontrions à Istanbul et à Athènes, mais je suis aussi souvent allé à Paris, sous de faux passeports. »

Les réseaux du Baas dans la société font encore peur aux nouvelles formations politiques qui en sont dépourvues. Ils inspirent des craintes à l'administration américaine, qui a décidé de rejeter ses cadres des nouveaux ministères et de bouter la mouvance nationaliste arabe, la seule à ne pas être re-

présentée dans le Conseil de gouvernement transitoire, installé mi-juillet.

Les anciens responsables se contentent pour l'heure d'initiatives isolées. Ils ne tiennent aucune réunion formelle et refusent les entretiens avec la presse. Beaucoup sont encore sous le choc. Le parti n'avait pas prévu un retour à la clandestinité avant la chute de Saddam, une hypothèse qui ne pouvait être officiellement envisagée. Discretion oblige, les militants roulent au volant de vieux véhicules, laissant leur cabriolet rutilant à l'abri des voleurs dans des fermes hors de Bagdad. Ils écoutent Saddam leur annoncer un retour au pouvoir mais, au fond d'eux-mêmes, bien peu y croit. Saddam fut leur père nourricier. Il reste un symbole, mais il est aussi la cause de beaucoup de leurs problèmes.

« Les vrais baassistes, explique Saman, un sympathisant, ce sont les anciens, ceux qui ont milité dans les années 60 avant la prise du pouvoir par le Baas, qui a dévoyé ensuite ses principes fondateurs. C'est pourquoi, nous demandons toujours quand un cadre a adhéré au parti pour savoir si c'était par intérêt ou par conviction. »

Tactiquement, sur le terrain, une alliance avec les islamistes est possible. Le tract appelle ainsi le clergé chiite de Najaf à publier une fatwa (décret religieux) interdisant la collaboration avec les forces d'occupation. Il prône également l'avènement d'un régime démocratique sorti des urnes, un comble pour un parti unique, qui soutenait hier la dictature. « Nous devons tenir compte de l'évolution des choses », avoue Abou Ziad. On doit renaître sous une autre appellation, celle d'un parti national arabe par exemple. On nous a chassés par la porte. On va tenter de rentrer par la fenêtre. »

TIME AUGUST 11, 2003

Hot on Saddam

Spurred by a flood of tips on where the ex-dictator may be, U.S. forces prepare to deliver a final blow. Inside the search

Photographs for TIME by Yuri Kozyrev

IRAQ MANHUNT

EVEN WHEN HE RULED IRAQ, Saddam Hussein led a nomad's life. As President he was too paranoid to sleep in the massive, marble-lined palaces he erected all over Iraq as monuments to his power. According to close associates, he would stay instead in small houses on the edges of his various compounds, changing location every eight to 10 hours and keeping an assistant on duty around the clock to pack and unpack his suitcases. Saddam, his former secretary says, so admired the fortitude of the Bedouin tribes that wander the Iraqi wilderness that he often headed into the mountains—accompanied, of course, by caravans of aides, cooks and bodyguards—to bed down among them. “He lived very simply,” says the secretary. “He didn’t need much.”

That can be a useful quality when you’re running for your life. If Saddam’s circumstances are anything like those of his sons Uday and Qusay, who died in a shoot-out with U.S. forces in Mosul two weeks ago, he is traveling with only the barest essentials: money and guns. U.S.

officials figure that Saddam has probably dispensed with all his well-known bodyguards, who would be recognizable to the growing number of former regime courtiers who are showering U.S. forces with information about the whereabouts of their old boss. “He’ll have people around him that no one knows,” says a Pentagon official close to the search for Saddam.

And while the U.S. hunt for Saddam remained furious in the cities of Baghdad and Tikrit, American commanders told TIME they had picked up a rush of new intelligence that suggested Saddam was moving through the arid plains outside the northwestern city of Mosul, seeking sanctuary with Bedouin loyalists he hoped would defend him to the death. Locals



PULLING OUT THE STOPS The U.S. military gave coalition forces images of how Saddam might look now; right, an American soldier with guns, documents and photos from a raided house in Tikrit

's Trail

have approached U.S. troops with so many unsubstantiated reports of Saddam's presence in the area that commanders refer to them as Elvis sightings. "He's out there in the desert," a powerful sheik in the town of Sinjar, 60 miles west of Mosul, told Lieut. Colonel Henry Arnold. "He's with the Bedouins."

Operating on intelligence more reliable than the sheik's tip, members of Task Force 20, the U.S. military's special-operations unit charged with nabbing high-value targets in Iraq, quietly descended on an airstrip near Mosul last Wednesday—backed by MC-130 combat Talon planes, modified humvees and so-called little-bird attack helicopters—to prepare for a poten-

tial assault. A battalion from the 101st Airborne Division, based in Sinjar, was on alert to seal off escape routes leading to the Syrian border. But that day Saddam was not to be found. "We shoot a lot of dry holes. It's the law of averages," says a Pentagon official. "But his number's going to come up."

After four months of failed hits and false leads, the U.S. pursuit of Saddam accelerated to a dead sprint, propelled by improved cooperation from Iraqis following the deaths of the hated Uday and Qusay. "In the last week and a half, we've had a significant increase in human intelligence," said Lieut. General Ricardo Sanchez, commander of coalition ground forces in Iraq. The U.S. isn't waiting passively for info. American forces set up listening posts in basements near suspected Saddam hideouts, using electronic-communications devices rather than radios to avoid being tracked. A senior U.S. military official says the U.S. increased checkpoints in targeted neighborhoods to discourage fugitives from moving and to stir up anxiety among locals in hopes of getting more of them to talk.

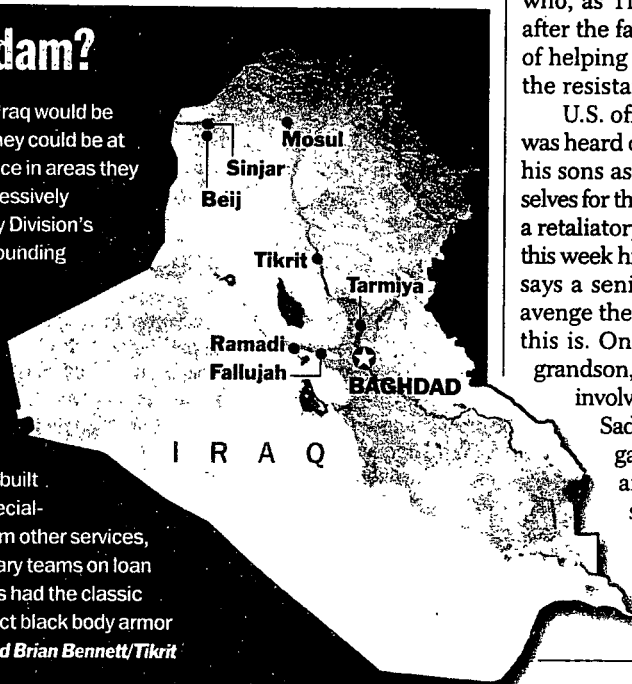
In Tikrit, Saddam's hometown, soldiers from the 4th Infantry Division swept up people with connections to Saddam in a drive to gather information on his location and to deny him the guards, couriers and safe houses he has presumably used since disappearing from public view after the fall of Baghdad. On Friday, U.S. troops in Tikrit arrested three Iraqis with ties to Saddam's inner circle, including a former army officer who is closely related to some of the "ghosts"—a cohort of Saddam's escorts who, as *TIME* reported July 28, vanished after the fall of Baghdad and are suspected of helping protect Saddam and coordinate the resistance to U.S. forces.

U.S. officials believe that Saddam, who was heard on an audiotape last week hailing his sons as "martyrs who sacrificed themselves for the sake of God," will probably make a retaliatory last stand if cornered. "He said this week his sons were martyred by infidels," says a senior military official. "He has to avenge them. I don't care what kind of guy this is. Once you've lost your sons and a grandson, what's left?" The official, who is involved in the operations to track down Saddam, is convinced that Saddam's game now is for Arab history. The aim: to create a lasting impression as a heroic martyr. "The sons fought hard. They went out tough. He can do no less." The noose around Saddam began to tighten on

Just Who Is Pursuing Saddam?

Any of the various U.S. military units stationed in Iraq would be thrilled to be part of the hunt for Saddam. And they could be at any time, should intelligence point to his presence in areas they patrol. The two U.S. Army outfits that have most aggressively pursued Saddam in recent weeks are the 4th Infantry Division's **RAIDER BRIGADE**, which controls Tikrit and the surrounding towns, and the 101st Airborne Division's **STRIKE BRIGADE**, in charge of Mosul and environs. However, the vanguard unit seeking Saddam is the elite **TASK FORCE 20**, whose exclusive job is to hunt for Iraq's most wanted. TF20, as it is called within the military, is a shadowy group that avoids the press. Military spokesmen in Iraq have no authority to comment on the unit or its activities. It is built around the Delta Force, the U.S. military's storied special-operations force, and bolstered with commandos from other services, aviation units detached from the Army, and paramilitary teams on loan from the CIA. Spotted in Tikrit last week, TF20 fighters had the classic commando look: scruffy beards, unkempt hair, distinct black body armor and tiny walkie-talkies.

—By Michael Ware and Brian Bennett/Tikrit



July 19 when U.S. forces received a tip about the whereabouts of Uday and Qusay. At the time, the source was not regarded as reliable. (According to a senior U.S. military official, the informant failed a polygraph test.) But intelligence units soon picked up an electronic signal that suggested the possible presence of high-level resistors in the same location in Mosul that the source had identified. Just after they began investigating the tip, U.S. forces were approached by Nawaf al-Zaydan

Mohammed, a Mosul businessman who told them the brothers were staying at his house. The Americans told him to go back to the house, act normally and wait for U.S. troops to arrive.

In the meantime the U.S. needed another day to study aerial reconnaissance photographs of the neighborhood, cordon it off and get Task Force 20 in place. The savagery of the fight that followed matched the way the brothers had led their lives. Armed with little more than AK-47s, the

brothers, Qusay's son Mustafa and a bodyguard repulsed U.S. assault troops four times before the order came to fire an anti-tank missile into each window of the house. According to a commander with the 4th Infantry Division, Uday was still alive when a Delta Force commando stormed the bathroom where the brothers had barricaded themselves. Following Delta Force's standard procedure, the soldier immediately pumped two bullets into Uday's mouth, to ensure his death. The resulting injuries

THE RESISTANCE

AMONG THE REBELS

By SIMON ROBINSON

Mohammed Imad Khazalalrubai does not appear in any deck of cards or on any list of Iraq's most wanted. Until last week, the 16-year-old was an ordinary student in an affluent suburb of Baghdad. But it took only minutes to transform him from a bystander to American rule in Iraq to a willing recruit for the resistance movement, vowing to kill U.S. soldiers. As he and his brother Zaid drove home after collecting their family's monthly rations of flour, rice and cooking oil, they came upon a hastily established American checkpoint, part of an outer security cordon thrown up during a raid on a neighbor's house. The boys were nudging their white sedan through a crowd of onlookers when suddenly, according to witnesses, soldiers in a humvee 150 yds. away opened up, firing high-velocity rounds through the windshield of the boys' car.

When the firing stopped, Zaid, 13, opened a door and stuck his head out to shake off the shattered glass. At that point, Mohammed says, a single American bullet killed him. "My brother's blood will not go for nothing," Mohammed screamed in anguish two days later, his wounds from the shooting still swathed in bandages. "I'll take revenge on those American sons of b_____."

For months now, U.S. officials have banked on the capture of

Saddam Hussein to quell the attacks against American soldiers. But as Mohammed's story illustrates, resistance to the U.S. occupation of Iraq goes beyond loyal remnants of the old regime. The non-Baathist components of the opposition include nationalists, tribalists and ordinary citizens offended by the armed presence of foreigners and especially by the occupiers' perceived power abuses. Other resisters include non-Iraqi Arabs, possibly jihadis who have traveled to Iraq to take on the U.S., as well as fundamentalist Shi'ites.

While taking Saddam down may demoralize his followers, it would not necessarily dull the anger of these other parties. In fact, many Iraqis believe it would provoke them to stronger action. "Saddam's being caught or killed isn't good for the Americans," says Marouf Sami Noori, brother-in-law of fugitive Taha Yassin Ramadan, Saddam's Vice President. "There are many people who would like to fight against the Americans, but if they fight now, they'll be considered Saddam's people. So the resistance will be stronger if Saddam is captured or killed."

The most pervasive threat emerges from a fierce nationalism and a deep-rooted tribal instinct that interpret every U.S. search or arrest as an insult. That feeling is perhaps strongest in Fallujah and Ramadi, cities



TROUBLE Khazalalrubai, arm raised, vows to avenge his brother, killed

west of Baghdad where some of the most deadly attacks on American troops have come. These cities fall within the so-called Sunni triangle, where U.S. officials believe Saddam and most of his followers are hiding. But locals deny that the attacks have any connection with Saddam.

"We have no relation whatsoever with the old regime. Most of us were imprisoned and humiliated in Saddam's time," says Fallujah's Abu Bilal al-Fallujah, whose cousin launched at least two attacks on American convoys before he was killed in an explosion at the city's central mosque in June. "The problems started with the way the Americans ignored our ideas and customs. They humiliated us; they occupied our mosque. Of course, I

will seek revenge if I am insulted."

That sentiment is spreading. After the Baghdad raid that left Zaid Khazalalrubai and four bystanders dead, tribal leaders from around the country descended on the home of Rabiha Mohammed al-Habib, a prominent tribal prince whose house was the target of the raid. (U.S. forces mistakenly thought Saddam might be there.) The visitors offered help in organizing retaliatory attacks against American troops. "My people are asking 'What action should we take?'" says al-Habib. "I'm trying to calm them down. I'm telling them that the Americans are probably desperate. But I cannot control the feeling of my people at the moment."

prompted speculation that Uday had committed suicide. Mustafa, 14, was the last to fall, firing from under a bed until he was shot dead.

The U.S. is using intelligence picked up during the fire fight and in subsequent searches of the hideout to ratchet up the pressure on Saddam loyalists. According to a Pentagon official in Iraq, American forces searching the house found a list of payments made to family contacts throughout the country after the regime fell. The value

of that information may overshadow the strategic importance of eliminating Uday and Qusay. What's more, during the six-hour shoot-out, the brothers were constantly on the phone, making panicked calls to friends and supporters, providing a windfall for the U.S., which had the house under full electronic surveillance. The military used the intercepted calls to track down and arrest family associates with knowledge of Saddam's movements, according to a senior U.S. military official.

Some American officials interpret the fact that the brothers were found together as a sign of their desperation. The brothers' original strategy, the military believes, was to elude U.S. forces by hiding separately.

Saddam disappeared so effortlessly in the days following the fall of Baghdad that U.S. officials have come to believe he plotted the escape months in advance, choosing safe houses and dispensing supplies and money to his most trusted henchmen—and offering rich bounties for dead Ameri-



JOSEPH BARRAN—AP/GETTY

at a U.S. checkpoint in Baghdad; in Najaf, supporters of maverick Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr clash with U.S. Marines last week

A second threat to U.S. forces comes from volunteer fighters crossing into Iraq from Iran, Syria and Saudi Arabia. "For those terrorist groups that have clearly stated they are going to conduct operations against the U.S., this is the place to come," said Lieut. General Ricardo Sanchez, commander of coalition ground forces in Iraq. Their entry is hard to prevent.

"The borders are big and porous," notes a senior U.S. intelligence official. "If we had any ability to monitor the influx, they wouldn't be in there." U.S. officials say they can't estimate the strength of such fighters. "We don't have the ability to monitor that," says the senior intelligence official. "We don't

have regular numbers." But foreigners certainly have been among those killed in military raids. U.S. Deputy Secretary of Defense Paul Wolfowitz, testifying before Congress last week, referred to a recent raid in western Iraq in which Egyptian, Sudanese and Syrian passports were found on the bodies of dead fighters.

American commanders also worry about the possible dangers posed by a new "army" being mobilized by renegade religious leader Muqtada al-Sadr, son of the late Mohammed Sadiq al-Sadr, who is revered by Iraq's Shi'ites for his struggle against Saddam. Two weeks ago at Friday prayers, al-Sadr declared his opposition to the American-

appointed governing council and the American occupation and announced the formation of a "peaceful" army to defend Iraqi dignity, culture and sovereignty. He has since softened his rhetoric, saying the force will be armed only with "faith" and that it will restrict itself to public works.

Al-Sadr's grandstanding is partly politics; he is trying to strengthen his position among Shi'ite leaders. But few doubt his pulling power—hundreds of thousands regularly attend his sermons—or dismiss the implied threat of an Iranian-style Islamic uprising.

As they struggle with myriad threats, U.S. officials must tread the impossibly fine line between eliminating enemies and creat-

ing new ones. In Tarmiyah, a town north of Baghdad, locals say American heavy-handedness has provoked them to take potshots at the U.S. convoys that regularly travel a nearby highway.

"Our people loved the Americans as a people, even before the war, but now they do not," says an elder who declines to give his name. "The resistance does exist, but it's not to protect Saddam or avenge Uday and Qusay. The resistance belongs to the community." A community that's hard to fit on just one deck of cards. —Reported by

Hassan Fattah and Vivienne Walt/
Baghdad, Massimo Calabresi/
Washington and Michael Ware/
Tarmiyah

can GIs. Says a military official: "He knew he might have to just hunker down, try to beat us and hope the situation changes." The plan worked well until U.S. forces began seizing caches of the dictator's money, raiding his safe houses and rounding up his associates. "Saddam has to have some kind of communication," says a Pentagon official. "He has to live somewhere. And he needs money."

It is Saddam's untold millions, many Iraqis believe, that allowed him to buy protection and pay off locals not to cooperate with U.S. forces. In recent weeks, the 187th Infantry Regiment has received a flood of tips that Saddam was in the area of Beij, a Bedouin settlement in northwestern Iraq. The town is a regime stronghold whose entrance reads ONE THOUSAND CHEERS FOR YOU, SADDAM. But the mayor of Beij, Abdullah Fahed al-Aja'arsh, thinks any support for Saddam is purchased rather than given freely. "Maybe he has money now," says al-Aja'arsh, "but his money will be finished soon."

U.S. commanders hope the same can be said of the ongoing insurgency that plagues the U.S. occupation and took the lives of seven more soldiers last week.

Pentagon officials say the attacks on American forces continue to grow in sophistication. The greatest danger still comes from regime loyalists: members of the Baath Party, Saddam Fedayeen, Iraqi Intelligence Service, Special Security Organization and Special Republican Guard. Saddam is not thought to be commanding these forces. A Pentagon official in Iraq says that the communication required to run a resistance movement would make Saddam too vulnerable to U.S. eavesdropping. But officials think Saddam's definitive removal from the scene would make Iraqis feel freer to cooperate with American forces against the resistance. "People will come out and say, 'This man did it.' We'll have more prevention," says the Pentagon source.

In Tikrit, U.S. troops believe their recent success in killing and arresting high-ranking members of the regime has begun to demoralize the insurgents. "It really gets inside these guys," says Colonel James Hickey, commander of the 4th Infantry Division's 1st Brigade. "They can't afford to lose that many. They place a premium on running away." Hickey says the insurgents have scaled back their attacks on American troops in the area, focusing instead on

spreading pro-Saddam propaganda and intimidating Iraqis cooperating with the U.S.

Nobody expects Saddam's demise to kill the insurgency altogether. "Everyone agrees that getting Saddam would be a major plus," says a senior U.S. intelligence official. "But you're still going to have the lower and mid-level people who, frankly, just see no other out." U.S. officials are worried that if Saddam is captured or killed, Fedayeen fighters may switch their allegiance to tribal leaders with anti-American grudges or link up with foreign militants who have crossed into Iraq to join the fray.

What's more, as U.S. authorities know by now, the same Iraqis who celebrate the demise of Saddam and his sons today may turn against the Americans tomorrow if the U.S. is not seen to be improving services, putting people to work and turning the country back to Iraqis to govern. "The central focus is how to get Iraq back on track," says a Pentagon official close to the search for the ex-dictator. "Saddam Hussein is important. But he's not that important." And the challenges facing the U.S. in Iraq won't die when he does.

—Reported by Brian Bennett/Sinjar, Michael Duffy/Washington and Vivienne Walt/Tikrit

TIME

AUGUST 11, 2003

The Rules Of Exile

WHY DID SADDAM HUSSEIN'S daughters suddenly break cover last week to emerge in Amman, Jordan, and why did King Abdullah welcome them in? Jordanian sources close to the former dictator's family say Raghad and Rana Hussein had sent feelers to several Arab capitals weeks before their siblings Uday and Qusay were killed in Mosul; but their brothers' grisly end inspired the sisters to speed up their search for a safe haven. "Before what happened in Mosul, they thought nobody would dare to harm the children of Saddam Hussein," says one source. "But after their brothers were killed, and so brutally, they worried it could happen to them too."

Jordan, with its long and close ties to the Saddam regime, was a logical choice. But King Abdullah hesitated, first seeking American approval for any exile deal. Only when he had the nod from Washington did the King offer the sisters his hospitality and protection. The terms of exile may not be in writing—one source described it as a



Saddam Hussein's daughters in Amman: Raghad, left, on Al Arabiya TV and Rana, right, on CNN

"gentleman's agreement"—but they are nonetheless precise. The sisters are to maintain the lowest possible profile and steer clear of any activity that may be construed as political, according to a politician close to the family. That includes talking to the media. They were permitted only two interviews, one with an Arab outlet and one with a Western outlet. One objective of the TV appearances was to renounce any political role in Iraq's still-fragile future. Both sisters said repeatedly they'd like to live "peacefully" in Abdullah's Jordan for the rest

of their lives.

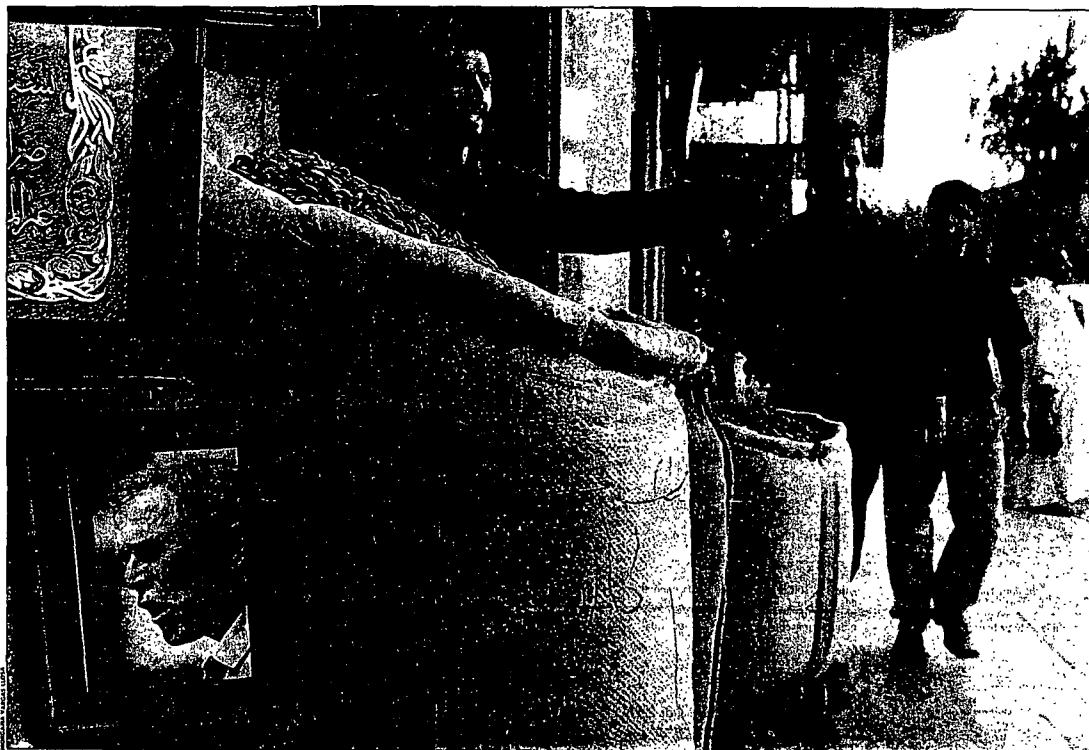
For Raghad and Rana, Amman is the ideal place to go into exile: the majority of Jordanians worship Saddam and will likely give his daughters the full privileges of Arab protection. Late last week in downtown Amman, a reporter seeking public reaction to the TV interviews was admonished by one shopkeeper: "We don't talk about our guests with outsiders." The sisters and their nine children are now housed in one of the

King's guesthouses in the royal enclave of Dabouq, but are expected eventually to move to a private home in a residential neighborhood.

Having the sisters in Jordan suits the Bush Administration, too. The Americans know they can rely on Abdullah's intelligence agency, Mukhabarat, to keep a close eye on Raghad and Rana. "It could have been worse," said a State Department official. "They could have gone to Libya or Syria, where we'd have no way of knowing what they were up to."

And for Abdullah, the deal is doubly attractive: it allows him to claim his father's mantle as a Middle East conciliator, capable of brokering a deal between the U.S. and hostile Arabs, and it mollifies the majority of his subjects who saw Abdullah's pro-U.S. stance during the Iraq war as a betrayal of an Arab hero.

—By Aparisim Ghosh/Amman



A Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien, Bush est considéré comme un libérateur. Un marchand vend sa photo encadrée dans sa boutique.

A Souleimaniyé,
les traces de la guerre
sont si faibles,
les tragédies du passé
semblent si loin
que l'écrivain voudrait
voir ici le visage de l'Irak futur

CHEZ LES KURDES



QUITTER Bagdad pour aller vers le nord et le Kurdistan irakien, c'est changer de paysage, de langue, de culture et, ces jours-ci, de décor urbain. Après quatre heures de voiture à travers un désert plat et calciné,

où les villages de Bédouins alternent avec les squelettes de chars et de camions militaires, on aperçoit les montagnes et, une heure plus tard, à la hauteur de Kirkouk, déjà en pleine zone pétrolifère, la montée commence. Nous laissons cette ville derrière nous pour prendre la direction de Souleimaniyé, et la pente devient plus rude, les côtés de la route se couvrent de verdure, on traverse des bois de pins et des petites vallées avec des champs où travaillent des paysans au visage tanné et au regard intemporel. On ne dirait jamais qu'il y a eu la guerre.

Et encore moins à Souleimaniyé, ville sympathique aux larges rues plantées d'arbres, propres, avec des agents de la circulation aux carrefours, des femmes vêtues à l'occidentale, des cybercafés partout, des McDonald's et une véritable forêt d'antennes paraboliques sur les toits. Je ne m'attendais vraiment pas à découvrir un paysage à ce point normal. Ni à voir des affiches remerciant le président Bush pour « la libération de l'Irak » et souhaitant la bienvenue à Paul Bremer, le proconsul, qui vient d'effectuer une tournée pour s'entretenir

avec les membres d'un des deux « gouvernements » kurdes qui se partagent le Kurdistan irakien. Celui de Souleimaniyé appartient à l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani ; l'autre, dont la capitale est Irbil, plus au nord, est le domaine du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani.

La féroce rivalité entre les deux partis – les combats fratricides de 1994 entre les deux communautés ont fait plus de trois mille victimes – a augmenté le malheur des Kurdes, 20 % de la population irakienne (un peu moins de quatre millions). Auparavant, ils ont été les victimes systématiques de la dictature de Saddam Hussein qui s'est acharnée contre eux, particulièrement lors de leurs tentatives de rébellion de 1975, 1988 et 1991 pour demander une plus grande autonomie ou pour résister à l'arabisation forcée des zones kurdes. Le régime a déporté ou massacré les habitants pour les remplacer par des Arabes sunnites. Des milliers de Kurdes ont été exterminés avec des gaz toxiques en 1988, au cours d'opérations qui ont fait disparaître des villages entiers – enfants, femmes et vieillards compris –, jusqu'au massacre de Halabja, en mars de cette année, où plus de quatre mille Kurdes ont été liquidés avec des armes chimiques.

Mais, quand on marche dans les rues de Souleimaniyé, on a l'impression que tout cela appartient à un passé très ancien. On ne voit nulle part de soldats américains (« Ils sont habillés en civil, ils fraternisent avec les habitants dans les cafés et les restau-

rants », me dira Shalaw Askari, le ministre des relations extérieures et de la coopération de Jalal Talabani), et les seuls soldats visibles sont les peshmergas (les combattants) locaux, vêtus de pantalons bouffants, d'énormes turbans qui semblent sortis d'un tableau de Rembrandt et de longues bandes de tissu imprimé qu'ils portent enroulées autour du corps en manière de ceinture.

Le Kurdistan irakien a fort bien utilisé les douze années de l'autonomie totale imposée par les alliés après la première guerre du Golfe. Cette autonomie a permis le fonctionnement de gouvernements régionaux et l'établissement d'une zone d'exclusion où l'autorité de Saddam Hussein n'avait plus cours. Disposant de ce fait, pour la première fois dans leur histoire, d'un gouvernement à eux, les Kurdes ont joui d'une réelle prospérité économique qui se lit sur les constructions, les magasins où l'on trouve des produits venant de la moitié du monde, et la foule qui se presse dans les cafés, devant les vendeurs de boissons, dans les restaurants qui abondent dans la ville. Pourtant, l'étranger de passage ne trouvera pas un seul Kurde pour lui dire que l'aspiration de la communauté est l'indépendance. Tous ont appris leur leçon et répètent qu'ils souhaitent continuer à faire partie d'un Irak démocratique et fédéral qui leur garantira cette autonomie qui leur a si bien réussi. Ils sont très conscients des craintes qu'éveille la seule idée d'un Kurdistan indépendant dans la Turquie voisine où douze millions de Kurdes vivent dans une perpé-

tuelle tension avec le pouvoir central.

L'homme qui m'explique tout cela, dans un anglais parfait – il a fait ses études aux Etats-Unis et en Angleterre –, est Shalaw Askari, ministre des relations extérieures et de la coopération, qui m'a accueilli à la place de Jalal Talabani, avec qui j'avais rendez-vous mais qui a dû partir à l'improviste pour Moséou. Dans le passé, l'Union patriotique du Kurdistan a été marxiste et a reçu l'aide de l'Union soviétique, mais elle est aujourd'hui pour le capitalisme, et c'est une alliée militante de la coalition dont les forces ont collaboré étroitement avec les peshmergas, ce qui a valu à la région de sortir pratiquement indemne de l'invasion.

« Pour nous, les Américains sont des amis, les libérateurs de l'Irak, et nous leur sommes reconnaissants d'avoir renversé le tyran Saddam Hussein », me dit Askari. Nous discutons maintenant très naturellement, mais, tout à l'heure, quand je suis entré dans cette salle et que je me suis trouvé en face du ministre qui m'attendait entouré de ses conseillers et de chefs d'entreprises privées qui collaborent avec lui, je me suis senti déconcerté. Pourquoi tant de monde ? Il s'agissait en fait d'un monumental malentendu : Shalaw Askari et son entourage s'attendaient à voir quelqu'un qui était prêt à investir immédiatement des capitaux considérables dans la reconstruction et le développement du Kurdistan de Jalal Talabani. Avec force détails et sur un mode très persuasif, ils m'ont expliqué que les urgences prioritaires étaient un hôpital de quatre cents lits, pour lequel le gouvernement avait déjà le terrain et les plans (ils étaient à ma disposition) et dont le coût ne dépasserait pas 40 millions de dollars, et un abattoir pour Souleimaniyé, chiffré à un peu moins de 14 millions. J'ai dû les déromper en leur expliquant qu'il n'était pas en mon pouvoir de réaliser de tels investissements, que je ne représentais personne sauf moi-même. Le jeune ministre a pâli, a avalé le peu de salive qui lui restait et m'a souri.

« Nous avons appris la leçon, poursuit-il, et, désormais, au lieu de nous rappeler le martyr de notre peuple sous la dictature, ou les tragiques querelles internes qui ont fait tant de mal à notre cause dans le monde, nous voulons travailler, collaborer et contribuer à l'édification d'un Irak démocratique et libre où nous pourrions vivre en paix avec toutes les autres communautés. » Quand je lui demande si l'Union patriotique du Kurdistan fera partie du Conseil de gouvernement que Paul Bremer est en train de constituer, il m'assure que oui : ce point a été clairement défini durant la récente visite du chef de la CPA (Coalition Provisional Authority).

« Le mot-clef de la pacification de l'Irak est le travail, affirme Askari. Il est svelte, fougueux, optimiste, et parle avec les mains comme un Italien. Le fanatisme islamiste diminuerait radicalement si tous les chômeurs pouvaient enfin se mettre à travailler et avoir un salaire. Quand on est oisif, il est possible d'aller cinq fois par jour à la mosquée et de vivre mentalement prisonnier de ce qu'on y prêche. Si on travaille huit heures, auxquelles s'ajoute le temps employé à aller à son travail, à en revenir et à s'occuper de sa famille, la religion ne peut plus être l'unique occupation dans la vie. D'autres choses, aussi importantes, apparaissent. Et, dans les têtes, il y a des toiles d'araignée qui



Hommes kurdes devant un café à Souleimaniyé (Kurdistan).

disparaissent pour faire place à des idées plus modernes. »

Pour lui, la violence qui s'est déchaînée contre les forces d'occupation – les attentats et les embuscades font quotidiennement un ou deux morts chez les soldats américains – n'est pas seulement due aux derniers débris des forces de répression et de la Garde républicaine de Saddam Hussein ; elle est aussi le fait de commandos étrangers envoyés par Al-Qaïda, l'organisation terroriste d'Oussama Ben Laden, et même de terroristes venus d'Iran qui obéissent aux courants religieux les plus conservateurs du pays voisin. « Ces gens-là craignent plus que tout l'établissement d'un Irak démocratique. Et puis ils sont convaincus que, tôt ou tard, les Etats-Unis s'attaqueront à eux. Ils ont donc décidé de commencer la guerre tout de suite, sur le territoire irakien. » Mais il est sûr que lorsque le pays sera doté d'institutions, la coalition et les autorités irakiennes anéantiront rapidement la résistance terroriste.

Son idéal est transparent : un Irak de professionnels, intégré au monde, dégagé des dogmes politiques et religieux, qui attirera des capitaux de partout pour développer les immenses ressources du territoire, au sein duquel la liberté et la légalité assureront la tolérance réciproque, et où l'entreprise privée sera le moteur du développement. Il me désigne les chefs d'entreprise présents : ils sont déjà au travail, malgré la précarité de la situation actuelle et les difficultés que créent, pour toute opération financière, l'incertitude, le vide légal et le fait qu'il n'y a pas encore de banques ni même une monnaie commune à tout l'Irak, car ici, au Kurdistan, ce ne sont pas les dinars à l'effigie de Saddam Hussein qui circulent, mais d'autres, émis antérieurement. « Peut-on faire des affaires, peut-on investir dans pareil désordre ? L'un des chefs d'entreprise, Nagi Al-Jaf, arbore un sourire radieux : « Nous attendons pour demain une délégation de banquiers suisses que nous avons presque convaincus d'ouvrir une banque à Souleimaniyé. » Le ministre devient moins loquace quand je lui demande s'il est vrai que Jalal Talabani et Massoud Barzani ont promis à Paul Bremer, qui est venu rencontrer les deux frères ennemis principalement dans ce but, de fonder les deux gouvernements, celui d'Irbil et celui

de Souleimaniyé, en un seul, avec une représentation unique dans le futur gouvernement irakien. « Nous collaborons entre nous, et les aspérités, les vieilles querelles disparaissent peu à peu. La volonté d'union existe. C'est seulement une question de temps. » C'est le seul moment où j'ai l'impression que l'aimable ministre s'en tient strictement au discours officiel.

En revanche, je suis convaincu qu'il croit profondément ce qu'il me dit quand il me parle du désir des Kurdes de rassurer la Turquie, en lui ôtant de la tête que l'objectif de Talabani et de Barzani est un Kurdistan indépendant, ce que le gouvernement turc n'acceptera jamais. « Nous sommes tous d'accord : nous ne nous battons pas pour la sécession, nous voulons faire partie d'un Irak qui respecte nos droits. » Et sans avoir l'air d'y toucher, il ajoute : « Ne trouvez-vous pas que les Turcs se comportent étrangement ?

Ils avaient l'occasion de recevoir 40 milliards de dollars des Etats-Unis pour permettre aux forces de la coalition qui venaient libérer l'Irak de passer par chez eux, et ils les ont refusés. C'est plutôt stupide, non ? Et, en plus de l'argent, perdre du même coup un ami aussi puissant ! Tant pis pour eux... »

A l'issue de cette rencontre, Nagi Al-Jaf, le chef d'entreprise, m'emmène dans un endroit qu'il dit « paradisiaque ». Il n'exagère pas. Souleimaniyé est entourée de montagnes aux pentes douces couvertes de végétation, et une route très moderne conduit, parmi les pins, à un point de vue splendide d'où l'on découvre tous les environs. On aperçoit, dispersées au milieu de jardins, de parcs et d'arbres, les maisons blanches de la ville où déjà s'allument les premières lumières. La ville est très étendue et, entre ses deux extrémités, s'étalent des terrains rocailleux de couleur ocre et des bosquets. A cette hauteur, la chaleur étouffante disparaît sous l'effet d'une brise fraîche qui charrie une odeur de résine. Tout le versant de cette montagne est occupé par des familles ou des groupes d'amis, beaucoup de jeunes qui se sont installés sous les arbres, autour de petits foyers sur lesquels on prépare le dîner tout en bavardant. Le long du chemin il y a des kiosques de boissons, des

petites maisons isolées, un centre de récréation. Aussi loin que porte la vue, tout est propre, beau et paisible.

Tout ce que je visite le lendemain matin, le marché et les rues adjacentes, mais aussi les personnes avec qui je parle, me conforte dans ce sentiment : il règne parmi ces gens un esprit constructif, une volonté de tourner la page d'un passé ignominieux. Mais à l'hôtel, au moment où déjà je m'apprête à partir, une conversation imprévue autour d'un café très fort et fumant avec un jeune entrepreneur qui vient d'Irbil me ramène sur terre. Je lui dis combien j'ai été favorablement impressionné par ma brève visite à Souleimaniyé. « Ne vous faites pas une idée aussi positive de ce qui se passe ici », me dit-il après m'avoir écouté. Le Kurdistan irakien est partagé aujourd'hui entre deux partis qui se haïssent et qui ont établi deux gouvernements qui sont deux monopoles. « Peut-on parler de démocratie, avec des partis uniques ? Je vous assure que c'est une démocratie très relative et très corrompue. Pour n'importe quel type d'affaires, ici ou à Irbil, vous devez payer des commissions élevées au Parti démocratique du Kurdistan ou à l'Union patriotique du Kurdis-

tan et aux dirigeants eux-mêmes, dont beaucoup, ces dernières années, se sont enrichis grâce au nouveau pouvoir. Car, là-bas comme ici, il n'existe aucun type de contrôle sur les activités du gouvernement. »

Exagère-t-il ? Je n'ai aucun moyen de le savoir. Mais je monte dans la camionnette qui me ramènera à Bagdad avec un sentiment de tristesse et un léger goût d'amertume dans la bouche.

Mario Vargas Llosa

Traduit de l'espagnol par

François Maspéro

© Mario Vargas Llosa

FIN



MARIO VARGAS LLOSA est né à Arequipa (Pérou), en 1936. Il a pris la nationalité espagnole en 1993, au lendemain de sa candidature malheureuse à la présidence de la République du Pérou. Il est, depuis les années 1950, un des chefs de file de la littérature latino-américaine. Peintre de la société péruvienne à travers des romans comme *La Ville et les chiens*, *La Maison verte*, *Conversation à la cathédrale* ou *La Tante Julia et le scribouillard*, il a publié en 2003 *Le Paradis, un peu plus loin* (Gallimard).

IRAK: AMERICAINS SOUS MENACE ISLAMISTE

La guérilla reçoit des renforts infiltrés par le Kurdistan.

Soulaymaniya envoyé spécial

Dans la rocaïlle écrasée de chaleur, juste au-delà de la ligne de crête, passe la frontière, et, deux ou trois fois par semaine, les *pehmergas* (les combattants kurdes) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui règne sur l'est de la zone autonome kurde, arrêtent des groupes de clandestins arrivant d'Iran. « Nous en avons interpellé plus de deux mille en deux mois, des Afghans et des Iraniens pour la plupart, qui affirment vouloir se rendre en pèlerinage à Nadjaf ou Kerbela, les villes saintes chiïtes d'Irak, mais il y en a quelques-uns que nous soupçonnons d'appartenir à des groupes terroristes islamistes », explique Aïso Sheik Norey, maire et gouverneur de la province de Soulaymaniya. Ni les autorités locales ni les Américains ne cachent pas leurs inquiétudes. « Les risques d'infiltrations sont réels car la frontière est incontrôlable et cela représente un danger pour tout l'Irak », martèle Akid Naser, un des responsables de la



direction générale de la sécurité de l'UPK. Dans cette région montagneuse, truffée de grottes et de gorges étroites, la contrebande avait continué même pendant la guerre Iran-Irak.

Aide logistique. C'est l'endroit le plus perméable de la très longue frontière entre les deux pays. D'éventuels terroristes allant vers Bagdad peuvent encore compter sur l'aide logistique de militants des groupes kurdes radicaux is-

lamistes légaux dont cette zone reste un bastion, notamment à Halabja, la ville martyre bombardée en 1988 à l'arme chimique par l'aviation de Saddam Hussein, et dans les villages des alentours.

Le groupe Ansar al Islam, lié à Al-Qaeda, la nébuleuse terroriste d'Oussama ben Laden, avait installé là, pendant

« Les risques d'infiltrations sont réels car la frontière est incontrôlable. Cela représente un danger pour tout l'Irak. » Akid Naser, responsable de la sécurité de l'UPK

trois ans, son fief autour de Bijara, presque complètement enclavé dans le territoire irakien, avant d'être pilonné, en mars dernier, par l'aviation américaine. « Certains ont été tués, d'autres se sont rendus, mais beaucoup d'entre eux, et notamment leurs chefs, ont réussi à passer de l'autre côté de la frontière et ils y sont toujours actifs », souligne un intellectuel kurde de Soulaymaniya, bon connaisseur des réseaux islamistes. Parmi eux il y aurait Abou Wayl, ancien colonel de la sécurité irakienne, devenu un des chefs opérationnels du groupe et notamment de son « bataillon arabe ».

Manière forte. La menace est prise très au sérieux par les Américains qui ont accusé Ansar al Islam de l'attentat devant l'ambassade de Jordanie à Bagdad, qui a fait onze morts. Aman accuse l'un de ses ressortissants, Abou Moussad al Zarkaoui, qui, déjà poursuivi pour l'assassinat d'un diplomate américain, avait rejoint ce maquis. Avant même le dernier attentat, les Américains avaient commencé à employer la manière forte. Le 2 juillet dernier, ils arrêtaient Ali Bapir, le leader du Jamiya Islamiya, groupe extrémiste mais resté légal. Le 4 août, ils incarcéraient mollah Ali Abdoul Aziz,

77 ans, leader charismatique du Mouvement islamique du Kurdistan, la principale force islamiste de la région qui a des maires et même deux ministres dans le gouvernement local dominé par l'UPK, de Jalal Talabani. Aucune charge n'a été rendue publique et les Américains se refusent à tout commentaire. «Ni leurs proches, ni même des avocats n'ont pu les rencontrer et nous ne savons même pas où ils sont détenus», s'indigne le cheik Ahmed Kaka Mahmoud, vieux compagnon de lutte du mollah emprisonné.

«Les Américains ont apparemment des éléments prouvant que ces deux mouvements ont maintenu des liens avec Ansar al Islam et nous les tenions d'ailleurs sous une étroite surveillance», assure Akid Naser, de la sécurité de l'UPK. Ces groupes ont d'ailleurs la même matrice, le Mouvement isla-

mique du Kurdistan originel, créé en 1988 avant d'éclater deux ans plus tard. Ceux d'Ansar al Islam décidèrent de proclamer le jihad (la guerre sainte) contre le pouvoir kefir (impie) de l'UPK. Les deux autres tendances restèrent dans la voie légale. «Nous aussi nous sommes "jihadistes", mais nous estimions que la guerre sainte contre l'UPK n'était pas justifiée comme nous pensons qu'elle n'est pas justifiée pour le moment contre les Américains», affirme Taufik Mohamed Riza, un des hauts cadres du Jamiya Islamiya.

Bombes américaines. La milice de ce groupe aurait néanmoins plusieurs fois rendu des services dans le passé à Ansar al Islam, aidant leurs combattants à se rendre dans le reste de la région pour y commettre des attentats. Quelques bombes américaines sur leurs positions, au printemps dernier,

ont calmé leurs ardeurs mais ces contacts, apparemment, continueraient. Il en serait de même pour le Mouvement islamiste du Kurdistan, pourtant lui aussi opposé en théorie à la lutte armée. Ainsi, Tasin, un des fils du mollah Abdoul Aziz, membre d'Ansar al Islam, serait toujours installé en territoire iranien, continuant à jouer les interfaces.

Le soutien dont bénéficient ces deux groupes dans la population locale complique les données du problème. Les islamistes cristallisent le ras-le-bol d'une partie de la population contre le règne absolu de l'UPK de Jalal Talabani. «Il y a ici une liberté d'expression mais pas de véritable démocratie», souligne un intellectuel local. Les islamistes ont ainsi triomphé lors des dernières élections universitaires, remportant un bon tiers des suffrages. Leur mise au pas par les Américains

au nom de la lutte antiterroriste semble plutôt arranger l'UPK. «Nous n'aurions pas eu la force d'effectuer nous-mêmes les arrestations de ces leaders et ces groupes sont désormais sous pression», se félicite un haut responsable du parti de Jalal Talabani.

Profil bas. «Un pouvoir laïc cherchera toujours à marginaliser l'islam. Un musulman ne peut pas non plus accepter d'être soumis à une force étrangère et non musulmane. Les Américains ont été des libérateurs mais ils doivent maintenant passer la main à un gouvernement irakien», rétorque le cheik Ahmed Kaka Mahmoud. Conscients de la réalité des rapports de force, les islamistes kurdes gardent profil bas en attendant le départ des troupes américaines. L'heure des comptes viendra après ●

MARC SEMO

Iraq drawing a new tide of Islamic militants

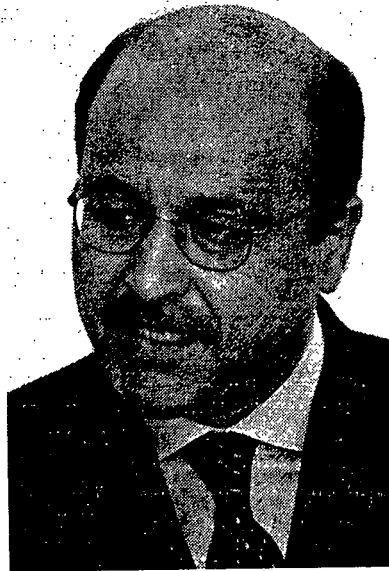
By Neil MacFarquhar

SULEIMANIYAH, Iraq: In much the same way as the Russian invasion of Afghanistan stirred an earlier generation of young Muslims determined to fight the infidel, the American presence in Iraq is prompting a rising tide of Muslim militants to slip into Iraq to fight the foreign occupier, Iraqi officials and others say.

"Iraq is the nexus where many issues are coming together — Islam versus democracy, the West versus the axis of evil, Arab nationalism versus some different types of political culture," said Barham Saleh, the prime minister of a Kurdish-controlled portion of northern Iraq. "If the Americans succeed here, this will be a monumental blow to everything the terrorists stand for."

Recent intelligence suggests the extremists are well-organized. One returning group of fighters from the radical Ansar al-Islam group captured in Kurdistan two weeks ago consisted of five Iraqis, a Palestinian and a Tunisian.

Among their possessions were five forged Italian passports for a different group of militants they were apparently supposed to join, said Dana Ahmed Majid, the director of General Security for Kurdistan.



Agence France-Presse

Barham Saleh, the prime minister of a Kurdish area of northern Iraq.

Long gone are the beards and short robes, believed favored by the Prophet Muhammad, that were worn by the Arabs who went to Afghanistan. Instead the same practices that allowed the Sept. 11 attackers to blend into American society are evident.

The fighters slip over Iraq's largely

unpoliced borders in small groups, bearing instructions to go to a safe-house where they can whisper one password to gain admittance and then lie low awaiting further instructions, according to Iraqi security officials both in Kurdistan and in Baghdad.

"They come across as civilians, they shave their beards and have clean-cut hair," said a senior security

official in Kurdistan.

Iraqi officials say they expect a broad spectrum of Muslim militants to flood Iraq. They discount the tendency of senior U.S. officials to lump all extremists here under the name of Ansar al-Islam, a small fundamentalist group believed to have links with Al Qaeda that was forced out of northern Iraq during the war. But

they do believe the group forms the backbone of the underground network.

Mullah Mustapha Kreikar, the founding spiritual leader of Ansar al-Islam, said in an interview Sunday with LBC, the Lebanese satellite channel, that the fight in Iraq would be the culmination of all Muslim efforts since the Islamic caliphate collapsed in the early 20th century with the demise of the Ottoman Empire.

"There is no difference between this occupation and the Soviet occupation of Afghanistan in 1979," he said in an

interview from Norway, where he has political asylum.

"The resistance is not only a reaction to the American invasion, it is part of the continuous Islamic struggle since the collapse of the caliphate," he said. "All Islamic struggles since then are part of one organized effort to bring back the caliphate."

Such appeals appear to be attracting a wide range of radicals. The fight against Al Qaeda and its numerous offshoots worldwide over the past two years has severely disrupted their coordination, but details emerging from either suspects captured in the past few weeks or recent surveillance indicates that Al Qaeda training methods in everything from forgery to establishing sleeper cells are being applied here.

Al Qaeda Web sites bear long treatises on the need for jihad here and argue that the effort should not be dissipated in meaningless activities like peaceful demonstrations. Chat room discussions occasionally focus on how to sneak across the borders.

Once established in Baghdad or in the Sunni triangle north of the capital, where much of the armed resistance unrolls, the Islamic radicals often make common cause with members of the former Baathist regime who are also determined to fight Americans.

At least one Saudi and one Egyptian formerly linked to Al Qaeda helped establish an initial training camp three weeks ago where new recruits are lectured on the theological underpinnings of jihad, one security official in Baghdad said.

"All previous experiences with the activities of the underground organizations proved that they flourish in countries with a chaotic security situation,

unchecked borders and the lack of a central government — Iraq is all that," said Muhammad Salah, an expert on militant groups and the Cairo bureau chief of London-based Al-Hayat newspaper. "It is the perfect environment for fundamentalist groups to operate and grow."

U.S. troops have arrested two clerics from Islamic Kurdish groups — once all part of one big organization — suspected of providing logistics help to Ansar fighters, Iraqi officials said.

More than 150 members of Ansar al-Islam are believed to have slipped into the country in recent weeks, said a security official in Kurdistan. Smugglers are believed to be bringing them over daily.

In addition, there are an estimated 100,000 former members of the Iraqi security services without gainful employment and all concentrated in the Sunni triangle north of Baghdad. Perhaps 2,000 of them, especially those with no source of income and no hopes of gaining any kind of amnesty, would be likely recruits for the fundamentalists, he said.

Although attacks such as the deadly car bomb outside the Jordanian Embassy that killed 17 people last Thursday are likely the work of militants, security officials say, there are also some attacks carried out either for money or by Iraqis who just do not want Americans here. But they anticipate more future attacks to be the handiwork of militant organizations.

The training around Baghdad thus far has been done in three stages, a security official said. Some sort of initial contact is made — usually after prayers in a mosque, and then a second meeting is arranged. Some recruits are weeded out then, but the third round of likely candi-

dates are the ones who make it to the training camp, the official said. They are told to move away from their families and not communicate with anyone.

Some of the candidates are believed to be the men who worked for Muhammad Khtair al-Dulaimi in the Special Operations Directorate, the branch of the Iraqi secret service that specialized in remote control bombings, poisoning and other operations. The former chief is still at large and is suspected of putting his employees to work against the Americans, the source said.

But the main group organizing an underground route of safe houses and coordinating the various efforts is believed to be by Ansar al-Islam, whose name means the Islamic Partisans in English and whose suspected ties to Al Qaeda were among the reasons the Bush administration used to justify the war against Iraq. Although initially a strictly Kurdish organization, its ranks swelled with Arab fighters after the U.S. attacked Afghanistan in October 2001.

Before the Iraqi war they were believed to have some 850 members, but up to 200 were killed in the attack against them by Kurdish and U.S. special forces troops in March. Several hundred more were either captured or turned themselves in, leaving an estimated 300 to 350 members who fled into Iran.

Their current activities are unclear. But Web sites believed linked to Al Qaeda are clear enough about the envisaged fight: "The struggle with America has to be carefully managed, the 'electric shock method' must be applied, relentless shocks that haunt the Americans all the time everywhere, without giving them a break to regain balance or power."

The New York Times

As violence escalates, war in Iraq is defended

By Richard A. Ooppel Jr.

BAGHDAD: An American soldier was killed Wednesday and another was wounded, compounding one of the worst weeks of the four-month-long occupation of Iraq. The violence followed an impassioned defense of the occupation by the top American administrator here, L. Paul Bremer 3rd.

In his remarks Tuesday, however, Bremer acknowledged that "mistakes" had led to the deaths of innocent civilians and that finding the money to repair Iraq's crumbling infrastructure was a "substantial problem."

Bremer's remarks came after a week in which at least 17 people were killed by a car bomb at the Jordanian Embassy on Thursday and fuel shortages prompted riots over the weekend in the normally peaceful region around Basra, which is controlled by the British.

In the violence Wednesday, a soldier from the 4th Infantry Division died when the armored personnel carrier he was riding in struck an explosive device near Tikrit, the U.S. Central Command said. On Tuesday, a soldier from the 3rd Armored Cavalry Regiment was killed and another wounded when their convoy struck three improvised explosive devices near Ramadi, about 100 kilometers, or 60 miles, west of Baghdad.

The death Wednesday brought to at least 58 the number of American servicemen killed in attacks since the end of major combat operations May 1.

In recent days, the American military has come under criticism for three shootings in Baghdad in which at least nine Iraqis were killed. One of those cases, military officials confirmed, involved what was apparently a case of mistaken identity that led soldiers to kill two members of the Iraqi police Saturday after a car chase.

But on Tuesday, Bremer forcefully emphasized the progress that had been made so far — including the reopening of hospitals, health clinics and schools — while warning that many of the problems that remained were the result of 40 years of neglect and would take time to fix. He added that the number of deaths of innocent civilians was "really very low," but said he could not give a total.

Paradoxically, one of the biggest challenges facing the American-led civilian authority is proving to be providing fuel for citizens of a country that boasts some of the world's largest oil reserves. Two days of riots in Basra, spurred by miles-long gasoline lines and electricity failures, were quelled Monday after British troops distributed gasoline from their own reserves.

But fuel shortages may prove common, according to estimates by United Nations officials. They say the country is almost certain to endure shortages this winter of kerosene, a critical fuel for heating homes in northern Iraq, and liquefied petroleum gas, a common cooking fuel that has already seen a 16-fold price spike in some regions.

The New York Times

De quoi ont peur les Kurdes d'Irak ?

Redevenus irakiens, ils s'inquiètent d'une réunification voulue par Washington. Directrice de Mission Enfance, impliquée de longue date dans leur combat, Domitille Lagourgue raconte

Keffiehs, djellabas et tchadors, le nouveau décorum vestimentaire du Kurdistan d'Irak tranche sur l'uniformité du traditionnel *barghis* kurde d'hier... Et les Kurdes regardent avec circonspection les incursions de leurs « frères arabes » d'Irak, qui viennent chaque week-end prendre le frais dans les montagnes du Nord ou admirer les étalages bien approvisionnés du supermarché Mazi de Dohuk. Le Kurdistan attire aussi les permissionnaires américains, qui déambulent désarmés dans les souks, suivis d'un essaim d'enfants rigolards.

En Irak, l'histoire qui lie les 4 millions de Kurdes aux Arabes de la plaine est tellement entachée de sang qu'un avenir commun, après douze années d'isolement, angoisse secrètement ce peuple de montagnards. « Pour l'instant, ils ne nous font pas peur, car, en perdant leur chef, ils ont abandonné leur arrogance. Mais demain... », s'inquiète Mgr Rabban, prélat chaldéen (catholique) et kurde. L'Irak, les Kurdes le savent, ne sera pas démantelé. Mais ce qu'ils réclament aux nouveaux occupants, c'est une fédération qui les lierait à Bagdad tout en respectant leur identité. « Une fédération en quatre parties. Le Nord kurde, le Centre sunnite, le Sud chiite et le district de Bagdad, qui synthétiserait, dans sa composition naturelle, les éléments ethniques et confessionnels du pays », précise Masrouf Barzani, fils de Massoud Barzani, chef du

Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

En attendant, les Kurdes veulent voir reconnus les fruits de la volonté d'ouverture démocratique et de modernisation qui les anime depuis 1991. Et redoutent de faire les frais de la paralysie économique de l'Irak. Les forces de la coalition leur ont interdit de percevoir des taxes sur le pétrole qui transite sur leur territoire – une pratique qui fournissait 90 % des recettes du gouvernement semi-autonome de Massoud Barzani.

« Nous sommes au bord de la faillite »

Ils leur ont aussi demandé de cesser de taxer les personnels des organisations non gouvernementales présentes au Kurdistan. « Nous sommes au bord de la faillite, se lamente Serkiss Aga Djan, ministre des Finances du gouvernement kurde. Des monceaux de dinars irakiens sont stockés dans les banques et les Américains nous interdisent de nous en servir parce qu'ils veulent qu'on utilise leurs dollars. » Il faudrait, selon lui, remettre en circulation l'équivalent des 8 milliards de dinars, en billets de 25 dinars, supprimés en 1992 par le dictateur déchu, à l'époque où il cherchait noise aux ennemis kurdes du Nord. Entre le « dinar suisse » des Kurdes (imprimé avant 1991 dans la Confédération helvétique), le « dinar moustachu » créé par Saddam en 1992 (dont la valeur dépasse à peine celle du papier) et le « dollar mouvant » qui sert aux ver-



Le 9 avril 2003, à Simel, dans le nord de l'Irak, des Kurdes brandissent des portraits de Massoud Barzani (PDK) pour célébrer la chute de Bagdad.

sements épisodiques des salaires des fonctionnaires, le portefeuille du Kurde d'Irak est ingérable... « D'autant plus, ajoute Serkiss Aga Djan, que les Américains nous imposent des grilles de salaires totalement décalées par rapport au cours très faible du dollar et du marché local. » Avant la guerre, un professeur d'université d'Erbil, au Kurdistan, recevait un salaire de 500 dollars quand son confrère de Bagdad en gagnait 5. A présent, selon l'échelle salariale fixée par les Américains sur l'ensemble de l'Irak, tous deux perçoivent 150 dollars mensuels, soit près de quatre fois moins qu'avant pour le Kurde... Et les variations du dollar, fluctuant de 4 à 9 dinars dans la même journée, ne font qu'aggraver un niveau de vie en chute libre depuis avril dernier.

Et que faire des 82 000 *pesh-*

mergas – combattants kurdes – qui ne sont pas intégrés dans la nouvelle armée irakienne, forte de seulement 40 000 hommes ? Quid de la Constitution élaborée par le Parlement kurde en 2002 ? De la « désarabisation » des terres, récupérées par les anciens propriétaires kurdes ou chaldéens ? Et des 4 milliards de dollars destinés aux Kurdes, soldé de la résolution onusienne 986 (Pétrole contre nourriture), toujours bloqués dans les banques occidentales ?

Là comme ailleurs, la réponse américaine est la même : « *Wait and see!* » Mais les Kurdes sont impatients. Leur expérience de l'autonomie est allée trop loin pour qu'ils acceptent aujourd'hui ce statu quo, dans lequel ils voient les prémices d'une régression. ●

Domitille Lagourgue

Bush rejects expanding UN role in Iraq

By Steven R. Weisman
with Felicity Barringer

WASHINGTON: The Bush administration has abandoned the idea of giving the United Nations more of a role in the occupation of Iraq as sought by France, India and other countries as a condition for their participation in peacekeeping there, administration officials say.

Instead, the officials said Wednesday, the United States will widen its effort to enlist other countries to assist the occupation forces in Iraq, which are dominated by the 139,000 U.S. troops there.

In addition to American forces in Iraq, there are 21,000 troops representing 18 countries. At present, 11,000 of that number are from Britain. The United States plans to seek larger numbers to help, especially with relief supplies that are coming from another dozen countries.

Administration officials said that in spite of the difficult security situation in Iraq, there was a consensus in the administration that it would be better to work with these countries than to involve the United Nations or countries that opposed the war and are now eager to exercise influence in a post-war Iraq.

"The administration is not willing to confront going to the Security Council and saying, 'We really need to make Iraq an international operation,'" an administration official said. "You can make a case that it would be better to do that, but, right now, the situation in Iraq is not that dire."

The administration's position could complicate its hopes of bringing a large number of American troops home soon. The length of the American occupation depends on how quickly the country can be stabilized and attacks and uprisings brought under control.

The thinking on broadening international forces was disclosed Wednesday as the United States moved on a separate front at the Security Council to get a resolution passed to welcome the establishment of the 25-member Iraqi Governing Council set up by the United States and Britain in Iraq.

In a measure of several misgivings, however, the diplomats said that the wording of the resolution was changed at the last minute Wednesday from saying that the Security Council "endorses" the Iraqi group to saying that the council "welcomes" it.

The resolution would also establish an "assistance mission" of the United Nations in Baghdad to support various UN activities there. Both steps were sought by the UN secretary general, Kofi Annan, who had been under some

pressure from Washington to make a gesture to recognize the legitimacy of the occupation.

The U.S.-led occupation picked the Governing Council members in July, appointing people who represented a mix of ethnic and sectarian interests to oversee Iraqi ministries and begin the process of drafting an Iraqi constitution.

Several Iraqi council members have visited the United Nations, and Annan said this month that he favored "some form of recognition" for the Governing Council through a Security Council resolution.

The resolution drafted by the United States and submitted Wednesday was perfunctory compared with previous council resolutions on Iraq.

Administration officials said they expected to win the approval of the council, although it was possible that Syria would abstain or vote against the resolution. Only a negative vote from the five permanent members of the council — Russia, China, France, Britain and the United States — would constitute a veto.

Though the administration has decided against seeking a separate resolution to give the United Nations any authority over security, some officials say that consideration might be given to getting wider UN authority over the multi-billion-dollar reconstruction of Iraq.

A meeting of potential donor countries has been scheduled for Oct. 24 in Madrid, and some of the big European countries that wanted a more significant UN role if they sent peacekeepers are also hinting that they want the United Nations to have more of a say in reconstruction if they have to put up huge sums of money for that effort.

In Iraq this week, L. Paul Bremer 3rd, the top American administrator in the country, is expected to meet with Secretary of State Colin Powell to pursue that route.

Rumsfeld, according to administration officials, vehemently opposes any dilution of military authority over Iraq by involving the United Nations, either through UN peacekeepers or indirectly in any UN authorization of forces from other countries.

American military officials say they fear that involving the United Nations, even indirectly, will lessen the latitude the United States must have in overseeing Iraqi security and pursuing anti-American guerrilla forces or terrorists.

The New York Times

■ UN welcomes Iraq council

The UN Security Council on Thursday voted, 14 to 0, to adopt a resolution

occupation, said that over the next four years, the amount of money needed from outside for Iraq would be "staggering." Many experts say it could amount to tens of billions of dollars.

The Bush administration has been reluctant to give the United Nations more than minimal authority in the reconstruction of Iraq. Many administration members say that France, Germany, Russia and other countries demanding such a role are actually doing so to try to get more contracts and economic benefits for themselves.

The desire for more UN involvement by many countries echoes the debate that preceded the war. Vice President Dick Cheney, Defense Secretary Donald Rumsfeld and others were openly disdainful of getting UN authorization for the war, even after Bush had sided

welcoming the creation of Iraq's new Governing Council, with Syria, the council's sole Arab nation, abstaining, The New York Times reported Thursday.

The measure, which was drafted by the United States, also establishes the UN Assistance Mission for Iraq for one year to support various world body activities there.

The passage of the resolution reflected in some ways an increasing consensus among the Security Council's members on some of the volatile issues involving Iraq. But in other ways it reaffirmed some of the pre-existing rifts. The consensus was not achieved until the United States backed off its call for the Security Council to endorse Iraq's new 25-member Governing Council by allowing the substitution of the word "welcomes" for "endorses."

International Herald Tribune
Friday, August 15, 2003

International Herald Tribune
Monday, August 18, 2003



Murad Sezer/The Associated Press

Two days after oil exports to Turkey resumed, fires raged along a pipeline near the northern Iraqi town of Baiji on Sunday.

Day of sabotage and violence in Iraq Oil and water pipelines and a prison are targets of attack

Reuters

BAGHDAD: A fresh wave of sabotage and violence took its toll on Iraq over the weekend as a second blaze hit a crucial oil export pipeline, a water pipeline was blown up and six Iraqis were killed in a mortar attack on a Baghdad prison.

A Danish soldier was killed as he tried to stop looters on Saturday night, and a Reuters cameraman was shot and killed on Sunday while working near the prison, which is run by the U.S. authorities.

Iraq's crucial oil export pipeline to Turkey, which saboteurs attacked two days ago, was ablaze again on Sunday after another blast. At the scene, an official with the North Oil Company said it had been caused by an explosion on Saturday night. The fire was near the site of Friday's blaze which officials blamed attributed to a bomb.

L. Paul Bremer 3rd, the U.S. administrator in Iraq, said Sunday that the country's tottering economy was losing \$7 million a day because of the attack on the pipeline.

In the mortar attack on the prison, which happened on Saturday night, the U.S. military said six Iraqis had been killed and 59 wounded.

"Three mortar rounds impacted the

scene," a U.S. Army spokesman said. "Three prisoners died on impact and three others died in hospital."

About 500 Iraqi detainees, including common criminals and suspected anti-American guerrillas, are being held at the Abu Ghraib prison, which was one of Saddam Hussein's most notorious prisons. It was not clear who was behind the attack.

The Reuters cameraman, Mazen Dana, a 43-year-old Palestinian who had worked for the news agency for a decade, was filming outside the prison when he was shot, witnesses said. A spokesman for the U.S.-led administration said an investigation was underway. Dana's death brings to 17 the number of journalists or their assistants who have died in Iraq since the war began on March 20.

In southern Iraq, the Danish soldier was killed in a gun battle with Iraqi looters who had been stealing power lines. He was the first foreign soldier not from the U.S. or British military to be killed in Iraq since the invasion that toppled Saddam's government in April.

Major Ian Poole, spokesman for the British military in Basra, said two of the Iraqis were also killed in the battle and the remaining six were arrested.

Washington blames die-hard Saddam

supporters and foreign militant groups for the sabotage of Iraq's infrastructure and the attacks on U.S. forces that have killed 60 American soldiers since President George W. Bush declared major combat over on May 1.

Saboteurs blew up a water pipeline serving the north of Baghdad on Sunday, flooding streets with a cascade of water.

"This was an act of sabotage," Assam Othman, chief engineer for the area's water system, said at the scene. "It does not hurt the Americans, it hurts ordinary Iraqi people."

Sabotage of fuel pipelines, theft of power cables and frequent breakdowns of deteriorating equipment have undermined attempts to rebuild Iraq's ramshackle oil industry, restore basic services and revive the economy.

The U.S.-led administration says it has a conservative oil revenue forecast of \$12 billion for 2004. But if the Kirkuk pipeline cannot be kept open and the southern oilfields remain starved of electricity, exports could fall well short.

Even if the target is met, officials say, the international community will have to come up with more than \$5 billion in aid at a donors' conference planned for Madrid in October, just to keep the floundering economy afloat next year.

LE FIGARO

LE MAG'
LE COURRIER

SAMEDI 16 AOÛT 2003

Ferhad Pirbal, intellectuel et militant au Kurdistan



**Ferhad Pirbal,
intellectuel engagé**

JEAN LALANDE

CULTURE EN ÉTAT D'URGENCE (VI) • Professeur d'université, écrivain, fondateur du centre culturel franco-kurde d'Erbil, Ferhad Pirbal est l'une des rares personnalités indépendantes du Kurdistan irakien. Portrait d'un intellectuel engagé, au moment où la culture kurde connaît un renouveau dans un Irak soumis à des bouleversements sans précédent, et alors que l'UNESCO reçoit une demande de reconnaissance officielle de la langue kurde.

A l'entrée du Mali She-refkhani Betlisi, comprenez le centre culturel franco-kurde d'Erbil, l'une des trois grandes villes de la région autonome du Kurdistan irakien, les murs sont décorés par des photos sensuelles, et parfois même érotiques, et par une belle galerie de grands écrivains français, de Malraux à Gide, en passant par Sartre. Au premier étage, une cinquantaine d'adolescents, garçons et filles côte à côte, écoutent une conférence.

Pour les islamistes, nombreux dans cette région montagneuse vaste comme la Suisse, ce centre culturel est un lieu de perdition

l'immense majorité des Kurdes est musulmane. Et son fondateur, Ferhad Pirbal, 41 ans, est Satan en personne. Epaisse moustache noire, cheveux en bataille, vêtu du «chal-war» (un pantalon bouffant retenu par une longue étoffe de mousseline enserrant la taille) et d'une chemise cintrée, ce professeur de lettres modernes kurdes à l'Université d'Erbil sourit. «C'est vrai, les islamistes me créent quelques soucis. Certains cherchent même à me rééduquer! Mais à côté de cela, j'ai été invité à 27 reprises aux mariages de jeunes qui se sont connus dans mon centre culturel», raconte Ferhad Pirbal autour d'une tasse de thé. Sa «maison» est même devenue l'un des principaux points de rencontre des jeunes d'Erbil (un million d'habitants).

VIE SEXUELLE

Son centre culturel franco-kurde, ouvert en janvier 2000, ne doit absolument rien à la générosité du ministère français de la culture. C'est l'amour pour la langue de Molière qui a poussé ce docteur ès Lettres de l'Université de Paris III à proposer des cours de français à ses étudiants. «Il est important que les Kurdes s'ouvrent à d'autres cultures, et notamment européennes, afin qu'ils changent un peu de mentalité», explique Ferhad Pirbal. Le centre offre également des cours d'anglais. Il a aussi été le premier à ouvrir un cybercafé à Erbil.

«Changer les mentalités», c'est sans doute le maître mot de ce provocateur. Dans un roman intitulé, *Le Capitaine Mula-zim Teshsin et autres choses*, n'a-t-il pas osé évoquer la misère sexuelle des «peshmergas», ces farouches combattants kurdes, prêts à mourir pour leur patrie? «La réaction a été terrible. Pendant des mois, je n'ai plus pu me rendre à Souleimaniye, pourtant ma femme est originaire de cette ville», raconte l'écrivain. A l'échelle du Kurdistan irakien, l'effet est compa-

Un Institut kurde à Paris

Créé en 1983, l'Institut kurde de Paris possède la plus importante bibliothèque kurde en Occident. Notamment 8200 monographies en 25 langues sur les Kurdes, plusieurs dizaines de milliers de documents écrits, des collections de revues et de journaux, des photos, des diapositives, des vidéos, des cartes postales, des affiches, ainsi que des archives sonores et musicales. L'Institut kurde se veut un organisme culturel indépendant, non politique et laïc. Il est présidé par Kendal Nezan, un brillant physicien de 53 ans, chercheur au CNRS puis au Collège de France. Né dans le Kurdistan turc, Kendal Nezan, auteur du livre *Les Kurdes et le Kurdistan*, avec Gérard Chaliand (éd. La Découverte), est l'homme clé de la question kurde dans le monde francophone. Il n'a jamais caché son soutien à l'intervention anglo-américaine en Irak. A la question: «Ne craignez-vous pas de passer pour un pro-américain?», le Président

de l'Institut kurde répondait en février dernier: «En 1991, 130 000 soldats irakiens s'étaient déjà rendus aux Kurdes. Nous avons demandé le soutien aérien des Américains pour renverser le régime. La suite est connue: les grandes puissances ont affaibli Saddam Hussein mais n'ont pas voulu le renverser. L'histoire m'a appris à ne pas être naïf». L'Institut kurde de Paris contribue à l'étude de la langue et de la littérature kurdes, tient des colloques et des séminaires linguistiques, et soutient des étudiants en leur offrant des bourses. Dans son comité de soutien, on retrouve des personnalités comme Danielle Mitterrand, dont l'association France-Libertés est très active au Kurdistan, Maurice Béjart, Bernard Kouchner ou Henri Noguères, l'ancien président de la Ligue française des droits de l'homme.

JLe Institut kurde (106 rue La Fayette, Paris). Rens: ☎ 0033 148 24 64 64. www.institutkurde.org

nable aux *Versets sataniques* de Salman Rushdie.

LANGUE KURDE

«L'art, c'est l'exagération», lance l'auteur de la pièce *Bonjour l'exil*, écrite depuis le Danemark, où il a fuit en 1987 pour échapper aux tueurs de Saddam Hussein. Finalement, Ferhad Pirbal a reçu le soutien inattendu de Jalâl Talabani en personne, le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, l'un des

deux partis qui dominent le Kurdistan), au nom de la liberté d'expression: «Si j'avais vécu en Iran, en Syrie, ou dans le reste de l'Irak, j'aurais été pendu», ajoute ce professeur, adoré par ses élèves.

Le Kurdistan, autonome depuis 1991, connaît-il pour autant un régime démocratique? «Il serait plus juste de dire que nous apprenons, peu à peu la démocratie. Ces notions de droits de l'homme – et je ne parle pas des

droits de la femme –, comme la liberté d'expression, ne font que lentement leur apparition chez nous», constate le fondateur du centre culturel franco-kurde. «J'ai tout de même l'impression que les gens ont un peu moins peur des islamistes qu'avant», ajoute Ferhad Pirbal.

Sa dernière initiative? Avec d'autres intellectuels, professeurs, et des médecins, des avocats, des journalistes kurdes, ils viennent de demander à

l'UNESCO la reconnaissance de la langue kurde (lire ci-contre). «Pas seulement pour nous faire connaître dans le reste du monde, mais aussi pour obtenir les moyens de traduire en kurde les œuvres majeures parues dans les autres langues», avance l'auteur d'un ouvrage sur *Les Kurdes dans les gravures des orientalistes*. Pour sa part, Ferhad Pirbal parle fort bien, outre le français et l'anglais, l'arabe, le persan et le turc.

Sur la trace des disparues de Saddam

De jeunes Kurdes enlevées en 1988 auraient été vendues en Egypte.

Tazkhrmatoo envoyé spécial

Dans une enveloppe en papier, il garde une photo d'identité jaunie d'Hassiba, la préférée de ses cinq filles, la plus belle aussi, avec ses grands yeux noirs qui fixaient fièrement l'objectif. C'est tout ce qui lui reste d'elle et ce souvenir, le vieil Ibrahim Hidayet l'a emporté dans tous ses exodes, avant de revenir finalement dans sa maison de pierre et de boue séchée du village de Tchawri, près de Tazkhrmatoo, en plein pays kurde. Il en avait été chassé en 1988 par les troupes de Saddam, pendant l'opération Al Anfal qui fit au moins 180000 morts et disparus. Hassiba et son mari, eux, avaient été arrêtés dans un hameau voisin et, depuis, il ne les a plus revus. «On disait qu'ils avaient été enterrés dans des fosses communes ou que leurs corps avaient été jetés dans la rivière; certains parlaient de filles vendues dans des pays arabes, mais c'étaient juste des rumeurs», raconte le vieil homme qui, comme sa femme, pensait sa fille morte, tout en gardant quand même «un brin d'espoir au fond du cœur».

Cabarets. Tout a basculé fin juin quand Bakhtiar, le beau-frère d'Hassiba qui était, lui-même, sans nouvelles d'une sœur et de deux nièces à peine pubères depuis 1988, est arrivé en brandissant le quotidien *Kurdistan Nuwa*. En première page figurait le fac-similé d'un document en arabe trouvé dans les archives de la sécurité générale de Kirkouk. Classé «ultrasécure», ce message daté du 10 décembre 1989, adressé au directeur général de la Sécurité à Bagdad, révélait que, parmi les détenus à Kirkouk, se trouvait «un groupe de filles âgées de 14 à 29 ans», vendues à des intermédiaires égyptiens comme prostituées ou pour travailler dans des cabarets. Il y avait aussi une liste de dix-huit noms, dont ceux d'Hassiba Hidayet et de la sœur de Bakhtiar, elle aussi prénommée

Hassiba, et ses deux fillettes, Nadjiba et Chiller.

«Il y avait une douleur et maintenant, il y a en plus celle du doute qui est tout aussi terrible», reconnaît Ibrahim Hidayet, bien décidé à tout faire pour pouvoir récupérer sa fille si elle est toujours vivante. «Elle n'a pas été déshonorée, quelle que soit la vie qu'elle a subie, car elle y était forcée», renchérit l'un de ses frères. Ils veulent y croire. Quelques semaines après l'arrestation de sa fille, Ibrahim s'était rendu à Kirkouk voir une vieille femme qui avait été, quelques jours, détenue avec elle dans le centre de regroupement de Topzaya. «Elle a raconté que, dès le début, les hommes avaient été séparés des femmes et emmenés en camion. Deux ou trois jours plus tard, des officiers et quelques soldats sont entrés la nuit dans la salle où elles étaient toutes enfermées et ont sélectionné les plus belles filles, dont Hassiba. Ce récit nous avait fait encore plus mal», affirme Ibrahim qui, désormais, se raccroche à ce frêle indice d'une possible survie de sa fille. D'autant qu'il y a mainte-

nant cette liste.

Photocopie. Avec son fils aîné, ils sont partis aussitôt pour la ville de Kirkouk, puis pour Soulaymaniya, la capitale de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalâl Talabani, qui règne sur l'est de la zone kurde. Une commission d'enquête vient d'être mise en place, et ils rencontrent le ministre des Droits de l'homme, Rachid Salah, qui s'occupe des victimes de l'opération Al

Anfal. «Nous restons prudents, pour ne pas susciter de vains espoirs. Le document trouvé dans les archives est certes une photocopie, mais les signatures comme les noms, les dates ou les en-têtes concordent, et nous ne voyons pas qui aurait intérêt à fabriquer un tel faux», souligne le ministre, qui a écrit le 27 juillet une longue lettre à l'ambassadeur égyptien, qui l'a lui-même transmise au Caire. La réponse a été cinglante. Les autorités égyptiennes affirment «ne détenir aucun élément sur ce sujet» et s'étonnent «de cette demande bizarre qui risque de détruire les traditionnelles bonnes relations entre Kurdes et Arabes».

Le ministre des Droits de l'homme du gouvernement de l'UPK ne se décourage pas et a maintenant décidé de saisir du problème la coalition qui administre l'Irak. «J'attends le salut de Dieu mais aussi des Américains, car eux ont la force d'imposer aux Égyptiens de faire connaître la vérité et de nous rendre nos filles si elles sont là-bas», insiste Ibrahim Hidayet. Tous les voisins se sont peu à peu regroupés dans la grande pièce aux murs nus et dans la cour. La plupart sont âgés, et tous sont des rescapés qui ont vu leurs familles décimées quand les troupes de Saddam ont fait irruption dans le village, en avril 1988. Il y avait à Tchawri quelque 600 habitants et il n'en restait plus qu'une dizaine, en général des couples mixtes, après leur passage.

Plus aucune trace. Dans un coin de la pièce, une vieille femme sanglote. Ces récits ont rouvert les plaies de Fatiye Mohamed. Ses deux filles, Suham et Ilhan, ont elles aussi disparu à l'époque. Des vieilles femmes incarcérées avec elles à Takrit ont aussi affirmé que, comme d'autres jolies filles, elles avaient été mises à part. D'elles, il n'y a plus aucune trace, mais la découverte de la liste des dix-huit noms ravive un peu d'espoir. «Elles sont peut-être au Yémen ou dans le Golfe, on va peut-être découvrir d'autres documents», murmure la vieille femme, qui a perdu quinze des dix-sept membres de sa famille: fils, filles, gendres, brus, petits-enfants... Un seul en a r échappé. Il avait trois mois à l'époque et était soigné à l'hôpital de Kirkouk au moment de la grande rafle ●

MARC SEMO



19 AOUT 2003

TIME AUGUST 18, 2003

THE WAR'S NEW FRONT

A Baghdad bombing raises fears of terrorism and heightens dangers facing Iraqis cooperating with the U.S.



AN ACT OF REVENGE: A soldier guards the Jordanian embassy site after last week's attack in Baghdad.

car bombing of the Jordanian embassy in Baghdad—the deadliest incident of any kind since the fall of Saddam's regime. Though senior intelligence officials say they don't yet know who was behind the blast, Lieut. General Ricardo Sanchez, commander of allied forces in Iraq, declared it the work of terrorists. A senior intelligence official tells TIME that among the suspects is Ansar al-Islam, a group of Islamist fighters—Iraqi Kurds and Arabs—with suspected links to al-Qaeda. "They could be among those possibly involved," the official says (see box).

While many Iraqis expressed outrage at the perpetrators for attacking a civilian building, the bombing seemed to have fueled just as much bitterness at U.S. forces for failing to prevent the attack and coming too late to rescue the victims. Minutes after the blast, looters ransacked the embassy, tore up the Jordanian flag and stomped on a portrait of Jordanian King Abdullah's father. By the time soldiers from the 1st Armored



BENJAMIN LOWY—CORBIS FOR TIME

TARGET Though Abbas had quit his job, he was shot for having worked with Americans

IRAQ COLLABORATORS

By BRIAN BENNETT TIKRIT

WHEN FAYEK KUDAYAR ABBAS QUIT HIS JOB TRANSLATING FOR U.S. troops at the end of May, he thought the threats against him and his family would end. Abbas had worked for the Americans because the \$40-a-week salary went a long way toward taking care of his wife and daughters. At first he tolerated harassment from some of his neighbors, who accused him of betraying his country by cooperating with the occupying forces. But as resistance to the U.S. intensified, Abbas found himself in even greater danger. A month after he stopped working with the Americans, his name showed up on a list of "traitors" being circulated among anti-U.S. insurgents. Then a grenade exploded in his garden, and someone scrawled **ABBAS MUST BE KILLED** on the wall of his home.

Abbas, 58, was standing last week in an alley a block from his house in Samarra, 20 miles south of Tikrit, when two men with red scarves wrapped around their heads turned the corner on a black Jawa motorcycle. One of them shot Abbas in the leg and sped off. Abbas lay bleeding in the alley for an hour until an ambulance arrived. None of his neighbors went to his aid. "They were frightened," he said later from his hospital bed, his right leg bandaged up to his waist, "that

maybe they would be the next on the list."

With U.S. forces trying to close in on Saddam Hussein and a new Iraqi governing council trying to assert its authority, armed insurgents are expanding the scope of their attacks to sow fear among ordinary Iraqis and discourage them from cooperating with the U.S. The targeting of civilians escalated to terrifying new heights last Thursday, when at least eight and as many as 19 people were killed and more than 50 injured in a

Division arrived, some 30 minutes later, the crowd had turned hostile. "Screw you, Americans!" screamed a young Iraqi in a white T shirt. "Screw you!"

Though that kind of anti-American rage is by no means universal among Iraqis, officials fear that the rising militancy of those opposed to the U.S. may be dissuading them from assisting U.S. troops, sharing intelligence on the whereabouts of Saddam's loyalists and collaborating in the rebuilding effort. According to Titan, the company that manages the translators for the U.S. military, at least a dozen translators have been killed in the past month by anti-American militants. Other translators hired by U.S. troops say they lie about their jobs for fear of reprisal. When Aymen, 36, an interpreter for the 3rd Infantry Division's



HOME FANS Making a show of support for Saddam in Tikrit

Task Force 27 in Baghdad, walks out of the Army compound, he hides his U.S. military ID under his shirt and tells his friends he works in construction. "What if my wife goes to the market and is kidnapped?" he asks. Firas, 24, another translator working with the U.S., says the Iraqis who cheered him on the streets after the fall of Baghdad now "look at me as if I'm a spy or a traitor." No one but his mother knows he's working for the U.S. forces. "It's just too dangerous out there," he says.

The Iraqi fear of reprisals has complicated the U.S. hunt for Saddam. In the past month, two Iraqis working directly with U.S. forces in Tikrit have been murdered. One man, a source who led U.S. troops to a number of weapons caches and resistance organizers, was shot in his auto-repair shop in broad daylight. "I would hate to see the stage," says a Pentagon official close to the search for Saddam, "where they start shooting people who come and talk to us."

FOR U.S. FORCES, THE COLLABORATION of Iraqi informants has become a critical weapon in the fight against the insurgency. Lieut. Colonel Steven Russell, commander of the 1st Battalion, 22nd Infantry Regiment, says that by working from Iraqis' tips, his troops, together with the elite special-

forces team Task Force 20, are knocking out resistance cells and collapsing the support structure around Saddam. Recent raids, a U.S. intelligence official tells *TIME*, have come tantalizingly close to capturing the ex-dictator. "I can't say that the bed's been warm" when the special forces have raided suspected hideouts, he says, "but there's certainly evidence to say he's been where we've been." U.S. forces, says the official, have found in hideouts a "certain brand of cigars, certain food items" that are consistent with Saddam's tastes. "He hasn't cast aside his cravings."

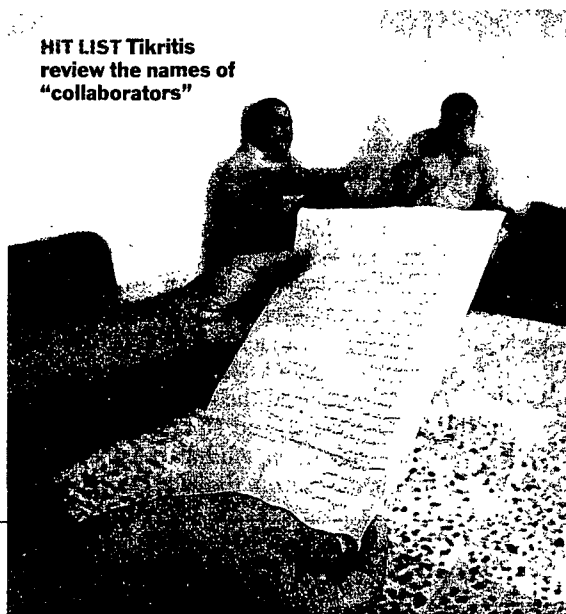
Iraqis who do come forward to talk to

the Americans, especially in Saddam's hometown of Tikrit, are risking their lives. Former regime officials thought to have pointed fingers at their old bosses are the chief targets of the insurgents' fire. Two weeks ago, members of the Fedayeen Saddam, the former regime's guerrilla corps, were seen about the town's main mosque dropping photocopies of a letter listing 21 "traitors and spies who have direct contact with the occupiers." Ten of the names on the list, a copy of which was acquired by *TIME*, are those of Saddam's cousins. Last week members of the Fedayeen in Tikrit went after another local man who had sym-

pathized with Saddam before the war but had lately turned on the regime. According to a Fedayeen officer who provides logistics and intelligence to an active guerrilla cell, the suspected turncoat was killed when two men in a pickup truck, their *yeshmaghs* wrapped around their faces, pulled up to the man's car and sprayed it with AK-47 fire before speeding off.

To militants agitated by the U.S. presence in Iraq, cooperating with the coalition forces is an offense tantamount to treason. In Tikrit, a block from the parade grounds where Saddam often celebrated his birthday, graffiti on a wall in bold Arabic strokes read ALL THOSE WHO COOPERATE

HIT LIST Tikritis review the names of "collaborators"



LOWE-CORBIS FOR TIME

WITH THE AMERICANS WILL BE KILLED. Not far down the road, a former lieutenant in the Fedayeen who met with a TIME reporter in his one-story home reiterates that threat. "Traitors," spits the lieutenant at the mention of those helping the U.S. forces. "They are not Iraqis. They don't love their country. They deserve to die."

The American forces in Tikrit say they can't guarantee the safety of all who come to them with information. And while Russell is concerned about the distribution of lists of citizens cooperating with American troops, the U.S. focus on rounding up the leadership and guarding its own forces from attack means it can't extend much protection to the Iraqis, who may be the key to catching Saddam and ultimately subduing the resistance. And so U.S. soldiers are in a race with the insurgents. "Our response," says Russell, "is to finish off our list before they finish off theirs."

U.S. commanders say they are winning the race, but it's a tense fight in which they have to rely on allies they don't know. One night last week, Russell was in an office building in downtown Tikrit, waiting for a call from a new intelligence source who said he knew where a prominent Fedayeen leader was staying for the night. Four M1 Abrams tanks, six Bradley fighting vehicles and two infantry platoons from the 4th Infantry Division stood poised to capture the man, who was believed to have been plotting for months to kill American soldiers in the area. Russell hadn't used this particular informant before, but he had a good feeling. "The information is checking out," Russell said, a smile breaking over his wan face. "This could be a good one."

Just past 11 p.m., Russell's phone rang. The informant had spotted the target; the operation was a go. "I wanna get this bastard who's been attacking my men," Russell said as the convoy pulled out and headed to a flophouse in town where the Fedayeen commander was lodging. Russell's Cobra Company stormed the three-story building, netting 38 workers from out of town and their man—a provincial Fedayeen organizer nicknamed Sami "The Rock." Task Force 20, operating south of Tikrit, nabbed two more "high level" resistance leaders on the same night. Said Russell after the raid: "The source came through." And he could come through again—if his name doesn't end up on the wrong list.

—With reporting by Timothy J. Burger and Massimo Calabresi/Washington, Hassan Fattah and Vivienne Walt/Baghdad and Michael Ware/Tikrit

A N S A R A L - I S L A M

How al-Qaeda's Ally Came Back

When U.S. special forces led an assault in March on a compound in northern Iraq belonging to the militant group Ansar al-Islam, U.S. officials said they had taken out a significant terrorist threat. Before the war, Bush Administration officials identified Ansar, some of whose members are believed to have trained in al-Qaeda camps, as a link between Saddam Hussein and Osama bin Laden, a claim based on reports that Saddam had dispatched an agent to northern Iraq to establish ties with Ansar. On March 26, after the strike on the compound, Bush said the U.S. had "destroyed the base of a terrorist group in northern Iraq that sought to attack America and Europe with deadly poisons."

Now it appears that the damage to the group was less than Bush had hoped. Last week Ansar was among the groups U.S. investigators named as possible culprits in the bombing of the Jordanian embassy in Baghdad. A U.S. intelligence official told TIME that the U.S. is looking at Ansar in part because before the war, the group was known for using car bombs that resemble the one that detonated last Thursday.

Specialists combing the bomb site say emerging clues point to professional terrorists. "Certain materials, remnants of the trigger mechanism—these things are saying a lot," says an Iraqi intelligence officer who works with the CIA. And while some locals insist the attack could have been the work of any number of perpetrators—from Shi'ite extremists to foreign-security agencies—most Iraqis believe it was carried out by former Baathists, an Islamic extremist group like Ansar or some combination of the two. A coalition spokesman says, "We

know that [Ansar] is in the country, and we know that they would want to do that, but it's too early to say."

The U.S. believes that Ansar has ties to bin Laden—at least one Ansar prisoner in U.S. custody has confessed to being a member of al-Qaeda—but the relationship between Ansar and Saddam is still unclear. A senior intelligence official says the U.S. believes a Saddam "agent" infiltrated Ansar, but the group's leaders may not have known the agent was loyal to Baghdad. Either way, Ansar, which had more than 1,000 fighters before the war, has proved difficult to pin down. In March, despite a week of pummeling by U.S. missiles and a ground assault by close to 10,000 Kurdish fighters and about 100 U.S. special-ops troops, most of Ansar's fighters slipped away to Iran.

Since then, U.S. forces in Iraq have monitored their return. In April Ansar issued a statement declaring that it would no longer operate from a central base and warning that suicide bombers remained key in its arsenal. Two months later, the U.S. attacked a camp in Rawa in northwestern Iraq, killing at least 75 foreign fighters. The U.S. says many of those killed in the strike were members of Ansar plotting to join the resistance against the U.S. occupation.

Military and intelligence officials fear they haven't heard the last from Ansar. In mid-July, U.S. forces uncovered a seven-member cell during a raid in Baghdad—which suggested that Ansar has expanded its area of operations. A senior U.S. intelligence official says most of the group has survived the U.S. assaults. Wams the official: "It doesn't take many of them to be troublesome."

—By Michael Ware/Baghdad. With reporting by Massimo Calabresi/Washington and Peshwaz Saadulla/Sulaimaniyah



MENACING: Suicide-bomber vests found at an Ansar camp

THOMAS DWORAK—MAGNUM FOR TIME

Military bombs used in attack against UN

By Neil MacFarquhar and Dexter Filkins

BAGHDAD: The FBI team investigating the suicide bombing at the UN headquarters here determined Wednesday that some 1,500 pounds of explosives drawn from Iraqi military stocks, including a chunky old Soviet-made bomb, caused the massive explosion.

A flatbed truck stacked with artillery shells, mortars and grenades — with the 500-pound, or 230-kilogram, bomb of the kind dropped from airplanes used as the centerpiece — was detonated outside the converted hotel that housed numerous UN agencies.

"I think the other munitions were probably packed on top of it," said Thomas Fuentes, the FBI special agent in charge of operations in Iraq. "Some detonated, some did not."

At least one unexploded grenade was found, he said. Teams combing the rubble in hopes of extracting a few people still missing who might have been trapped had to work delicately lest more such unexploded munitions suddenly erupted, he added.

Fuentes added that the truck was not

driven into the wall surrounding the compound, as was initially thought, but had been driven up beside the wall. He said a similar vehicle was used in the attack on the Jordanian Embassy here 13 days ago that killed 17 people, but he did not know what kind of explosives were used in that incident.

The official casualty toll for the UN bombing stood at 20 dead, in addition to the bomber, three missing and more than 100 wounded, according to Salim Lone, a UN spokesman.

Security was tightened Wednesday all over Baghdad, particularly at the Republican Palace used as the headquarters for the U.S. military. International nonprofit groups like Doctors Without Borders and the Save the Children Fund were also meeting Wednesday, presumably to discuss their future in Iraq and stepped-up security measures to protect their members.

The new security concerns came amid signs of strain between the United States and the Iraqi Governing Council.

At issue is the role of the U.S.-appointed council and its desire to take a bigger role in running the country. While the United States says it wants the Iraqis to be more prominent in that

regard, council members apparently feel that the real power still rests with L. Paul Bremer 3rd, Washington's top civilian administrator here.

Wednesday one of the council's 25 members, Ahmad Chalabi, said supporters of Saddam Hussein were behind the compound blast.

"There are 20 dead and there are many believed still trapped in there," Chalabi said after talks between members of the council and Bremer.

"We have no doubt that those who carried out this terrorist criminal act are the remnants of the regime and their friends," he added, although he provided no evidence to support the claim.

UN workers at the compound were told to stay home Wednesday, and arrangements were put in place to fly home workers who requested to leave.

In Stockholm, Secretary General Kofi Annan reiterated that the UN would not pull out of Iraq because of the attack.

Annan was on his way back to New York, where the Security Council was to meet to discuss ways to better protect UN workers in Iraq. The secretary general made special mention of his "brilliant colleague" Sérgio Vieira de Mello, 55, Annan's special representative in

Thursday, August 21, 2003

The New York Times



Rabih Moghrabi/Agence France-Presse

Rescue workers looking for casualties after a bomb attack Tuesday at the hotel that houses the UN headquarters in Baghdad.

It can only emerge if America gets the basics right — water, jobs and electricity — and lets Iraqis run things faster. "Let Iraqis take the credit; let them take the blame," Barzani said. "We need Iraqis to face their own problems and each other, and right now you're in the way."

I heard a similar message just a few days ago from Sergio Vieira de Mello, the chief UN officer in Baghdad, who was killed in the bombing Tuesday. We met over Lebanese beer and pistachios

at his hotel, and he told me how much he believed that Iraqis could build a different Iraq, if they were given half a chance. Like me, he was a congenial optimist, who believed in people's better angels. His senseless death is heart-breaking.

It's also a challenge. Whoever blew up the UN office in Baghdad was trying to blow up Iraq's future. Yes, America must work harder now and devolve

more power to Iraqis faster. But when all is said and done, only Iraqis can rescue this place. Only they can show whether the diverse communities that make up Iraq can rule themselves and take on their evil angels within. Only they can prove whether Iraqis have a collective will to be free and united. Only they can really tell us the true identity of the people on the other side of the July 14 bridge.

'Chemical Ali' is taken into custody in Iraq

By Bill Brink

Ali Hassan al-Majid, a cousin and trusted adviser of Saddam Hussein who earned a reputation for ruthlessness by using poison gas to suppress a Kurdish uprising in 1988, has been captured, the American military said Thursday.

The United States Central Command in Tampa, Florida, announced the capture of Majid but gave no details on where he was detained or how. Majid was No. 5 on the allied forces' list of the 55 most wanted Iraqis.

Majid had earned the nickname "Chemical Ali" after he used chemical weapons against the Kurds in 1988. Human rights groups say that Majid inspired the murder or disappearance of about 100,000 Kurds, the forced removal of many more, as well as the destruction of hundreds of Kurdish villages and communities.

His notoriety increased in 1990 when he was appointed Iraq's chief administrator in Kuwait in the months before

the Gulf war. He was also linked to the brutal crackdown on Shiites in Southern Iraq following their uprising after that war.

The capture of Majid represents another step in the military's effort to wipe out any lingering influence of the

fragmented remnants of Saddam's government.

Last month, a United States raid in Mosul killed two of Saddam's sons, Uday and Qusay, and soon afterward soldiers seized four men they believed to be important members of Saddam's former government, including one who was thought to be his longtime bodyguard.

Earlier this week, the former Iraqi vice president, Taha Yassin, Ramadan was arrested, also in Mosul.

American military officials believed that Majid had been killed in a bombing raid in April, but in early June, Defense Secretary Donald Rumsfeld said that there was a chance he was still alive.

"There was some speculation afterward that they thought that he had been killed," Rumsfeld said at the time. "Now there's some speculation that he may be alive. But I just don't know."

Majid belonged to a clan that intermarried with Saddam's family in the Tikrit region north of Baghdad.

According to several military specialists, he rose through the ranks of Iraq's intelligence and internal security services to become one of Saddam's closest aides.

His brother, Hussein Kamal al-Majid, was appointed oil minister after the in-

vasion of Kuwait.

In mid-March, during the American invasion of Iraq, Saddam appointed Majid to direct the defense of southern Iraq.

At the time, American officials speculated that Majid had been appointed either to ensure that the restive Shiites of southern Iraq remained loyal to Baghdad or to implement a military strategy devised to blunt or undermine the invasion.

"We fully recognize his image and his track record," a military official said at the time.

After the fall of Saddam's regime in April, Majid's house in Baghdad was explored. A storehouse behind the house portrayed a man with a large taste for Western indulgences.

Among the items that were carried away by the looters was a battery-powered model of a Ferrari, a Japanese motorized water scooter, a parachute, a video library that included dozens of Hollywood movies of the past decade, more than 100 racing car wheels and the entire fittings for a luxury European kitchen.

The New York Times

The New York Times

August 22, 2003



Adnan Haj Ali/The Associated Press

Majid inspired the killing or disappearance of about 100,000 Kurds, rights groups say.

Iraq, who was killed in the explosion. Vieira de Mello's body was pulled from the wreckage on Tuesday night by U.S. soldiers.

Bremer said there were indications that Vieira de Mello had been the target of the attack. The explosion happened just beneath his third-floor office.

The suicide bombing marked a brazen assault on the American occupation here, apparently calculated to destroy any sense of security for people charged with reviving Iraq in the aftermath of the war. If anarchy was the goal, it was anarchy that unfolded.

Screams and moans rose from the dozens of bloodied UN workers who lay across the courtyard, as American soldiers pulled the living from ruins. Bodies lay about, some missing limbs, others covered with white sheets.

Susan Manuel, a UN spokeswoman, said the bombing was the deadliest attack on the organization in its history. The attack came less than a month after the Security Council, relegated to a supporting role in Iraq, voted to endorse the American-backed Iraqi interim government.

The bombing seemed intended to intensify the guerrilla war under way against American soldiers, and to in-

crease domestic political pressure on President George W. Bush, who faces growing unhappiness about the course of the American occupation.

The White House said Tuesday that Bush had called Prime Minister Tony Blair of Britain to discuss the situation in Iraq and in the Middle East. The White House said Bush had also called Brazil's president, Luiz Inacio Lula da Silva, to express condolences over the death of Vieira de Mello, who was Brazilian.

The dead also included Rick Hooper, the United Nations' chief expert on Arab affairs; Nadia Younes, Vieira de Mello's chief of staff; Ranillo Buenaventura of the relief coordination office; Marilyn Manuel and Jean-Selim Kanaan, employees in Vieira de Mello's office; Chris Klein-Beckman, an official of Unicef; and Fiona Watson of Britain, who worked on the oil-for-food program.

A World Bank official in Washington said five of its employees were missing. Also missing was Arthur Helton, a senior fellow at the Council on Foreign Relations in New York, who was scheduled to meet with Vieira de Mello at the time of the bombing.

The compound was filled with hundreds of people responsible for an array

of relief duties: repairing the country's electrical system, finding homes for refugees and delivering food. When the bomber struck at 4:30 p.m., employees were holding a news conference to discuss their efforts to defuse the thousands of land mines buried across the country.

It was not immediately clear who carried out the attack, and speculation ranged across a wide spectrum of possibilities, from agents acting on behalf of Iraq's neighbors, Syria and Iran, to supporters of Saddam Hussein's government.

But the immediate focus of attention was Ansar al-Islam, a militant Islamic group that American officials believe has been plotting attacks against Western targets in Baghdad. The group, which operated training camps in the mountainous region of northern Iraq, was attacked and dispersed by U.S. forces during the war. Many of the group's fighters are believed to have fled to Iran.

The New York Times

Thomas L. Friedman

More Americans out back, more Iraqis out front

International Herald Tribune
Thursday, August 21, 2003

I was stopped the other day at the U.S. Army checkpoint on the July 14 Bridge in the heart of Baghdad and told by the sergeant on duty that I didn't have the proper ID to enter the U.S. compound, which clogs the heart of the capital. So I called the U.S. Army officer I had an appointment with, and he offered to drive out to escort me in. To make certain he found me, I asked the sergeant who was running the checkpoint to take the phone and tell the officer exactly where we were standing. "Sir," the sergeant said, "we're on the enemy side of the July 14 bridge."

Hmm, I thought to myself, the "enemy side" of the July 14 Bridge? He was referring to Baghdad outside the walls of the U.S. compound.

I couldn't blame the sergeant for having that impression. The bad guys in Iraq have been gaining so much momentum in recent days — with their attacks on pipelines, U.S. forces and the UN headquarters — that they are steadily eroding the sense of partnership between U.S. forces and the Iraqi people.

The mounting attacks are forcing U.S. troops in Iraq to crouch more and more behind their own barricades, to mistrust more and more Iraqis; and to put up more and more roadblocks. There is now a huge concrete wall be-

ing built around part of the U.S. compound in central Baghdad that is a carbon copy of the wall Israel is building in the West Bank.

The same is happening on the Iraqi side. The Pentagon, with its insistence on doing nation-building in Iraq on the cheap, has been too slow in forming a provisional Iraqi government, too slow in getting the electricity on, too slow in turning security over to Iraqis. As a result, while most Iraqis are happy to be rid of Saddam Hussein, too many feel that their lives are tangibly worse in every other respect — jobs, electricity, roadblocks — because of the U.S.

presence. "Saddam was paranoid, but he kept the streets open — you're closing all the arteries," Muhammad Kadhim, a Baghdad professor, said to me.

Everyone has advice now for the United States: Bring in UN peacekeepers, bring in the French. They're all wrong. There are only two things America needs in Iraq: more Americans out back and more Iraqis out front. President George W. Bush needs to give the U.S. administrator, L. Paul Bremer 3rd, more resources to get basic services

here running and Iraqis in charge as fast as possible. This is not Germany 1945. America is much more radioactive in this region. We don't have infinite time.

Which is also why America needs Iraqis out front — fast. They need to be seen to be solving their own problems. They need to be manning the checkpoints because only they know who the good guys and bad guys are, and they need to be increasingly running the

show so attacks on Iraq's infrastructure are seen and understood as attacks on Iraqis, not on Americans.

And, most important, America needs Iraqis out front because the Iraqi silent

The Iraqi silent majority is America's only potential friend in this neighborhood.

majority is America's only potential friend in this whole neighborhood. Everyone else wants America to fail. But the United States has not empowered that Iraqi silent majority enough, and it has been too timid and divided to step forward yet. "The Iraqi people are the only ones in the area who have an interest in your success," said Masrur Barzani, the security chief for the Kurdistan Democratic Party, a real friend of America's. "But you have not allowed that friendship to emerge."

L'ONU frappée au cœur à Bagdad

Hôtel Canal, 16 h 30 : une énorme explosion dévaste le quartier général des Nations unies à Bagdad

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Tragique ironie de l'histoire : cela faisait une petite demi-heure que Martin Parker, directeur de

RÉCIT

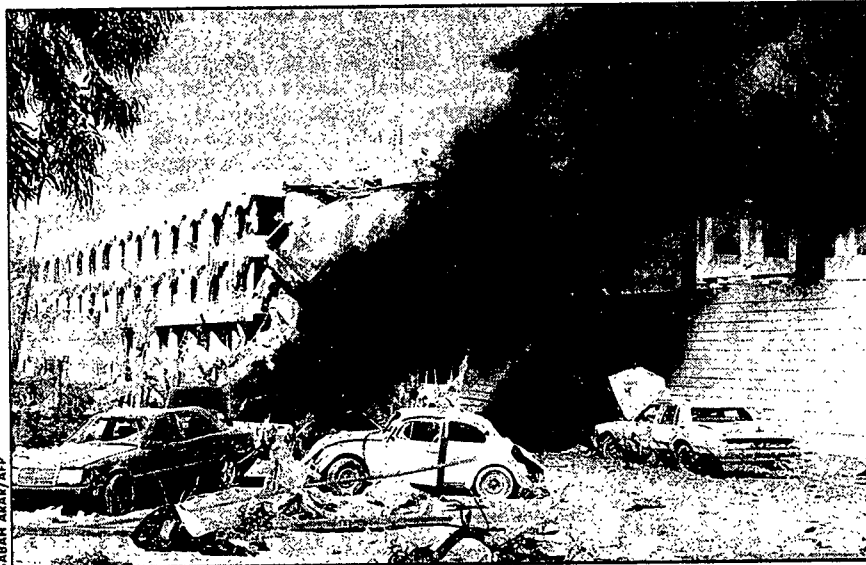
Dans le noir, la poussière et les pleurs, chacun cherche à tâtons la sortie

l'agence des Nations unies pour le déminage (United Nations Mine Action Service) avait commencé sa conférence de presse, dans une pièce contiguë à la cantine, au rez-de-chaussée de l'Hôtel Canal, un petit immeuble blanc de trois étages qui abrite le siège des Nations unies en Irak depuis une dizaine d'années. Dans le hall d'entrée adjacent, des employés de l'ONU allaient et venaient, achevant d'effectuer les activités d'une journée de travail ordinaire. Dans les étages, de nombreux fonctionnaires étaient encore dans leurs bureaux.

M. Parker avait expliqué que le nombre de mines, de munitions et autres engins de mort non explosés en Irak était « sans précédent au monde ». C'est, disait-il, le pays le plus « contaminé » en la matière, à cause des guerres et des multiples conflits. Chaque jour, ajoutait-il, apporte son lot de morts et de blessés par l'explosion de ces engins. Il avait insisté sur le souci de l'ONU d'engager un vaste programme d'information, de formation et, bien sûr, de déminage du pays. Son adjoint tentait de fournir des chiffres - approximatifs - sur le nombre des victimes... Il était environ 16 h 30 (heure locale).

OBSCURITÉ TOTALE

Soudain, une très puissante déflagration plonge l'endroit dans l'obscurité totale, tandis que s'effondrent vitres et plafond, poutrelles métalliques et de bois, dans un bruit de ferraille et de pierres effroyable. La violence de l'explosion est telle que toutes les person-



Sous la violence de l'explosion, les étages supérieurs de l'Hôtel Canal, qui abrite le quartier général des Nations unies à Bagdad, se sont effondrés. Le bureau de Sergio Vieira de Mello, l'envoyé spécial en Irak du secrétaire général de l'ONU, qui a trouvé la mort dans l'attentat, était à l'angle du bâtiment.

nes présentes ont l'impression qu'elle vient de se produire dans la pièce attenante. L'atmosphère est saturée d'un épais nuage de poussière de béton et de peinture, qui pénètre dans les narines et la gorge, accentuant la peur et la panique.

« Restez dans le fond, ne quittez pas la pièce », ordonne le directeur adjoint aux journalistes. Dans le noir, tout le monde ne pense qu'à se dégager du piège. On entend des pleurs de femme. Chacun cherche son chemin à tâtons, ne sachant quelle direction prendre. Le nuage de poussière réduit presque à néant toute visibilité. On marche sur des morceaux de plafond, un tapis d'éclats de vitres, toutes sortes de débris dans lesquels on trébuche. Le grand hall d'entrée, ou du moins ce que l'on peut en distinguer, est totalement dévasté. Il n'y a plus de porte, rien qu'un trou béant par lequel chacun tente de sortir.

À l'extérieur, c'est la désolation. Des gens pleurent, d'autres géignent, mais tous restent dignes, tentent d'aider un voisin, de s'assurer qu'il n'est pas gravement blessé. Ceux qui peuvent marcher, employés irakiens, expatriés des Nations unies, ainsi que quelques journalistes, parviennent à sortir à l'air libre.

Une épaisse fumée noire se dégage, à une distance très rapprochée, à l'extérieur du mur d'enceinte. C'est là qu'a explosé le véhicule piégé. La petite pièce qui abrite les gardes de sécurité chargés de contrôler l'identité des visiteurs est entièrement dévastée. Les gardes ne sont plus là, sans doute très sérieusement blessés, peut-être morts dans leur abri très exposé. Per-

être ont-ils déjà été évacués. Registre des visiteurs, cartes d'identité, badges de l'ONU, chaises, tiroirs, tout est sens dessus dessous. Une sonnette d'alarme retentit dans le vide.

DU SANG PARTOUT

Le choc est immense. « Pourquoi nous ? Pourquoi nous ? », demande une femme qui pleure. « Où es-tu, fils de Dieu ? », interroge une autre en se frappant le visage. Les soldats américains, qui assuraient la sécurité à l'extérieur de l'édifice, sont déjà là en masse et tentent de canaliser tout le monde vers l'arrière de l'enceinte, de l'autre côté du bâtiment principal, à l'endroit où, à côté du parking protégé par des sacs de sable, des tentes sont dressées de longue date.

Un nombre de plus en plus grand d'employés et de fonctionnaires afflue. De grands blessés reçoivent les premiers soins à même le sol

devant l'entrée du bâtiment principal. D'autres, soutenus par des collègues de travail, ont des plaies à la tête, à la nuque, à la poitrine, au visage. Il y a du sang partout. Sous l'une des tentes, une jeune femme gît, gravement blessée : impossible de voir à quel endroit du corps elle a été touchée tant elle saigne. Elle est inanimée. Un collègue lui caresse les cheveux et lui parle, en attendant son évacuation.

Sous une autre tente, deux hommes sont étendus, leurs vêtements couverts de sang. Un homme, au visage entièrement enveloppé d'une serviette déjà rougie, est conduit vers une tente. Il avance en aveugle. Les personnes moins sévèrement atteintes s'enquièreent des autres, peu soucieuses de leurs propres plaies. Ceux qui disposent de téléphones portables tentent de rassurer parents ou amis. Des bouteilles d'eau minérale sont distribuées à la ronde. Tout le monde

est prié de boire, de se rafraîchir la figure, de laver les blessures. Les visages, blancs de poussière, ont viré au gris sous l'effet de l'épaisse fumée. Les femmes sont en très grand nombre. Certaines pleurent parce qu'elles n'ont pas encore vu arriver tel ou telle collègue. Les hommes, même blessés, tentent de garder leur sang-froid. Des médecins et infirmiers de l'armée améri-

JEUDI 21 AOÛT 2003

Le Monde

caine se pressent auprès des blessés les plus graves, étendus à même le sol ou sur des draps de fortune, des lits de camp ou d'étroites tables longilignes.

Avec efficacité, l'armée américaine prend la situation en main. Des renforts arrivent de partout : Humvee, véhicules blindés, soldats à pied, ils sont plusieurs centaines à dresser le siège des lieux, interdisant à quiconque de pénétrer dans l'enceinte. Un périmètre de sécurité est établi sur une distance de quelque 500 mètres des deux côtés du bâtiment.

Les premières ambulances militaires arrivent, pour évacuer les blessés. Au moins l'un d'entre eux est emmené en urgence à l'arrière d'un camion de l'armée. Plus tard, au fur et à mesure que les blessés sont

dégagés des étages, des hélicoptères de l'armée américaine en transportent d'autres vers les hôpitaux. Des personnes sont encore sous les décombres, entend-on ici et là. Le ballet des ambulances militaires, auxquelles se sont jointes des ambulances irakiennes, le confirme. Sergio Vieira de Mello, l'envoyé spécial en Irak du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est encore dans le bâtiment, dit-on.

Le déblaiement des décombres à la recherche de personnes éventuellement encore ensevelies s'organise. Des parents des personnels irakiens de l'ONU et des curieux ont afflué sur l'avenue Canal, où se dresse l'hôtel du même nom. « S'il vous plaît, pouvez-vous me donner des nouvelles de mon frère ? », implore un homme. Une femme pleure, sup-

pliant presque à genoux les soldats américains de la laisser entrer pour prendre des nouvelles d'une parente. Courtois, mais fermes, les soldats ne veulent rien entendre.

De l'autre côté, sur l'avenue parallèle, un enregistrement est diffusé aux passants et aux conducteurs les invitant, en arabe, à rester à distance et les prévenant qu'ils risquent d'être pour le moins malmenés par les soldats.

ÉTAGES EFFONDRÉS

A l'angle de l'avenue Canal et du sentier de terre battue où le véhicule piégé avait été garé, les deux étages supérieurs de l'Hôtel Canal se sont effondrés. Toutes les fenêtres des pièces longeant le sentier sont très endommagées, donnant une idée de la dévastation à l'intérieur.

C'est à cet angle que se trouvait le bureau de M. Vieira de Mello. Le drapeau de l'ONU flotte toujours sur le bâtiment.

L'Hôtel Canal se dresse au milieu de nulle part, sur un terrain extrêmement dégagé, avec pour uniques voisins un hôpital et le siège de l'École irakienne de tourisme. La règle a toujours été qu'aucun véhicule ne peut s'arrêter devant le portail plus de quelques secondes, le temps de se délester de ses passagers.

Depuis leur retour en Irak, les personnels des Nations unies avaient été appelés à la plus grande vigilance. Ils ont l'interdiction formelle de sortir après 20 heures. Aucun véhicule de l'ONU n'est non plus autorisé à circuler au-delà de la même heure.

Mouna Naïm

« Pourquoi nous ? » A New York, interrogations sur l'ambiguïté de la mission de l'Organisation en Irak

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Kofi Annan avait prévu de réunir le Conseil de sécurité, mercredi 20 août, pour l'informer de l'état de la mission de l'ONU en Irak : celle-ci a été décapitée, la veille, par l'attentat le plus meurtrier qui ait visé les Nations unies depuis leur création, en 1945. Le secrétaire général, qui était resté à New York tout l'été, se trouvait en vacances dans une île de la Scandinavie lorsque l'attentat s'est produit à Bagdad, provoquant la mort de l'un de ses proches, Sergio Vieira de Mello. Il a immédiatement annoncé son retour. Devant le siège, les drapeaux des 191 pays membres ont été retirés en signe de deuil.

Alors que l'ONU était plutôt opposée à la guerre et qu'elle était divisée sur l'opportunité de se précipiter pour participer à la « reconstruction » sans mandat véritable, l'attentat a été ressenti avec un sentiment particulier d'injustice au siège de l'Organisation : « Pourquoi nous ? » La question est restée sans réponse, mais les divergences du Conseil de sécurité sur l'importance du rôle à donner – ou non – à l'Organisation en Irak ont paru tout à coup dépassées.

SOLUTIONS « BANCALES »

Si, du côté des télévisions, les commentateurs américains continuaient à assurer que tout cela ne pouvait en fine que renforcer la part donnée aux Nations unies dans le processus en Irak, les membres de l'Organisation en étaient plutôt à dénoncer les solutions « bancales » et les « résolutions en clair-obscur » qui ont mis les personnels dans la situation impossible de devoir se reposer sur les Américains pour leur sécurité, tout en essayant de ne pas apparaître liés à la « puissance occupante ». Le syndicat du personnel a demandé un retrait provisoire des effectifs. « On fait semblant de croire qu'on est dans une situation de post-conflit, dit un expert. En fait, on n'est même plus dans un conflit de faible intensité, mais dans un conflit de niveau moyen. »

Dès son arrivée, en juin, M. Vieira de Mello avait attiré l'attention sur les problèmes de sécurité. Et, le 17 juillet, dans sa dernière intervention devant le Conseil de sécurité, il soulignait même que l'ONU était « vulnérable » à toute attaque et que sa sécurité reposait « essentiellement sur sa réputation ». Même si 221 personnels, dont 57 expatriés, ont été tués depuis 1992 dans des accidents ou des actes de violence, l'Organisation se fie encore assez largement pour sa sécurité au fait qu'elle représente la communauté internationale. S'attaquer aux personnels de l'ONU, estime-t-on, c'est en fait « s'attaquer à 191 pays ». L'attentat de mardi a montré que certains extrémistes ont un autre raisonnement. « Ils ne veulent pas des Américains, mais pas non plus de l'ONU pour autant », estime un diplomate du Conseil. « Leur seul message, c'est, "Tout le monde dehors". Cela met la communauté internationale dans une situation extrêmement difficile. »

Le secrétaire général va devoir évaluer la situation. Dans l'échelle onusienne des dangers, le niveau de sécurité dans un pays fait l'objet d'une gradation de 1 à 5. Il lui revient d'apprécier si la situation est suffisamment sûre pour que les personnels puissent y travailler. Dans l'entourage de M. Annan, on imaginait mal, mardi, qu'il prenne une décision à ce sujet sans consulter le Conseil de sécurité. Or tous deux sont plutôt d'avis de « maintenir le cap », selon l'expression du porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard. En même temps, le porte-parole a fermement renvoyé la responsabilité de la sécurité des locaux de l'ONU sur la coalition.

NOUVELLE ÉTAPE

L'attentat est intervenu quatre jours après le vote d'une résolution créant officiellement la mission de l'ONU en Irak, jusque-là cantonnée à un « bureau » du représentant du secrétaire général. Cette mesure avait été souhaitée par Kofi Annan et Sergio Vieira de Mello, tous deux artisans

de la stratégie de grignoter un rôle pour l'ONU en dépit des réticences américaines. C'était aussi une nouvelle étape dans la régularisation progressive de l'intervention américaine, commencée avec l'adoption de la résolution 1483 confiant la gestion de l'Irak à la coalition, bien que la guerre se soit déroulée en dehors de l'ONU.

L'ONU était en phase de renforcement. Ses effectifs étaient passés à 646 expatriés, plus 2 500 Irakiens. Sous la pression des Américains, Kofi Annan avait « envoyé son dauphin », comme dit une source à l'ONU, là où il aurait pu se contenter d'un responsable de moindre rang. Il y a quelques semaines, un dignitaire onusien était amer. En mars, le Conseil de sécurité, divisé, avait empêché l'ONU de se joindre à la guerre. En mai, il lui avait demandé de se joindre à la « reconstruction » : mais dans l'ambiguïté et les pires conditions.

Corine Lesnes

Le Monde

21 AOÛT 2003

TURQUIE *Le pouvoir s'attaque à l'une des plus riches familles du pays*

L'étau judiciaire se resserre autour du clan Uzan

L'étau policier et judiciaire se resserre autour de la famille Uzan, l'une des plus riches de Turquie, aux pratiques financières très largement controversées. Selon l'agence Anadolu, citée par l'AFP, la police d'Ankara a lancé le week-end dernier des opérations d'envergure pour retrouver plusieurs membres de la famille, ainsi que des hauts responsables d'une de leur banque récemment saisie par l'Etat en raison d'irrégularités dans les comptes. Kemal Uzan, le père, Yavuz, son frère, Melahat, sa femme, Hakan, le fils cadet, ainsi que huit ex-dirigeants de la Imarbankasi (banque de développement) sont recherchés par les autorités. Vendredi, toujours dans le cadre de l'enquête sur la Imarbankasi, un tribunal d'Istanbul a gelé les avoirs de Cem Uzan, fils aîné de la famille qui s'est lancé dans la politique, et de son frère Hakan. Il s'agit de la troisième procédure judiciaire lancée contre des membres de la trichissime famille.

Les gendarmes ont fait irruption tard dimanche dans une ferme près de Pamukova (nord-

ouest) appartenant à la famille, sans y trouver les personnes re-

Le groupe est recherché par la police d'Ankara pour des pratiques financières largement controversées

cherchées. Des descentes infructueuses ont également eu lieu dans une île, située au large de Fethiye (en Méditerranée), et sur un yacht de la famille. Dernier épisode en date d'une saga judiciaire déjà très riche.

La semaine dernière, le chef de l'Etat turc, ayant en ligne de mire l'Imarbankasi, a promulgué une nouvelle loi prévoyant de lourdes sanctions contre les propriétaires et les dirigeants d'établissements bancaires qui manqueraient à leurs obligations professionnelles. Les membres de la famille sont interdits de sortie du territoire. Mais les accusations et les sanctions ne s'arrêtent pas au secteur bancaire, pour cette famille qui a construit un quasi-empire, qui possède Telsim, deuxième

opérateur de téléphonie mobile du pays, et plusieurs chaînes de télévision, et qui contrôle de nombreuses sociétés de construction et d'énergie.

Le 31 juillet dernier, le groupe a été condamné par un juge de New York à verser 4,26 milliards de dollars à l'équipementier en télécoms américain Motorola qui l'accusait de fraude. Jeudi, les deux frères, Cem et Hakan Uzan, ont annoncé avoir démissionné de la direction de Telsim. Pour la presse turque, il s'agit là d'une nouvelle tentative des membres de la famille de faire échec aux procédures lancées à leur encontre. A la mi-juin, l'Etat turc a également saisi deux sociétés de production et de distribution d'électricité appartenant aux Uzan. Le 6 août, la direction des privatisations enfonçait le clou en annulant un appel d'offre remporté par les Uzan pour la reprise de la société publique pétrochimique Petkim pour un montant de plus de 600 millions de dollars. Motif: le groupe n'avait pas ef-

fectué le premier paiement.

Baron des médias, Cem Uzan s'est également lancé dans la politique et dirige le Genc Parti, aux tendances ultranationalistes. Souvent décrit comme un mélange de Jörg Haider et de Silvio Berlusconi, Cem dynamite les usages de la politique turque. Lors des élections de 2002, remportées par les islamistes modérés, sa caravane, filmée par les propres employés de ses chaînes de télévision, était quotidiennement hélicoptérée.

Dimanche, il a une nouvelle fois dénoncé une campagne politique du gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), visant à l'abattre. « *Même ma mère âgée de 62 ans figure parmi ces personnes (recherchées). C'est bien digne de l'AKP* », a-t-il martelé lors d'une réunion politique à Adana. A cette occasion, il a été pris à partie par des déposants de la Imarbankasi qui l'accusaient d'avoir « *volatilisé* » leurs comptes en banque.

(AFP.)

Capture d'"Ali le chimique": une grande victoire pour les Kurdes



ERBIL (Irak), 21 août (AFP) - 20h38 - Les Kurdes d'Irak se réjouissent de l'arrestation par les Américains d'Ali Hassan al-Majid, celui qu'ils avaient surnommé "Ali le Chimique", en souvenir des leurs gazés dans les années 80 par ce cousin de Saddam Hussein.

"C'est un jour magnifique !" s'exclame Sami Abdel Rahmane, membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui contrôle la région d'Erbil (nord), faisant référence à la capture d'Ali Hassan al-Majid, annoncée jeudi par la coalition américano-britannique.

"Il était responsable de l'assassinat de dizaines de milliers de personnes de notre peuple par des armes chimiques", rappelle M. Abdel Rahmane.

Le cousin du président déchu Saddam Hussein avait hérité de son surnom infamant pour avoir commandé, les 17 et 18 mars 1988, le bombardement au gaz yperite de la ville kurde de Halabja, tuant quelque 5.000 personnes, dont nombre de femmes et d'enfants.

"Le meilleur endroit où on peut le juger serait Halabja", poursuit M. Abdel Rahmane.

Mais Majid "est aussi responsable du massacre de dizaines de milliers d'Irakiens, dans le sud de l'Irak, en 1991", ajoute-t-il, évoquant la révolte des chiites, sauvagement réprimée par la Garde républicaine commandée par "Ali le Chimique", au lendemain de la guerre du Golfe (1991).

L'autre grand parti kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), se réjouit également de la capture d'Ali Hassan al-Majid. Son porte-parole a déclaré à l'AFP que cela "était une victoire pour la loi et la justice".

Pour Mollah Hassan, représentant de la branche kurde du Parti communiste irakien, l'arrestation de Majid "est une grande victoire pour les Kurdes et les Irakiens (arabes), parce qu'Ali le Chimique est l'ennemi, non seulement des Kurdes, mais de tous les Irakiens et de l'humanité en général".

Majid "était fier de ce qu'il faisait et il doit être jugé par une cour irakienne en séance plénière pour payer pour ces crimes", a-t-il ajouté.

"Il a commis des génocides, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité. Il devrait rendre compte pour ses crimes contre le peuple kurde, qui ont coûté la vie à des milliers de civils, notamment lors de l'attaque chimique contre Halabja", estime aussi M. Mufti.

La joie affichée à l'annonce de l'arrestation de Majid était partagée par la rue, car elle était "le rêve de chaque Kurde", comme l'affirme Bakhtiar Mamend Taher qui tient une papeterie à Erbil.

Mais pour Mohammad Hussein Ahmad, un autre habitant d'Erbil, il reste un regret: "J'aurais souhaité que Majid fût capturé par les Kurdes, comme cela a été le cas avec (l'ancien vice-président irakien) Taha Yassine Ramadan", capturé dans la nuit de lundi à mardi à Mossoul (nord) par les peshmergas (combattants kurdes) avant d'être remis aux forces de la coalition.

Le Commandement central américain (Centcom) a confirmé jeudi l'arrestation d'"Ali le Chimique" et numéro 5 sur la liste des 55 anciens dirigeants irakiens les plus recherchés par les forces américaines.

Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch, Ali Hassan al-Majid est responsable de la "disparition" de 100.000 non-combattants dans les régions kurdes.

A Bagdad, la conviction que la situation ne peut que se détériorer s'installe

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Sous les sparadraps qui constellent le crâne, le visage et l'oreille, on aperçoit des points de suture. La main droite est cachée sous un bandage serré. C'est sans doute la première fois que l'ONU nomme un chef de mission fait de plaies et de bosses.

Ramiro Lopes da Silva, coordinateur humanitaire des Nations unies à Bagdad depuis juin 2002, a pris le relais de son ami Sergio Vieira de Mello à la tête de la mission onusienne en Irak. Le secrétaire général de l'ONU a officialisé samedi sa nomination. M. Lopes da Silva, un Portugais de 54 ans « prêt » depuis deux ans par le Programme alimentaire mondial (PAM) au cabinet de M. Annan pour des missions délicates en Afghanistan et en Irak, était en réunion à l'Hôtel Canal, le 19 août. Il a survécu à l'attaque au camion piégé qui a tué Sergio Vieira de Mello et une vingtaine d'employés de l'ONU. Le plafond de son bureau s'est effondré sur lui et son visiteur, plus grièvement blessé.

Juste à côté des montagnes de gravats qu'enquêteurs américains et ouvriers irakiens continuent de déblayer, Ramiro Lopes da Silva vaque à ses occupations entre les tentes de toile qui font désormais office de bureaux onusiens. Il éclate parfois de rire. Il évalue l'humeur de ceux qu'il rencontre, murmurant un mot réconfortant à l'un, une blague à l'autre. « Il y a beaucoup d'émotions, bien sûr, confie-t-il, le regard légèrement voilé. Mais j'ai appris à maîtriser ces émotions, car j'ai servi toute ma vie dans des pays en guerre, dans des situations d'urgence. »

M. Lopes da Silva veut que la mis-

sion onusienne survive à l'attentat, au traumatisme, aux dangers qui la guettent. « Une seule solution : le travail, affirme-t-il. Nous ne devons pas nous remémorer tout le temps ce terrible jour. »

Le bilan provisoire de l'attentat s'élève à 23 morts, 2 disparus et 86 blessés. Deux cent dix employés de l'ONU ont, entre le lendemain de l'attentat et le dimanche 24 août, quitté l'Irak pour être soignés ou prendre du repos, mais, précise M. da Silva, « quelques collègues frais et dispos arrivent déjà pour les remplacer ». Le chapitre de la commémoration devait se clore mardi par une cérémonie à la mémoire de Sergio Vieira de Mello et des autres victimes.

La mission de l'ONU a officiellement repris ses activités. Seules les personnes traumatisées par l'attentat et les employés irakiens qui souhaitent se reposer sont exemptés. Les mesures de sécurité sont draconniennes. Autour de l'hôtel Canal et du camp de tentes qui accueille ceux qui acceptent de travailler, l'armée américaine a déployé des forces imposantes. L'avenue principale est fermée à la circulation, des chars d'assaut veillent, des soldats patrouillent.

Dans d'autres bâtiments de Bagdad qui accueillent des agences humanitaires des Nations unies (Haut-Commissariat pour les réfugiés, Unicef, etc.), les gardes sont tout aussi vigilants. Chacun craint d'autres attentats. Certaines cellules - dont l'ambassade de France -, le Comité international de la Croix-Rouge et des ONG réduisent leurs activités et leurs équipes.

L'attaque qui a causé samedi la mort de 3 soldats britanniques à Bassora et l'attentat qui a blessé,

dimanche, l'ayatollah Saïd Mohammed Al-Hakim à Nadjaf ne font que renforcer le sentiment que l'Irak est peut-être entré dans la spirale du chaos. « Chacun a sa propre définition du chaos, mais il semble que la situation ne peut que continuer à se détériorer, estime un diplomate européen. Nous craignons d'autres attentats, et nous pensons que tous les Occidentaux sont désormais des cibles en Irak. »

Pour Ramiro Lopes da Silva, la priorité est de « sécuriser la mission de l'ONU », puisqu'« il semble que

du personnel seront réduits. Tun Myat et ses limiers doivent rédiger un rapport indépendant de l'enquête du FBI américain.

Le corps d'un auteur de l'attentat a été retrouvé dans le cratère où l'explosion a eu lieu et ne peut pas être, selon M. da Silva, celui d'un employé de l'ONU. Certains avaient mis en doute l'hypothèse de l'attentat-suicide et évoquaient une explosion commandée à distance. Si la présence d'un ou plusieurs kamikazes est confirmée, elle devrait renforcer le soupçon qui pèse sur les islamistes radicaux, irakiens ou étrangers.

Les enquêteurs fouillent toujours les décombres, et les experts de l'identification judiciaire tentent de mettre un nom sur les cadavres. Certains demeurent anonymes, soit parce qu'ils sont trop méconnaissables, soit parce qu'ils sont ceux de visiteurs irakiens n'ayant pas, ou plus, de pièce d'identité sur eux. Juste à côté d'eux, sous le drapeau bleu de l'ONU, en berne, des volontaires irakiens s'emploient à extraire des ailes du bâtiment qui tiennent encore debout le mobilier, les ordinateurs, les archives.

« L'Hôtel Canal a été pillé à la fin de la guerre, et nous étions repartis de zéro, commente Véronique Taveau, une porte-parole. Une nouvelle fois, nous repartons de zéro... » « Nous allons continuer », répète Ramiro Lopes da Silva. Le chef de la mission et tous les fonctionnaires semblent partagés entre la joie d'être des survivants et la tristesse d'avoir perdu leurs amis, la volonté de continuer à travailler en Irak et la crainte d'être de nouveau pris pour cibles...

Rémy Ourdan

« L'Hôtel Canal a été pillé à la fin de la guerre, et nous étions repartis de zéro. Une nouvelle fois, nous repartons de zéro... »

L'ONU soit dorénavant sur la liste des cibles de certains groupes terroristes », tout en veillant à « ne pas se couper de la population ». « Parce que nous sommes en Irak, et dans le monde entier, pour servir des populations qui souffrent, nous devons prendre garde à ne pas nous isoler. »

Une équipe de l'Unsecoord (Coordination pour la sécurité des Nations unies), avec à sa tête son chef, Tun Myat, est arrivée samedi de New York afin d'évaluer les possibilités de poursuivre la mission dans des conditions de sécurité satisfaisantes. L'Hôtel Canal va être abandonné au profit de bâtiments plus sûrs, les déplacements

Crime contre l'Irak

LE SECRÉTAIRE général de l'ONU, Kofi Annan, a eu le mot juste : l'attentat perpétré mardi 20 août au siège de son organisation à Bagdad est « un crime non seulement contre les Nations unies mais aussi contre l'Irak ». L'explosion d'un camion piégé contre le bâtiment de l'ONU a fait au moins 17 morts et des dizaines de blessés parmi le personnel étranger et local. Ces femmes et ces hommes se dévouaient à l'Irak et aux Irakiens ; ils travaillaient à la reconstruction d'un pays ravagé. A leur tête, figurait un homme de paix, un homme d'une immense qualité, le Brésilien Sergio Vieira de Mello. Il a été tué. Ce n'est pas exagérer son

rôle que de dire aujourd'hui que c'est lui qui a su inspirer les seules évolutions positives de la situation en Irak depuis la fin de la guerre et la chute de Saddam Hussein. C'est notamment grâce à lui que les Irakiens exercent plus de responsabilités au sein du Conseil de gouvernement intérimaire.

L'attentat qui lui a coûté la vie est un échec de plus pour les Etats-Unis depuis cent jours qu'ils occupent l'Irak. Il souligne, de façon terrible, qu'ils sont toujours incapables d'assurer la première de leur responsabilité en tant que puissance occupante : garantir la sécurité du pays et de ses habitants. Il s'inscrit dans une série d'atta-

ques quasi quotidiennes contre leurs soldats et contre les installations économiques du pays - oléoducs, canalisations d'eau, câbles électriques. La situation faisait récemment dire à un général américain que « la guerre d'Irak n'est pas finie » - contrairement à ce que le prési-

dent George W. Bush avait cru pouvoir proclamer avec tapage il y a quatre mois.

Il a fallu trois semaines à l'Amérique pour renverser l'une des pires dictatures de la région. Mais, à l'évidence, le gouvernement Bush, manifestant une désinvolture aussi étonnante qu'irresponsable, n'avait pas préparé la suite. Il n'était pas prêt ni compétent pour administrer un pays de 24 millions d'habitants, traversé de multiples lignes de fracture et sorti exsangue de trente-cinq ans de dictature folle. Il a voulu agir seul, refusant d'opérer dans le cadre d'un mandat élargi de l'ONU qui aurait placé ses

forces dans une autre situation que celles de simples troupes d'occupation. Souvent jeunes, souvent terrorisés, les soldats américains opèrent souvent avec une brutalité qui nourrit l'hostilité et l'incompréhension de la population à l'égard des Etats-Unis : omnipotents dans la guerre, incapables de rétablir l'eau, l'électricité et un minimum de sécurité quatre mois plus tard !

Le manichéisme que professe volontiers la Maison Blanche, ce « nous et eux » qui faisait encore dire mardi au président Bush : « Le monde civilisé ne sera pas intimidé », s'accommode mal de la complexité de l'histoire au Proche-Orient. Plutôt que de s'imaginer investis d'une mission « civilisatrice » en Irak - sont-ils prêts à y rester un quart de siècle ? -, les Etats-Unis feraient mieux de reconnaître qu'il leur faut opérer dans ce pays dans un autre cadre. Seul un mandat de l'ONU élargi peut le définir. C'est ce que voulait Sergio Vieira de Mello.

JEUDI 21 AOÛT 2003
Le Monde

Washington blâme des « terroristes » sans spéculer sur leur appartenance

George Bush reprend le discours de l'après-11 septembre 2001 sur le « défi à toutes les nations »

WASHINGTON
de notre correspondant

L'attentat contre l'ONU à Bagdad a été attribué par les responsables américains à des « terroristes », sans autre précision. Paul Bremer, qui dirige l'Autorité provisoire de la coalition en Irak, a refusé de « spéculer » sur l'identité des auteurs de cette opération. La méthode employée, celle de l'attentat-suicide, incite à soupçonner une organisation islamiste, mais la bombe était « très puissante », et « il n'est pas impossible » que les organisateurs de cette action « soient de l'intérieur du pays », a déclaré M. Bremer sur la chaîne de télévision Fox News.

George Bush, dans son ranch du Texas, a été informé par téléphone sur le terrain de golf où il faisait un parcours. Rentré à Crawford, il a fait une déclaration associant les « terroristes » et les « restes du régime de Saddam » Hussein dans un même « désespoir » devant les « progrès » accomplis en Irak. « Les terroristes veulent revenir au temps des chambres de torture et des fosses communes », a déclaré le président américain. « L'Amérique, nos amis et les Nations unies seront aux côtés du peu-

ple irakien au moment où il reprend possession de son pays et de son avenir. » En dénonçant le terrorisme « ennemi du monde civilisé » et en affirmant que « toutes les nations du monde sont devant un défi et un choix », M. Bush a repris le langage de la « guerre contre le terrorisme », à laquelle participent de nombreux pays, alors que l'intervention en Irak a, au contraire, séparé les Etats-Unis d'une partie de leurs alliés. Certes, les dirigeants de Washington ont toujours présenté l'intervention en Irak comme partie intégrante de la lutte contre le terrorisme, mais l'insistance sur le caractère « terroriste » de l'opposition à laquelle se heurte la reconstruction du pays reflète une préoccupation nouvelle.

« SOPHISTICATION DES
ATTAKES »

Selon les responsables américains, de nombreux militants islamistes ont pénétré en Irak avant l'entrée des troupes américaines et britanniques. M. Bremer a déclaré, avant l'attentat, au quotidien arabe de Londres Al Hayat, que « des terroristes étrangers entrent en Irak par la Syrie ». L'attentat perpétré contre l'ambassade de Jordanie à Bagdad,

le 7 août, a été considéré comme pouvant être le fait d'un groupe islamiste comme Ansar Al-Islam, l'organisation basée dans le nord de l'Irak au temps de Saddam Hussein, et que les Etats-Unis estiment liée à Al-Qaïda.

Certains spécialistes pensent que l'occupation américaine de l'Irak est devenue la cible du combat islamiste comme la présence russe en Tchétchénie ou, dans les années 1980, l'armée soviétique en Afghanistan. S'ajoutant à l'action de groupes saddamistes voire d'extrémistes chiïtes, l'engagement de militants islamistes étrangers crée une situation extrêmement difficile pour les forces américaines. Une délégation du Congrès, qui se trouvait encore à Bagdad mardi, s'est interrogée sur les moyens dont dispose M. Bremer. Le sénateur républicain John McCain a déclaré que personne n'a « anticipé la quantité et la sophistication de ces attaques » et que l'armée américaine « a besoin de plus de monde, en général, et peut-être ici, sur le terrain ».

Donald Rumsfeld, le ministre de la défense, en voyage en Colombie, a déclaré n'avoir aucune indication suggérant que l'attentat ait été le

fait d'éléments venus de l'extérieur de l'Irak. « Ce que révèle cet attentat, c'est que les terroristes peuvent attaquer n'importe quelle cible, n'importe où et en employant n'importe quelle technique », a-t-il dit. Selon lui, ces attentats cherchent à créer l'impression d'une situation incontrôlée au moment où l'ordre public s'améliorerait.

Après avoir été écartée, au sein du gouvernement américain, dans la seconde quinzaine de juillet, l'hypothèse d'un élargissement de la mission de l'ONU, permettant la participation d'autres pays à la stabilisation en Irak, est réapparue dans les propos d'un des candidats aux primaires démocrates pour l'élection présidentielle, le sénateur John Kerry. Il a déclaré nécessaire d'obtenir « un mandat élargi du Conseil de sécurité ». Le 15 août, le Conseil de sécurité a adopté une simple consolidation du rôle de l'ONU sous la forme d'une mission d'assistance, la Manui. L'attentat de mardi n'est pas de nature à encourager l'ONU et les pays qui pourraient être concernés à prendre des risques en Irak.

Patrick Jarreau

■ POINT DE VUE

Tombeau de mes amis assassinés

par Bernard Kouchner

Le Monde

23 AOÛT 2003

ILS ÉTAIENT de toutes les vraies batailles, celles qui nous honorent parce qu'elles ont pour enjeu la paix, la justice, la démocratie, la protection des faibles. Ils s'appelaient Sergio Vieira de Mello, Nadia Younés, Jean-Sélim Kanaan, Fiona Watson et bien d'autres. Ensemble, au Kosovo et ailleurs, nous avons partagé des fraternités, des espoirs, des promesses que la barbarie a saccagés.

Ils sont morts à Bagdad, assassinés, pour ce qui nous fait vivre : agir sur le terrain, sans relâche, pour que le monde soit moins stupide et moins sanglant.

Ils sont morts comme ils avaient vécu, avec courage, avec talent, avec lucidité aussi, au service d'une communauté internationale oubliée, versatile et ingrate.

Au-delà de leur tâche, délimitée par un mandat étriqué du Conseil de sécurité de l'ONU, facilement critiquée dans nos pays encore paisibles : à la marge du commandement anglo-américain, ils tentaient d'établir un dialogue, d'amorcer les réconciliations, d'empêcher tout fanatisme.

Leurs corps ont été délogés tant bien que mal des décombres du siège à peine gardé de la mission de l'ONU. Avec eux ont péri ou ont été blessés des dizaines d'Irakiens. Pas un soldat américain. Après avoir attaqué l'ambassade de Jordanie, pays d'Islam modéré, les terroristes ont pris pour cible le symbole de neutralité et de paix que sont les Nations unies.

Sergio n'était pas seulement le beau et courageux diplomate brésilien qui passait d'une guerre à l'autre, d'une mission impossible à un poste plus exposé encore.

J'en témoigne depuis plus de trente ans qu'il était mon ami : il était un homme politique engagé à gauche, un militant des droits de l'homme, un juste. De l'Amérique latine à l'Afrique, des Balkans au Timor-Oriental, il avait marqué de son élégance et de son charme, de son obstination aussi et de sa fidélité amicale à Kofi Annan une nouvelle forme de diplomatie de l'ingérence que je considère comme la véritable globalisation des espérances.

Nadia était ma princesse égyptienne. Après une brillante carrière au siège et à Rome, elle régnait sur l'information et le protocole des Nations unies. Puis elle avait préféré le terrain et, pendant deux ans, elle avait rejoint notre mission du Kosovo, faisant preuve d'une efficacité et d'un sens politique remarquables, accueillant sur

BERNARD KOUCHNER est ancien haut représentant des Nations unies au Kosovo, cofondateur de Médecins sans frontières, fondateur de Médecins du monde, ancien ministre délégué à la santé.

son cœur toutes les peines, tous les doutes, toutes les craintes qui nous étreignaient et les chassant de son rire rauqué, de sa tendresse de Méditerranéenne. Brièvement elle passa par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avant de

gagner l'Irak. Le secrétaire général venait de la rappeler à ses côtés à New York, la nommant secrétaire adjointe des Nations unies.

Jean-Sélim Kanaan, je le considérais comme un fils. Un vrai jeune homme du monde, trois nationalités, un seul dévouement. Un mélange de jeunesse et de grandeur. Parlement européen, Harvard, Bosnie, Kosovo : volontaire partout et dans les pires endroits, il

Nos ennemis ne sont pas les Américains, mais bien le terrorisme

avait raconté ses déceptions et ses espoirs dans un livre récent (*Ma guerre contre l'indifférence*, Robert Laffont, 2002). Il venait d'épouser Laura, elle aussi une téméraire du Kosovo, qui avait administré seule une des municipalités les plus difficiles et les plus dangereuses. Leur fils, Mati-Sélim, a tout juste trois

semaines. Il faudra beaucoup lui dire, à ce garçon, combien son père était gentil et brave.

Fiona Watson, écossaise, brillante politologue, s'était engagée à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour organiser les premières élections libres au Kosovo. Elle y devint ma conseillère politique avant de rejoindre à New York le bureau des missions de paix et de se porter volontaire pour Bagdad. Qui a tué nos amis ? Des enquêteurs patentés chercheront. Peut-être ne trouveront-ils pas la signature précise de cette attaque avant que d'autres bombes, d'autres voi-

tures piégées, des attentats-suicides semblables n'étendent leurs ravages.

Nous savons déjà que les responsables, qu'ils viennent d'Al-Qaida, d'Al-Ansar, des héritiers de Saddam, fondent les nationalités et les idéologies dans une même haine. Intolérance, fanatisme et extrémisme religieux se conjuguent et tirent profit des graves erreurs d'appréciation et de l'impréparation des conseillers de M. Bush. Les missions de paix ne s'improvisent pas : elles ont leur pédagogie, et leurs apprentissages. Qui a tué nos amis ? L'intolérance, et le goût inaltérable de la dictature.

Que visent-ils, ces fanatiques ? Qui viseront-ils désormais ? La succession des crimes porte la marque de fabrique des intolérants pathologiques. Certains ont-ils naïvement pensé que les meurtres ne viseraient que des Américains ? A l'ambassade de Jordanie, on a assassiné les tenants d'un islam de raison, respectable et respecté. A l'ONU, nos amis morts Sergio, Nadia, Jean-Sélim, Fiona, représentaient une communauté de pensée rebutée par le simplisme violent d'une partie de l'administration américaine. Ils voulaient donner aux Irakiens les clés de leur maison devenue démocratique.

Quant à nous, comme trop souvent drapés dans nos certitudes, ne nous croyons pas protégés contre la barbarie. La tiédeur des Européens à maintenir leurs alliances avec les Américains et les Britanniques ne les protège pas. Ceux qui le pensent commettent une redoutable erreur d'analyse. Bientôt, les Américains ne seront plus les seules cibles des fanatiques, mais tous les Occidentaux, tous les démocrates, tous les croyants trop modérés, et d'abord les femmes.

Tous ceux-là qui seront visés réagiront-ils avant qu'il ne soit trop tard ? J'ai conscience, en écrivant cela que tous les gens raisonna-

bles, tous les hommes et les femmes de religion, de foi et de tendresse savent que je n'attaque pas leur croyance. Mais le fanatisme s'en chargera.

A Bagdad, c'est la communauté internationale que l'on a voulu assassiner.

Que peut-on faire maintenant ?

Continuer à tout prix la lourde tâche à laquelle nos amis s'étaient attelés. S'obstiner à arrêter les assassins, à désarmer les affidés du dictateur Saddam Hussein dont on

ne sait plus s'il a seulement tué 500 000 ou près de 4 millions d'Irakiens comme cela se dit à Bagdad.

Nous devons poursuivre la trace de nos valeureux amis, et donner par des élections le pouvoir aux Irakiens. A cette fin, il est urgent d'élargir le mandat des Nations unies en leur donnant la mission et les moyens de reconstruction et de démocratisation de l'Irak. Si une résolution précise est enfin votée,

Un morceau de mon cœur repose à vos côtés

alors un mandat clair sera fourni à la communauté internationale qu'il nous conviendra de remplir en coordination avec le Conseil provisoire irakien. Avec des soldats pour les tâches militaires, des policiers pour l'indispensable sécurité et la tranquillité des familles, des techniciens pour rétablir l'électricité, la distribution d'essence, l'essentiel de la vie quotidienne, des volontaires civils pour la mise en place des partis politiques et la préparation des élections...

La France, compte tenu de ses positions antérieures, se montrerait bien inspirée en prenant l'initiative de cet indispensable élan collectif. Nos ennemis ne sont pas les Américains, mais bien le terrorisme. Encore faut-il que les Américains comprennent que c'est aussi leur intérêt. Sinon, nous dirons bientôt que Beyrouth n'était rien à côté de Bagdad.

Adieu Sergio, Nadia, Fiona, Jean-Sélim et les autres, qui nous représentiez si bien. Vous êtes tombés au champ de bataille en soldats de la paix. Un morceau de mon cœur repose à vos côtés. Un lambeau des dernières innocences humanitaires, un peu de l'espoir de l'humanisme vont être portés en terre avec vous.

Bernard Kouchner

La reconstruction de l'Irak s'engage entre chaos et frustrations

SEPT MILLIONS de dollars par jour : calculé par l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, au lendemain du sabotage de l'oléoduc qui achemine le brut irakien vers le terminal turc de Ceyhan, ce manque à gagner peut paraître modeste au regard des quelque 140 milliards de dollars nécessaires pour remettre le pays sur pied. Pourtant, au-delà du chiffre, ce nouvel incident fait s'éloigner l'espoir de recettes régulières et d'une reconstruction rapide du pays. Face aux attaques incessantes perpétrées contre les oléoducs (la septième en deux mois), l'Irak est passé du statut « d'exportateur imminent » à celui « d'exportateur imprévisible », estime le Centre for Global Energy Studies (CGES) dans son rapport mensuel, publié lundi 18 août à Londres. Et le climat d'insécurité décourage encore les investisseurs les plus motivés.

Pour l'heure, ce sont donc les institutions internationales qui occupent le terrain. Depuis le vote de la résolution 1483 par le Conseil de sécurité de l'ONU, elles forment des équipes chargées de bâtir les programmes pour relancer la machine économique et sociale irakienne. Au cœur du dispositif : un Fonds de développement pour l'Irak, géré par la banque centrale irakienne, destiné à recueillir le fruit de la manne pétrolière, soit plusieurs milliards de dollars par

an, placés sous la haute surveillance internationale de l'International Advisory and Monitoring Board (IAMB, Conseil international consultatif et de contrôle) où siègeront notamment des représentants de la Banque mondiale et du FMI. Déjà, 1 milliard de dollars – le solde du programme « Pétrole contre nourriture » – a coulé dans ses caisses. Mais personne n'est encore capable d'évaluer la rente dont peut disposer régulièrement l'Irak. En face de ces revenus hypothétiques, les besoins sont tout aussi flous : il n'existe aucune statistique dans ce pays d'où les organisations internationales sont absentes depuis trente ans. Tout au plus subodore-t-on que les recettes ne couvriront pas les besoins. Encore faut-il en connaître l'ampleur.

Trois experts chevronnés de la Banque s'apprêtent à s'atteler à ce travail : le premier, Faris Hadad-Zervos, né au Soudan, citoyen mexicain, a été formé dans les universités américaines. A 32 ans, il boucle ses valises pour partir diriger le bureau de la Banque à Bagdad. Particulièrement jeune pour un tel niveau de responsabilité, il ne fait pas pour autant figure de « bleu » : spécialiste des privatisations, il a été en charge, de 2000 à 2003, du programme de coopération technique dans les six pays du Golfe et en Arabie saoudite.

Le deuxième est Nick Krafft,

56 ans, un « routier » du développement issu de la London School of Economics. Fin connaisseur du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, basé à Washington, il abandonne la responsabilité des territoires palestiniens (Cisjordanie et Gaza) pour devenir le « M. Irak » de l'institution.

Joseph Saba, 55 ans, juriste de formation, à la Banque depuis douze ans, passé par le département d'Etat américain, complète le trio arabisant et coordonnera, du siège, l'ensemble des opérations de cette zone. Ils ont été choisis par Jean-Louis Sarbib, vice-président de la Banque pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, pour leur expérience de situations post-conflits.

Nick Krafft et Faris Hadad-Zervos ont donc effectué une mission de reconnaissance, avant l'été, dans le sillage du conseiller du secrétaire général de l'ONU, Sergio Vieira de Mello. « Un voyage très compliqué », dit Faris Hadad-Zervos – il a fallu attendre l'autorisation de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), avoir le feu vert pour l'avion effectuant la liaison Amman-Bagdad, limiter à six le nombre de passagers pour permettre une sécurité efficace – « et éprouvant », par 53 degrés et sans électricité. De plus, confie M. Krafft, « la CPA ne souhaite pas être inondée de "missionnaires" ».

ONZE MISSIONS

Ils ont passé une dizaine de jours sur place, à rencontrer des équipes techniques venues du nord et du sud, des économistes, le secteur privé ; à constater *in situ* le fonctionnement de cette économie « de type socialiste » où « aucun prix ne reflète le marché », où aucun cadre légal ne permet de démarrer des activités privées, où le téléphone fonctionne mal et où les besoins d'entretien sont « énormes ». Onze missions d'évaluation (santé, éducation, agriculture et sécurité alimentaire, logement, transports et communications, accès à l'eau, cadre institutionnel et législatif, macroéconomie...) ont commencé à recenser les besoins sur place. En ligne de mire, la conférence des donateurs, prévue les 23 et 24 octobre en Espagne, sous l'égide de l'ONU. « L'important est de mettre en place assez rapidement un budget pour l'année 2004 », dit le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn. « Je pense que la communauté internationale voudra compenser l'écart entre les revenus du pétrole et les besoins budgétaires. Mais il faut d'abord qu'il y ait une Constitution et un gouvernement agréés par le peuple irakien. »

Babette Stern

Exigeante et impatiente, la population rêve d'un retour à une « normalité » depuis longtemps disparue

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Les Irakiens vitupèrent à longueur de journée les Etats-Unis, qu'ils accusent de visées prédatrices, mais bon nombre d'entre eux ajoutent aussitôt qu'il ne faut surtout pas que l'armée américaine se retire maintenant, parce que « ce serait la guerre civile ». Ils savent gré aux Américains de les avoir débarrassés de Saddam Hussein, mais ils ne manquent presque jamais de dire que tel ou tel service marchait mieux du temps du dictateur déchu. Ils accusent l'ex-tyran d'avoir divisé le pays, mais la méfiance intercommunautaire demeure souvent à fleur de peau. Ils n'ont jamais été aussi libres de leur parole, mais ils disent vouloir d'abord la sécurité, oubliant qu'il y a quatre mois encore ils ne pouvaient rien réclamer.

Les pannes de courant ont beau handicaper leur vie quotidienne, ceux qui en ont les moyens renouvellent leurs équipements électroménagers et nombreux sont ceux qui font des économies pour se doter d'une

antenne parabolique interdite sous l'ancien régime. Les vols de voitures sont quotidiens, mais chaque jour se déversent sur le pays des centaines de voitures d'occasion importées. Les Irakiens, ou pour le moins certains d'entre eux, reprochent au Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) de ne pas être un organisme élu alors même que, pendant près d'un demi-siècle, ils n'ont pas eu droit à la moindre marge de libre choix...

En un mot comme en mille, plus de cent jours après la chute du régime baasiste, les Irakiens se débattent dans un tissu de contradictions, veulent tout, tout de suite, et attendent des miracles. Ils ont envie de normalité, mais elle leur paraît pour l'heure un horizon lointain. « C'est normal, commente Adel Abdel Mahdi, l'un des responsables du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRIL). Trente-cinq années de dictature ont tout pulvérisé et anéanti les esprits. Tout est à refaire, aujourd'hui, malheureusement, à l'ombre des

chars : l'emploi, l'administration, la politique, les questions matérielles et financières, voire l'éthique. Il serait inquiétant que les gens ne se plaignent pas. » Mais, ajoute-t-il, « les habitants de Bagdad se plaignent des pénuries d'essence. Ont-ils oublié que, sous Saddam, les habitants de Bassora n'avaient pas d'eau à boire et que, pendant des années, la population du Kurdistan [privée d'électricité par l'ex-dictateur] a dû couper les arbres et dénuder les montagnes pour se réchauffer ? Toute l'infrastructure irakienne a besoin d'être renouvelée. La station qui alimente Bagdad en électricité a été construite durant mon enfance, et j'ai aujourd'hui 63 ans. Les puits de pétrole, les pompes, les oléoducs, tout a besoin d'un coup de neuf. »

UN CALENDRIER IDÉAL

Mais les problèmes ne relèvent pas uniquement de l'héritage laissé par le régime déchu. Les forces de la coalition occupante contribuent aussi à leur acuité. « Nous les avions prévenus que, si la victoire militaire

était facile, l'administration [de l'Irak] serait une question d'une tout autre ampleur, dit M. Abdel Mahdi. Le problème, c'est que, par leur comportement, ils [les occupants] se créent des problèmes et nous en créent aussi. Peut-être estiment-ils que, du fait de leurs capacités considérables, ils ont le droit de tâtonner un peu et de choisir "la meilleure option une fois que tous les autres choix auront été épuisés", comme disait Winston Churchill... La situation actuelle nous a été imposée par Saddam Hussein. Nous nous mouvons dans des conditions que nous n'avons pas choisies. »

La chute du régime et l'occupation de l'Irak auraient-elles donc ouvert la boîte de

Pandore ? Non. Malgré l'insécurité grandissante, Bagdad et l'Irak dans son ensemble ne sont « ni le Liberia, ni le Zaïre, ni le Nigeria », selon l'expression d'un diplomate. Mais le chemin pour parvenir à apaiser les esprits paraît très long.

Sergio Vieira de Mello, l'envoyé spécial de Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, ne cesse de répéter que la formation d'un Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) est un grand pas en avant, et que le Conseil est doté du pouvoir de prendre les décisions politiques indispensables pour acheminer le pays vers l'indépendance et la fin de l'occupation : former un gouvernement provisoire, élaborer une

Constitution et la faire adopter par référendum, voire, selon le rapport que vient de dresser une commission d'experts onusiens, organiser des élections dans un délai d'un an.

L'Irak pourra alors se doter d'un gouvernement issu d'un scrutin démocratique. Il ne restera plus alors à la coalition anglo-américaine qu'à plier bagages, conformément à la dernière résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce calendrier, quasi idéal par sa densité, est techniquement possible, mais la question est posée de savoir s'il pourra être politiquement tenu.

Mouna Naïm

La dérive terroriste risque d'ouvrir une ère de chaos en Irak

LE 1^{er} MAI, George Bush annonçait bien imprudemment la fin des opérations militaires en Irak. En réalité, la guerre, ou en tout cas sa version moins spectaculaire et plus sourde, n'a jamais cessé en Irak.

■ ANALYSE

L'aventure voulue par George Bush devient chaque jour plus dangereuse

Après une euphorie passagère consécutive à la chute d'un dictateur honni par la majorité, les premières attaques contre les soldats américains ont commencé. Elles seraient aujourd'hui de l'ordre d'une douzaine par jour, faisant au quotidien un ou deux morts parmi des GI terrorisés, suréquipés mais mal préparés psychologiquement aux agressions d'un ennemi invisible.

Depuis l'attentat commis il y a deux semaines contre l'ambassade de Jordanie, on est entré dans une nouvelle phase : celle du terrorisme. L'attaque au camion piégé, sans doute l'oeuvre d'un kamikaze, contre le bâtiment de l'ONU, vient renforcer l'impression que cette réalité risque, elle aussi, de devenir quotidienne.

Au cœur de l'Irak, l'ombre d'une collusion non prouvée, mais possible, entre les réseaux d'Al-Qaïda, les sunnites extrémistes et les nostalgiques de Saddam laisse entrevoir un avenir angoissant : pour la communauté internationale, parce que désormais tout ce qui symbolise l'étranger et l'Occident peut devenir une cible. Pour les Irakiens ensuite, conscients qu'ils feront les frais d'un face-à-face solitaire entre la puissance américaine et les tenants de la violence : les Nations unies représen-

tent un élément modérateur et leur envoyé spécial Sergio Vieira de Mello, mort dans les décombres des bureaux onusiens de Bagdad, avait pesé de tout son poids pour convaincre le « proconsul » américain en Irak, Paul Bremer, qu'il était de son intérêt de voir se renforcer la légitimité de la nouvelle instance de « gouvernement » irakien. Les extrémistes l'ont bien compris qui ont tué M. Vieira de Mello et tenté de provoquer le retrait du personnel de l'ONU.

Les fondamentalistes « salafistes » ou autres peuvent, par ailleurs, très bien vouloir semer la terreur afin de faire pièce à la montée en puissance des chiïtes, majoritaires à 60 % : ces derniers ne se sont-ils pas taillé la part du lion dans le nouveau Conseil de gouvernement transitoire irakien formé sous les auspices américains ? Et ce, après des décennies d'un règne dominé par les « Tikritis » sunnites du clan Saddam... Qui regardent sans doute avec rage, aujourd'hui, l'érosion de leur pouvoir d'antan.

Quant aux Kurdes, les alliés des Américains, qui ont bénéficié d'une autonomie de facto dans leurs montagnes du nord depuis la fin de la guerre de libération du Koweït, en 1991, ils peuvent déjà légitimement se demander comment, à terme, ils pourront préserver leur marge de manœuvre. Alors que tout reste à faire, qu'une Constitution reste à écrire, des élections à organiser... et le pays à reconstruire.

Sur le plan économique, les sabotages renouvelés contre oléoducs et autres infrastructures vitales renforcent la frustration des Irakiens et les rendent de plus en plus furieux contre la plus grande puissance du monde, à qui il est instamment demandé de faire des miracles.

Même si, à terme, on peut toujours imaginer que les Américains, leurs alliés, et des Nations unies véritablement associées à la reconstruc-

tion politique et physique de l'Irak, parviennent à rétablir la stabilité en Irak, l'administration Bush va avoir du mal à dépasser une contradiction inhérente à la logique de son intervention. Ou de ses lendemains : sur le plan politique, dans cette période préélectorale qui a commencé, Washington souhaiterait sans doute se débarrasser le plus rapidement possible du fardeau irakien mais ne peut raisonnablement espérer ramener l'ordre et garantir la sécurité sans une présence militaire durable dans un pays qui rejette de plus en plus la « pax americana ».

LE « MODÈLE DE TIKRIT »

Autre tâche difficile pour les Américains : comment, à la fois, permettre aux petits cadres de l'ancien régime de se remettre au travail en évitant de laisser les commandes à des personnes trop impliquées dans l'« ère Saddam » ? Pourrait-on, par exemple, étendre à tout l'Irak le « modèle de Tikrit », la région natale de Saddam Hussein, où des officiers de l'armée au-dessous du quatrième grade ont été réintégrés dans la nouvelle police ?

Ghassan Salamé, ancien ministre de la culture libanais et conseiller à Bagdad de l'ONU, remarquait dans une récente interview au *Nouvel Observateur* : « Politiquement, les Etats-Unis assimilent l'Irak à l'Allemagne de 1945. Pour eux, Saddam est Hitler, le parti Baas est le parti nazi. Mais cette comparaison n'est pas juste. Elle a conduit à des erreurs magistrales comme les décrets de "débaasification" [qui ont provoqué] des purges de baasistes, renvoyés de la fonction publique. (...) Et par qui sont-ils remplacés ? Par les protégés des factions locales. Aujourd'hui, la population prie pour qu'on lui ramène un bon dentiste. Même si c'est un baasiste... »

Certes, derrière l'arrogance américaine et l'impression de décalage d'avec la réalité que donnent sou-

vent les soldats de Washington, il existe aussi des conseils municipaux fonctionnant sous le contrôle des officiers de la « coalition » et qui symbolisent un certain retour à la normale politique. En même temps, plus le temps passe, plus le chaos s'installe et moins les Irakiens font confiance à l'occupant.

Il est trop tôt pour parler d'enlèvement américain et agiter le spectre du Vietnam. Mais l'aventure voulue par George Bush et ses alliés néo-conservateurs devient chaque jour plus dangereuse. Pour tout le monde.

Bruno Philip

Le Monde

22 AOÛT 2003

Irak : Washington et Londres tentent de remobiliser l'ONU

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Vingt-quatre heures après l'attentat contre le siège des Nations unies à Bagdad, les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils envisageaient de revenir devant le Conseil de sécurité pour discuter du mandat des Nations unies en Irak. L'annonce a été faite par l'ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, à l'issue d'une réunion solennelle pendant laquelle le Conseil a adopté une déclaration affirmant son intention de ne pas se laisser « *intimider* » et de continuer à « *aider les Irakiens à consolider la paix et la justice dans leur pays* ». Signe de l'évolution, la séance avait été placée sous le chapitre « Menaces à la paix internationale du fait du terrorisme » et non sous le classique « La situation entre l'Irak et le Koweït » qui accompagne depuis 1990 les discussions sur l'Irak.

L'ambassadeur américain a indiqué que Colin Powell avait prévu de venir lui-même, jeudi, présenter à Kofi Annan ce qui pourrait aboutir à « *la possibilité d'une autre résolution du Conseil* » sur le rôle de l'ONU en Irak. Par coïncidence, le Royaume-Uni et les Etats-Unis devaient aussi faire, le même

jour, le premier compte rendu de leurs activités en Irak, en vertu de la résolution 1483 du 22 mai qui les « *encourage* » - c'est tout ce que la coalition avait consenti à l'époque - à tenir le Conseil « *informé* » de leurs « *efforts* ».

Le ministre britannique Jack Straw avait aussi prévu d'être à New York, notamment pour des raisons privées. L'attentat lui a donné des raisons supplémentaires de souhaiter rencontrer Kofi Annan, tout comme il semble avoir ravivé les projets de Londres et de Wash-

ington de revenir au Conseil pour obtenir de l'aide dans leur entreprise de stabilisation de l'Irak. « *Il faut saisir le moment* », explique un diplomate de la coalition. Londres et Washington semblent aussi vouloir profiter de l'émotion créée par

l'attentat - ce « *coup très grave porté à la communauté du Bien* », comme l'a dit l'ambassadeur américain pendant les consultations - pour ranimer la flamme antiterroriste du Conseil et recréer ce qu'un diplomate ~~appelle~~ « *une réponse unifiée renouvelée* ».

Agité en juillet, le projet de révision du mandat onusien avait été enterré il y a tout juste une semaine. « Les Etats-Unis abandonnent l'idée d'un rôle plus important pour les Nations unies dans l'occupation irakienne », titrait le 14 août le *New York Times*. D'un côté, les pays de l'ex-groupe anti-guerre avaient fait savoir que leur position n'avait pas changé (l'ONU ne peut se contenter d'un rôle consultatif). De l'autre, les faucons de l'administration américaine avaient étalé des divergences sur l'étendue des concessions à faire aux éventuels partenaires.

Finalement, une résolution plus modeste avait été adoptée, le 14 août, créant la Mission d'assistance de l'ONU en Irak, et « *accueillant favorablement* » la désignation du Conseil provisoire de gouvernement irakien (lequel siège dans le bâtiment, bien protégé, de la coalition). Et « *l'élargissement* » avait été considéré comme ajourné par Kofi Annan lui-même.

En fait d'élargissement, les Etats-Unis entendent demander à la communauté internationale de l'argent et des troupes pour les aider à stabiliser l'Irak. Si l'on en

croit les éléments rapportés jeudi matin par la presse, le projet américain a pour but, comme en juillet, de donner un cadre juridique à la participation militaire de pays tels que l'Inde, réticents à s'engager sans un feu vert des Nations unies. Il s'agirait aussi de pouvoir collecter des aides internationales avant la conférence des donateurs, prévue en octobre en Espagne, pour éviter un fiasco comparable à celui de la conférence organisée par le PNUD et par les Etats-Unis au mois de juin. Mais, pas plus que la version précédente, le projet de Washington ne donnerait de véritable pouvoir de contrôle à l'ONU.

LE PAYSAGE A CHANGÉ

Le projet resterait donc à peu près le même, mais en l'espace de 24 heures le paysage a changé. L'attentat de mardi a montré au Conseil de sécurité que les personnels humanitaires en Irak doivent être protégés, comme ils le sont à Kaboul ou en République démocratique du Congo. Ainsi que l'a souligné Kofi Annan, leur sécurité était du ressort de la coalition. « *Nous avions espéré que, à l'heure qu'il est, les forces de la coalition auraient sécurisé l'environnement*

pour nous permettre de mener à bien les principales tâches de la reconstruction politique et économique, a-t-il dit. *Cela ne s'est pas produit.* »

L'ONU ne devrait-elle pas alors déployer ses propres forces de sécurité ? Interrogé à ce sujet, Kofi Annan a exclu l'hypothèse d'une participation de casques bleus, un type d'intervention qui suppose une longue mise en place. Mais, a-t-il dit, la question de l'autorisation du Conseil à la création d'une force multinationale est en discussion. En internationalisant la coalition, la formule aurait l'avantage de protéger l'ONU, sans la placer sous le parapluie de la puissance occupante.

Une nouvelle négociation semble donc devoir s'engager à New York. Tout en estimant indispensable de revoir le dispositif de l'ONU en Irak, de nombreux diplomates étaient sceptiques, mercredi, quant aux intentions américano-britanniques et attendaient surtout d'en savoir plus. « *Souvenez-vous du rôle de l'ONU : il devait être "vital"* », rappelait un diplomate d'un pays du Sud.

Corine Lesnes

Le Monde 22 AOÛT 2003

Une nouvelle liste des disparus de l'ONU

L'ONU a publié, mercredi 20 août, une nouvelle liste de noms de ses collaborateurs tués dans l'attentat contre son siège à Bagdad. A sa première liste qui rapportait les identités de sept de ses collaborateurs, l'ONU a ajouté les noms de Nadia Younès, Egyptienne, chef de cabinet de Sergio Vieira de Mello, ancienne porte-parole de l'ONU, notamment au Kosovo, et ancienne chef du protocole « onusien », et de Martha Teas, Américaine, directrice du centre d'information humanitaire de Bagdad.

Parmi les disparus figure aussi un collaborateur de l'ONU ayant la double nationalité française et égyptienne, Jean-Sélim Kanaan, 34 ans, qui avait travaillé pour les Nations unies au Kosovo et qui venait de prendre ses fonctions en Irak directement auprès du représentant spécial de Kofi Annan. Jean-Sélim Kanaan avait publié en 2002, chez Robert Laffont, un livre sur son engagement dans l'Organisation internationale, qu'il avait intitulé *Ma guerre à l'indifférence*. - (Reuters.)

Sept rebelles kurdes, deux soldats turcs tués dans des combats



ANKARA, 22 août (AFP) - 19h19 - Sept militants kurdes et deux soldats turcs ont été tués au cours d'une opération militaire contre des membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans la province de Batman (sud-est), a annoncé vendredi l'armée turque.

L'opération militaire a été engagée jeudi après qu'un groupe de 17 militants du PKK eut été localisés en zone rurale près de la ville de Besisi, a précisé l'état-major de l'armée dans un communiqué.

En 1999, le PKK, à présent rebaptisé KADEK, avait annoncé qu'il mettait fin à presque vingt années de combat pour l'indépendance du sud-est de la Turquie, essentiellement peuplée de Kurdes, un conflit qui avait fait plus de 36.000 morts.

Les forces turques ont continué à pourchasser les rebelles retranchés dans le nord de l'Irak, et qui représentent selon Ankara, une menace pour le territoire turc.

Début août, a été promulguée en Turquie une loi d'amnistie pour les rebelles kurdes repentis, offrant notamment des réductions de peines, mais les dirigeants du PKK/KADEK ont rejeté cette amnistie.

Deux Turcomans tués par l'armée américaine près de Kirkouk



TUZ KHURMATU (Irak), 23 août (AFP) - 14h41 - Deux Turcomans ont été tués vendredi par l'armée américaine qui est intervenue dans une manifestation à Tuz Khurmatu, à environ 160 km au nord de Bagdad, près de la ville de Kirkouk, a indiqué samedi un porte-parole militaire américain.

Le maire de Tuz Khurmatu a affirmé pour sa part à l'AFP que cinq Turcomans et trois Kurdes ont été tués, alors que 10 Turcomans et trois Kurdes ont été blessés dans l'affrontement, qu'il a imputé à des membres du parti Baas, au pouvoir sous l'ancien régime.

La ville, qui compte une majorité kurde ainsi que des minorités arabe et turcomane, est en proie à des tensions ethniques depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril.

Les accès de Tuz Khurmatu étaient bloqués samedi par l'armée américaine, a constaté un journaliste de l'AFP.

Des militaires américains ont pénétré dans la ville à la suite d'informations sur des violences entre Irakiens, qui ont éclaté après une manifestation de Turcomans, selon le lieutenant colonel MacDonald, de la 4ème division d'infanterie américaine.

En entrant dans la ville, une patrouille américaine a essuyé des tirs d'un groupe de quatre Turcomans, a-t-il précisé.

Les soldats américains ont répliqué et "tué deux d'entre eux et blessé légèrement les deux autres", a-t-il ajouté.

"Des dirigeants locaux ont pu calmer la situation et disperser la foule. Une enquête est en cours", a-t-il poursuivi.

Un représentant turcoman à Erbil, Jawdat Al-Najar, président de l'Association culturelle turcomane, a estimé que l'affrontement de Tuz Khurmatu avait été monté par "ceux qui ne veulent pas la stabilité en Irak", appelant Turcomans et Kurdes "à la retenue pour éviter des développements plus dramatiques de l'incident et lui trouver un règlement pacifique".

Les Kurdes de Tuz Khurmatu exigent leur rattachement à la province de Kirkouk, où la majorité de la population est également kurde, au lieu de la province de Salaheddine, dont la ville fait actuellement partie.

Le PDK accuse la Turquie d'avoir bombardé un village frontalier en Irak



ERBIL (Irak), 24 août (AFP) - 20h54 - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) a accusé dimanche la Turquie d'avoir bombardé un village irakien proche de la frontière turque, après des affrontements meurtriers entre Kurdes et Turcomans dans la région de Kirkouk.

Selon un communiqué lu à l'antenne de la télévision KTV du PDK, la Turquie a tiré 15 obus sur le village kurde de Barwari Bala, près de sa frontière.

Selon la télévision, captée à Erbil, ce bombardement n'a pas fait de victime, mais a forcé des villageois à quitter leurs habitations.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré dimanche que la Turquie suivait de près la situation à Kirkouk. Treize personnes ont été tuées vendredi et samedi lors d'affrontements dans cette région entre Kurdes et Turcomans, minorité turcophone d'Irak.



Manifestation à Kirkouk après des accrochages entre Kurdes et Turcomans

KIRKOUK (Irak) 23 août (AFP) - 16h30 - Trois Turcomans, dont deux policiers, ont été arrêtés samedi dans la ville pétrolière de Kirkouk, à 255 km au nord de Bagdad, lors d'une violente manifestation, a indiqué à l'AFP Irsan Kirkuly, membre turcoman du conseil municipal.

La manifestation turcomane, qui comptait quelque 200 personnes armées, s'est dirigée en direction du bâtiment de la mairie dans le centre de la ville et la police locale ainsi que les forces de la coalition ont dispersé la foule. Trois véhicules, dont un de la police, ont été détruits.

Une réunion a rassemblé les dirigeants des différentes communautés de Kirkouk avec le colonel Bill Mayville, le commandant des forces de la coalition à Kirkouk.

Le rassemblement turcoman a fait suite à des affrontements extrêmement violents vendredi à Tuz Khurmatu, à une soixantaine de kilomètres au sud de Kirkouk, entre Turcomans et Kurdes qui ont fait au total 10 morts (5 Turcomans et 3 Kurdes) et 13 blessés (10 Turcomans et 3 Kurdes), selon le maire kurde de cette petite localité mixte, Mohammad Rachid Mohammad.

Selon des témoins dans la ville, les affrontements intercommunautaires ont éclaté après le tir vendredi par un inconnu d'une roquette anti-char contre le mausolée d'Ali, marabout chiite, lieu de pèlerinage des Turcomans chiites de la région. Le tir a endommagé le site religieux, provoquant les émeutes dans le village.

Durant la bataille rangée qui a eu lieu à Tuz Khurmatu, deux Turcomans ont été tués vendredi par les forces américaines, a indiqué samedi un porte-parole militaire américain.

Selon le lieutenant colonel MacDonald, de la 4ème division d'infanterie américaine, des soldats américains ont pénétré dans la ville à la suite d'informations sur des violences entre Irakiens ayant éclaté après une manifestation de Turcomans.

Une patrouille a essuyé des tirs d'un groupe de quatre Turcomans, a-t-il dit. Les soldats américains ont répliqué et "tué deux d'entre eux et blessé légèrement les deux autres", a-t-il ajouté, "des dirigeants locaux ont pu calmer la situation et disperser la foule. Une enquête est en cours".

Selon M. Kirkuly, "les troubles ont commencé le jour de l'arrestation d'Ali le Chimique+ (Ali Hassan Al-Majid, cousin de Saddam Hussein) quand les gens tiraient en l'air de joie".

"Les affidés de Saddam ont exploité la situation et ont créé des troubles entre Turcomans et Kurdes à Tuz Khurmatu. Les semeurs de troubles ont détruit vendredi le dôme de la mosquée Ali", a-t-il souligné. Cela a été "fomenté par des partisans de Saddam et les troubles ont commencé".

Le capitaine Swenson, commandant de la coalition à Tuz, a affirmé samedi à l'AFP que "la ville avait retrouvé plus de stabilité mais (que) les couteaux sont toujours tirés".

La ville, qui compte une majorité kurde ainsi que des minorités arabe et turcomane, est en proie à des tensions ethniques depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril.

Les accès de Tuz Khurmatu étaient bloqués samedi par l'armée américaine, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les Kurdes de Tuz Khurmatu exigent leur rattachement à la province de Kirkouk, où la majorité de la population est également kurde, au lieu de la province de Salaheddine, dont la ville fait actuellement partie.

Des soldats turcs en Irak pour protéger les intérêts de la Turquie



ANKARA, 24 août (AFP) - 11h55 - L'envoi possible de milliers de soldats turcs en Irak, dont le gouvernement devait débattre lundi, permettrait à la Turquie de défendre des intérêts historiques dans ce pays voisin mais irriterait les factions kurdes du nord du pays.

"La Turquie a de très importants intérêts économiques et politiques en Irak", a indiqué le chef de la diplomatie Abdullah Gul dans un entretien publié samedi dans un journal turc, réaffirmant sa position en faveur de l'envoi d'une force turque.

Le gouvernement envisage selon lui d'envoyer au moins 10.000 soldats en Irak, bien plus que les forces "symboliques" déployées par nombre d'autres pays.

Même si aucune décision formelle n'a encore été prise et que le vote nécessaire du parlement ne semble pas acquis, le gouvernement du parti de la Justice et du Développement (AKP, au pouvoir) a déjà le soutien des très puissants généraux à l'envoi d'un contingent militaire chez son voisin, officiellement pour aider à y restaurer la stabilité.

La Turquie chercherait ainsi, selon les analystes, à avoir son mot à dire quant à l'avenir politique de l'Irak, dont le territoire appartient par le passé à l'empire ottoman.

"Ces terres de la patrie ont été défendues par le passé par nos ancêtres, nous avons aujourd'hui le devoir d'en faire de même", écrivait récemment l'éditorialiste du journal à gros tirage Hurriyet, défendant le droit de regard "historique" de la Turquie en Irak et engendrant une vive polémique dans la presse entre partisans et opposants de l'envoi d'un contingent turc.

Ankara a considéré pendant de longues années le nord de l'Irak, à majorité kurde et qui échappait au contrôle de l'ex-président Saddam Hussein, comme son arrière cour et y menait de fréquentes incursions pour pourchasser les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Depuis 1997, elle a même imposé aux deux factions kurdes qui administrent encore aujourd'hui la zone, la présence d'une force permanente de près de 5.000 soldats.

Jalal Talabani, le responsable d'une de ces factions, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'est récemment exprimé contre la présence de militaires turcs ou d'autres pays voisins dans sa région.

"Nous sommes contre la présence de l'armée turque", a affirmé M. Talabani.

En officialisant sa présence militaire, Ankara veut aussi empêcher toute velléité d'Etat kurde indépendant en Irak, craignant que ceci n'alimente le séparatisme kurde en Turquie.

Ankara veut aussi neutraliser, grâce au concours de l'armée américaine, quelque 5.000 maquisards du PKK, réfugiés dans les montagnes du nord de l'Irak.

Les autorités militaires turques comptent sur leur allié américain pour convaincre les dirigeants kurdes d'accepter leur passage.

Une présence militaire turque soulagerait la pression sur les Etats-Unis, dont les forces essuient chaque jour des attaques meurtrières.

Un conseil des ministres devait évoquer lundi la question de l'envoi de troupes et le parlement pourrait être appelé à voter sur la question d'ici mi-septembre, selon la presse.

Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan aura toutefois la difficile tâche de convaincre son groupe parlementaire de la nécessité d'envoyer des militaires en Irak.

Début mars, les députés turcs, dont près d'une centaine de la majorité gouvernementale, avaient rejeté une proposition du gouvernement visant à autoriser les Américains à se déployer en Turquie pour envahir l'Irak par le nord.

Ce vote, à la veille de la guerre, avait provoqué la colère de Washington et sérieusement mis à mal les relations entre les deux pays, alliés de longue.

Ankara veut aujourd'hui rétablir ces liens "stratégiques", même si l'opinion publique turque et l'opposition au parlement sont opposés à l'envoi de troupes en Irak.

Incidents entre manifestants et policiers devant le bureau de l'UPK à Ankara



ANKARA, 24 août (AFP) - 16h26 - Des échauffourées ont eu lieu dimanche devant le bureau de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), faction kurde d'Irak, entre policiers et des manifestants ultra-nationalistes qui protestaient contre la mort de trois Turcomans samedi à Kirkouk (nord de l'Irak), selon les médias turcs.

Un groupe d'un centaine de manifestants brandissant des drapeaux turcs et turcomans ont voulu lire un communiqué devant la représentation de l'UPK situé dans un quartier huppé de la capitale avant d'en être empêché par les forces de l'ordre, selon des images rapportés par la chaîne d'information CNN-turk.

Les manifestants ont voulu forcer un barrage, tentative violemment réprimée par la police anti-émeutes qui a fait usage de matraques.

Plusieurs manifestants qui lançaient de pierres à la police ont été interpellés.

Trois Turcomans, une ethnie turcophone proche de la Turquie, ont été tués par balles par la police irakienne samedi à Kirkouk, lors d'une manifestation, selon le gouverneur de la ville, Abdel Rahmane Moustafa.

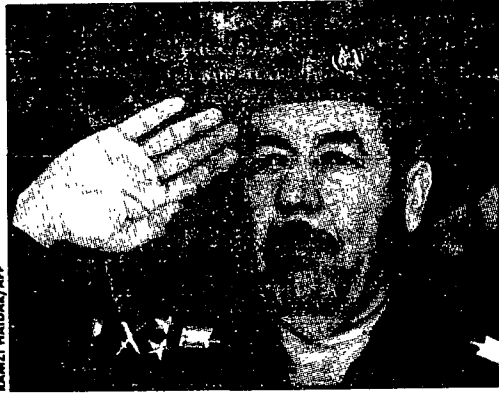
Le rassemblement turcoman a fait suite à des affrontements sanglants vendredi à Tuz Khurmatu (sud de Kirkouk), entre Turcomans et Kurdes qui ont fait au total 8 morts (3 Turcomans et 3 Kurdes), selon le maire kurde de cette petite localité mixte, Mohammad Rachid Mohammad.

Deux autres Turcomans ont été tués vendredi par l'armée américaine qui est intervenue dans la manifestation à Tuz Khurmatu, selon un porte-parole de l'armée.

Les affrontements intercommunautaires avaient éclaté après le tir vendredi par un inconnu d'une roquette antichars contre un mausolée chiite, lieu de pèlerinage des Turcomans chiites, l'endommageant, selon des témoins.

Selon la presse turque qui avait fait sa Une des incidents de Kirkouk, cet acte "provocateur" est l'affaire de peshmergas fidèles à Jalal Talabani, chef de l'UPK qui contrôle cette région.

SAMEDI 23 AOÛT 2003



La capture d'Ali Hassan Al-Majid, dit « Ali le chimique », responsable du gazage des Kurdes en 1988, porte à 39 le nombre des ex-dignitaires irakiens tués ou détenus par les Américains.

« Ali le chimique » capturé

Surnommé « Ali le chimique » pour avoir fait usage, en 1988, de gaz de combat contre des populations kurdes en Irak, Ali Hassan Al-Majid, cousin de Saddam Hussein, est tombé aux mains des forces américaines. La nouvelle a été annoncée, jeudi 21 août, par la chaîne de télévision CNN. Elle a été confirmée par le commandement central américain, qui s'est toutefois refusé à préciser les circonstances de sa capture. L'arrestation de cet

homme, que l'on avait cru tué, le 5 avril, lors du bombardement de sa résidence à Bassora, aurait eu lieu le 17 août, selon la chaîne de télévision ABC. Ali Hassan Al-Majid figurait au cinquième rang de la liste des anciens dirigeants irakiens les plus recherchés. Cet ancien ministre de l'intérieur et de la défense, aujourd'hui âgé de 62 ans, responsable du gazage de villages kurdes et instigateur de la répression contre la population chiite après 1991, était resté très proche du raïs. A ce jour, 39 des 55 dirigeants irakiens les plus recherchés ont été arrêtés ou se sont rendus. — (Corresp.)

Turkey may send troops to Iraq

Foreign minister calls for large, independent deployment

From news reports

ISTANBUL: Turkey's foreign minister, Abdullah Gul, has spoken out in favor of sending Turkish troops to Iraq, but he emphasized that the soldiers would go to help rebuild the country and would "definitely not be occupiers."

Gul's comments, in the Milliyet newspaper on Friday, came as Turkey's top political and military leaders met to consider a U.S. request to deploy thousands of Turkish soldiers in Iraq, a deployment that could make this predominantly Muslim country the third largest foreign country in Iraq after the United States and Britain.

Gul said Turkey was considering sending troops to areas north and west of Baghdad.

He gave no figures as to how many soldiers Washington had requested but press reports have said 10,000.

"We are still making evaluations," he said, adding that Turkish envoys were also sounding out tribal, political and religious leaders in Iraq.

"If at the end of our evaluations we reach the conclusion that we could contribute to establish order within the neighboring country, then the political power will say yes," he added.

"There will be a separate sector under Turkish command and a separate chain of command," Gul said.

Gul emphasized that there was still no decision on sending troops and that

Parliament would have to approve any deployment.

Turkish legislators in March, citing public pressure, rejected a request from Washington to have U.S. troops in the country for the war, straining ties between the NATO allies.

Turkish officials have been hoping to back a peacekeeping force to help repair frayed ties with the country's most important ally, but are also mindful of public opposition to the war, which according to some polls was over 90 percent before the invasion.

"We will definitely not be occupiers," Gul said, adding that if Turkey could make a contribution to the Iraqi people, "we'll go."

He said he had told Washington: "We'll be part of a broad political vision. We won't be a gendarmerie, military or police force. We'll go for humanitarian purposes."

"We're not going to be there the way American soldiers are," Gul added. The Americans "haven't established relations with the people. They haven't won over the people."

The U.S. secretary of state, Colin Powell, began a drive on Thursday for a new UN resolution that would call on member states "to do more" — including sending troops — to help Iraq.

UN backing would be likely to make it easier for the Turkish government to gain approval in Parliament for a deployment of peacekeepers.

"A stable Iraq is in Turkey's interest,"

Gul said, adding that Turkey would have a say in Iraq's reconstruction and would secure trade.

Turkish troops would most likely be deployed in areas of the country that, like Turkey, are predominantly Sunni Muslim. The cabinet is expected to take up the deployment next week and would then have to ask Parliament for its approval.

Turkey already has several thousand soldiers in northern Iraq to chase Turkish Kurdish fighters, but those troops fall outside the scope of the U.S.-led mission.

The United Nations has meanwhile approved \$101 million in contracts that Turkish companies signed with Iraq under the oil-for-food program before the war, the head of foreign trade for Turkey, Tuncer Kayalar, said Friday in Ankara.

The approved deals involve food and cleaning materials, telecommunications and transportation, Kayalar said.

This brings the total value of prewar contracts approved by the UN to \$533 million.

Kayalar added that Turkish exports to Iraq were on the rise and had reached \$292 million in the first seven months of this year.

Iraq was one of Turkey's principal trading partners before the 1991 Gulf war, and commerce was the main source of livelihood for southeastern Turkey, the country's least developed region. (AP, AFP)

■ ANKARA

5 die as Turks clash with Kurdish militants

Three Kurdish guerrillas and two Turkish soldiers were killed on Friday during a fierce gun battle in Turkey's troubled southeast.

Seven Turkish soldiers were also

wounded in the firefight, a military official said on the condition of anonymity.

The battle, which began late on Thursday, was still raging between the Turkish Army and scores of Kurdish militants in the mountain terrain of Turkey's Batman Province, some 80 kilometers, or 50 miles, from the border with Iraq. (Reuters)

In North Iraq, Saddam's Victims Turn on Each Other

REUTERS 

Mon August 25, 2003 09:06 AM ET

By Joseph Logan

TUZ KHURMATU, Iraq (Reuters) - It should be impossible to get lost in a town with so few streets, but in the dusty little hamlet of Tuz Khurmatu hopes of peaceful coexistence between Iraq's minorities have gone badly astray.

Fighting among Kurds and Turkmen -- Turkish speakers who are a vestige of Ottoman rule -- over the sacking of a shrine in Tuz Khurmatu killed at least nine people in the town last week and unrest spread to the key oil city of Kirkuk.

The violence shows there is no common bond in having suffered under Saddam Hussein. Kurds and Turkmen recall years of persecution under Saddam, who was set on Arabising the region, site of Iraq's richest oil reserves. But in Tuz Khurmatu the two groups have the knives out for one another.

"I was imprisoned in 1994 for criticizing Saddam Hussein, and to me this regime frankly is worse, more impure," says Midhar Qasim, a Turkmen and the father of one of those killed in clashes last Friday in the town, governed by a Kurd.

"What the Palestinians are getting from the Zionists is what we're getting here. We survived Arabization, and now it's time to see if we're going to survive Kurdification."

The Kurds endured a campaign of chemical weapons attacks and destruction of their villages that killed as many as 100,000 people during the mid-1980s at the hands of a Baghdad government intent on crushing their separatist ambitions.

Since Saddam's fall, they have extended their influence from the northern zone they wrested from Baghdad after the 1991 Gulf War to Kirkuk and its surroundings, playing a leading role in local governments working with the U.S. military.

TURF WAR

Turkmen accuse returning Kurds of theft and intimidation. The Kurds say they are willing to live alongside Arabs and Turkmen -- but insist the region belongs to them.

"We look at this as a city of Kurdistan...one in which non- Kurds also live," says Ruzgar Ali, the Kirkuk head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of two main Kurdish political factions, and which Turkmen have singled out for accusations of thuggery.

"The greatest oppression, the greatest burden, was on the Kurds under Saddam Hussein, not that it wasn't bad also for Turkmen, and Arab Shi'ites," Ali said.

He said the problems were the work of extremists manipulated by outsiders resentful of the Kurds' relationship with U.S. forces. Tuz Khurmatu's Kurdish mayor said the same, blaming "elements that want to divide Kurds and Turkmen."

The reference is left broad enough to include Turkey, which fears Kurdish control in oil-rich Kirkuk and elsewhere could rekindle separatism among its own 12 million Kurds.

Many Turkmen, however, blame the Kurds.

"There are no unseen hands, and this is not the first time the PUK attacked us since Saddam fell. They don't recognize any minorities," said one man at a funeral in Tuz Khurmatu for Turkmen killed in last week's violence.

"There is such hate."

There is little sign of compromise either in Kirkuk, where Turkmen join Kurds in scrawling graffiti that stake claims to ethnic turf.

"Kirkuk is Turkmen, and will stay that way till the end," reads one spray-painted slogan. "Kirkuk is the capital of the Turkmen," says another.

Only a few residents say ethnic badges are unimportant.

"It doesn't matter, if you're really from Kirkuk," says Idris, who like many residents of the city moves through the languages of the Kirkuk -- Arabic, Kurdish and Turkish -- in the course of a conversation. "Everyone here knows everyone else too well to believe the lies."

L'attentat de Bagdad n'ébranle pas l'administration Bush

Le Pentagone maintient que le dispositif mis en place en Irak est approprié

WASHINGTON

de notre correspondant

Que doivent faire les Etats-Unis face aux sabotages, aux attentats et à la criminalité qui sévissent en Irak ? Augmenter leur présence militaire ? Accepter le mandat de l'ONU qu'exigent la France, l'Allemagne ou l'Inde pour envoyer des troupes ? Confier davantage aux Irakiens la charge de leur propre sécurité ?

Le débat s'est développé, mercredi 20 août, à Washington, mais sans ébranler les certitudes du pouvoir. « A ce jour, la conclusion des responsables militaires est que le niveau des forces est ce qu'il doit être », a déclaré le ministre de la défense, Donald Rumsfeld, en voyage au Honduras.

La position de l'exécutif a consisté, d'abord, à minimiser ou, en tout cas, circonscrire l'importance de l'attentat de mardi contre le bâtiment occupé par la mission de l'ONU. Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak, a fait pour cela, de Bagdad, le tour des émissions de télévision du matin. « Je n'accepte pas la proposition selon laquelle nous ne contrôlons pas la situation », a-t-il dit, sur CBS, en reprenant le journaliste qui l'interrogeait. M. Bremer a affirmé que « les rues des principales villes, y compris Bagdad, sont sûres » et qu'il n'est pas vrai que les femmes ou les enfants hésitent à s'y aventurer.

Ensuite, l'attentat a été placé dans le contexte général de la

guerre contre le terrorisme. « Nous avons, certainement, une menace de terrorisme, a dit M. Bremer, mais cela ne signifie pas le chaos. (...) C'est le genre de terrorisme que nous avons vu, au cours des dernières années, à New York, à Nairobi, à Dar es-Salaam, à Beyrouth. »

ÉLARGIR LE DISPOSITIF ?

A Crawford, au Texas, où le président George Bush passe le mois d'août, son porte-parole, Scott McClellan, a déclaré que cet attentat « rend encore plus important » ce que les Etats-Unis font en Irak, pays qui est « un front critique » de la guerre contre le terrorisme. Faut-il renforcer ce front ? Le porte-parole a indiqué que M. Bush s'en remettrait à l'avis des militaires.

La question de la taille des forces nécessaires pour maintenir la paix en Irak n'a pas cessé d'opposer les experts, les militaires et les politiques. La dispute a commencé bien avant l'intervention militaire elle-même. Mercredi, plusieurs experts ont redit qu'il fallait, à l'évidence, élargir le dispositif. « La densité de troupes en Irak est très inférieure à celle des missions de maintien de la paix en Bosnie ou au Kosovo, où l'environnement était pourtant moins volatil et moins difficile », a observé Michèle Flournoy, du Centre d'études stratégiques et internationales, un institut de Washington.

Même James Woolsey, ancien directeur de la CIA (Agence centrale de renseignement) et proche de M. Rumsfeld, a expliqué, sur la chaîne publique PBS, qu'il faudrait « augmenter le format de l'armée de terre » et envoyer des renforts en Irak. Pour le ministre de la défense, les chefs militaires jugent, au contraire des experts, « appropriée » la taille du dispositif actuel.

La réponse du Pentagone vaut, à la fois, pour un éventuel élargissement du déploiement américain

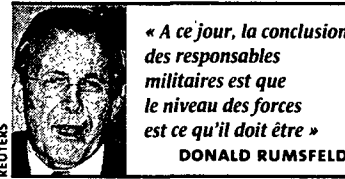
et pour un appel aux forces d'autres pays. La vérité, estime Ivo Daalder, de la Brookings Institution, c'est que l'internationalisation de la reconstruction de l'Irak « n'intéresse pas » M. Bush et ceux qui ont le plus d'autorité dans son gouvernement. Pour eux, c'est-à-dire pour le vice-président Richard Cheney et pour M. Rumsfeld, « la seule chose qui compte, c'est que Saddam Hussein soit pris ou tué, après quoi le gros des forces américaines quittera l'Irak ».

« Quand nous voterons, en novembre 2004 [pour l'élection présidentielle], la plupart des soldats seront rentrés, et l'Irak ne tiendra pas plus de place, dans les médias, que l'Afghanistan aujourd'hui » : telle est la stratégie de l'équipe Bush selon M. Daalder, qui a appartenu au Conseil national de sécurité sous la présidence de Bill Clinton.

Le département d'Etat a indiqué que 27 pays, de l'Albanie à l'Ukraine en passant par le Royaume-Uni, ont, à ce jour, envoyé des troupes en Irak. C'est un effectif total de 21 700 hommes qui s'ajoute, ainsi, aux 139 000 soldats américains. Ces précisions sont destinées à prouver que l'occupation de l'Irak est bien assurée par une « coalition », même si l'ONU n'y joue aucun rôle. En outre, a-t-on précisé au Pentagone, un apport de forces supplémentaires, turques ou pakistanaises par exemple, serait bienvenu, non parce qu'il élargirait le dispositif, mais parce qu'il permettrait de réduire d'autant les forces américaines.

Plusieurs journaux faisaient état, jeudi matin, de la préparation de la résolution du département d'Etat visant à impliquer davantage de troupes étrangères dans le maintien de l'ordre en Irak, soulignant que les pays membres de l'ONU seraient invités à contribuer au maintien de la paix mais que celui-ci resterait bien placé sous l'autorité du commandement américain.

Patrick Jarreau



« A ce jour, la conclusion des responsables militaires est que le niveau des forces est ce qu'il doit être »
DONALD RUMSFELD

et pour un appel aux forces d'autres pays. La vérité, estime Ivo Daalder, de la Brookings Institution, c'est que l'internationalisation de la reconstruction de l'Irak « n'intéresse pas » M. Bush et ceux qui ont le plus d'autorité dans son gouvernement. Pour eux, c'est-à-dire pour le vice-président Richard Cheney et pour M. Rumsfeld, « la seule chose qui compte, c'est que Saddam Hussein soit pris ou tué, après quoi le gros des forces américaines quittera l'Irak ».

« Quand nous voterons, en novembre 2004 [pour l'élection présidentielle], la plupart des sol-

Thomas L. Friedman

The wider stakes in postwar Iraq

BAGHDAD

In the wake of the bombing of the UN office in Baghdad, some "terrorism experts" (By the way, how do you get to be a terrorism expert? Can you get a B.A. in terrorism or do you just have to appear on Fox News?) have argued that the U.S. invasion of Iraq is a failure because all it's doing is attracting terrorists to Iraq and generating more hatred toward America.

I have no doubt that the U.S. presence in Iraq is attracting all sorts of terrorists and Islamists to oppose the United States. I also have no doubt that politicians and intellectuals in the nearby Arab states are rooting against America in Iraq because they want Arabs and the world to believe that the corrupt autocracies that have so long dominated Arab life, and failed to deliver for their people, are the best anyone can hope for. But I totally disagree that this is a sign that everything is going wrong in Iraq. The truth is exactly the

opposite.

We Americans are attracting all these opponents to Iraq because they understand this war is The Big One. They don't believe their own propaganda.

They know this is not a war for oil. They know this is a war over ideas and values and governance. They know this war is about Western powers, helped by the United Nations, coming into the heart of their world to promote more decent, open, tolerant, women-friendly, pluralistic governments by starting with Iraq — a country that contains all the main strands of the region: Shiites, Sunnis and Kurds.

You'd think from listening to America's European and Arab critics that Washington upset some bucolic native culture and natural harmony in Iraq, as if the Baath Party were some colorful local tribe out of National Geographic. Alas, America's opponents in

Iraq, and their fellow travelers, know otherwise.

They know they represent various forms of clan and gang rule, and various forms of religious and secular totalitarianism — from Talibanism to Baathism. And they know that they need external enemies to thrive and justify imposing their demented visions.

In short, America's opponents know just what's at stake in the postwar struggle for Iraq, which is why they flock there: Beat America's ideas in Iraq and you beat them out of the whole region; lose to America there, lose everywhere.

One of the most interesting conversations I had in Baghdad was with Muhammed al-Da'imi, a literature professor at Baghdad University and author of "Arabian Mirrors and Western Soothsayers." He has spent a lifetime studying the interactions between East

and West.

"Cultures can't be closed on themselves for long without paying a price," he explained. "But ours has been a vestigial and closed culture for many years now. The West needed us in the past and now we need it. This is the circle of history. Essentially what you are seeing here is a cultural collision. I am optimistic insofar as I believe that my country — and I am a pan-Arab nationalist — is going to benefit from this encounter with the more advanced society, and we are going to pay at the same time. Your experience in Iraq is going to create two reactions: one is hypersensitivity, led by the Islamists, and the other is welcoming, led by the secularists. But you have to understand that what you are doing is a penetration of one culture into another. If you succeed here, Iraq could change the habits and

customs of the people in the whole area."

So, the terrorists get it. Iraqi liberals get it. The Bush team talks as if it gets it, but it doesn't act like it. The Bush team tells us, rightly, that this nation-building project is the equivalent of Germany in 1945, and yet, so far, it has approached the postwar in Iraq as if it's Grenada in 1982.

We Americans may fail, but not because we have attracted terrorists who understand what's at stake in Iraq.

We may fail because of the utter incompetence with which the Pentagon leadership has handled the postwar. The United States doesn't even have enough translators in Iraq, let alone military police, and the American media network set up there to talk to Iraqis is so bad that America would be better off buying ads on Al Jazeera.

We Americans may fail because the Bush team thinks it can fight The Big One in the Middle East — while cutting taxes at home, shrinking the U.S. Army, changing the tax code to encourage Americans to buy gas-guzzling cars that make us more dependent on Mideast oil and by gratuitously alienating allies.

We may fail because to win The Big One, we need an American public, and allies, ready to pay any price and bear any burden, but we have a president unable or unwilling to summon either.

Bombing at Shiite's home kills 3

Key cleric in An Najaf was targeted but only lightly hurt

The Associated Press

BAGHDAD: A bomb ripped through the home of one of Iraq's most important Shiite clerics in the Islamic holy city of An Najaf on Sunday, killing three guards and wounding family members, a relative of the cleric and member of the Iraqi Governing Council said.

Also Sunday, Iraqi sources said that the U.S. authorities were recruiting key former members of Saddam Hussein's feared security service, working to expand intelligence gathering and root out the resistance that has peppered U.S. forces with guerrilla attacks and terror bombings.

The Iraqis, closely linked to the Mukhabarat service, spoke only on condition of anonymity. They said that the U.S. recruitment of about 100 former intelligence higher-ups had been in progress for more than two weeks.

The Iraqis said the former agents of the secret police and intelligence operation would work with Americans inside Saddam's old presidential palace where the U.S.-led coalition has its headquarters.

The Americans "couldn't hope to pacify such a big country as Iraq without the Mukhabarat, said a second Iraqi who worked closely with the deposed regime's intelligence operation. "And the Mukhabarat men, they need money now," said a second Iraqi who worked closely with the deposed regime's intelligence operation.

L. Paul Bremer 3rd, the civilian chief of the American occupation in Iraq, acknowledged the need for better information. "It's not a question of more troops. It's a question of being effective with our intelligence, getting more Iraqis to help us," Bremer said in an interview on ABC television.

Responding to questions about the recruitment of former Saddam intelli-

gence officers, Charles Heatly, a spokesman for the coalition said that U.S. military intelligence and the civilian authorities were "not leaving any stone unturned to uncover the people who are conducting attacks against the Iraqi people and the coalition forces."

In the An Najaf bombing, a gas cylinder wired to explode was placed along the outside wall of the home of Muhammad Saeed al-Hakim. It blew up just after noon prayers.

The cleric suffered scratches on his neck, according to Abdelaziz al-Hakim,

**He is one of three
Shiite leaders
threatened with death
by a rival Shiite cleric.**

a member of Iraq's U.S.-picked Governing Council and leader of what was the armed wing of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, headquartered in Iran before the war.

The two men are part of an influential family in the Shiite community.

Abdelaziz Hakim said An Najaf residents had rushed to the ayatollah's house after the explosion, which shattered windows and damaged a wall.

Iraqi newspapers reported last week that Muhammad Saeed al-Hakim had received threats against his life. He is also one of three top Shiite leaders threatened with death by a rival Shiite cleric shortly after Saddam Hussein was toppled on April 9.

A day after Saddam's ouster, a mob in An Najaf hacked to death a Shiite cleric who had recently returned from exile. Abdul Majid al-Khoei was killed when a meeting called to reconcile rival Shiite

groups erupted into a melee at the Shrine of Ali, the third most important Shiite religious site after Mecca and Medina in Saudi Arabia.

Shiites make up some 60 percent of Iraq's 24 million population.

Muhammad Saeed Al-Hakim, in his late 60s, holds the highest theological title in Shiite Islam — Ayatollah al-Uzma, which means grand or supreme ayatollah. He was detained by the Iraqi authorities in the 1980s because of his opposition to and criticism of Saddam.

Before the beginning of the U.S. invasion of Iraq in March, most Shiite religious leaders in An Najaf, including Hakim, were put under house arrest. Shortly after the collapse of Saddam's regime, Hakim's office went back to work, dispensing religious advice to residents.

He has many followers among the world's 100 million Shiite Muslims and representatives and offices in countries with Shiite populations.

In Baghdad, the International Committee of the Red Cross said Sunday that it was scaling back the number of people working in Baghdad after receiving warnings that the organization might be a terror target.

Nada Doumani, spokeswoman for the organization in Baghdad, said the organization would keep about 50 workers in the country, with those being pulled out leaving positions in Baghdad.

She said she was staying, but declined to give specific numbers of those being withdrawn.

Meanwhile, over the weekend, two U.S. soldiers died in non-combat incidents, the U.S. military reported Sunday. A soldier from the 3rd Armored Cavalry Regiment in Baghdad was killed in a friendly fire incident. A second soldier from the same regiment drowned in the Euphrates River, west of Ramadi.

Violence and calm: dual realities in Iraq

By Dexter Filkins

DIWANIYA, Iraq: As the area around Baghdad endured a week of repeated violence, a happier scene unfolded in this city, a two-hour drive to the south.

American soldiers, without helmets or body armor, attended graduation ceremonies at the Diwaniya University Medical School.

At ease with the Iraqi students and their parents, the marines laughed, joked and posed for photographs. One by one, the students walked up to thank them, for Marine doctors had taught classes in surgery and gynecology and helped draw up the final exams.

"We like the Americans very much here," said Zainab Khaledy, 22, who received her medical degree a week ago Sunday. "We feel better than under the old regime. We have problems, like security, but everything is getting better."

Such is the duality that is coming to define the American enterprise in Iraq, a country increasingly divided between those willing to put up with the American occupation and those few determined to fight it.

While the areas stretching west and north from Baghdad roil and burn, much of the rest of the country remains, most of the time, remarkably calm. Rather than fight the Americans, most Iraqis appear to be readily accepting the benefits of a wide-ranging reconstruction.

The two faces of the occupation give U.S. policymakers something to take solace in and something to worry over. Four months into the occupation, the guerrilla opposition to U.S. forces, though fierce, is still largely limited to the Arab Sunni Muslim population and its foreign supporters and is confined to a relatively limited geographic area.

In much of the rest of the country, in places like Diwaniya and Mosul and Amara, the American and British soldiers are finding a population that has, at least for now, made a fragile and tentative peace with the occupation.

Violence does still occasionally break out; on Saturday three British soldiers were killed in the south, in Basra. But in broad parts of the country, violence increasingly no longer seems the norm.

In the north, the Kurds, long the beneficiaries of U.S. protection, count themselves as America's most enthusiastic supporters. In the south, the country's Shiite majority, while restive and suspicious, has apparently largely chosen to go along for now.

"I don't accept the definition of a country in chaos," L. Paul Bremer 3rd, the chief American administrator said this month. "Most of this country is at peace."



Joao Silva/The New York Times

Workers in Diwaniya, Iraq, waiting to receive their pay from American marines.

But the violence in and around the capital, and the growing incidence of terrorism, seen in the suicide bombing of the United Nations headquarters in Baghdad, pose a grave threat to the American rebuilding plan. Both undercut the establishment of democratic rule and make the Americans less confident about handing over political power to the Iraqis.

With the capital under threat of attacks, the Iraqi Governing Council, the 25-member body ultimately expected to take power, has increasingly conducted its business behind the marble walls of the presidential palace — away from danger, but away from the people.

The atmosphere in Diwaniya is far different. The 2,300 marines based here since April move freely about the city, tossing candy to children, waving to parents. None have been killed by hostile fire. There is not even a curfew.

"This is not Baghdad," said Lieutenant Colonel Patrick Malay, who commands a force of about 950 marines in Diwaniya. "The Iraqis love us here."

By any standard, Diwaniya is fraught with problems, many left over from the war. Deprived of electricity and bottled oxygen, the ward for premature babies at the children's and maternity hospital here has all but collapsed, and doctors say that babies are dying at a higher rate than before. Electricity shortages led to the closing of a textile mill and a tire factory, which employed hundreds.

And some residents are impatient with the pace of progress and suspicious of the occupiers, as shown in recent outbreaks of rioting.

Two recent demonstrations, one involving a failure to pay Iraqi laborers working on an American project, and the other a protest against the local governor, turned momentarily violent. The demonstrations, each involving a couple of hundred people, were dispersed.

But for a city emerging from three decades of neglect and dictatorship, Di-

waniya in many ways seems remarkably stable.

There is none of the virulent anti-American graffiti that marks walls and alleyways in Baghdad.

So far, most of the anger shown has not been directed at Americans. With hundreds of thousands of dollars pouring into the area, the city and its surrounding areas are rapidly being restored and in some cases improved.

Even when things do not go especially well in Diwaniya, there seems to be a reservoir of good will, stemming, it seems, from the historical predations suffered by the Shiite people at the hands of Saddam Hussein. Many in Diwaniya lost relatives and friends to agents of Saddam, and they have not forgotten.

Hassan Naji, a records clerk at the children's hospital, is critical of recent changes, but only up to a point.

Like many at the hospital, he is convinced that newborns are dying because the hospital lacks the electricity to run its sterile ward for premature babies. Before the war, an emergency line provided electricity to the hospital night and day.

Naji also blamed the Americans for bringing freedom to Iraq. "Democracy has ruined this hospital," he said, sifting through a pile of uncollated notes and jottings. "In the past, people really worked at their jobs, if only because they were terrified of their supervisors."

He continued: "Now, with all this freedom, no one cares anymore. We don't keep records anymore. People don't come to work. Nobody cares."

Yet even for all of that, Naji said, he would never go back to the days of Saddam. "Never," he said. "The Americans did a great thing when they got rid of that tyrant. Things could even get worse here and I would still feel that way."

"Believe me," Naji said, "Most of the people in Diwaniya would feel that way."

The New York Times

The New York Times

AUGUST 25, 2003

Poised for power, Shiites clash

Schism erupts among Iraq's elder clerics and young radicals

By Neil MacFarquhar

AN NAJAF, Iraq: The prospect of Iraq's majority Shiite Muslims finally gaining a significant voice in running the country is fueling a consistently volatile schism between the elderly ayatollahs counseling patience and younger, more radical clerics pursuing an Islamic state.

The militants are believed to be behind a series of violent incidents engineered to either eliminate or at least unsettle the city's established religious scholars. Much is at stake, as the clerics who hold sway over An Najaf basically shape the opinions of the entire majority Shiite community in Iraq.

"We call it The Battle of the Mosques," said Major Rick Hall, executive officer of the 1st Battalion, 7th Marines, which controls this city. "It is religious infighting for power and influence in the clerical realm."

The bloodshed started in April with the murder of a prominent young cleric, Abdel Majid al-Khoei, inside the city's most holy shrine. The slaying is still such a tinderbox issue that the police and prosecutors only reluctantly confirmed for the first time Monday that about 12 suspects have been rounded up this month and more arrests are pending.

The revelations came as hundreds of men marched through this holy seat Monday to mourn three men killed in an attack targeting the residence of Grand Ayatollah Muhammad Saeed al-Hakim, a 70 year-old cleric in good condition after being cut in the neck by flying glass.

The ayatollah is among the senior clerics who have affiliated themselves with the American authorities ruling Iraq, betting that it is only a matter of time before the U.S. delivers a democratic state that the Shiites can dominate through sheer numbers. Their most potent weapon is the long-standing

Shiite tradition that the opinions of three or four of the most revered religious scholars, or the marja'ia, set the tone for the whole community.

Arrayed against them are more activist, militant opponents of the U.S. occupation. Gathered around Muqtada Sadr, the descendant of a long line of illustrious clerics, they believe that Shiites should aggressively pursue an Islamic state modeled on clerical rule over Iran.

Sadr, a very junior clergyman, lacks the religious clout to issue his own rulings. But his message of Shiite power now exerts a tangible appeal among the generally disenfranchised, poor Shiites, one of the communities most abused by Saddam Hussein.

Violence committed against foreign targets in Baghdad and in the Sunni Muslim triangle north of the capital has grabbed the most time and attention of the U.S.-dominated Coalition Provisional Authority that runs Iraq.

But its senior officials recognize that no community is more important than the Shiites, who make up 60 percent of the 25 million population.

One senior coalition official described the consent of the high-ranking ayatollahs to the occupation forces temporarily running the country as a key strategic factor in establishing what stability exists. "Retaining the support of the Shiites is essential for the success of the coalition," he said.

Coalition officials expect that support will persist, at least in the short term, given Shiite hatred of Saddam Hussein, hatred that deepened with the discovery of mass graves filled with thousands of Shiite dead. The endorsement of Grand Ayatollah Ali Sistani, the most senior cleric in An Najaf, is perhaps even more important.

In general, Shiites are reluctant to discuss factional rivalries. Senior officials from the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq and the Dawa Party, both of whom have mem-

bers on the Iraqi Governing Council — paint the tension as a natural outpouring following years of oppression.

"After 35 years people just want to express their ideas, even if it is not always in a responsible way," said Ali Abdel Mehdi, a senior official with Supreme Council. "It's a healthy sign of the Shiites coming out of repression. You have a community trying to find its way, which could be dangerous if we are not united."

Shadowing the entire discussion about Shiites power is the question of Iran's role here. Officially, the Iranians have said they want a stable, democratic Iraq, expecting that will bring Shiite dominion. But Iraqi leaders harbor suspicions that Iran wants the U.S. preoccupied by an unstable Iraq rather than turning its attention toward the Islamic republic. So they suspect Iran is supporting Sadr or worse, the scattered remnants of the Ansar al-Islam terrorist group.

Sadr's supporters argue that the split between agitators and conservatives is a long Shiite tradition.

"It goes back in history to two distinct lines in Muslim and particularly Shiite thought," said Sheik Ahmed Shaibani, a 33-year-old cleric who runs the Islamic court in An Najaf in defiance of the elder clergy.

"There are those who say you must undertake jihad in times of oppression, and those who say we must stay silent until the reappearance of the Mahdi," he said, referring to the Shiite savior.

While not calling for jihad outright, the young clerics around Sadr hint at the possibility. No one points the finger at him directly, but the police, prosecutors and U.S. officers, not to mention ordinary Najafis, single out his group as the font of violence.

"Everyone in the city was expecting something like this to happen," Qassim Shabbar, an An Najaf merchant, said of Sadr's role in the bombing.

The New York Times



Thousands of Shiites on Monday at the funeral of three security guards killed in the bombing of a senior cleric's office in An Najaf.

IRAK Alors que l'insécurité gagne le pays, les combats entre Turkmènes et Kurdes ont fait treize morts en quarante-huit heures dans la région de Kirkouk

Affrontements ethniques au Kurdistan

Les dirigeants chiites irakiens ont imputé la responsabilité de l'insécurité à la coalition anglo-américaines, alors que des milliers de fidèles ont participé hier aux funérailles à Nadjaf de trois employés du grand ayatollah Mohammad Saïd al-Hakim tués lors d'un attentat la veille, et que plus de trois mille chiites ont manifesté dans les rues de Bagdad.

« Ces actes criminels sont perpétrés par des membres de l'ancien régime, des ignorants et des égarés qui ne veulent pas que cette ville connaisse la sécurité », a lancé à Nadjaf (175 km au sud de Bagdad) Ammar Abdel Aziz al-Hakim, fils du représentant de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (Asrii) au Conseil de gouvernement transitoire. « Les forces de la coalition portent l'entière responsabilité de ce qui s'est passé, car elles essayent d'apporter la paix par les chars au lieu de compter sur les forces honorables en Irak », a-t-il déclaré faisant allusion à la Hawza, plus haute autorité religieuse chiite.

Le jeune dignitaire chiite radical Moqtada Sadr a dénoncé l'attentat. Il a exigé « une enquête rapide pour retrouver les res-



ponsables de cette action criminelle et les traduire en justice ». Une lutte d'influence oppose la Hawza, qui prône la patience face à l'occupation américaine, à Moqtada Sadr, qui critique constamment cette occupation.

Les forces coalisées continuent à être victimes d'attaques : trois soldats américains ont été blessés hier par trois roquettes anti-

chars tirées sur leur convoi près de la base de Habaniya, à l'ouest de la ville rebelle de Falloujah (50 km à l'ouest de Bagdad), selon un témoin.

La Turquie, qui envisage d'envoyer quelque 10 000 militaires

pour assurer la sécurité en Irak au sein d'une force internationale, a aussi demandé hier aux Américains d'agir. Les Etats-Unis doivent faire de leur mieux pour assurer l'ordre dans le nord de l'Irak, après les affrontements meurtriers entre des membres des communautés turkmène et kurde, a demandé le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul. « Nous sommes en contact constant avec les Etats-Unis, qui assurent la sécurité en Irak (...), et nous leur avons rappelé qu'ils devaient faire de leur mieux pour assurer la paix là-bas », a indiqué M. Gul. « Il n'est pas possible pour nous d'accepter le traitement récemment infligé aux Turkmènes », a-t-il dit.

Le calme revenait hier après les affrontements entre Kurdes

et Turkmènes qui ont fait 13 morts en quarante-huit heures dans la région de Kirkouk, dans le nord de l'Irak. Le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) a accusé la Turquie d'avoir bombardé un village irakien proche de la frontière turque à la suite des affrontements entre Kurdes et Turkmènes.

Ces tensions ont débordé la frontière irakienne : des échauffourées ont eu lieu dimanche à Ankara devant le bureau de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) entre policiers et manifestants protestant contre la mort des Turkmènes. La Turquie partage des origines ethniques et linguistiques avec la communauté turkmène d'Irak.

Un site Internet islamiste a diffusé dimanche un communiqué d'un groupe lié à al-Qaïda revendiquant l'attentat au camion piégé perpétré le 19 août contre le siège de l'ONU à Bagdad. « L'attaque en Irak a infligé une leçon aux Etats-Unis et à l'ONU, qui n'est qu'une branche de leur département d'Etat », selon ce texte signé par les Brigades du martyr Abou Hafs Al-Masri. « Cette opération bénie a liquidé

nombre de criminels (...), dont Sergio Vieira de Mello », le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Irak, parmi les 23 personnes tuées dans l'attentat, ajoute le communiqué.

La dépouille de ce dernier est arrivée hier à Genève, où elle doit être enterrée jeudi. L'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, a mis en garde dimanche contre la présence de terroristes, dont « plusieurs centaines » se seraient infiltrés en Irak. Le général Richard Myers, chef d'état-major interarmes, a reconnu que les forces américaines en Irak étaient « plutôt maigres », ajoutant qu'il y avait moyen d'envoyer des renforts si nécessaire. Le premier ministre australien, John Howard, a démenti lundi des informations selon lesquelles son pays ferait l'objet de pressions américaines pour l'envoi d'un nouveau contingent de militaires en Irak.

En Grande-Bretagne la pression s'accroît sur le premier ministre Tony Blair, à trois jours de son audition dans l'affaire de la mort de l'expert en armement David Kelly, avec de nouvelles révélations gênantes pour le gouvernement.

Les quelque 9 000 pages de documents publiés sur le site Internet de l'enquête sur le suicide apparent du spécialiste de l'armement irakien sont devenues une mine d'or pour les médias. Dernier document potentiellement explosif pour Tony Blair, un mémorandum d'Alastair Campbell, directeur de la Communication du premier ministre, suggérant que M. Blair a demandé de souligner la menace nucléaire supposée de l'Irak dans un dossier controversé sur l'arsenal irakien de septembre 2002.

Ces informations sont embarrassantes pour Londres, qui a toujours nié être intervenu dans la rédaction du dossier et avoir voulu muscler le document pour justifier une guerre. (AFP.)



Manifestation turkmène, samedi à Tuz Kharmato, au nord de Bagdad. Les tensions avec les Kurdes ont dépassé la frontière : des échauffourées ont eu lieu dimanche à Ankara et la Turquie a demandé hier aux Américains de réagir. (Photo G. Esel/AP.)

LE FIGARO MARDI 26 AOÛT 2003

Les menaces contre les organisations étrangères et les incidents se multiplient

Plusieurs ONG sont sur le départ

Bagdad : Georges Malbrunot

Une dizaine de gros bras s'affairaient hier à empiler des sacs de sable devant le Comité international de la Croix-Rouge, à Bagdad. Non loin de là, les inscriptions pour reconnaître les véhicules blindés de la BBC, garés devant leur siège, avaient été effacées. Face au danger, certains se protègent, d'autres se font discrets.

Une semaine après l'attentat qui a décapité les Nations unies en Irak, dans les ONG, les diplomates, et parmi la presse, la tonalité est au pessimisme, voire au catastrophisme. « On s'achemine vers une descente aux enfers », souligne un expert étranger. Les avertissements se multiplient à l'encontre des nombreuses cibles potentielles, comme la Croix-Rouge, qui a décidé dimanche de réduire de moitié ses effectifs expatriés. Les locaux de Médecins du monde à Bassora ont été vandalisés à l'issue d'une manifes-

stration. « Ils vont nous tuer, ils vont nous tuer », s'écriaient les membres de l'ONG, qui depuis s'est repliée de la grande ville du Sud. Une autre a reçu des menaces. Et un journal s'en est pris à une troisième.

A Bagdad, les ambassades d'Italie et de Turquie ont également été la cible d'incidents mineurs, quinze jours après l'attentat meurtrier devant la représentation diplomatique jordannienne. La semaine dernière, l'ambassade de Grande-Bretagne avait déjà été évacuée, et deux grenades viennent d'être découvertes au siège du Pnud, le programme des Nations unies pour le développement. Les journalistes ne sont pas épargnés. CNN et l'agence de presse britannique Reuters auraient reçu des menaces, ainsi que les hôtels Palestine et Sheraton qui abritent de nombreux correspondants. « Si nous ne pouvons plus aller sur le terrain pour travailler, à quoi bon rester là ? », s'interroge Solidarités, spécialisée en hydraulique, qui a fait remonter son personnel à Bagdad.

Sur la centaine d'ONG pré-

sentes en Irak, une poignée a quitté le pays, depuis l'attentat suicide contre l'ONU, mais les autres réfléchissent à un repli temporaire en Jordanie. La plupart sont convaincues que la série noire va continuer, et qu'après les Nations unies, elles sont un autre maillon faible dans la chaîne de la présence étrangère à travers le

« Si nous ne pouvons plus aller sur le terrain pour travailler, à quoi bon rester là ? »

pays. La récente attaque au viriel du mollah Omar, l'ancien dirigeant des talibans afghans, contre des ONG, assimilées à « un nid d'espions à la solde des Américains, des Juifs et des infidèles chrétiens » n'augure rien de bon.

« Vont-ils savoir faire la différence entre une ONG qui travaille avec impartialité pour les Irakiens et un contractant de l'Usaid, l'organisme officiel d'aide américaine ? », se de-

mande Philippe Schneider, qui coordonne l'activité des ONG en Irak. Celles-ci redoutent le mélange des genres. Certaines organisations humanitaires américaines ont des activités qui ne seraient qu'une couverture pour cacher leur collaboration avec les forces de la coalition. Un employé d'International Medical Corp, qui opère notamment à Kut au sud de Bagdad, a été mis récemment à la disposition de l'administration américaine. Les groupes armés ne sont pas dupes de ces tours de passe-passe. A Bassora, lors d'un attentat contre un entrepreneur américain traitant avec la coalition, l'assaillant a ouvert la porte de sa voiture pour vérifier qu'il s'agissait bien de lui, et l'a abattu. Des meurtres ciblés, mais pas toujours.

« La menace est à la fois nulle part et partout », constate Philippe Schneider. Comment se protéger ? La tentation de la « bunkérisation », pratiquée par les Américains inaccessibles dans l'ancien palais de la République de Saddam, n'est pas la solution, soulignent diplomates, membres des Nations unies et personnel humanitaire. « On ne va pas mettre des murs de protection de dix mètres autour de l'ambassade, explique un diplomate français. Les Irakiens s'imagineraient que nous ne pensons qu'à notre sécurité et sacrifions leur accueil, or nous ne voulons pas perdre le contact avec eux dans ces moments difficiles. »

Les soupçons portés sur le personnel local des Nations unies, après l'attentat contre leur siège, posent le problème des Irakiens employés par les représentations étrangères à Bagdad. « On ne peut pas les mettre nus tous les matins pour vérifier qu'ils ne cachent pas une bombe », ajoute ce diplomate.

Sous Saddam, les ambassades étaient infiltrées, et les services de renseignements savaient à peu près tout des programmes informatiques des agences de l'ONU à Bagdad.



La Croix-Rouge a décidé dimanche de réduire de moitié ses effectifs expatriés. (Photo P. Baz/AFP.)

Une diplomate raconte : « J'avais remarqué que des photos manquaient dans mon album chez moi. Je n'ai rien dit. Je soupçonnais ma femme de ménage. Quelque temps après, les clichés ont réapparu. C'était elle en effet. Elle devait aller tous les vendredis chez les moukhabarats. Elle me l'a confié après la chute du régime en haussant les épaules, l'air de dire : Que pouvais-je faire d'autre ? » En treize ans d'embargo, cette surveillance méthodique des étrangers n'avait cependant

été suivie d'aucun attentat contre des étrangers, à l'exception de la mort l'été 2000 d'un fonctionnaire du Programme alimentaire mondial, abattu à son bureau par un policier irakien, présenté comme un déséquilibré.

Pour être informé des préparatifs d'éventuels attentats, les Américains ont décidé de recruter d'anciens agents de la police secrète de Saddam. Un traducteur de Saddam a refusé de pénétrer dans le palais de peur d'être repéré par ses anciens voisins de bureau, des

membres de la sécurité privée du dictateur qui opèrent désormais avec les forces de la coalition. Celles-ci avaient décidé dans un premier temps de les congédier, sans autre forme de procès. Dans ce domaine aussi, l'impression d'improvisation sous la menace domine, et les Américains eux-mêmes ne sont pas à l'abri de gaffes. Ils ont embauché comme traducteur le fils d'un diplomate irakien aux Nations unies à New York, dont les deux frères sont sous les verrous aux Etats-Unis

pour espionnage au profit de l'ancien régime de Saddam. S'il est difficile de dire que le sentiment antioccidental se répand en Irak, le pire est sans doute à venir. D'autres clignotants viennent de s'allumer à Kirkouk, au Nord, et Nadjaf, au Sud. Peu après la guerre, les forces de la coalition avaient recensé 76 groupes armés à Bassora, à une époque où le calme régnait dans le Sud. De quoi alimenter la politique de la terre brûlée, si les terroristes en avaient décidé ainsi.

U.S. weighs how to get help from UN on Iraq

The need for troops and money prompts shift by Washington

By Douglas Jehl

WASHINGTON: In weighing a greater United Nations hand in the military occupation of Iraq, the Bush administration is acknowledging that the mounting costs of the operation, in both human and financial terms, are too great for the United States alone to bear.

Until now, the "vital role" that President George W. Bush has promised for the UN has been limited, by American design, to a grudging endorsement of U.S. unilateralism. But now the American need for troops and dollars that only other countries can provide is prompting a real reconsideration of those old, narrow lines.

News Analysis What broader mission might be worked out — including the possible UN sponsorship of a multilateral force in Iraq under American command, the arrangement that the administration has said for the first time it might be willing to accept — remains to be negotiated.

In the Security Council in New York, and in the administration itself, there remain deep divisions about the extent to which a broader sharing of the burdens in Iraq must go hand in hand with a broader sharing of power and decision-making.

But after four months in which the U.S. occupation of Iraq has exacted an

unexpectedly heavy toll, and with no end in sight, the new American approach to the UN can be seen as a call for help in the face of a politically intolerable arithmetic.

"We're 95 percent of the deaths, 95 percent of the costs, and more than 90 percent of the troops," Senator Joseph Biden, the Delaware Democrat, said in a telephone interview Thursday. "The costs are staggering, the number of troops are staggering, continuing escalation of American casualties, and we need to turn to the UN for help, for a UN-sanctioned military operation that is under U.S. command."

With nearly 140,000 American soldiers still in Iraq, the military costs alone are still multiplying at nearly \$4 billion a month, administration officials have said. More American soldiers have been killed since major fighting ended than during the war itself, nearly 70 of them by hostile fire in a guerrilla resistance that shows no sign of dissipating.

And while the administration had hoped that Iraqi oil revenues might cover the cost of reconstruction, that optimism has faded to the point that L. Paul Bremer 3rd, the top American official in Iraq, said this week that the country would need "tens of billions of dollars" from the United States and other countries in the next year to help in the rebuilding effort.

To enlist outside help in footing that bill, the United States will convene an international donors conference in Madrid in late October, with a preliminary meeting scheduled for next week in Brussels. The United States is ready to offer potential donors a bigger hand in how the money is spent, whether that occurs through the United Nations or in some other way.

"It's hard to believe that the big donors will write a check to support an American occupation over which they have no control," said James Steinberg, who served as deputy national security adviser under President Bill Clinton and now directs foreign policy studies at the Brookings Institution in Washington.

That the United States would want help from other countries in keeping the peace in Iraq and rebuilding its economy is not a surprise; the administration

made clear from the start that it hoped to enlist a "coalition of the willing" outside a United Nations that it deeply mistrusts for its refusal to bless the American invasion in the first place.

Indeed, even now, a multinational division is assembling in southwestern Iraq to replace the U.S. Marines, who are scheduled to leave in early September. The division is led by the Poles and will have brigades that are commanded by the Ukrainians and the Spanish.

Other nations contributing troops to take the place of the marines include Bulgaria, Denmark, the Dominican Republic, El Salvador, Honduras, Hungary, Kazakhstan, Latvia, Lithuania, Mongolia, Nicaragua, Norway, the Philippines, Poland, Romania, Slovakia and Thailand.

Apart from that force, however, what has been unexpected is the reluctance of other countries to send troops in substantial numbers to Iraq without a fresh UN mandate. And together with the burdens imposed by the security situation, the result has been an unexpectedly heavy weight on the United States.

As recently as May, the administration hoped by this fall to reduce its troops in Iraq to just 30,000, or less than a quarter of those it now expects to keep in place for the indefinite future.

Winning a new UN mandate is now seen as important enough an American goal that Secretary of State Colin Powell interrupted a vacation last week to travel to New York to meet with Kofi Annan, the UN secretary general. A mandate would allow U.S. commanders to call on troops from countries like India and Pakistan that opposed the war but have said they are willing to contribute troops to a force if it is approved by the United Nations. Such a mandate could also allow the enlistment of a NATO force, including Turkey.

But countries like France say a UN mandate for a force that remains essentially U.S.-dominated would just be a political fig leaf for Washington and could compromise the UN's reputation for independence.

The New York Times

France urges creation of UN force for Iraq

Villepin calls for rapid transfer of power

By Elaine Sciolino

PARIS: Warning that the unstable situation in Iraq could fall into "anarchy," France called Thursday for the creation of an international military force and a provisional government there under United Nations authority.

The proposal was made by Foreign Minister Dominique de Villepin in a speech to the annual gathering of France's ambassadors. It came as the United States, unable to persuade many key allies to send troops and money to Iraq, signaled that it could accept an international military force under a UN mandate and an American commander.

In a thinly veiled criticism of the Bush administration's postwar strategy in Iraq, Villepin told the ambassadorial corps, "It is time to move resolutely into a logic of sovereignty for Iraq. A true change of approach is needed. We must end the ambiguity, transfer responsibilities and allow the Iraqis to play the role they deserve as soon as possible."

Villepin rejected the current American plan of trying to persuade other nations to send troops and put them under U.S. control, saying, "We have to install a real international force under a mandate of the United Nations Security Council."

Until now, the United States has resisted all appeals to relinquish control over its occupation of Iraq. But in an interview Tuesday with reporters from a group of regional newspapers, Deputy

Secretary of State Richard Armitage said that creation of a multinational force under UN leadership — but under an American commander — was under consideration.

A number of countries, including France, Germany and India, have said they would consider sending troops to Iraq only if the force were formally sanctioned by the Security Council.

Such a move would put France, which opposed the war, in an uncomfortable position.

French military planners have drawn up contingency plans to send up to 10,000 troops to Iraq in the event that France is asked to help fulfill a UN mandate, senior French officials said.

But senior French military officials have complained that their troops are already stretched thin in dangerous, far-flung peacekeeping missions, including in Congo, the Ivory Coast and the Balkans.

And some senior French civilian officials are concerned that by setting conditions for possible participation in an international force, France may find that it will have to deliver if the conditions are met.

Earlier this week, two French soldiers were killed in a dispute with drunken rebel fighters in the Ivory Coast — France's first combat deaths since deploying troops last year.

President Jacques Chirac will speak to his country's ambassadors Friday. He

is going to New York next month for the UN General Assembly, which is expected to focus on the crisis in Iraq.

It will be Chirac's first trip to the United States since before the Iraq war this spring, when France insisted that UN weapons inspectors be given more time to locate weapons of mass destruction and threatened to veto any resolution authorizing war. Chirac is expected to meet President George W. Bush during the trip.

In his speech Thursday, Villepin said that the American-appointed Governing Council in Iraq should be replaced by "a real provisional government whose legitimacy would be reinforced by the United Nations." He called on the Security Council to pass a resolution scheduling elections for a constitutional assembly by the end of the year.

Referring to mounting lawlessness and attacks on coalition troops, Villepin said the American-led coalition faces "a multiplication of terrorist acts, while the Iraqi people are beginning to despair of taking their destiny in hand." He warned of "new dangers — terrorism, of course, and also looming anarchy."

Meanwhile, Richard Perle, a key adviser to the Pentagon and fierce critic of France for opposing the war, said in an interview published Thursday that the United States had planned poorly for the postwar era in some respects.

"Our main mistake, in my opinion, is that we haven't succeeded in working closely with Iraqis before the war so that an Iraqi opposition could have been able to immediately take the matter in hand," he said in an interview with the French daily *Le Figaro*. He added, "Today, the solution is to hand over power to the Iraqis as soon as possible."

However, Perle said the answer was not to set up a UN-led administration in Iraq. "Where has the UN succeeded in administering the territories where it has been placed in charge?" he asked.

The New York Times

International Herald Tribune
Friday, August 29, 2003

Un policier tué et deux blessés par des rebelles kurdes présumés



ISTANBUL, 31 août (AFP) - 22h57 - Un policier turc a été tué dimanche par des rebelles kurdes présumés lors de l'attaque d'un commissariat à Silvan, à 90 km de Diyarbakir, chef-lieu de la région à majorité kurde dans l'est de la Turquie, selon des sources de sécurité locales.

Le commissariat a été la cible dans la soirée d'une attaque des forces rebelles au cours de laquelle le policier a été tué et deux autres blessés, sans que l'on retrouve les assaillants, a-t-on déclaré à l'AFP.

Jeudi, deux commissariats du sud-est du pays avaient déjà été la cible d'attaques de la rébellion kurde, laissant six blessés parmi les forces de sécurité dont un grave.

Selon Ankara, plusieurs milliers de combattants de la rébellion kurde du PKK (rebaptisé Kadek le 1er septembre 1999) demeurent retranchés dans le nord de l'Irak, où la vacance de pouvoir suivant la première Guerre du Golfe en 1991 leur a permis d'échapper à la répression turque.

Une loi d'amnistie et de remise de peine pour les militants kurdes acceptant de donner des informations au gouvernement, entrée en vigueur début août, était censée mettre fin à la dernière résistance des derniers groupes de rebelles kurdes, après 15 ans d'une lutte qui a fait 36.500 morts.

Irak : les stratèges

Qui sont les poseurs de bombes et les lanceurs de grenades ? L'opposition armée à l'occupation américaine est multiforme : des anciens baasistes aux salafistes, proches d'Al-Qaeda, en passant par les tribus sunnites et les « frères » arabes

L'Amérique a gagné la guerre. Va-t-elle perdre la paix ? Près de 70 soldats américains ont été tués en Irak depuis la fin officielle des combats, décrétée le 1^{er} mai dernier par George Bush. Et, depuis le début du mois, c'est l'escalade : sabotages d'oléoducs, de conduites d'eau et de lignes électriques, camions piégés contre l'ambassade de Jordanie le 7 août, puis contre le quartier général des Nations unies le 19. Une stratégie du chaos qui vise à entretenir un climat d'insécurité. Avec un double objectif : rendre l'occupation insupportable et bloquer la reconstruction.

Qui sont les lanceurs de grenades et les poseurs de bombes ? De quelle idéologie leur violence se nourrit-elle ? Il n'y a pas – ou pas encore – de mouvement de résistance nationale en Irak. Les Kurdes collaborent. Les chiïtes, majoritaires, attendent. En espérant être bien servis par les Américains – ils ont déjà obtenu 13 des 25 sièges dans le conseil intérimaire mis en place par la coalition. L'opposition armée à l'occupation est, pour l'essentiel, cantonnée au « triangle sunnite », au nord et à l'ouest de Bagdad, et à la capitale. Elle n'en est pas moins multiforme. Chercheur au Birkbeck College de

l'université de Londres, le politologue irakien Faleh A. Jabar estime, dans une récente contribution à la BBC, qu'il faut distinguer en son sein quatre groupes, même si des passerelles existent entre les uns et les autres.

► **Les baasistes.** Il s'agit d'anciens membres des services de renseignement ou de l'appareil de répression de Saddam passés à la clandestinité, soit au moment de la chute du régime, soit lorsque les Américains ont annoncé leur intention de dissoudre l'armée irakienne et le parti Baas. Faleh A. Jabar fait état d'un ordre écrit – qu'il a lui-même, précise-t-il à L'Express, vu à Bagdad – adressé par le directeur général du Moukhabarat al-Amm (les services de renseignement), peu avant la fin de la guerre, à ses fonctionnaires, leur demandant de détruire tous les documents compromettants en leur possession puis de rejoindre des « organisations islamistes » sunnites ou chiïtes. Privés d'emploi et de salaire, ces baasistes n'ont plus rien à perdre. Surtout actifs dans la région de Tikrit – le fief de Saddam – et à Bagdad, ils seraient entre 30 000 et 50 000 à avoir disparu dans la nature, et quelque 4 000 à 5 000, selon les estimations des Américains, à être entrés en résistance.



S. SALEM/REUTERS

► **Les tribus.** Certains clans sunnites semblent être partis en guerre contre la coalition par esprit de vengeance. A Fallouja et à Ramadi, des chefs de tribu locaux se sont révoltés à la suite de la répression de manifestations par l'armée américaine. Ils ont alors décidé, conformément à la tradition, de venger leurs morts. En tuant des GI américains. Après avoir, en vain, pour certains d'entre eux, tenté d'obtenir des Américains qu'ils paient le « prix du sang ». Dans son numéro du 18 août, le magazine américain *Newsweek* publiait le récit d'une rencontre de son envoyé spécial à Bagdad avec trois « résistants ». Anciens militaires, ils expliquaient être passés à l'acte pour venger, au nom de leur tribu – les Doulaïmi – 13 des leurs, tués par les soldats américains lors d'un grave incident à Fallouja. Certains

sabotages pourraient avoir également pour origine le mécontentement de chefs de tribu. Ainsi, le 18 août, Cheikh Hatam al-Assy al-Obeidi, le chef d'une tribu installée entre la ville pétrolière de Kirkouk, dans le Nord, et celle de Baïji, laissait entendre, à mots couverts, que des membres de sa tribu avaient saboté un oléoduc qu'ils étaient chargés de surveiller, tout simplement parce que les Américains les payaient moins que ne le faisait le régime de Saddam.

► **Les volontaires arabes.** Beaucoup des quelque 6 000 à 7 000 volontaires venus de Jordanie, de Palestine ou de Syrie au début de la guerre pour combattre l'offensive américaine sont toujours sur place. Essentiellement parce qu'ils n'ont pas les moyens de regagner leur pays. D'autres, depuis la fin de la guerre, ont à leur tour discrètement fran-

LA CHRONIQUE

Sur un volcan

du pire



Après l'attentat devant le siège des Nations unies, à Bagdad, le 19 août, qui a coûté la vie à Sergio Vieira de Mello, représentant spécial de l'ONU.

chi la frontière. Et ceux-là, contrairement à la première vague, appartiennent pratiquement tous à des organisations islamistes radicales. D'où la mise en garde, le 24 août, de l'administrateur américain Paul Bremer contre les « infiltrations » de « terroristes » en Irak.

► **Les salafistes.** Une nébuleuse islamiste émerge en effet. Il s'agit surtout de groupuscules salafistes. Principale organisation dans le collimateur de la coalition : Al-Ansar al-Islam. Ce mouvement proche d'Al-Qaeda opérerait avant la guerre à la frontière est du Kurdistan autonome. Ses camps ont été détruits par l'aviation américaine. Mais, après avoir fui en Iran, certains de ses combattants – environ 150, selon les services de renseignement américains – se sont infiltrés par petits groupes en Irak, essentiellement dans la capitale. Certains experts

pensent que l'attentat contre le quartier général de l'ONU porte la marque de ce groupe. « Cet attentat s'inscrit dans la logique d'Al-Qaeda », estime ainsi l'Égyptien Dia'a Rashwan, spécialiste de l'islam radical au centre Al-Ahram d'études politiques et stratégiques, au Caire. En rappelant que le réseau terroriste a dans le passé plusieurs fois exprimé son opposition à l'ONU. C'est aussi l'avis de Faleh A. Jabar, pour qui le recours à l'attentat suicide est une « signature ».

C'est l'un des paradoxes de ce conflit : alors que la chute de Saddam Hussein était censée, selon George Bush, participer de la lutte contre Al-Qaeda, elle a, au contraire, ouvert les portes de l'Irak aux amis d'Oussama ben Laden. Lesquels rêvent aujourd'hui d'en faire la nouvelle base du jihad contre l'Occident. ●

Dominique Lagarde

● Comprend-on qu'il y a le feu ? Plus les attentats se multiplieront en Irak et moins les Etats-Unis seront à même de remettre ce pays en marche, plus les Irakiens rejeteront, en conséquence, la présence américaine et plus les terroristes pourront continuer à converger vers l'Irak pour tuer et saboter, embourber et humilier la plus puissante des démocraties, seule force militaire capable de se projeter aux quatre coins de la planète.

La peur du gendarme va bientôt reculer dans le monde et, quand la dégradation irakienne n'apparaîtra plus maîtrisable, c'est alors que viendra le pire. Les Etats de la région joueront alors chacun leur carte en Irak. Ils y soutiendront les uns contre les autres, car tous craignent de pâtir d'un éclatement de ce voisin, de voir la disparition de ses frontières mettre les leurs en question.

Un volcan gronde à Bagdad, mais que faire avant que cette crise n'ébranle toute la région et très vite le monde, puisque le Moyen-Orient en est le poumon ? Dans l'immédiat, c'est le blocage car, même si les Américains finissaient par mettre la main sur Saddam Hussein, même si, de ce fait, la tension baissait un instant, cela ne ferait que les encourager à persévérer dans l'erreur. Les Etats-Unis ne veulent, aujourd'hui, qu'engager plus de nouveaux pays et de troupes dans cette aventure, en partager les risques mais se réserver les commandes – demeurer seuls responsables d'une situation qui ne fera, donc, qu'amoindrir toujours plus leur autorité.

A court terme, cette cécité



BERNARD GUETTA

durera mais, raison de plus, en attendant le jour où les sondages feront réfléchir la Maison-Blanche, pour ouvrir une perspective politique, pour défricher les chemins d'une solution fédérale en prévi-

sion du moment où il n'y aura guère plus de temps pour réagir. Cette solution, les Kurdes la souhaitent car ils vivaient, depuis la première défaite de Saddam, dans une autonomie de fait qu'ils n'aspirent qu'à pérenniser. Les chiïtes l'accepteraient car, après avoir tant souffert sous l'ancien régime, ils souhaitent pouvoir se gouverner eux-mêmes. Les sunnites, enfin, s'y résigneraient car ils ne sont plus en mesure de dominer le pays. Non seulement le fédéralisme permettrait que des élections ne suscitent pas une guerre civile en donnant tout le pouvoir aux chiïtes, mais les pays limitrophes pourraient également s'y rallier puisque, dans ce cadre, la communauté internationale aurait les moyens de maintenir les frontières irakiennes.

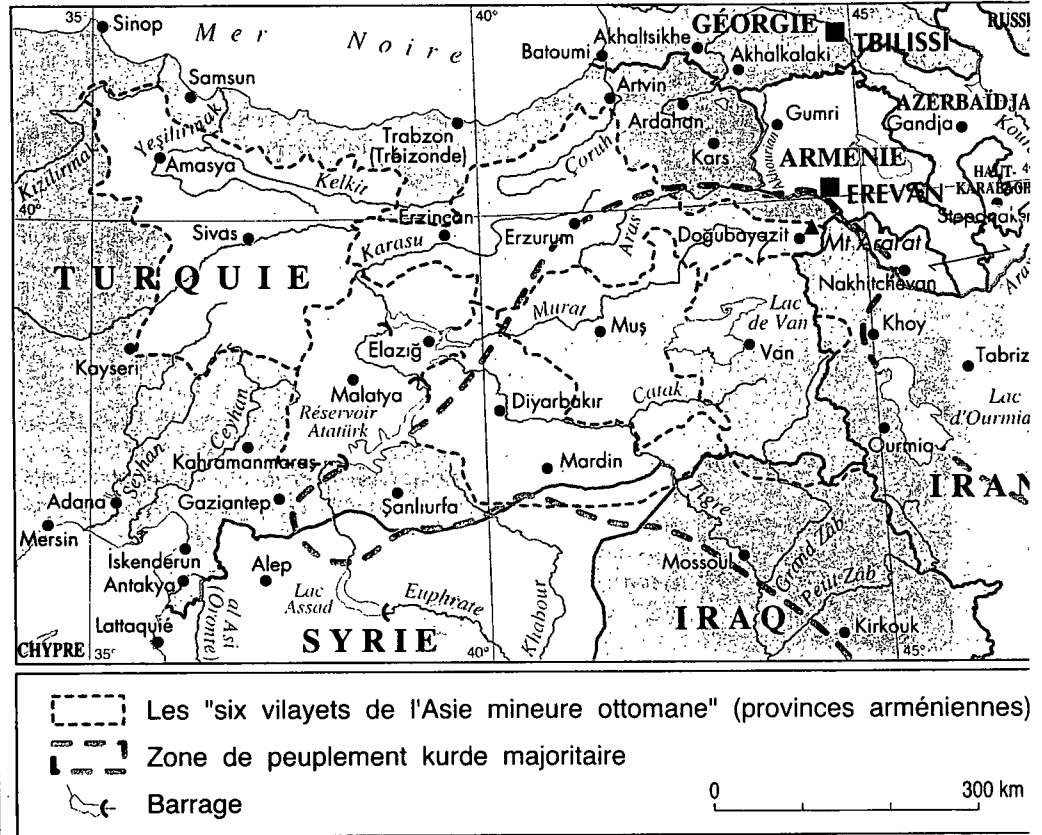
Dès lors que Kurdes, sunnites et chiïtes auraient leurs propres dirigeants, élus et responsables, l'ONU pourrait en effet concentrer l'effort international sur des missions d'assistance et être, pour le temps nécessaire, garante d'une répartition équitable de la manne pétrolière, seul ciment possible de l'unité fédérale. Tout le monde y trouverait son compte, la paix au premier chef, mais c'est sans délai qu'il faut prôner ce fédéralisme pour qu'il puisse s'imposer, le jour venu. La France aurait, là, les moyens de mobiliser l'Europe et d'en faire une force de proposition, un médiateur. ●

France-Arménie
11 FÉVRIER 2009

L'accès aux sources un dangereux lev

Existe-t-il une relation entre le négationnisme actif du génocide des Arméniens par l'Etat turc, depuis près d'un siècle, et les territoires situés à l'est de l'Anatolie où prennent leurs sources l'Euphrate et le Tigre, jadis peuplés par les Arméniens ?

Au Moyen-Orient, marqué par l'aridité à l'exception des montagnes, l'Euphrate fut l'un des creusets des premières grandes civilisations agraires et urbaines de l'histoire. Corne du croissant fertile, la Mésopotamie - le pays entre les fleuves - comprend les vallées du Tigre et de l'Euphrate et tout le pays intermédiaire. Considérée sous l'aspect géologique et hydrologique, elle regroupe deux pays, l'Irak et la Syrie. La caractéristique du bassin mésopotamien réside en l'origine non arabe de ses eaux fluviales, qui prennent leur source dans les montagnes situées à l'est de la Turquie, dont les neiges alimentent le débit des fleuves. Etiré sur 2 780 km à partir de ses sources - le Karasu et le Murat - le cours de l'Euphrate prend naissance dans les massifs arméniens (1). Ses deux branches mères s'unissent au nord-ouest de Kharpert (Elazi), tandis que le Tigre, long de 1 718 km, prend sa source au sud-est de la ville. Le Tigre et l'Euphrate forment, en Asie occidentale, l'un des 26 principaux bassins fluviaux du monde (2). Pourtant, l'est de l'Anatolie, que les Turcs ont baptisé la vallée heureuse, est aujourd'hui la région la plus reculée de Turquie, où les Kurdes, qui représentent environ 20 % de la population turque, sont majoritaires.



Les enjeux de l'eau, source de conflits et instrument de puissance

Classée par la Banque mondiale comme l'une des régions les plus pauvres en ressources naturelles renouvelables en eau, le Moyen-Orient présente toutefois de grandes disparités. La Turquie, notamment, où le Tigre, l'Euphrate et leurs grands affluents prennent leur source, capitalise les ressources les plus abondantes et est considérée, de ce fait, comme le château d'eau de la région. Le problème de l'eau, en outre, y occupe depuis quelques années une place de plus en plus importante. En effet, les conditions particulières moyen-orientales du climat, semi-aride à désertique, et de la délimitation récente et conflictuelle des frontières entre Etats, consécutive au démembrement de l'Empire ottoman en vertu du traité de Lausanne signé le 24 juillet 1923, définissent le cadre de la problématique.

L'eau est un facteur géopolitique lié au rapport entre la quantité de ressources et la démographie : alors que les disponibilités ne répondent plus aux be-

soins des populations, l'eau devient un enjeu potentiellement conflictuel. Dans les années à venir, la pression liée à la gestion des ressources hydrauliques de la région risque de s'accroître car les eaux, notamment celles de l'Euphrate, ne suffiront pas à subvenir à une consommation en constante augmentation, due à l'accroissement démographique et au développement de l'agriculture, aujourd'hui premier secteur consommateur d'eau douce. A l'horizon 2025, le bassin mésopotamien, où la population dépassera les dix millions d'habitants, n'offrira plus qu'une quantité d'eau inférieure à 1 700 m³ par personne et souffrira alors de stress hydrique (3).

Voilà dix mille ans qu'est née en Mésopotamie une des premières formes d'agriculture, indissociable de la maîtrise de l'eau. Celle-ci est actuellement un enjeu majeur pour l'avenir des populations comme pour la stabilité de la région. Aujourd'hui, le contrôle de l'eau est devenu un sujet de tensions et un moyen de pression : les longs fleuves transfrontaliers sillonnent des Etats aversés, et les politiques de développement des infrastructures hydrologiques sont souvent contradictoires.

de l'eau en Turquie : ier de puissance

L'arme blanche d'Atatürk

Mustapha Kemal, pour qui l'eau devait être l'arme maîtresse de la puissance turque, lança la Turquie sur la voie de l'exploitation massive des ses ressources en eau dès 1920. Ses successeurs l'ont suivi avec constance, tels les présidents Turgut Ozal, ingénieur en électricité, et Suleyman Demirel, ingénieur hydraulicien, qui ont soutenu avec force dans les années 1980 le projet de développement hydraulique de l'est de l'Anatolie (GAP). La Turquie s'est donc lancée très tôt dans une politique ambitieuse d'aménagements des fleuves dans le but de profiter de l'intégralité des ressources en eau de cette région. Au prix de l'inondation définitive des vallées, de la disparition des villes en bordure du fleuve et de l'exil de leurs habitants. Les Kurdes, se trouvant liés à la question décisive de l'accès à l'eau, ont subi les politiques d'exode rural forcé des terres les plus fertiles du sud-est de la Turquie aux grandes agglomérations dortoirs.

Le pouvoir de l'eau

L'eau est au Moyen-Orient un enjeu économique et stratégique vital. Mais elle prend, en Turquie, la dimension d'un outil politique tout à fait particulier. Sa position en amont des fleuves transfrontaliers, le Tigre et l'Euphrate, par rapport à la situation en aval

de la Syrie et de l'Irak, donne à la Turquie le contrôle des deux cours et lui permet d'utiliser l'eau, en premier, au mieux de ses propres besoins agricoles et industriels. La Turquie contrôle effectivement 88 % du débit de l'Euphrate et environ 50 % de celui du Tigre. Ces proportions lui permettent de revendiquer une souveraineté absolue sur les ressources hydrauliques prenant naissance sur son territoire, et son droit d'en user indépendamment, sans se soucier des besoins des pays situés en aval des fleuves. "L'objectif final d'Ankara semble vouloir être de contraindre ses voisins arabes à une dépendance hydraulique, inaugurant ainsi dans cette région un nouveau type de pouvoir géopolitique : le pouvoir de l'eau. La question de l'eau est un exemple direct de l'instrumentalisation des facteurs géographiques au service de préoccupations géopolitiques" (4). L'eau fournit donc à la Turquie, dans ses relations avec ses voisins du Sud, un véritable levier de puissance qui élève ses ressources à un niveau équivalent à celui de l'enjeu stratégique du pétrole.

Le Projet de Grande Anatolie

Le GAP (Güneydogu Anadolu Projesi) lancé en 1976, est un des trois plus grands chantiers de construction de barrages au monde. Il prévoit la construction, d'ici à 2010, de vingt-deux barrages capables d'irriguer 1 700 000 hectares de terre - envi-

ron 25 % des terres irrigables du pays - et de dix-neuf centrales électriques. La pièce maîtresse de ce projet est le barrage Atatürk, sixième plus grand barrage du monde, achevé en 1992. Le coût du projet global est évalué à trente-deux milliards de dollars. Cependant, la Banque mondiale a décliné son soutien à ce projet en 1984, d'une part par crainte d'un conflit en l'absence d'accord avec les pays de l'aval, et d'autre part pour des raisons écologiques. Les pays occidentaux, dont les Etats-Unis, auraient également refusé d'accorder des crédits à la Turquie pour ne pas s'aliéner les pays arabes (sic). L'Etat turc entend ainsi mettre en valeur l'une des régions les plus pauvres du pays, et mieux contrôler l'instable Kurdistan. Il se dote en même temps d'un moyen de pression sur ses deux voisins, avec lesquels toutes les négociations sur le partage des fleuves ont à ce jour échoué.

La guerre des sources

Pendant près de quinze ans, de 1984 à 1999, Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc située au cœur de la Turquie du sud-est, a été le théâtre d'une guerre sans merci entre l'armée turque et les combattants du PKK - Parti des Travailleurs du Kurdistan - dont les cibles prioritaires étaient les chantiers du GAP. La répression a eu lieu à huis clos, dans une région bouclée interdite aux journalistes. Le PKK a aujour-

La question kurde et l'or bleu par Kendal Nezan

Les autorités turques ont à maintes reprises, notamment par la voix de l'ancien Président Turgut Ozal, déclaré ouvertement leur projet d'évaluation des régions montagneuses du Kurdistan sous prétexte de sécurité nationale et de développement économique. Elles envisageaient même de dépeupler entièrement une vaste région incluant les provinces de Mouch-Bingöl, Dersim pour en faire un immense parc naturel. La répression massive des populations kurdes par



Photo Stéphane Donélian

Kendal Nezan, Président de l'Institut kurde de Paris

l'armée après le coup d'état militaire de septembre 1980 a suscité la lutte armée du PKK, à partir de 1984. Celle-ci à son tour, a fourni aux Turcs le prétexte de sécurité et de lutte contre le terrorisme. C'est dans ce contexte que plus de trois millions de paysans kurdes ont été déplacés de force vers les plaines, environ 3 400 villages kurdes évacués et détruits.

Malgré la fin de la guérilla du PKK, les paysans kurdes déplacés ne sont tou-

jours pas autorisés à regagner leur région d'origine pour reconstruire leur village. L'objectif du régime turc est à la fois politique et économique. Il cherche à faire partir de la région un maximum de Kurdes vers l'ouest du pays afin d'accélérer le processus d'assimilation et de turquisation dans l'espoir de parvenir un jour à déterritorialiser la question kurde, en faire une simple question de minorité linguistique. L'objectif économique est la maîtrise des ressources hydrauliques de la région à la fois pour les besoins de la Turquie mais aussi pour faire de celle-ci la principale puissance de "l'or bleu" qu'est devenue l'eau au Proche-Orient. Par ailleurs, l'évacuation des Kurdes des zones sensibles pourrait faciliter le contrôle et la sécurité du fameux oléoduc qui doit évacuer vers les ports turcs, le pétrole de la mer Caspienne.

La libre expression de la revendication identitaire des 15 millions de Kurdes de Turquie comporte le risque d'une demande d'autonomie territoriale et politique à l'instar de celle dont jouissent de fait les Kurdes en Irak. A terme, dans un monde en plein changement, l'éventualité de l'émergence d'un Kurdistan riche en eau et en pétrole ne paraît pas improbable pour les dirigeants d'Ankara. C'est pourquoi, alors qu'ils revendiquent un Etat souverain pour les quelque 100 000 Turcs chypriotes, ils refusent de reconnaître aux Kurdes de Turquie des droits linguistiques et culturels et essaient par tous les moyens d'empêcher la formation d'un Kurdistan autonome ou fédéré en Irak.

Propos recueillis par Florence Tsorig Mardirossian

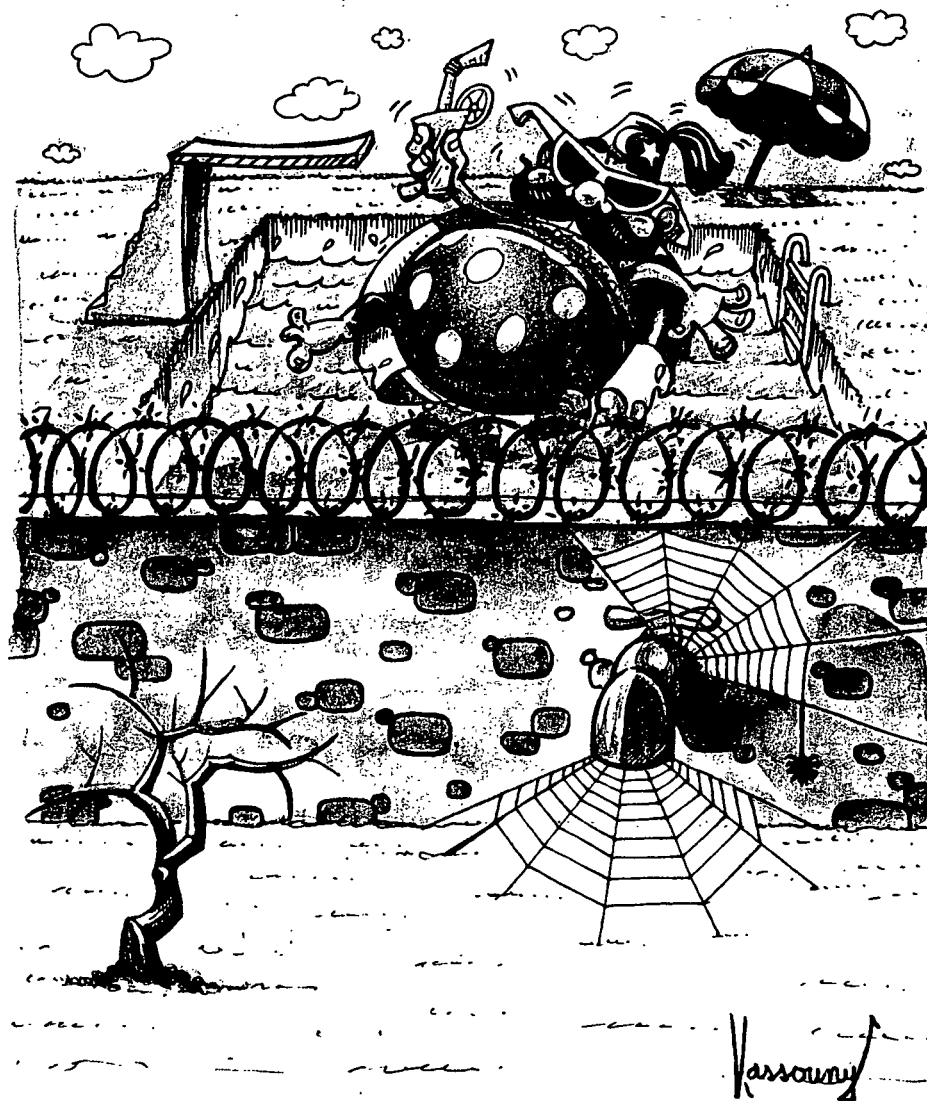
d'hui perdu la guerre et Ankara croit, plus que jamais, à la force assimilatrice de son arme absolue : le GAP, outil néo-kémaliste. Diyarbakir compte aujourd'hui une population de deux millions d'habitants, gonflée au fil des années par des réfugiés s'entassant à la périphérie, suite aux destructions de leur village par l'armée turque. En outre, depuis le lancement du GAP, des centaines de villages ont été détruits, entraînant l'expropriation de centaines de milliers d'habitants.

"Cela ne fait aucun doute, le GAP est mené comme on mène une guerre. Le projet a son général : le président de la République. Son état-major : un Haut conseil composé du Premier ministre et de plusieurs ministres d'Etat et ses généraux [Conseil de sécurité], comme Dogan Altinbilek, directeur général de la toute puissante DSI - les Travaux hydrauliques nationaux - qui [conclut] avec solennité : nous allons faire revenir la civilisation en Anatolie du sud-est !" (5)

Les sources du négationnisme

Depuis le 1er millénaire av. J.-C., certains peuples ont connu une longévité remarquable dans les régions de l'Euphrate, notamment les Arméniens et Kurdes. Dans la vallée du Haut Euphrate, se trouvait l'entité arménienne appelée à bâtir une nation, tandis qu'à l'est se trouvaient les Kurdes, réunion de clans montagnards de la vallée du Tigre au plateau iranien.

A l'issue de la Première Guerre mondiale s'ouvre, à Paris le 18 janvier 1919, la conférence de la Paix afin, notamment, de régler le sort de l'Empire ottoman et de négocier la question d'Orient. Le traité de Sèvres entre les Alliés et l'Empire ottoman, le dernier rédigé par la conférence de la Paix, est alors signé le 10 août 1920, mais ne sera jamais ratifié par la Turquie. Le traité stipule à l'article 89 que "la Turquie et l'Arménie, ainsi que les hautes parties contractantes, conviennent de soumettre à l'arbitrage du président des Etats-Unis d'Amérique, la détermination de la frontière entre la Turquie et l'Arménie, dans les vilayets d'Erzerum, Trébizonde, Van et Bilis." Tout en considérant, à l'article 62, les régions où domine l'élément kurde, situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie, et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie. Outre la reconnaissance d'un Etat arménien indépendant, le traité de Sèvres reconnaît l'injustice de la loi de 1915 relative aux "Propriétés abandonnées" par les Arméniens - Emval-I-Metroukeh - et prévoit à l'article 144 le retour des déportés à leur terre et leur réintégration sociale. Nous pouvons, en conséquence, légitimement nous demander si le négationnisme d'Etat du crime de génocide planifié et exécuté par les dirigeants du Comité Union et Progrès contre les Arméniens, ne trouve pas également une explication dans la problématique de l'eau que Mustapha Kemal formalisa, en son temps, comme enjeu majeur du XX^{ème}



siècle. Le peuplement turc à l'est de l'Anatolie s'inscrivait alors dans le cadre de ses ambitions territoriales au lendemain du démantèlement de l'Empire, le Pacte national, fondateur du mouvement nationaliste, n'ayant de sens que pour la Turquie préservée dans son ensemble. Les massacres des réfugiés arméniens dans la Turquie de l'est en 1918, perpétrés par les nationalistes, eurent pour objectif d'étouffer la menace de création d'un Etat arménien prévu par la conférence de la Paix, aux dépens du territoire oriental de l'Empire. La continuité dans les pratiques criminelles du régime hamidien, puis des Jeunes-Turcs, a donc été assurée par les Kémalistes afin de résoudre la même question stratégique de l'intégrité territoriale de l'espace turc dont l'accès aux sources de l'eau est un des fondamentaux. Ici commença la réécriture de l'histoire turque, dont l'enjeu principal était la préservation de son image. (6)

Le spectre du séparatisme aura hanté les dirigeants séculiers turcs qui auront rêvé une puissance homogène afin de mieux la maîtriser et l'utiliser, les obs-

tacles à sa souveraineté devant être franchis. Gageons que l'eau demeurera la pierre angulaire de la problématique proche et moyen-orientale dans le siècle en cours, représentant à elle seule la clé du développement et de la puissance. "Si le XX^{ème} siècle a été celui du pétrole, le XXI^{ème} sera celui de l'eau." (7)

Florence Tsorig Mardrossian

- (1) © L'Euphrate, dix mille ans d'histoire. Jean-Claude Golvin, GEO n° 282, août 2002.
 (2) Atlas mondial de l'eau, une pénurie annoncée. Salfi Diop et Philippe Rekacewicz, Editions Autrement, 2003.
 (3) World Resources Institute, PAGE (Pilot Analysis of Global Ecosystems), 2000.
 (4) Le Moyen-Orient et l'eau, André Dulait et François Thuail, Centre de Réflexion et d'Etudes sur les Problèmes Internationaux (CRESPI), 2000.
 (5) Turquie : un siècle pour dompter l'Euphrate. Bertrand de Lesquen, GEO, n° 282, août 2002.
 (6) Empire ottoman. Le déclin, la chute, l'effacement. Yves Ternon, Editions du Félin et Michel de Maule, 2002.
 (7) Water at heart of Turkey's policies on Kurds and Mideast neighbors, Stephen Kinzer, New York Times, 28 February, 1999 ; déclaration de Ishak Alaton, "un homme d'affaires turc visionnaire".